

gouvernement du Québec comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1984

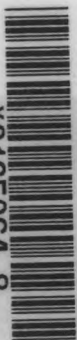
Bibliothèque
Université du Québec UQAT
Case postale 8000
Rouyn, Québec, Canada
J9X 5M5

1983-1984

volume 1

états financiers

X0165264 8



gouvernement du Québec

comptes publics

année financière terminée le 31 mars 1984

Bibliothèque
Université du Québec UQAT
Case postale 8000
Rouyn, Québec, Canada
J9X 5M5

1983-1984

volume 1

états financiers

Publiés conformément aux dispositions de l'article 71 de la
Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6)

07. 2051168

ISSN 0706-2869
ISBN 2-551-08944-1 (édition complète)
ISBN 2-551-08945-X (volume 1)
Dépôt légal — 4^e trimestre 1984
Bibliothèque nationale du Québec

À son Excellence le Lieutenant-gouverneur
Monsieur J. Gilles Lamontagne
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Lieutenant-gouverneur,

Le soussigné a l'honneur de vous présenter les Comptes publics du
gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars
1984.

Le ministre des Finances,
Yves L. Duhaime

Québec, décembre 1984

Au Ministre des Finances
Monsieur Yves L. Duhaime
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

Conformément au mandat qui m'a été confié, j'ai l'honneur de vous présenter les Comptes publics du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1984, lesquels ont été préparés selon les dispositions de la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).

Respectueusement soumis,

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Québec, décembre 1984

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE		SECTION
INTRODUCTION	9	OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	1
ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1984		Sommaire Revenus Dépenses	
Conventions comptables — Énoncé et exposé	13		
Revenus, dépenses et dette nette	18	OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES	2
Actif et passif	20	Sommaire	
Besoins financiers et financement	22	Placements	
Notes complémentaires	23	Régimes de retraite	
Opinion du Vérificateur général sur les états financiers du gouvernement du Québec	29	Autres comptes	
		FINANCEMENT	3
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1984		Sommaire	
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires et Opinion du Vérificateur général	33	Variation de l'encaisse Nouveaux emprunts Remboursements d'emprunts Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'université du Québec et Opinion du Vérificateur général	36	ACTIF ET PASSIF — DETTE NETTE	4
Fonds de relance industrielle et Opinion du Vérificateur général	39	Actif et Passif Dette nette	
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Opinion du Vérificateur général	41	Notes complémentaires	
Fonds des services de santé et Opinion du Vérificateur général	44	ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF	5
Fonds en fidéicommis et Opinion du Vérificateur général	47	INDEX ALPHABÉTIQUE, pages I — III	
Fonds spécial olympique et Opinion du Vérificateur général	49		
Fonds spéciaux du crédit agricole et Opinion du Vérificateur général	53		
ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1984			
Fonds renouvelable de la Direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement et Opinion du Vérificateur général	59		
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement et Opinion du Vérificateur général	63		
Fonds renouvelable des publications gouvernementales et Opinion du Vérificateur général	65		
Fonds renouvelable du Service de la cartographie et Opinion du Vérificateur général	68		
Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec et Opinion du Vérificateur général	71		
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques et Opinion du Vérificateur général	74		
Fonds renouvelable — Télécommunications et Opinion du Vérificateur général	77		

INTRODUCTION

Les Comptes publics sont publiés en deux volumes. Le volume 1 présente, au début, les États financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1984 accompagnés de l'Opinion du Vérificateur général. Suivent les états financiers des Fonds spéciaux et des Fonds renouvelables qu'administre le Gouvernement, à l'exception de ceux du Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants lesquels n'étaient pas disponibles à la date de publication des Comptes publics. Les états financiers de chacun de ces Fonds sont également accompagnés de l'Opinion du Vérificateur général.

Les renseignements nécessaires pour expliciter les États financiers du Gouvernement font l'objet des sections 1 à 5 de ce volume, soit:

- les opérations budgétaires qui regroupent les transactions afférentes aux revenus et aux dépenses, par ministère, y compris celles relatives aux dépenses en capital;
- les opérations non budgétaires qui regroupent les activités reliées aux placements du Gouvernement, les opérations du compte des Régimes de retraite de même que les variations d'éléments d'actif et de passif à court terme;
- les besoins financiers nets découlant des opérations budgétaires et non budgétaires ainsi que les sources de financement;
- l'état de l'actif et du passif du Gouvernement au 31 mars 1984 comportant les renvois invitant le lecteur à se reporter aux annexes de l'actif et du passif ainsi que l'état de la dette nette et les notes complémentaires aux États financiers du Gouvernement qui y ont été reproduites;
- les tableaux complémentaires détaillant les postes figurant à l'état de l'actif et du passif ainsi que des données financières concernant les passifs éventuels et les engagements financiers du Gouvernement au 31 mars 1984.

Le volume 2 présente, par ministère, le Détail des dépenses et la liste des fournisseurs et bénéficiaires. Il contient également la liste des biens en capital.

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

**ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1984**

CONVENTIONS COMPTABLES

ÉNONCÉ

Les conventions comptables actuellement en usage au gouvernement du Québec comportent les règles suivantes édictées par le Conseil du trésor:

- I — Il ne sera plus fait de distinction entre les dépenses ordinaires et les dépenses en immobilisations dans l'établissement du résultat des comptes budgétaires;
- II — Les revenus en provenance du gouvernement du Canada sont comptabilisés selon la base de caisse, à l'exception, lorsqu'il font l'objet d'une réclamation ou sont estimés avant le 1er mai suivant immédiatement la fin de l'année financière en cause, des revenus reliés à un programme à frais partagés avec compensation financière seulement, lesquels sont plutôt comptabilisés selon la base de l'année financière à laquelle la dépense correspondante a été imputée;
- III — Les recettes jusqu'au 31 mars inclusivement seront incluses dans les revenus de l'année, sans égard à la date à laquelle ces sommes seront déposées à la banque. De plus, les cotisations et les comptes émis avant le 1er avril seront compris dans le revenu de l'année financière qui se termine, et apparaîtront comme comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif;
- IV — Les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril et représentant des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, seront comptabilisées comme revenus de l'année financière qui vient de se terminer; il en est de même pour les contributions perçues des employeurs au cours du mois d'avril afférentes aux salaires versés avant le 1er avril dans le cadre de la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie;
- V — Les dépenses, de même que les contributions, les remboursements et les imputations applicables contre les dépenses, seront comptabilisés sur la base d'exercice. Cependant, le 30 avril sera retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer couvrant des services rendus et des marchandises reçues avant le 1er avril;
- VI — Les opérations afférentes aux divers régimes de retraite sont traitées comme suit:
 - a) dans le cas du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics RREGOP (L.R.Q., c. R-10), le montant imputé aux dépenses du Gouvernement représente la proportion prévue dans cette loi comme contribution de l'employeur par rapport aux cotisations reçues des employés pendant l'année financière, excluant celles des employés des organismes visés à l'article 120 de la Loi sur ledit Régime, et représente également l'intérêt sur la provision au 31 mars précédent; ce montant, imputé aux dépenses budgétaires du Gouvernement, de même que les contributions à titre d'employeur des organismes visés à l'article 120 de la Loi sur ledit Régime, sont portés au crédit d'un compte non budgétaire par lequel transitent également le paiement des prestations, les remises de cotisations et les remboursements de contributions;
 - b) dans le cas des autres régimes, les cotisations des participants ainsi que, dans le cas particulier du Régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12), les contributions des organismes employeurs énumérés au premier alinéa de l'article 72 de la Loi sur ledit Régime, sont portées au crédit d'un compte non budgétaire et ne font pas partie des revenus du Gouvernement; par contre, les pensions payées de même que les remises de cotisations et de contributions sont débitées à ce compte non budgétaire. La contribution du Gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le Gouvernement. Tout excédent annuel, par régime, des sommes débitées sur celles créditées au compte du régime de retraite est comblé par une imputation aux dépenses des ministères ou organismes concernés et porté au crédit de ce compte non budgétaire;
- VII — Les escomptes sur la dette obligataire et les frais d'émission seront imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ces frais sont initiés. Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction du service de la dette;
- VIII — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaîtront plus à l'état de l'actif et du passif du Québec pour ne laisser apparaître à cet état que les postes compatibles avec un état fondé sur la dette nette. Cependant, un fichier de contrôle des immobilisations sera maintenu et une liste des immobilisations sera incorporée dans les Comptes publics;
- IX — Les frais reportés et les immobilisations n'apparaissant plus à l'état de l'actif et du passif, il ne sera plus question de charger aux dépenses l'amortissement annuel comme par le passé;
- X — Les placements en actions et en obligations de même que les prêts et avances aux entreprises du Gouvernement sont inscrits au coût alors que les autres prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative;
- XI — Les bons du trésor émis en devises canadiennes sont inscrits à leur valeur nominale. L'escompte est apparenté à de l'intérêt et la comptabilité est faite selon la base d'exercice.
- XII — À la fin de chaque année financière, et sans tenir compte des ajustements éventuels susceptibles d'être effectués à l'égard des comptes et des cotisations contestés ou susceptibles de l'être, les comptes à recevoir et les prêts et avances sont analysés pour déterminer le montant de la provision nécessaire pour montrer ces actifs à leur valeur estimative de réalisation;

La variation de cette provision, tant sur les comptes à recevoir que sur les prêts et avances, est portée à la dette nette.

Les comptes à recevoir et les prêts et avances jugés irrécouvrables et radiés au cours d'une année financière sont portés aux dépenses des ministères et organismes qui encourent la perte. Les recouvrements de créances radiées sont par ailleurs portés en diminution des créances radiées.

EXPOSÉ

Pour les fins d'une application pratique, des précisions ont été apportées à cet énoncé par le Contrôleur des finances dans le sens des lignes directrices et de la philosophie qui ont présidé à ces décisions. Dans l'exposé qui suit, on retrouve l'essentiel de ces précisions qui tiennent compte d'un certain nombre de contraintes administratives et légales et qui couvrent les opérations du Fonds consolidé du revenu et du Fonds des services de santé.

I — GÉNÉRALITÉS

Le Gouvernement tient sa comptabilité selon une méthode mitigée de caisse et d'exercice. Cette méthode a été retenue parce que l'emploi de la comptabilité d'exercice intégrale au Gouvernement comporte trop de difficultés administratives, qu'elle nécessite un grand nombre d'estimations plus ou moins valables et que son application est difficile en raison même de certaines dispositions de la Loi sur l'administration financière.

II — REVENUS

Les revenus proviennent de l'application des lois, règlements et ententes; ils sont répartis à l'état des opérations budgétaires en revenus autonomes et en transferts du gouvernement du Canada.

Les revenus autonomes comprennent les impôts sur le revenu et les biens, incluant les contributions des employeurs au Fonds des services de santé, les taxes à la consommation, les droits et permis, les revenus divers et les transferts des sociétés d'État. Les revenus divers découlent de certaines activités du Gouvernement et comprennent notamment:

- Les ventes de biens et services, incluant le produit de la disposition des biens en capital;
- Les intérêts gagnés sur les placements et autres;
- Le produit des amendes et confiscations et la récupération des dépenses faites pour le compte de municipalités, organismes, corporations et individus.

CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Quant aux transferts du gouvernement du Canada, ils comprennent les encaissements en vertu des lois sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur le financement des programmes établis, de l'entente sur le bilinguisme et d'autres lois, ainsi que les contributions du gouvernement du Canada afférentes aux programmes à frais partagés.

Comptabilisation

Revenus autonomes

Sont comptabilisés sous ce titre:

- Les sommes encaissées à titre de revenus au cours de l'année financière;
- Les cotisations, réclamations ou comptes émis au cours de l'année financière, en autant qu'ils représentent des sommes à recevoir à titre de revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer;
- Les réclamations émises à des débiteurs jusqu'au 30 avril inclusivement, eu égard aux dépenses faites pour leur compte avant le 1er avril et qui ont été imputées à une année financière écoulée.

Les soldes non perçus au 31 mars sont inclus aux comptes à recevoir à l'état de l'actif et du passif.

Sont également comptabilisées comme revenus de l'année financière et comme comptes à recevoir au 31 mars, les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril.

La contribution des employeurs au Fonds des services de santé est constituée des sommes encaissées et des comptes émis du 1er avril au 31 mars, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les sommes perçues en trop au titre de revenus, remboursées jusqu'au 31 mars ainsi que les notes de crédit émises à des débiteurs sont déduites des revenus de l'année financière, quelle que soit l'année où ces revenus ont été inscrits.

Les revenus sont inscrits sans déduction des frais incidents à leur réalisation ou à leur perception. Ces frais sont portés aux dépenses.

Transferts du gouvernement du Canada

Ces revenus sont comptabilisés sur la base de caisse. Cependant, les revenus provenant des programmes à frais partagés avec compensation financière seulement, sont enregistrés selon les sommes encaissées avant le 1er avril et les réclamations et estimations établies, eu égard aux dépenses qui ont été imputées à une année financière écoulée.

III — DÉPENSES

Toutes les charges imputées sur les crédits autorisés de l'année financière terminée le 31 mars constituent des dépenses, à l'exception de celles se rapportant aux opérations non budgétaires.

Ces dépenses comprennent les frais de fonctionnement, les dépenses en capital et les dépenses de transfert. Elles s'effectuent à même les allocations de ressources financières accordées par le Parlement dans le cadre des lois des subsides, des lois particulières et des mandats spéciaux du Gouvernement qui en permettent le déboursé sur le Fonds consolidé du revenu et/ou le Fonds des services de santé.

Comptabilisation

Nonobstant le paragraphe V de l'énoncé des conventions comptables et compte tenu de la Loi sur l'administration financière, seules les charges imputées sur les crédits autorisés sont inscrites aux dépenses.

Les livres demeurent ouverts pour une période de 30 jours après le 31 mars pour permettre l'enregistrement des dépenses afférentes à l'année financière écoulée pour des marchandises reçues ou des services rendus avant le 1er avril.

Quant aux dépenses de transfert, elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement est dûment approuvé

avant le 1er avril et que l'imputation aux dépenses est faite au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année financière jusqu'à concurrence des crédits autorisés.

Les coûts d'acquisition des biens en capital sont portés aux dépenses et, de ce fait, affectent le résultat des opérations budgétaires d'une année financière. Par conséquent, les édifices gouvernementaux, les routes et ponts et autres biens en capital ne figurent pas à l'état de l'actif et du passif. Cependant, un fichier de contrôle de ces biens est tenu à jour et une liste en est publiée annuellement dans les Comptes publics.

Les dépenses payées d'avance ne sont pas reportées; elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année financière terminée le 31 mars et font partie des opérations budgétaires.

Il ne se fait pas d'imputation pour services rendus entre les ministères ou leurs unités administratives.

Service de la dette

Les intérêts sur les emprunts temporaires ainsi que sur les obligations et les autres emprunts sont inscrits selon la comptabilité d'exercice; il en est de même pour l'escompte sur les bons du trésor qui est appa- renté à de l'intérêt.

Les frais d'émission des obligations sont imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont encourus. Les primes ou les escomptes sont inscrits aux revenus ou aux dépenses lors de la réalisation des emprunts sauf pour l'escompte d'émission de titres s'apparentant à de l'intérêt lequel est considéré comme tel et est capitalisé à la date d'anniversaire de l'emprunt pour atteindre progressivement la valeur nominale à l'échéance. La fluctuation du change étranger entre la date de l'encaissement de l'emprunt et celle du remboursement est portée aux revenus ou imputée aux dépenses lors du remboursement.

L'écart entre la valeur nominale et le coût des obligations acquises pour les fonds d'amortissement ainsi que l'écart entre la valeur nominale et le produit de leur disposition sont portés aux revenus ou aux dépenses.

Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction des dépenses.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Ce régime est comptabilisé conformément à la convention comptable mentionnée à l'item VI (a) de l'énoncé ci-dessus. L'intérêt sur la provision au 31 mars précédent est comptabilisé depuis 1978-1979.

Autres régimes de retraite

Les autres régimes de retraite sont comptabilisés depuis l'année financière 1978-1979 conformément à la convention comptable mentionnée à l'item VI (b) de l'énoncé ci-dessus; cette convention comptable n'a pas été appliquée antérieurement au 1er avril 1978. La dépense est établie en fonction de la politique budgétaire et sa contrepartie est portée au crédit du compte des régimes de retraite.

Radiations des créances irrécouvrables

Les créances radiées au cours de l'année financière sont portées aux dépenses, sauf celles pour lesquelles une provision a été établie au 31 mars 1980.

IV — ACTIF ET PASSIF

L'état de l'actif et du passif est présenté en tenant compte également des notes explicatives qui suivent:

1. Placements temporaires

Ces placements sont susceptibles de réalisation rapide; ils peuvent comprendre des dépôts à terme et des valeurs négociables détenues à titre temporaire, incluant celles émises par le gouvernement du Québec. Ils sont comptabilisés au coût.

2. Comptes à recevoir

Les comptes à recevoir représentent les charges, réclamations ou cotisations émises à des débiteurs pour des revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer.

Les comptes à recevoir comprennent les montants à recevoir pour des dépenses payées en trop, les intérêts échus sur les placements, les remises perçues des mandataires ou agents du Gouvernement au cours d'avril pour des sommes perçues ou prélevées par eux avant le 1er avril, de même que les sommes perçues des employeurs au cours d'avril pour le Fonds des services de santé et afférentes aux salaires versés par eux avant le 1er avril.

Est déduite des comptes à recevoir une provision pour créances irrécouvrables qui est établie en fonction de leur valeur estimative de réalisation.

3. Placements

— Entreprises du gouvernement du Québec

Ces placements sont inscrits au coût, sauf pour les actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980, en vertu de la Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5).

— Municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres

Les placements en actions et en obligations sont inscrits au coût et les prêts et avances sont montrés à leur valeur estimative de réalisation.

4. Dette nette

La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs inscrits aux livres et elle est constituée du déficit accumulé des opérations budgétaires et de certaines opérations qui y sont portées directement.

5. Emprunts temporaires

Les emprunts temporaires en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale et ceux en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

6. Avances des fonds en fidéicommis

Ce compte interfonds représente la partie des dépôts confiés au Bureau général de dépôts utilisée aux fins de l'administration courante du Gouvernement.

Les comptes du Bureau général de dépôts font l'objet d'une comptabilité distincte et le Ministre des Finances en rend compte dans les Comptes publics.

7. Compte d'accords de perception fiscale

À ce poste sont comptabilisées la perception de sommes par le Gouvernement pour le compte de la Régie des rentes du Québec, la Régie de l'assurance automobile du Québec, le Fonds spécial olympique et diverses municipalités ainsi que les versements effectués à ces organismes relativement à ces sommes perçues.

8. Comptes à payer

Ce poste représente la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée et non déboursée au 31 mars.

9. Intérêts courus

Ce compte représente la partie courue et non échue des intérêts sur les emprunts temporaires, les obligations et les autres emprunts diminuée du solde non amorti de l'escompte sur les bons du trésor. Les intérêts courus sur les emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien au 31 mars.

10. Compte des régimes de retraite

Ce compte couvre le passif inscrit à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et des autres régimes de retraite notamment ceux des fonctionnaires, des enseignants et des membres de la Sûreté du Québec.

Il représente pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur moins certains paiements effectués par le Gouvernement. Les cotisations des employés participants et les contributions reçues de certains organismes à titre d'employeur sont déposées pour le compte de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Ce compte représente également pour les autres régimes de retraite, depuis l'année financière 1978-1979, les cotisations des participants, les contributions de certains organismes employeurs et les montants comptabilisés au titre de la contribution du Gouvernement en tant qu'employeur réduits des paiements de pensions et des remboursements de cotisations.

11. Bons du trésor, obligations et autres emprunts

Les dettes en monnaie du Canada sont inscrites à leur valeur nominale sauf pour les titres émis à un fort taux d'escompte. Les dettes en monnaie étrangère le sont en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

12. Fonds d'amortissement

Les obligations en monnaie du Canada détenues à ces fonds sont inscrites à leur valeur nominale. Celles en monnaie étrangère, déjà émises par le Gouvernement, sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts; les autres obligations en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acquisition.

Le Ministre des Finances a comme politique d'annuler les obligations d'une émission détenues dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

V — PASSIFS ÉVENTUELS

À cette rubrique, on y indique:

1. Le solde au 31 mars des sommes empruntées par certaines entreprises du Gouvernement, municipalités, organismes et individus, déduction faite des fonds d'amortissement, dont le remboursement est garanti par le Gouvernement en vertu de dispositions législatives particulières. Les emprunts garantis en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars;
2. Les contrats de cautionnement dont l'incidence est significative et certains autres passifs éventuels importants prévus par lois.

Par contre, cette rubrique ne couvre pas les réclamations en cours contre le Gouvernement.

VI — ENGAGEMENTS FINANCIERS

Budgétaires

Cette énumération couvre:

1. Les engagements autorisés par diverses lois et imputables à des crédits permanents, de même que ceux relatifs à des subventions accordées par le Gouvernement et qui seront imputables à des crédits votés pour le remboursement d'emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital par des commissions scolaires, institutions d'enseignement, de santé, établissements de services sociaux et par des organismes municipaux et autres;
2. Les engagements du Ministre de l'Éducation pour le remboursement d'emprunts contractés par des commissions scolaires et des institutions d'enseignement pour des dépenses en capital, les autorisations d'emprunts données par le Ministre aux commissions scolaires, également pour des dépenses en capital, de même que les emprunts sur des marges de crédit bancaire, effectués aux mêmes fins par les établissements du réseau des affaires sociales sur autorisation du Ministre des Affaires sociales;
3. Les subventions autorisées par le Gouvernement à des sociétés, organismes municipaux et autres organismes pour des dépenses

CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

en capital non reliées au remboursement d'emprunts à long terme ainsi que les engagements envers les organismes municipaux pour des dépenses en capital autorisées dans le cadre du programme d'assainissement des eaux lesquelles feront l'objet d'emprunts à long terme;

4. Les obligations du Gouvernement à l'égard des congés de maladie accumulés par ses employés.

Les engagements relatifs aux emprunts en monnaie étrangère sont indiqués en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Cette énumération ne comprend pas entre autres:

1. Les services et marchandises commandés qui n'ont pas encore été rendus ou livrés;
2. Les engagements relatifs aux intérêts sur les prêts consentis par des institutions financières aux étudiants pendant qu'ils sont aux études;
3. Les engagements relatifs à certaines lois administrées par l'Office du crédit agricole et qui ont trait principalement à des contributions sur l'intérêt payé par les emprunteurs sur les prêts consentis par le gouvernement du Canada et les institutions financières;
4. Les engagements relatifs à la prise en charge par la Société de développement industriel du Québec d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises ainsi que les exonérations de remboursement d'emprunts dans le cadre de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;
5. Les biens en voie d'expropriation et dont le Gouvernement n'a pas pris possession;
6. Tout autre engagement pris dans le cours normal des opérations et dont l'incidence porte sur les années futures.

Non budgétaires

Ces engagements comprennent principalement le solde à verser pour des apports de capitaux à certaines entreprises du Gouvernement et dont le déboursé est déterminé dans une loi ou établi par le Gouvernement en vertu des pouvoirs que lui confère une loi.

REVENUS, DÉPENSES ET DETTE NETTE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1984	1983
REVENUS		
Impôts sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 763 728	6 311 283
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	1 440 802	1 337 141
Impôt des sociétés	860 340	898 353
Droits de successions	46 655	44 985
	<u>9 111 525</u>	<u>8 591 762</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	2 277 392	1 936 670
Carburants	1 207 498	1 194 893
Tabacs	312 622	277 048
Repas et hôtellerie	274 483	249 258
Autres	102 642	89 211
	<u>4 174 637</u>	<u>3 747 080</u>
Droits et permis		
Véhicules automobiles	259 624	285 439
Boissons alcooliques	65 005	58 855
Ressources naturelles	83 079	86 451
Pari mutuel	31 168	31 492
Autres	71 786	65 059
	<u>510 662</u>	<u>527 296</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services (note 4)	301 181	217 698
Intérêts	277 794	294 584
Amendes, confiscations et recouvrements	108 488	95 545
	<u>687 463</u>	<u>607 827</u>
Transferts des sociétés d'État		
Société des alcools du Québec	325 000	275 000
Société des loteries et courses du Québec	205 000	162 000
Hydro-Québec	60 186	7 000
	<u>590 186</u>	<u>444 000</u>
Total des revenus autonomes	<u>15 074 473</u>	<u>13 917 965</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 227 367	3 071 912
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 720 859	1 101 326
Contributions aux programmes de bien-être	1 043 672	822 828
Autres programmes	344 598	296 235
	<u>6 336 496</u>	<u>5 292 301</u>
Total des revenus	<u>21 410 969</u>	<u>19 210 266</u>

	1984	1983
DÉPENSES		(note 10)
Ministères et organismes		
Affaires culturelles	135 169	122 588
Affaires intergouvernementales	49 246	46 514
Affaires municipales	451 946	421 909
Affaires sociales	5 438 346	5 194 227
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	407 978	422 022
Assemblée nationale	61 890	56 082
Commerce extérieur	13 498	10 504
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	659 020	608 366
Communautés culturelles et Immigration	42 557	42 561
Communications	171 905	154 720
Conseil exécutif	146 317	116 281
Conseil du trésor	8 172	9 279
Éducation	6 589 002	6 101 398
Énergie et Ressources	282 176	249 345
Environnement	123 500	111 379
Finances	2 370 701	1 990 682
Fonction publique	160 546	146 041
Habitation et Protection du consommateur	296 986	262 596
Industrie, Commerce et Tourisme	295 948	155 509
Justice	627 792	601 597
Loisir, Chasse et Pêche	221 643	206 281
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	2 430 425	2 017 754
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 356 593	1 162 620
Revenu	247 986	221 534
Science et Technologie	9 856	
Transports	1 585 430	1 488 645
Travail	40 119	37 245
Travaux publics et Approvisionnement	298 767	301 617
Total des dépenses (note 2)	24 523 514	22 259 296
Déficit des opérations budgétaires	3 112 545	3 049 030
DETTE NETTE		
Solde au début	14 225 644	10 652 655
Déficit des opérations budgétaires	3 112 545	3 049 030
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	61 159	109 263
Annulation des créances à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais (note 5)	58 503	
Intégration de l'Office des autoroutes du Québec		414 696
Solde à la fin	17 457 851	14 225 644

ACTIF ET PASSIF**au 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

ACTIF

	1984	1983
Espèces en banque	50 837	37 605
Placements temporaires	284 895	284 775
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	53 780	32 605
Comptes à recevoir	1 857 676	1 739 881
Intérêts courus	19 302	24 677
	<u>2 266 490</u>	<u>2 119 543</u>
Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
Entreprises du gouvernement du Québec (note 3)	6 355 161	6 252 203
Municipalités et organismes municipaux	71 149	72 738
Particuliers, sociétés et autres	163 631	153 340
	<u>6 589 941</u>	<u>6 478 281</u>
Autres éléments d'actif	<u>2 210</u>	<u>2 210</u>
TOTAL DE L'ACTIF	8 858 641	8 600 034
DETTE NETTE	<u>17 457 851</u>	<u>14 225 644</u>
	<u>26 316 492</u>	<u>22 825 678</u>

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

Québec, le 30 novembre 1984.

PASSIF

	1984	1983
Chèques en circulation	223 716	331 894
Avances des fonds en fidéicomis	51 448	48 645
Compte d'accords de perception fiscale	175 386	181 381
Comptes à payer (note 6)	1 077 980	856 523
Intérêts courus	832 987	743 473
	<u>2 361 517</u>	<u>2 161 916</u>
Compte des régimes de retraite (note 7)	<u>5 545 403</u>	<u>4 488 671</u>
Bons du trésor	1 485 000	1 325 000
Obligations moins fonds d'amortissement (note 8)	15 262 667	13 252 934
Autres emprunts moins fonds d'amortissement (note 8)	1 661 905	1 597 157
	<u>18 409 572</u>	<u>16 175 091</u>
TOTAL DU PASSIF	<u>26 316 492</u>	<u>22 825 678</u>

Passifs éventuels et engagements financiers (note 9)

BESOINS FINANCIERS ET FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1984	1983
BESOINS FINANCIERS		
Déficit des opérations budgétaires	3 112 545	3 049 030
Augmentation du passif inscrit à l'égard des régimes de retraite		
Contributions du Gouvernement à titre d'employeur imputées aux dépenses	(1 232 881)	(1 166 698)
Cotisations des participants et contributions d'organismes	(183 036)	(193 737)
	(1 415 917)	(1 360 435)
Pensions et autres paiements	359 185	309 288
	(1 056 732)	(1 051 147)
Augmentation des placements		
Entreprises du gouvernement du Québec	138 071	96 282
Municipalités et organismes municipaux	(1 589)	(1 553)
Particuliers, sociétés et autres	14 080	40 308
	150 562	135 037
Augmentation des autres éléments d'actif (1)	214 007	288 147
Augmentation des autres éléments de passif (1)	(199 601)	(184 690)
Besoins financiers nets	2 220 781	2 236 377
FINANCEMENT		
Emprunts effectués	2 796 988	2 761 814
Emprunts remboursés	562 507	449 975
	2 234 481	2 311 839
Augmentation de l'encaisse (2)	(13 700)	(75 462)
	2 220 781	2 236 377

L'état ci-dessus exclut les opérations portées directement à la dette nette.

(1) Les autres éléments d'actif sont les espèces et effets en main et dépôts en circulation, les comptes à recevoir et les intérêts courus et les autres éléments du passif sont les chèques en circulation, les avances des fonds en fidéicommis, le compte d'accords de perception fiscale, les comptes à payer et les intérêts courus.

(2) L'encaisse comprend les espèces en banque et les placements temporaires.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1 — Conventions comptables

Les états financiers du gouvernement du Québec ont été préparés en conformité avec les conventions comptables apparaissant à la page 13. L'énoncé énumère les principales conventions comptables ayant fait l'objet de décisions du Conseil du trésor et l'exposé du Contrôleur des finances y apporte des précisions pour les fins de leur application pratique.

Ces états financiers comprennent les comptes relatifs au Fonds consolidé du revenu et ceux du Fonds des services de santé.

À ces comptes, sont généralement inscrites toutes les opérations financières des ministères listés à l'annexe 1 et celles des organismes figurant à cette même annexe pour autant que les dépenses de fonctionnement de ces derniers imputables sur les crédits et leurs paiements sont faits sur le Fonds consolidé du revenu et dont les revenus y sont généralement crédités. Cette liste exclut les organismes et les entreprises d'État qui bénéficient de paiements de transfert à même ce Fonds.

2 — Dépenses en capital

a) Du gouvernement du Québec

Les dépenses en capital incluses dans les dépenses de l'année 1983-1984 et s'élevant à 539,0 millions \$ (535,6 millions \$ en 1982-1983) ainsi que la liste des biens en capital apparaissent à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

b) Contributions du Gouvernement aux dépenses en capital des personnes, corporations et institutions

À la page 1-31 apparaissent les paiements de transfert au montant de 18 714,9 millions \$ (16 755,2 millions \$ en 1982-1983) à des personnes, corporations et institutions. Ce montant comprend, entre autres, les contributions du Gouvernement pour leurs dépenses en capital.

3 — Placements

Les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec sont inscrits comme suit:

	1984	1983
	(millions \$)	(millions \$)
Hydro-Québec — au montant de ses réserves		
au 31 décembre 1980	4 374,1	4 374,1
Autres — au coût	1 981,1	1 878,1
	<u>6 355,2</u>	<u>6 252,2</u>

Les comptes des entreprises du gouvernement du Québec sont présentés à leurs propres états financiers et conséquemment, sont exclus de ceux du Gouvernement.

À titre d'information, l'annexe 2 montre l'Avoir du Gouvernement dans ses entreprises au montant de 8 008,7 millions \$ (7 373,7 millions \$ en 1983), y compris 72,2 millions \$ en 1984 pour celles dans lesquelles il n'a pas d'apport. Cet avoir comprend les montants inscrits au 31 mars 1984 augmentés des excédents et des réserves accumulés par certaines entreprises et diminués des déficits accumulés par d'autres.

4 — Transfert de biens meubles et immeubles à une entreprise du Gouvernement

La Loi sur la Société immobilière du Québec (Lois de 1983, c.40) a pour objet de constituer la Société immobilière du Québec et elle prévoit, entre autres, le transfert en faveur de la Société, moyennant considération et autres conditions déterminées par le Gouvernement, des biens meubles et immeubles faisant partie du domaine public et administrés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Le revenu sous le poste de ventes de biens et services inclut le transfert de deux immeubles à la Société immobilière du Québec, soit le nouveau Palais de Justice de Québec et l'Édifice Henri-Bourassa à Montréal. Ce transfert a été effectué le 30 mars 1984 pour la considération d'un montant payé comptant de 66,7 millions \$.

Par le décret 2151-84 du 25 septembre 1984, le Gouvernement a transféré le 1^{er} octobre 1984 à la Société immobilière du Québec des biens immeubles au montant de 522,7 millions \$ et des biens meubles de 5,6 millions \$ dont il avait la propriété.

Le règlement de ce transfert s'est effectué comme suit:

	(millions \$)
Billet à demande en faveur du Ministre des Finances et ne portant pas intérêt	448,3
80 000 actions de la Société immobilière du Québec émises en faveur du Ministre des Finances	80,0
	<u>528,3</u>

Selon les dispositions de la Loi sur la Société immobilière du Québec le montant de ce billet et la valeur des actions donnés en considération de ce transfert de 528,3 millions \$ réduiront la dette nette du Gouvernement du même montant en 1984-1985.

5 — Annulation des créances à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais

La Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités (Lois de 1983, c.57) annule par virement au compte de la dette nette du Gouvernement tout montant dû par la Société d'aménagement de l'Outaouais au Ministre des Finances au 22 décembre 1983.

Le montant dû par la Société d'aménagement de l'Outaouais au gouvernement du Québec s'établissait comme suit au 22 décembre 1983:

	(millions \$)
Avances	35,4
Intérêts échus	21,9
Intérêts courus	1,2
Montant porté à la dette nette	<u>58,5</u>

6 — Comptes à payer

Le montant de 1 078,0 millions \$ représente la partie non acquittée du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée au 31 mars 1984 (856,5 millions \$ en 1983). Cependant, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit et être portées aux comptes à payer. L'estimation de ces comptes à payer non inscrits au 31 mars 1984 apparaît à l'annexe 3 et s'élève à 751,3 millions \$ (1 317,7 millions \$ en 1983: montant redressé).

7 — Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 3 519,3 millions \$ pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 2 026,1 millions \$ pour les autres régimes. Au 31 mars 1983, les soldes se chiffraient respectivement à 2 930,7 et 1 558,0 millions \$.

a) Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 3 519,3 millions \$ ne comprend pas 1 475,7 millions \$ pour d'autres obligations du Gouvernement envers ce Régime dont les estimations ont été établies aux dates mentionnées ci-après.

En effet, les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des affaires sociales, sont estimées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances à 929,6 millions \$ au 31 décembre 1983 et cette estimation est basée sur les données de population et les hypothèses utilisées pour leur évaluation actuarielle au 31 décembre 1981 dont le montant s'élevait

à 762,7 millions \$ à cette date. Cette estimation tient compte des opérations financières effectuées au cours des années 1982 et 1983.

Les obligations représentant l'insuffisance de la contribution du Gouvernement au titre des intérêts depuis l'avènement du Régime, soit le 1^{er} juillet 1973, sont estimées à 517,9 millions \$ au 31 mars 1984.

De plus, celles du Gouvernement relatives aux régimes supplémentaires de rentes gérés par la Commission s'élevaient à 28,2 millions \$ selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1981.

b) Autres régimes de retraite

Au 31 mars 1984, le montant inscrit aux livres du Gouvernement à l'égard du passif de ces régimes de retraite est de 2 026,1 millions \$ (1 558,0 millions \$ en 1983).

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec, de la Législature et de la Magistrature sont à la charge du Gouvernement. La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances dont l'année financière correspond à l'année civile, a estimé le passif envers ces régimes à 12 225,4 millions \$ au 31 décembre 1983. Au 31 décembre 1981, ce passif selon une évaluation actuarielle s'élevait à 9 640,8 millions \$.

8 — Obligations et autres emprunts

Les obligations et autres emprunts sont inscrits à leur valeur nominale sauf pour les titres émis à un fort taux d'escompte. Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes.

L'échéancier des remboursements des obligations et autres emprunts apparaît à la page 5-45.

Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1984 avaient été appliqués aux obligations et autres emprunts en monnaie étrangère, ces dettes auraient été augmentées de 442,0 millions \$ (306,2 millions \$ en 1983) dont 34,1 millions \$ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1984-1985.

9 — Passifs éventuels et engagements financiers

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 20 578,4 millions \$ au 31 mars 1984 (19 432,4 millions \$ en 1983), dont 18 708,2 millions \$ se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Les engagements financiers totalisent 7 993,6 millions \$ à cette date (6 940,6 millions \$ en 1983: montant redressé). Ces passifs éventuels et engagements financiers sont présentés sommairement à l'annexe 4.

10 — Chiffres comparatifs

Au cours de l'année financière 1983-1984, le ministère de la Science et de la Technologie a été constitué et des services ont été transférés entre ministères. Par ailleurs, le ministère des Institutions financières et Coopératives a été aboli et la plupart des activités de ce ministère sont maintenant sous la responsabilité de l'Inspecteur général des institutions financières au ministère des Finances. Pour tenir compte de ces changements, les données comparatives des dépenses de 1983 ont été redressées pour correspondre aux données de 1984.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT⁽¹⁾

ANNEXE 1

Affaires culturelles <ul style="list-style-type: none"> Bureau de surveillance du cinéma Commission des biens culturels Régie du cinéma 	Environnement <ul style="list-style-type: none"> Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Conseil consultatif de l'environnement
Affaires intergouvernementales	Finances <ul style="list-style-type: none"> Commission des valeurs mobilières du Québec Inspecteur général des institutions financières Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Affaires municipales <ul style="list-style-type: none"> Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec Commission municipale du Québec Commission nationale de l'aménagement 	Fonction publique <ul style="list-style-type: none"> Commission de la fonction publique Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique
Affaires sociales <ul style="list-style-type: none"> Conseil des affaires sociales et de la famille 	Habitation et Protection du consommateur <ul style="list-style-type: none"> Office de la protection du consommateur Régie des entreprises de construction du Québec Régie du logement Société d'habitation du Québec
Agriculture, Pêcheries et Alimentation <ul style="list-style-type: none"> Commission de protection du territoire agricole du Québec Office du crédit agricole du Québec Régie des assurances agricoles du Québec Régie des grains du Québec Régie des marchés agricoles du Québec 	Industrie, Commerce et Tourisme <ul style="list-style-type: none"> Société de développement industriel du Québec Société du parc industriel du centre du Québec
Assemblée nationale <ul style="list-style-type: none"> Commission de la représentation 	Justice <ul style="list-style-type: none"> Commission de police du Québec Commission de refonte des lois et des règlements Commission des droits et libertés de la personne du Québec Commission québécoise des libérations conditionnelles Comité de la protection de la jeunesse Protection civile du Québec Régie des permis d'alcool du Québec Tribunal de l'expropriation
Commerce extérieur	Loisir, Chasse et Pêche <ul style="list-style-type: none"> Régie de la sécurité dans les sports
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu <ul style="list-style-type: none"> Commission des affaires sociales
Communautés culturelles et Immigration <ul style="list-style-type: none"> Commission d'appel de francisation des entreprises Commission de surveillance de la langue française Commission de toponymie Conseil de la langue française Office de la langue française 	Régie de l'assurance-maladie du Québec
Communications <ul style="list-style-type: none"> Régie des services publics Commission d'accès à l'information 	Revenu <ul style="list-style-type: none"> Régie des loteries et courses du Québec
Conseil exécutif <ul style="list-style-type: none"> Conseil du statut de la femme Office de planification et de développement du Québec Office des personnes handicapées du Québec Office des services de garde à l'enfance 	Science et Technologie <ul style="list-style-type: none"> Conseil de la science et de la technologie
Conseil du trésor	Transports <ul style="list-style-type: none"> Commission des transports
Éducation <ul style="list-style-type: none"> Conseil des collèges Conseil des universités Conseil supérieur de l'éducation Office des professions du Québec 	Travail <ul style="list-style-type: none"> Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre Conseil des services essentiels
Énergie et Ressources <ul style="list-style-type: none"> Régie de l'électricité et du gaz 	Travaux publics et Approvisionnement

⁽¹⁾ Les ministères et organismes énumérés sont ceux dont les dépenses de fonctionnement imputables sur les crédits et leurs paiements sont faits sur le Fonds consolidé du revenu et dont les revenus y sont généralement crédités. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes et les entreprises d'État qui bénéficient de paiements de transfert à même ce Fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**AVOIR DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1) ANNEXE 2**

(MILLIERS \$)

	Montant inscrit au 31 mars 1984	Excédents, réserves ou (déficits) accumulés(2)	Avoir du Gouvernement	
			1984	1983
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT				
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000		10 000	10 000
Hydro-Québec (1983-12-31)	4 374 109	1 991 094	6 365 203	5 718 725
Office de l'électrification rurale	1 705		1 705	2 111
Office du crédit agricole du Québec	172 400	3 632	176 032	187 689
Raffinerie de sucre du Québec	27 000	(9 509)	17 491	15 319
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6 400		6 400	6 400
Sidbec (1983-12-31)	615 957	(488 493)	127 464	208 711
Société d'aménagement de l'Outaouais				12 268
Société de cartographie du Québec	3 000	(2 030)	970	1 840
Société de développement autochtone de la Baie James	3 000		3 000	2 750
Société de développement coopératif	22 620	(184)	22 436	20 882
Société de développement de la Baie James (1983-12-31)	60 000	(35 547)	24 453	62 537
Société de développement des industries de la culture et des communications	13 500	(2 026)	11 474	10 235
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(8 165)	66 501	64 634
Société de développement industriel du Québec	35 249	12 259	47 508	44 143
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — Rexfor	77 430	9 464	86 894	87 987
Société des alcools du Québec	30 000	11 613	41 613	44 773
Société des loteries et courses du Québec	170	29 011	29 181	11 061
Société des traversiers du Québec	1 500	1 763	3 263	2 068
Société d'habitation du Québec (1983-12-31)	141 984	4 663	146 647	155 970
Société du parc industriel du centre du Québec	40 256	2 434	42 690	37 671
Société générale de financement du Québec (1983-12-31)	237 934	45 792	283 726	247 981
Société nationale de l'amiante	61 580	(26 951)	34 629	30 956
Société québécoise des transports (1983-12-31)	35 000	(21 078)	13 922	
Société québécoise d'exploration minière — Soquem	99 000	49 261	148 261	138 743
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — Soquia	46 700	1 450 (3)	48 150	41 691
Société québécoise d'initiatives pétrolières — Soquip	164 000	3 168	167 168	133 795
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1	9 746 (3)	9 747	9 768
	6 355 161	1 581 367	7 936 528	7 310 708

ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT NE DÉTIENT PAS DE PLACEMENT

Centre de recherche industrielle du Québec	21 220	21 220	16 354
Corporation d'hébergement du Québec	37 199	37 199	29 685
Société de la Place des Arts de Montréal (1983-08-31)	10 051	10 051	9 794
Société de radio-télévision du Québec (1983-08-31)	9 710	9 710	7 039
Société du Grand Théâtre de Québec (1983-08-31)	(123)	(123)	(215)
Société du Palais des Congrès de Montréal	(5 846)	(5 846)	286
	72 211	72 211	62 943
	6 355 161	1 653 578	8 008 739
			7 373 651

(1) Les entreprises énumérées sont celles dont la majorité des administrateurs sont nommés par le Gouvernement à l'exception de la Société de développement autochtone de la Baie James. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes gestionnaires de fonds d'assurance et ceux de type fiduciaire à l'exception des apports du Gouvernement consentis sous forme de dotation et d'avances au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers et à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

(2) Au 31 mars 1984, sauf lorsque indiqué à une autre date à la suite du nom de l'entreprise. Ces excédents et réserves accumulés ou déficits sont ceux apparaissant aux états financiers vérifiés des entreprises selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement.

(3) Ces chiffres proviennent d'états financiers non vérifiés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

ESTIMATION DES COMPTES À PAYER NON INSCRITS

AU 31 MARS 1984

(MILLIERS \$)

ANNEXE 3

Pour des dépenses de fonctionnement et de capital encourues au 31 mars 1984 et non comptabilisées

	1984	1983
Marchandises livrées et services rendus	20 268	11 007
Indemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1 ^{er} avril	34 095	33 149 (1)
Solde dû sur les biens achetés à terme et sur les contrats de location-acquisition	14 928	3 331
	69 291	47 487

Pour des dépenses de transfert afférentes à des frais encourus au 31 mars 1984 et non comptabilisées

À verser aux commissions scolaires et aux institutions
qui opèrent à budget dans le cadre de politiques
ministérielles, y compris le transport scolaire

	Année 1983-1984 (2)	Années antérieures (2)		
Institutions de santé et établissements de services sociaux (3)	17 741		17 741	
		246 437	246 437	380 608 (1)
			264 178	380 608
Commissions scolaires Fonctionnement	(26 927)(4)		(26 927)(4)	(71 036)(4)
		174 815 (5) (6)	174 815 (5) (6) (7)	469 238 (5) (6) (7)
		21 693 (5)	21 693 (5)	210 621 (5)
			169 581	608 823
Transport	56 987 (7)		56 987	46 001
Collèges d'enseignement général et professionnel (Cégeps)	49 015 (7)	(24 114) (8)	24 901	49 292
Universités	69 652 (7)		69 652	74 087
Institutions privées d'enseignement	26 704 (7)		26 704	25 186
	193 172	418 831	612 003	1 183 997
À verser à des commissions de transport pour les frais de fonctionnement			52 043 (9)	62 991
À verser à divers organismes et personnes			17 984	23 209
			70 027	86 200
			751 321	1 317 684 (1)

(1) Montant redressé pour fins de comparaison.

(2) Des institutions subventionnées.

(3) Au cours de 1983-1984, une somme de 70,2 millions \$ a été versée en règlement final pour les arrérages accumulés des années 1974 à 1980. De plus, une somme de 64,0 millions \$ a été versée ou compensée en règlement d'arrérages pour les années 1981 à 1983. Le déficit de l'année 1983-1984 est susceptible d'être révisé suite au parachèvement des travaux d'analyse des états financiers des institutions de santé et des établissements de services sociaux. Par ailleurs, des déficits accumulés estimés de 68,8 millions \$ sont exclus puisqu'ils sont à la charge des institutions et établissements alors que des surplus estimés de 15,9 millions \$ sont laissés à leur crédit.

(4) Excédent des dépenses de transfert imputées sur les crédits par rapport aux dépenses de fonctionnement encourues au cours de l'année financière du Gouvernement.

(5) Au cours de 1983-1984, une somme de 188,9 millions \$ a été versée par le Gouvernement pour les années scolaires 1979-1980 et antérieures. De plus, une somme de 281,0 millions \$ a été versée par anticipation relativement à l'équilibre budgétaire de l'année scolaire 1982-1983.

(6) En 1984, pour le solde du dernier versement de 15% de l'année scolaire 1982-1983 et en 1983, pour le dernier versement de 15% de l'année scolaire 1981-1982.

(7) Les dépenses à payer proviennent de la différence entre le coût réel des frais encourus par les institutions durant les années financières du Gouvernement et les paiements des dépenses de transfert imputés sur les crédits des années financières du Gouvernement.

	Dépenses annuelles encourues par les institutions en regard des années financières du Gouvernement		Répartition des dépenses de transferts imputées sur les crédits des années financières du Gouvernement		
	Année financière du Gouvernement en cours	Année financière du Gouvernement subséquent	Année financière du Gouvernement en cours	Année financière du Gouvernement subséquent	à compter de
	%	%	%	%	
Commissions scolaires					
Fonctionnement	70	30	70	15,15*	1979-1980
Transport	70	30	50	50	1975-1976
Cégeps	75	25	68	32	1979-1980
Universités	83,3	16,7	75	25	1970-1971
Institutions privées d'enseignement	70	30	60	40	1969-1970

* 15% au cours de la première année subséquente et 15% au cours de la deuxième année subséquente.

(8) Subventions versées en trop pour l'année scolaire 1982-1983.

(9) Pour le déficit d'exploitation de 1979 de la C.T.C.U.M. et de la C.T.R.S.M.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS

ANNEXE 4

(MILLIERS \$)

	1984	1983
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec	18 708 213	17 611 423
Régie des installations olympiques	658 540	665 604
Sidbec	348 350	360 950
Autres entreprises du gouvernement du Québec	309 413	324 515
Prêts aux étudiants	530 720	436 836
Municipalité, particuliers et sociétés	23 177	33 105
	<u>20 578 413</u>	<u>19 432 433</u>
ENGAGEMENTS FINANCIERS		
Budgétaires:		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	2 975 604	2 669 502
Institutions de santé et établissements de services sociaux	1 006 979	975 731
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	881 875	769 450
Assainissement des eaux	477 435	375 408 (1)
Sociétés d'État et divers organismes	60 075	58 403 (1)
Pour des marges de crédit bancaire autorisées en faveur des commissions scolaires, des institutions de santé et des établissements de services sociaux pour des dépenses en capital	710 215	722 610 (1)
Pour des dépenses en capital		
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	217 394	226 996 (1)
Assainissement des eaux	1 080 846	617 801 (1)
Divers organismes et sociétés	115 805	2 582 (1)
Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement	228 959	230 997
Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres:		
Imputable à des crédits permanents	69 916	90 891
Imputable à des crédits votés	22 500	
	<u>7 847 603</u>	<u>6 740 371</u>
Non budgétaires:		
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents	146 000	200 250
	<u>7 993 603 (2)</u>	<u>6 940 621 (1)</u>

(1) Montant redressé pour fins de comparaison

(2) En vertu d'une convention signée le 10 septembre 1984 entre Union Carbide du Canada Limitée, Ethylac Inc., Pétrumont Inc. et le gouvernement du Québec, ce dernier s'est engagé à compenser Pétrumont Inc. pour les pertes d'opération et l'amortissement de l'usine d'éthylène de Varennes et celles de l'usine de polyéthylène de Montréal-Est pendant une période maximale de quatre ans. Le Gouvernement a confirmé son engagement pour la période initiale s'étendant jusqu'au 31 mars 1985. Les engagements subséquents devront être confirmés au moins 90 jours avant la fin de la période de l'engagement précédent.

AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

Sidbec

Le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, les montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Cette garantie prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Sidbec-Normines Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1984 à 435,3 millions \$ (449,2 millions \$ en 1983: montant redressé). Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

Sidbec-Normines Inc., Sidbec et d'autres compagnies participantes et le gouvernement du Québec ont conclu un protocole d'entente le 11 octobre 1984, en vue de déterminer leurs droits et obligations respectifs, en regard de la décision de Sidbec-Normines Inc. de mettre fin à ses opérations minières et de bouclage au plus tard le 31 décembre 1984.

Société générale de financement du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette Société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1984 à 142,3 millions \$ (148,5 millions \$ en 1983).

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10 millions \$.

Au 31 mars 1984 l'avoir du Fonds s'élevait à 10,0 millions \$ (13,2 millions \$ en 1983) et le solde en principal des prêts consentis à 1 429,0 millions \$ (1 326,7 millions \$ en 1983).

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

J'ai vérifié les états financiers du gouvernement du Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1984. Ces états comprennent:

- l'état des revenus et dépenses et de la dette nette;
- l'état de l'actif et du passif; et
- l'état des besoins financiers et du financement.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, les renseignements financiers présentés dans ces états sont établis selon les conventions comptables du gouvernement du Québec dont il est fait mention à la note complémentaire 1 aux états financiers, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Cependant, je formule dans les paragraphes qui suivent des remarques à l'égard de certaines de ces conventions comptables qui, à mon avis, entraînent une présentation non appropriée de certains actifs, passifs et dépenses du gouvernement. Je formule également une remarque sur l'intégralité des états financiers.

a. Comptes des régimes de retraite

Le gouvernement comptabilise une partie seulement de ses obligations envers ses régimes de retraite; il fournit toutefois dans la note complémentaire 7 aux états financiers des renseignements quant à ses obligations globales. Toutes les obligations du gouvernement découlant des régimes de retraite constituent de véritables éléments de son passif comme ses autres dettes et il serait donc normal de les retrouver inscrites au passif dans les états financiers eux-mêmes et non pas de les présenter dans une note complémentaire comme c'est le cas actuellement.

Les coûts reliés au service courant devraient être comptabilisés au complet dans l'année où ils sont encourus. Les coûts relatifs au service antérieur non inscrits au passif devraient l'être et imputés aux dépenses par voie d'amortissement des frais reportés selon une méthode appropriée ou imputés en total directement à la dette nette.

— Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)

Tel que mentionné à la note complémentaire 7 aux états financiers, le passif de 3 519,3 millions \$ à l'égard de ce régime ne comprend pas 1 475,7 millions \$ pour d'autres obligations du gouvernement envers ce régime dont les estimations ont été établies aux dates mentionnées ci-après.

Le passif comptabilisé à l'égard du RREGOP ne tient pas compte en effet des obligations du gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des affaires sociales; ces obligations sont estimées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances à 929,6 millions \$ au 31 décembre 1983. Il ne comprend pas non plus les intérêts non comptabilisés au 31 mars 1984 s'élevant à 517,9 millions \$ de même que les obligations non comptabilisées du gouvernement relatives aux régimes supplémentaires de rentes gérés par la Commission dont l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1981 s'élevait à 28,2 millions \$.

À mon avis, des mesures devraient être prises pour compléter l'inscription aux livres de ces obligations non comptabilisées du gouvernement totalisant 1,5 milliard \$ envers ce régime.

— Autres régimes de retraite

Tel que mentionné également à la note complémentaire 7 aux états financiers, les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec et autres sont à la charge du gouvernement. Les conventions comptables en vertu desquelles sont comptabilisées ces obligations stipulent: «la contribution du gouvernement en tant qu'employeur, tant pour le service courant que pour le service antérieur, est imputée aux dépenses budgétaires et établie selon la politique budgétaire déterminée par le gouvernement».

La politique budgétaire détermine que:

«à compter de l'année financière 1979-1980, les contributions du gouvernement aux régimes de retraite autres que le RREGOP et qui sont administrées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances sont établies comme suit:

- a. Pour le service courant: 140% du total des cotisations reçues des participants et, à compter du 1^{er} juillet 1982, 100% dans le cas du régime de retraite des fonctionnaires et du régime de retraite des enseignants;
- b. Pour le service antérieur: amortissement, sur une période de 50 ans, des déficits actuariels estimés au 31 décembre 1978 par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

à compter de l'année financière 1980-1981, le solde créditeur du compte non budgétaire au 31 mars précédent de chacun des régimes de retraite porte intérêt au taux appliqué par la Caisse de dépôt et placement du Québec sur les dépôts à son Fonds général pour l'année civile se terminant au cours de l'année financière en cause du gouvernement».

Les montants imputés aux dépenses des années financières 1982-1983 et 1983-1984 selon cette politique budgétaire sont les suivants:

	1982-1983	1983-1984
	(en millions \$)	
Service antérieur au 31 décembre 1978	249,6	282,0
Service courant de l'année	183,7	159,4
Intérêt sur le solde créditeur des comptes des autres régimes de retraite au 31 mars précédent	119,9	166,7
	<u>553,2</u>	<u>608,1</u>
	<u>1 161,3</u>	

La Commission a estimé le passif envers ces régimes à 12 225,4 millions \$ au 31 décembre 1983. Au 31 décembre 1981, le passif a été estimé à 9 640,8 millions \$ selon les évaluations actuarielles.

Entre le 31 décembre 1981 et le 31 décembre 1983, le passif a augmenté de 2 584,6 millions \$. Par contre, l'augmentation de ce passif inscrit aux livres au cours des années financières terminées le 31 mars 1983 et le 31 mars 1984 n'a été que de 1 169,8 millions \$ (dont 1 161,3 millions \$ imputés aux dépenses et le solde provenant de l'intégration de l'Office des autoroutes du Québec). La contribution d'employeur inscrite aux livres est donc nettement insuffisante.

Au 31 mars 1984, le montant inscrit aux livres du gouvernement à l'égard du passif de ces régimes de retraite est de 2 026,1 millions \$. Par rapport au passif estimé de 12 225,4 millions \$ au 31 décembre 1983, le passif non inscrit aux livres est de plus de 10 milliards \$.

À mon avis, les conventions comptables concernant ces autres régimes de retraite ne devraient pas se définir par une référence à une politique budgétaire mais elles devraient énoncer dans leur libellé même la façon dont tous les coûts afférents aux services courant et antérieur doivent être comptabilisés.

b. Estimation des comptes à payer non inscrits

La note complémentaire 6 aux états financiers mentionne que des dépenses encourues n'ont pu être imputées sur un crédit et portées aux comptes à payer en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière. Un tableau de ces comptes à payer non inscrits apparaît à l'Annexe 3 des notes complémentaires aux états financiers.

Cette façon de procéder a pour effet de sous-évaluer le passif et la dette nette au 31 mars 1984 de 751 millions \$ (31 mars 1983: 1 318 millions \$ montant redressé) et de surévaluer les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année financière terminée le 31 mars 1984 de 567 millions \$.

À mon avis, les méthodes comptables devraient être modifiées de façon à ce que tous les frais encourus directement par le gouvernement pour

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (suite) SUR LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

une année financière soient inscrits aux livres en fin d'année; on devrait faire de même pour les dépenses de transfert afférentes à des frais de fonctionnement encourus au 31 mars par les commissions scolaires, les institutions d'enseignement, de santé et les établissements de services sociaux. Ces modifications aux méthodes devraient être adoptées même si en raison de leur application les états financiers devaient montrer un excédent des dépenses sur les crédits autorisés.

c. Placements dans les entreprises du gouvernement du Québec

La convention comptable relative aux placements stipule que:

«X — Les placements en actions et en obligations de même que les prêts et avances aux entreprises du gouvernement sont inscrits au coût alors que les autres prêts et avances sont montrés à leur valeur de réalisation estimative».

La vérification de la comptabilisation des placements du gouvernement dans ses entreprises en regard de cette convention m'amène à faire la remarque qui suit:

Baisse durable de valeur de placement non reflétée

Lorsqu'un placement dans une entreprise du gouvernement subit une baisse durable de valeur en raison de pertes nettes importantes accumulées sur de nombreuses années et de son incapacité de rencontrer ses obligations par elle-même, la valeur comptable de ce placement devrait être réduite en conséquence. C'est le cas du placement dans Sidbec.

Au 31 mars 1984, le gouvernement détenait un placement de 616 millions \$ dans Sidbec composé d'actions pour 582 millions \$ et d'avances de 34 millions \$.

L'analyse des résultats d'exploitation de Sidbec pour les 12 dernières années révèle qu'à l'exception de 1974 (bénéfice net de 10,4 millions \$), cette Société a encouru annuellement des pertes pour atteindre un déficit d'opérations accumulé de 540,3 millions \$ au 31 décembre 1983. Tenant compte d'un surplus d'apport de 51,8 millions \$ provenant de subventions et d'aides des gouvernements, le déficit net s'élève à 488,5 millions \$.

À mon avis, le placement de 616 millions \$ du gouvernement dans Sidbec au 31 mars 1984 a subi une baisse substantielle de valeur qui n'est pas reflétée aux livres du gouvernement et la convention comptable relative aux placements du gouvernement dans ses entreprises devrait être modifiée pour tenir compte des baisses durables de valeur.

d. Convention comptable non appropriée concernant l'imputation de la provision annuelle pour créances irrécouvrables

Conformément à une convention comptable en vigueur depuis l'année financière 1980-1981, la variation annuelle de la provision pour créances irrécouvrables, tant sur les comptes à recevoir que sur les prêts et avances, est portée à la dette nette. Les comptes à recevoir et les prêts et avances jugés irrécouvrables et radiés au cours d'une année financière sont portés aux dépenses, sauf ceux pour lesquels une provision a été établie au 31 mars 1980.

En comptabilité d'exercice, lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, on doit créer immédiatement une provision pour cette créance et cette provision doit être imputée aux dépenses de l'année courante; le résultat des opérations est affecté d'autant. Au gouvernement du Québec, la plus grande partie des créances irrécouvrables est constituée de cotisations aux contribuables et de comptes aux mandataires, lesquels sont enregistrés aux livres comme comptes à recevoir et revenus au moment de leur émission; en vertu du principe du rapprochement des revenus et des dépenses, il devient donc nécessaire d'imputer une provision aux dépenses dès que les créances sont jugées irrécouvrables et non pas au moment où elles sont radiées. Comme l'expérience prouve qu'au gouvernement les radiations de créances irrécouvrables se font plusieurs années après l'établissement de la provision, la convention comptable a pour effet de reporter aux dépenses d'années futures une dépense de l'année courante.

À mon avis, la convention comptable de 1980-1981 est non appropriée et le gouvernement devrait imputer aux dépenses budgétaires de l'année, et non pas à la dette nette, le montant porté annuellement à la provision pour créances irrécouvrables. L'effet de cette convention comptable est de sous-évaluer les dépenses et le déficit des opérations budgétaires de l'année 1983-1984 d'un montant de 61,2 millions \$ (1982-1983: 109,3 millions \$).

e. Intégralité des états financiers du gouvernement

Tel que mentionné à la note complémentaire 1, les états financiers du gouvernement du Québec comprennent les comptes relatifs au Fonds consolidé du revenu et ceux du Fonds des services de santé où sont comptabilisées les opérations de l'administration gouvernementale. Les opérations financières des ministères inscrites au Fonds consolidé du revenu comprennent aussi celles des organismes du gouvernement qui apparaissent à l'Annexe 1 de cette note complémentaire dont les revenus ou les frais d'administration y sont crédités ou imputés en tout ou en partie; toutefois, cette annexe exclut les organismes du gouvernement qui bénéficient de subventions à même ce Fonds.

Cependant, les états financiers ne sont pas complets parce qu'ils ne présentent pas l'information financière globale du gouvernement qui fait appel à des organismes, des entreprises et des fonds spéciaux en vue de mettre en oeuvre ses politiques et d'assurer les services à la population. Ces entités présentent des états financiers distincts dans lesquels on retrouve diverses activités financières importantes qui ne sont pas incluses aux états financiers du gouvernement.

À mon avis, le gouvernement devrait considérer un regroupement des comptes de ses organismes, entreprises et fonds spéciaux qui faciliterait la compréhension de toutes les opérations financières du gouvernement. La présentation de l'information financière relative à ces entités comme partie ou en addition aux états financiers actuels du gouvernement aurait pour avantage d'améliorer l'ensemble de l'information financière présentée aux Comptes publics.

Dans mon Rapport annuel 1983-1984 à l'Assemblée nationale, on trouvera des renseignements et des commentaires supplémentaires sur les états financiers du gouvernement ainsi que des remarques sur leur intégralité.

Le vérificateur général du Québec

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 3 décembre 1984

**ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1984**

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

ACTIF

Encaisse		6 891 \$
Placements (note 3)		2 615 000
Intérêts courus		24 224
		<hr/>
		2 646 115 \$
		<hr/>

PASSIF

Solde du fonds d'amortissement		
Capital		
Subventions du gouvernement du Québec	2 717 000 \$	
Remboursement d'emprunts de commissions scolaires	178 000	
	<hr/>	
Solde au 31 mars 1984		2 539 000 \$
Revenu net de l'année financière et revenus accumulés au 31 mars 1984		107 115
		<hr/>
		2 646 115 \$
		<hr/>

Le Sous-ministre des Finances,
Robert Normand

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES

REVENUS ET DÉPENSES

de l'année financière terminée le 31 mars 1984

Revenus

Intérêts sur placements	41 771 \$
Écart entre la valeur nominale et le coût des placements acquis	65 412
	<u>107 183</u>

Dépenses

Frais bancaires	<u>68</u>
-----------------	-----------

Revenu net

107 115 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 mars 1984

1. Constitution et objet

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires a été constitué en vertu de l'article 225 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14). Ce fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce fonds, les emprunts de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

Les opérations de ce Fonds ont débuté en 1983-1984.

2. Conventions comptables

Les placements sont inscrits à leur valeur nominale; l'écart entre la valeur nominale et le coût des placements est porté aux revenus.

Les intérêts sur placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration de ce Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Placements

Obligations de commissions scolaires	1 815 000 \$
Dépôts à terme	800 000
	<u>2 615 000 \$</u>

Au 31 mars 1984, la valeur au marché des obligations de commissions scolaires était approximativement de 1 671 000 \$.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1984 du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 10 août 1984.

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À UN EMPRUNT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984	1983
ACTIF		
Encaisse	25 259 \$	20 908 \$
Placements (note 3)	1 840 000	1 413 000
Intérêts courus	75 571	57 562
	<u>1 940 830 \$</u>	<u>1 491 470 \$</u>
PASSIF		
Solde du Fonds d'amortissement		
Solde au début	1 491 470 \$	1 553 218 \$
Subvention du gouvernement du Québec	210 000	280 000
Revenu net de l'année financière	239 360	213 252
Annulation de débetures générales de l'Université du Québec		(555 000)
	<u>1 940 830 \$</u>	<u>1 491 470 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

REVENUS ET DÉPENSES

de l'année financière terminée le 31 mars 1984

	1984	1983
Revenus		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	213 990 \$	190 133 \$
Écart entre la valeur nominale et le coût des placements acquis	26 127	24 068
	240 117	214 201
Dépenses		
Frais de garde	757	949
Revenu net	239 360 \$	213 252 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 mars 1984

1. Constitution et objet

Le gouvernement a, par décret, autorisé le ministre des Finances à gérer à la demande des emprunteurs concernés, les fonds d'amortissement relatifs aux emprunts contractés par les universités, les collèges d'enseignement général et professionnel et les hôpitaux du Québec dont le remboursement est assuré par des subventions du gouvernement du Québec. Le présent fonds d'amortissement a été créé au bénéfice des détenteurs de 7 000 000 \$ de débentures générales de l'Université du Québec, série A, 10 1/4%, échéant le 3 octobre 1997. Aux 31 mars 1984 et 1983, les débentures en circulation de cette émission s'élevaient à 6 445 000 \$.

2. Conventions comptables

Les placements sont inscrits à leur valeur nominale; l'écart entre la valeur nominale et le coût des placements est porté aux revenus.

Les intérêts sur dépôts bancaires et placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

L'Université du Québec assume les frais de garde des titres détenus dans le Fonds de même que les frais relatifs à l'achat et à la vente des valeurs du Fonds; ces frais peuvent être imputés directement au Fonds.

Les frais d'administration de ce Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Placements

	1984	1983
Obligations de commissions scolaires, d'institutions d'enseignements et d'hôpitaux	1 096 000 \$	669 000 \$
Obligations de municipalités	744 000	744 000
	1 840 000 \$	1 413 000 \$

Au 31 mars 1984, la valeur au marché de ces placements était approximativement de 1 734 000 \$ (1983: 1 380 000 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT
AFFÉRENT À UN EMPRUNT
DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC**

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1984 du Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'Université du Québec ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 6 juillet 1984.

FONDS DE RELANCE INDUSTRIELLE

(L.R.Q., c. S-34)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984	1983
ACTIF		
Encaisse	590 098 \$	425 287 \$
Placements temporaires	19 506 800	20 460 945
Intérêts courus	164 902	93 976
	<u>20 261 800 \$</u>	<u>20 980 208 \$</u>
PASSIF		
Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes (note 3)	12 204 346 \$	14 865 335 \$
Revenus d'intérêts accumulés		
Solde au début	6 114 873	3 533 670
Revenus de l'année financière	1 942 581	2 581 203
	<u>8 057 454</u>	<u>6 114 873</u>
Solde à la fin	<u>20 261 800 \$</u>	<u>20 980 208 \$</u>

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

NOTES COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT FINANCIER

31 mars 1984

1. Constitution et objet

Le Fonds de relance industrielle a été créé par la Loi sur les stimulants fiscaux au développement industriel, qui permet aux petites et moyennes entreprises éligibles de verser dans un Fonds de relance industrielle la moitié de leur impôt provincial sur le revenu de la période du 12 avril 1977 au 30 juin 1981 et de puiser à même ce Fonds l'argent nécessaire au financement de 25% d'un investissement ou d'autres dépenses admissibles faisant l'objet d'un certificat émis avant le 11 mars 1981 et de 50% après le 10 mars 1981 et ce jusqu'à concurrence du montant déposé.

Ce Fonds est géré par le ministre des Finances et la comptabilité en est tenue par le ministre du Revenu en ce qui concerne les sommes y accumulées pour le bénéfice de chaque corporation.

2. Conventions comptables

Le Fonds comptabilise les dépôts pour le bénéfice des corporations participantes lors de leur versement par le ministre du Revenu.

Toute somme déposée au Fonds pour le bénéfice d'une corporation et qui n'a pas fait l'objet d'un retrait dans un délai de cinq ans et six mois suivant la fin de l'année d'imposition pour laquelle la corporation a fait le choix de déposer la moitié de son impôt autrement payable, est transférée au Fonds consolidé du revenu.

Le gouvernement peut, par règlement et à même les revenus du Fonds, prévoir le paiement d'un boni au moment du retrait de dépôts effectués pour le bénéfice des corporations participantes.

Les placements temporaires sont comptabilisés au coût.

Les intérêts sur dépôts bancaires et placements sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Dépôts pour le bénéfice des corporations participantes

	1984	1983
Évolution au cours de l'année financière		
Solde au début	14 865 335 \$	12 246 200 \$
Dépôts par le ministre du Revenu pour le bénéfice des corporations participantes	2 791 259	10 158 739
Retraits des corporations participantes	(3 641 831)	(6 826 365)
Remises au Fonds consolidé du revenu suite à des cotisations amendées et de dépôts qui n'ont pas fait l'objet de retrait dans le délai prescrit	(1 810 417)	(713 239)
Solde à la fin	<u>12 204 346 \$</u>	<u>14 865 335 \$</u>

FONDS DE RELANCE INDUSTRIELLE**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1984 du Fonds de relance industrielle du gouvernement du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ce Fonds au 31 mars 1984 et ses revenus de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 18 septembre 1984.

**FONDS DES CAUTIONNEMENTS
DES AGENTS DE VOYAGES**
administrés par le président de
l'Office de la protection du consommateur
(L.R.Q., c. A-10)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984	1983
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
ACTIF		
Encaisse et dépôts à court terme	289 836 \$	281 466 \$
Intérêts courus	417	350
Obligations recues en dépôt (valeur de réalisation 551 652 \$; 1983: 638 673 \$)	583 500	685 500
	<u>873 753 \$</u>	<u>967 316 \$</u>
PASSIF		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 3)	719 499 \$	842 023 \$
Revenus d'intérêts accumulés (note 4)	154 254	125 293
	<u>873 753 \$</u>	<u>967 316 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
ACTIF		
Encaisse et dépôt à court terme	3 485 207 \$	3 151 897 \$
Intérêts courus	1 905	2 222
	<u>3 487 112 \$</u>	<u>3 154 119 \$</u>
PASSIF		
Réclamations et frais de fiducie	145 526 \$	380 709 \$
Avoir du Fonds des cautionnements collectifs des agents de voyages		
Contributions de base (note 5)	2 296 165	2 042 416
Revenus d'intérêts accumulés (note 6)	1 045 421	730 994
	<u>3 341 586</u>	<u>2 773 410</u>
	<u>3 487 112 \$</u>	<u>3 154 119 \$</u>

Le président de l'Office de la protection du consommateur,
Gilles Moreau

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1984

1. Composition des fonds

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

2. Conventions comptables

Revenus et dépenses des fonds

Les revenus d'intérêts, les réclamations et les frais de fiducie sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions au fonds des cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations reçues en dépôt

Les obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements individuels sont montrées à leur valeur nominale.

Revenus d'intérêts — cautionnements individuels

Le règlement relatif aux agents de voyages adopté par le gouvernement du Québec ne contient aucune disposition quant à l'attribution des revenus d'intérêts provenant des espèces, effets ou obligations déposés à titre de cautionnements individuels. Toutefois, les administrateurs des fonds considèrent déjà que les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants. Ces coupons, qui ne sont pas comptabilisés comme revenus, sont remis à leurs déposants sur demande.

3. Cautionnements individuels des agents de voyages

	1984	1983
Solde au début	842 023 \$	752 416 \$
Dépôts de cautionnements	199 875	268 385
	<u>1 041 898</u>	<u>1 020 801</u>
Réclamations	18 069	27 772
Remises de cautionnements	64 790	15 806
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	239 540	135 200
	<u>322 399</u>	<u>178 778</u>
Solde à la fin	<u>719 499 \$</u>	<u>842 023 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie totalisent 12 906 138 \$ au 31 mars 1984 (11 887 000 \$ au 31 mars 1983).

4. Revenus d'intérêts accumulés — cautionnements individuels

	1984	1983
Solde au début	125 293 \$	94 411 \$
Revenus de l'année financière	28 961	30 882
Solde à la fin	<u>154 254 \$</u>	<u>125 293 \$</u>

5. Contributions de base — cautionnements collectifs

	1984	1983
Détaillants		
Solde au début	1 127 366 \$	1 027 325 \$
Contributions reçues	125 749	134 250
	<u>1 253 115</u>	<u>1 161 575</u>
Contributions remboursées	32 000	34 209
Solde à la fin	<u>1 221 115</u>	<u>1 127 366</u>
Grossistes		
Solde au début	915 050	835 050
Contributions reçues	195 000	132 500
	<u>1 110 050</u>	<u>967 550</u>
Contributions remboursées	35 000	52 500
Solde à la fin	<u>1 075 050</u>	<u>915 050</u>
Solde à la fin — détaillants et grossistes	<u>2 296 165 \$</u>	<u>2 042 416 \$</u>

6. Revenus d'intérêts accumulés — cautionnements collectifs

	1984	1983
Détaillants		
Solde au début	350 817 \$	234 925 \$
Revenus de l'année financière	155 831	205 499
	<u>506 648</u>	<u>440 424</u>
Réclamations et frais de fiducie	53 253	89 607
Solde à la fin	<u>453 395</u>	<u>350 817</u>
Grossistes		
Solde au début	380 177	486 431
Revenus de l'année financière	141 361	191 754
	<u>521 538</u>	<u>678 185</u>
Excédent des réclamations à payer estimées inscrites au 31 mars sur les paiements effectués	121 136	
Réclamations et frais de fiducie	(50 648)	(298 008)
	<u>70 488</u>	<u>(298 008)</u>
Solde à la fin	<u>592 026</u>	<u>380 177</u>
Solde à la fin — détaillants et grossistes	<u>1 045 421 \$</u>	<u>730 994 \$</u>

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1984 des fonds des cautionnements des agents de voyages administrés par le Président de l'Office de la protection du consommateur. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière de ces fonds au 31 mars 1984 ainsi que leurs opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 14 juillet 1984.

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ **(L.R.Q., c. R-5)**

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	<u>1984</u>	<u>1983</u>
ACTIF		
Contributions à recevoir		
Des employeurs	127 388	109 708
Du Fonds consolidé du revenu	<u>78 304</u>	<u>66 551</u>
	<u>205 692</u>	<u>176 259</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance-maladie du Québec	141 999	121 405
Dû au ministère des Affaires sociales	<u>63 693</u>	<u>54 854</u>
	<u>205 692</u>	<u>176 259</u>

Le sous-ministre des Finances,

Robert Normand

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS

pour l'année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Provenance des fonds		
Contributions		
Des employeurs	1 440 801	1 337 141
Du Fonds consolidé du revenu	636 192	494 050
	<u>2 076 993</u>	<u>1 831 191</u>
Répartition des fonds		
Pour le financement des programmes		
Régime d'assurance-maladie	1 356 593	1 162 621
Services hospitaliers	720 400	668 570
	<u>2 076 993</u>	<u>1 831 191</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 1984

1. Constitution et objet

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, a pour objet de pourvoir au financement des programmes du régime d'assurance-maladie et des services hospitaliers. Il est alimenté par les contributions des employeurs et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des contributions des employeurs est effectuée par le ministère du Revenu.

Les contributions des employeurs sont réparties également entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et le ministère des Affaires sociales tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

2. Conventions comptables

Les contributions des employeurs au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1^{er} avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance-maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus et des médicaments fournis avant le 1^{er} avril dans le cadre du régime d'assurance-maladie.

Les frais d'administration de ce Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Intégration aux états financiers du gouvernement

Les comptes de ce Fonds sont intégrés aux états financiers du gouvernement du Québec.

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1984 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1984 ainsi que la provenance et la répartition des fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 29 août 1984.

FONDS EN FIDÉICOMMIS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984	1983
ACTIF		
Encaisse	1 874 957 \$	2 070 081 \$
Avances au Fonds consolidé du revenu	51 447 717	48 644 748
Valeurs détenues		
Chèques visés	20 000	22 742
Dépôts à terme	41 858	45 006
Bons du trésor et gouvernements	438 444	456 931
Obligations	45 401 783	50 791 322
	<u>99 224 759 \$</u>	<u>102 030 830 \$</u>
PASSIF		
Dépôts		
Officiers de justice	27 241 504 \$	30 300 761 \$
Municipalités et commissions scolaires	6 088 847	10 422 047
Sociétés, organismes et particuliers	65 894 408	61 308 022
	<u>99 224 759 \$</u>	<u>102 030 830 \$</u>

Le Sous-ministre des Finances

Robert Normand

NOTES COMPLÉMENTAIRES À L'ÉTAT FINANCIER 31 mars 1984

1. Nature des fonds en fidéicommis

Les Fonds en fidéicommis sont composés principalement de dépôts de cautionnements et de garanties faits en vertu de lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des commissions scolaires, des sociétés, des organismes et des particuliers.

Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., c. D-5).

2. Conventions comptables

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration de ces Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

FONDS EN FIDÉICOMMIS**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1984 des Fonds en fidéicommis administrés par le gouvernement du Québec. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière des Fonds en fidéicommis au 31 mars 1984 selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 4 juin 1984.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
 (Lois du Québec, 1976, c. 14)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984	1983
ACTIF		
Encaisse	1 013 998 \$	80 874 \$
Comptes à recevoir (note 4)		
Fonds consolidé du revenu	2 326 941	985 985
Agents et mandataires du ministère du revenu	10 460 851	8 803 099
Intérêts courus	2 515	1 699
	<u>13 804 305 \$</u>	<u>9 871 657 \$</u>
PASSIF		
Solde du Fonds	<u>13 804 305 \$</u>	<u>9 871 657 \$</u>
Le sous-ministre des Finances, Robert Normand		

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

ÉVOLUTION DU FONDS

pour l'année financière terminée le 31 mars 1984

	1984	1983
Provenance des fonds		
Taxe spéciale sur le tabac	115 366 948 \$	104 618 745 \$
Produit de la vente de monnaie olympique	2 997 960	
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	440 559	55 777
Produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie des installations olympiques	76 090	292 216
Produit d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	141 070 000	366 025 000
	<u>259 951 557</u>	<u>470 991 738</u>
Utilisation des fonds		
Remboursement de capital sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	10 000 000	24 545 455
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	77 152 761	90 189 427
Parachèvement des installations olympiques	10 234 000	7 874 000
Remboursement de capital sur les emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	157 770 000	349 325 000
Intérêts sur les emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	862 148	2 972 380
	<u>256 018 909</u>	<u>474 906 262</u>
Augmentation (diminution) du Fonds	3 932 648	(3 914 524)
Solde du Fonds au début	<u>9 871 657</u>	<u>13 786 181</u>
Solde du Fonds à la fin	<u><u>13 804 305 \$</u></u>	<u><u>9 871 657 \$</u></u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
31 mars 1984

1. Constitution et objet

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement. Ce fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

2. Conventions comptables

Les revenus de taxe spéciale sur le tabac comprennent les remises encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril lorsqu'elles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le premier avril.

Les revenus provenant du produit de la vente de monnaie olympique sont inscrits lors de leur encaissement.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit des emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques de même que le produit de l'aliénation d'actifs immobiliers de la Régie sont comptabilisés lors de leur encaissement.

Le remboursement de capital sur la dette à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie et des intérêts sur ces dettes de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursé.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. Remboursement de capital sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques

Le remboursement de capital sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques que le Fonds peut être appelé à assumer au cours des cinq prochaines années est le suivant:

En dollars américains

1984-1985	—
1985-1986	—
1986-1987	55 384 615
1987-1988	55 384 615
1988-1989	55 384 615

4. Recettes de Loto Canada

En vertu de l'entente fédérale-provinciale du 21 août 1979, le gouvernement canadien, par l'entremise de son agent Loto Canada Inc., s'est retiré de la vente des billets de loterie à compter du 31 décembre 1979.

À la date de la préparation des états financiers, le dossier concernant le solde pour les revenus résiduels au 31 décembre 1979 à verser à la Régie des installations olympiques et au gouvernement du Québec était à l'étude par les autorités fédérales et provinciales. Le montant à recevoir à cette fin ne peut être déterminé.

Le revenu de cette source sera comptabilisé lors de son encaissement.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1984 du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds spécial olympique au 31 mars 1984 ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 29 juin 1984.

FONDS SPÉCIAUX DU CRÉDIT AGRICOLE (L.R.Q., c. C-75)

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	Fonds spécial intérêts	
	1984	1983
ACTIF		
Encaisse	4 383 \$	129 355 \$
Intérêts courus	370	840
	<u>4 753 \$</u>	<u>130 195 \$</u>
PASSIF		
Dû au Fonds consolidé du Revenu	370 \$	840 \$
Solde du Fonds		
Dépôts pour le bénéfice des prêteurs	4 383	129 355
autres que le ministre des Finances		
	<u>4 753 \$</u>	<u>130 195 \$</u>

Le Fonds spécial capital n'a aucun actif et passif aux 31 mars 1984 et 1983.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS 31 mars 1984

1. Constitution et objet

Les fonds spéciaux ont été créés en vertu de l'article 19 de la Loi sur le crédit agricole. Les dépôts aux fonds proviennent des sommes perçues par l'Office du crédit agricole du Québec à titre de remboursements en capital et de paiement des intérêts sur ses prêts. Ces dépôts sont affectés au remboursement du capital et au paiement des intérêts sur les emprunts contractés par l'Office auprès de prêteurs autres que le ministre des Finances, du ministre des Finances ainsi qu'au rachat des obligations ou autres valeurs émises par l'Office et que détient le gouvernement du Québec.

Les revenus d'intérêts provenant du placement de ces sommes perçues sont virés au Fonds consolidé du revenu.

Ces fonds sont gérés par le ministre des Finances.

2. Conventions comptables

Les dépôts de l'Office, les remises aux prêteurs autres que le ministre des Finances et celles au ministre des Finances sont comptabilisés lors de leur encaissement et de leur déboursé.

Les intérêts sur l'encaisse sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

FONDS SPÉCIAUX DU CRÉDIT AGRICOLE

ÉVOLUTION DES FONDS

pour l'année financière terminée le 31 mars 1984

	Fonds spécial capital		Fonds spécial intérêts	
	1984	1983	1984	1983
Provenance des fonds				
Dépôts de l'Office du crédit agricole du Québec	10 400 000 \$	15 200 000 \$	8 400 000 \$	9 800 000 \$
Intérêts sur dépôts bancaires	639	3 737	8 579	11 365
	<u>10 400 639</u>	<u>15 203 737</u>	<u>8 408 579</u>	<u>9 811 365</u>
Utilisation des fonds				
Remises aux prêteurs autres que le ministre des Finances			434 972	570 245
Remises au ministre des Finances	10 400 000	15 200 000	8 090 000	9 200 000
Intérêts virés au Fonds consolidé du revenu	639	3 737	8 579	11 365
	<u>10 400 639</u>	<u>15 203 737</u>	<u>8 533 551</u>	<u>9 781 610</u>
Augmentation (diminution) du Fonds			(124 972)	29 755
Solde du Fonds au début			129 355	99 600
Solde du Fonds à la fin			<u>4 383 \$</u>	<u>129 355 \$</u>

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif des Fonds spéciaux du crédit agricole du gouvernement du Québec au 31 mars 1984 ainsi que l'état de l'évolution des Fonds de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de ces Fonds au 31 mars 1984 ainsi que leur évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 5 septembre 1984.

—

**ÉTATS FINANCIERS DES FONDS RENOUVELABLES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1984**

**FONDS RENOUVELABLE
DE LA DIRECTION DES SERVICES INFORMATIQUES
AUX RÉSEAUX D'ENSEIGNEMENT^(note 1)**

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984
ACTIF	
À court terme	
Encaisse	2 524 275 \$
Débiteurs	3 035 524
	5 559 799
Équipement informatique (note 3)	72 646
	5 632 445 \$
PASSIF	
A court terme	
Créditeurs	83 569 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	2 948 876
	3 032 445
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	2 600 000
	5 632 445 \$

Administrateur du Fonds renouvelable de la
Direction des services informatiques aux
réseaux d'enseignement,

Michel Venne

Représentant du contrôleur des finances,
Normand Hotte

**FONDS RENOUELABLE
DE LA DIRECTION DES SERVICES INFORMATIQUES
AUX RÉSEAUX D'ENSEIGNEMENT**

OPÉRATIONS

De l'année financière terminée le 31 mars 1984

		1984
<hr/>		
Revenus		
Services informatiques aux organismes d'enseignement		9 333 558 \$
Dépenses		
Location d'équipement	2 682 294 \$	
Services professionnels et autres	189 562	
Entretien et réparations	166 307	
Fournitures et approvisionnements	104 825	
Matériel et équipement	10 585	
Transport et communication	13 287	
Autres dépenses	16 741	
Amortissement — Équipement informatique	6 009	
	<hr/>	
	3 189 610	
Frais imputés par certains ministères (note 5)	5 575 990	8 765 600
	<hr/>	
Revenu net		<hr/> <hr/> 567 958 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1984

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable de la Direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement, autorisé par l'Assemblée nationale et constitué par le ministère de l'Éducation en 1983 a pour objet de défrayer les coûts relatifs à la production des services informatiques aux réseaux d'enseignement. Les recettes provenant de la vente de ces services sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

Les opérations du Fonds renouvelable ont débuté le 1^{er} avril 1983.

2. Conventions comptables

Opérations

Les opérations du Fonds renouvelable sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont comptabilisées au coût. Ces immobilisations comprennent le coût de l'équipement informatique et des logiciels. Ces équipements sont amortis selon la méthode d'amortissement linéaire sur une période de 3 à 5 ans.

Les acquisitions d'ameublement et d'équipement ainsi que les améliorations des aires locatives sont imputées aux opérations.

3. Équipement informatique

	Coût	Amortissement	Net
Équipement informatique	43 442 \$	5 347 \$	38 095 \$
Logiciels	35 213	662	34 551
	<u>78 655 \$</u>	<u>6 009 \$</u>	<u>72 646 \$</u>

4. Dû au fonds consolidé du revenu

Évolution du compte au cours de l'année financière:

Contrepartie d'une créance lors du début des opérations du Fonds renouvelable le 1^{er} avril 1983

132 273 \$

Frais imputés par certains ministères

5 575 990

Revenu net de l'année financière

567 958

6 276 221

Notes de crédit émises aux débiteurs du ministère de l'Éducation au 1^{er} avril 1983

327 345 \$

Remise effectuée

3 000 000

3 327 345

Solde au 31 mars 1984

2 948 876 \$

5. Frais imputés par certains ministères

Traitements et avantages sociaux	4 853 196 \$
Transport et communication	96 901
Télécommunication (note 6)	34 304
Services professionnels et autres	134 945
Loyers d'espace et d'équipement	438 500
Autres dépenses	18 144
	<u>5 575 990 \$</u>

6. Exploitation de la télécommunication

Des dépenses d'exploitation de la télécommunication de 2 044 900 \$ assumées par le ministère des Communications n'ont pas fait l'objet d'une facturation au Fonds ainsi qu'aux clients du Fonds renouvelable.

FONDS RENOUVELABLE DE LA DIRECTION DES SERVICES INFORMATIQUES AUX RÉSEAUX D'ENSEIGNEMENT

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du gouvernement du Québec relatif à la Direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement au 31 mars 1984 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 30 octobre 1984.

FONDS RENOUELABLE DES MOYENS D'ENSEIGNEMENT

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984
ACTIF	
Encaisse	1 800 000 \$
PASSIF	
Apport du gouvernement du Québec	
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	1 800 000 \$
Administrateur du Fonds renouvelable des moyens d'enseignement, André Chamberland	
Le directeur du service de la comptabilité du ministère de l'Éducation, Lucien Létourneau c.a.	

NOTE COMPLÉMENTAIRE 31 mars 1984

Constitution et objet

Le Fonds renouvelable des moyens d'enseignement a été constitué par l'Assemblée nationale le 20 décembre 1983 et a pour objet de défrayer les coûts relatifs à la production de matériel pédagogique. Les recettes provenant de la vente de ce matériel sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins. Ce Fonds est administré par le ministère de l'Éducation.

Les opérations du Fonds n'ont débuté qu'en avril 1984.

FONDS RENOUELABLE DES MOYENS D'ENSEIGNEMENT**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable des moyens d'enseignement du gouvernement du Québec au 31 mars 1984. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1984 selon les principes comptables généralement reconnus.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 5 novembre 1984.

FONDS RENOUELABLE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984	1983
ACTIF		
Encaisse	1 754 239 \$	3 608 911 \$
Débiteurs	1 068 351	485 364
Stocks	1 896 865	1 853 540
	<u>4 719 455 \$</u>	<u>5 947 815 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	417 725 \$	358 809 \$
Abonnements perçus d'avance	813 954	276 457
Dépôts de clients	147 514	
Revenu net à verser au Fonds consolidé du revenu	1 388 835	1 486 122
	<u>2 768 028</u>	<u>2 121 388</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	1 951 427	3 826 427
	<u>4 719 455 \$</u>	<u>5 947 815 \$</u>

Administrateur du Fonds renouvelable des publications gouvernementales,
Jacques Pigeon

Directeur du service de la comptabilité du ministère des Communications,
Yves Deschênes

FONDS RENOUVELABLE DES PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1984

	1984 (12 mois)	1983 (10 mois)
Ventes	5 611 092 \$	3 086 807 \$
Coût des marchandises vendues		
Stocks au début	1 853 540	1 326 427
Coût des publications (note 3)	4 438 801	2 225 708
	6 292 341	3 552 135
Stocks à la fin	1 896 865	1 853 540
	4 395 476	1 698 595
Revenu brut	1 215 616	1 388 212
Intérêts sur dépôts bancaires	193 219	122 910
	1 408 835	1 511 122
Mauvaises créances	20 000	25 000
Revenu net	1 388 835 \$	1 486 122 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1984

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable des publications gouvernementales du ministère des Communications, opérant sous le nom « Les Publications du Québec », constitué par le Conseil du trésor le 16 février 1982, a pour objet de défrayer l'achat, les coûts de production et de mise en marché des publications des ministères et organismes du gouvernement.

2. Conventions comptables

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les stocks sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette.

La directive 6-83 du Conseil du trésor à l'égard des fonds renouvelables (entrée en vigueur le 1^{er} mars 1984) stipule à l'article 5.3.3 que les dépenses d'un fonds renouvelable assumées par un ministère doivent être remboursées au fonds consolidé du revenu.

Pour des considérations d'ordre administratif, on n'a pu donner effet à l'application de cet article pour le mois de mars 1984. Conséquemment, les dépenses du fonds renouvelable des publications gouvernementales assumées par le ministère des Communications n'ont pu être remboursées au fonds consolidé du revenu et ne sont pas représentées aux états financiers. Il en est de même du coût des avantages sociaux et des services de soutien assumés par différents ministères. Toutefois, l'article 5.3.3 de cette directive sera appliqué prospectivement à compter de l'année financière se terminant le 31 mars 1985.

3. Coût des publications

	1984	1983
Achats de publications	4 308 047 \$	2 024 766 \$
Fournitures et approvisionnements	294 894	180 126
Services professionnels et administratifs	27 866	10 033
Loyers	13 054	10 062
Autres dépenses	7 647	721
	4 651 508	2 225 708
Recouvrements de taxes de vente	212 707	
	4 438 801 \$	2 225 708 \$

4. Modification aux conventions comptables

À compter de la présente année financière, le Fonds a adopté une nouvelle méthode d'évaluation des stocks. Ils sont maintenant évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette alors qu'auparavant ils étaient évalués à la valeur de réalisation nette. Cette modification qui n'a pas été appliquée de façon rétroactive a eu pour effet de diminuer la valeur des stocks au 31 mars 1984 de 130 216 \$ et le revenu net de l'exercice 1984 du même montant.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable des publications gouvernementales au 31 mars 1984 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2 et, à l'exception du changement de la méthode d'évaluation des stocks dont il est question à la note 4, ces conventions comptables ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 13 juillet 1984.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984	1983
ACTIF		
Encaisse	283 218 \$	406 287 \$
Débiteurs	220 536	224 393
Stocks	257 278	173 562
	<u>761 032</u>	<u>804 242</u>
Mobilier et équipement	45 566	17 297
Amortissement accumulé	(11 887)	(3 459)
	<u>33 679</u>	<u>13 838</u>
	<u>794 711 \$</u>	<u>818 080 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	97 289 \$	115 979 \$
Revenu net de l'année financière à verser au Fonds consolidé du revenu	248 986	253 665
	<u>346 275</u>	<u>369 644</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	448 436	448 436
	<u>794 711 \$</u>	<u>818 080 \$</u>
Administrateur du Fonds renouvelable du Service de la cartographie, Claude De Saint-Riquier		
Directeur du service de la comptabilité du ministère de l'Énergie et des Ressources, Roger Paradis		

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1984

	1984	1983
Ventes	1 201 440 \$	967 983 \$
Coût des marchandises vendues	866 775	652 033
Revenu brut	334 665	315 950
Autres revenus	2 060	5 059
	336 725	321 009
Dépenses		
Services contractuels	43 111	45 444
Publicité et service à la clientèle	16 067	5 796
Fournitures et papeterie	13 500	5 270
Entretien et réparations — mobilier et équipement	3 120	7 375
Radiation de créances	87	
Amortissement du mobilier et de l'équipement	9 113	3 459
Autres	2 741	
	87 739	67 344
Revenu net	248 986 \$	253 665 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1984

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du Service de la cartographie du ministère de l'Énergie et des Ressources, opérant sous le nom « La Photothèque Québécoise », constitué par le Conseil du trésor le 1^{er} décembre 1981, a pour objet de mettre à la disposition de tous les ministères, organismes para-gouvernementaux, municipalités, entreprises privées et du public en général, des documents photographiques et cartographiques et d'offrir à sa clientèle un service de consultation sur place.

2. Conventions comptables

Les opérations sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen.

L'équipement et le mobilier sont inscrits au coût et sont amortis selon la méthode linéaire au taux de 20%.

La directive 6-83 du Conseil du trésor à l'égard des fonds renouvelables (entrée en vigueur le 1^{er} mars 1984) stipule à l'article 5.3.3 que les dépenses d'un fonds renouvelable assumées par un ministère doivent être remboursées au Fonds consolidé du revenu.

Pour des considérations d'ordre administratif, on n'a pu donner effet à l'application de cet article pour le mois de mars 1984. Conséquemment, les dépenses du Fonds renouvelable du Service de la cartographie assumées par le ministère de l'Énergie et des Ressources n'ont pu être remboursées au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas représentées aux états financiers. Il en est de même du coût des avantages sociaux et des services de soutien assumés par différents ministères. Toutefois, l'article 5.3.3 de cette directive sera appliqué prospectivement à compter de l'année financière se terminant le 31 mars 1985.

FONDS RENOUVELABLE DU SERVICE DE LA CARTOGRAPHIE**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du Service de la cartographie au 31 mars 1984 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 21 juin 1984.

FONDS RENOUEVABLE DU SERVICE DES ACHATS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984	1983
ACTIF		
Encaisse	792 052 \$	334 567 \$
Intérêts courus sur dépôts bancaires	18 381	10 532
Dépôt au Fonds consolidé du revenu — encaissable à demande		150 000
Clients		
Ministères, organismes du gouvernement du Québec et autres organismes publics	746 696	1 029 774
Stocks	1 126 076	980 505
	<u>2 683 205 \$</u>	<u>2 505 378 \$</u>
PASSIF		
Fournisseurs	392 485 \$	383 140 \$
Taxe de vente provinciale	51 506	68 976
Revenu net à verser au Fonds consolidé du revenu	295 835	109 883
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	1 943 379	1 943 379
	<u>2 683 205 \$</u>	<u>2 505 378 \$</u>

ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT (note 3)

Le directeur général des achats,
Gaston Ouimet

Le directeur de la comptabilité
du ministère des Travaux publics
et de l'Approvisionnement,
Patrick W. Desbiens

**FONDS RENOUELABLE
DU SERVICE DES ACHATS
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1984

	1984	1983
Ventes	7 003 107 \$	6 325 857 \$
Coût des marchandises vendues		
Stocks au début	980 505	1 249 873
Achats	6 962 574	6 049 221
	7 943 079	7 299 094
Stocks à la fin	1 126 076	980 505
	6 817 003	6 318 589
Revenu brut	186 104	7 268
Autres revenus		
Escomptes au comptant sur achats	70 073	66 830
Intérêts sur dépôts bancaires	39 091	35 117
Divers	1 281	1 000
	110 445	102 947
	296 549	110 215
Dépenses	714	332
Revenu net	295 835 \$	109 883 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1984**

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec, constitué par le Conseil du trésor, a pour objet de pourvoir au paiement d'achats de fournitures et d'accessoires de bureau et de laboratoire qui sont gardés en magasin pour être vendus aux ministères, à certains organismes du gouvernement ainsi qu'à quelques organismes publics.

2. Conventions comptables

Les opérations du Fonds renouvelable sont enregistrées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les stocks sont comptabilisés au dernier coût d'acquisition.

La directive 6-83 du Conseil du trésor à l'égard des fonds renouvelables (entrée en vigueur le 1^{er} mars 1984) stipule à l'article 5.3.3 que les dépenses d'un fonds renouvelable assumées par un ministère doivent être remboursées au Fonds consolidé du revenu.

Pour des considérations d'ordre administratif, on n'a pu donner effet à l'application de cet article pour le mois de mars 1984. Conséquemment, les dépenses du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec assumées par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement n'ont pu être

remboursées au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas représentées aux états financiers. Il en est de même du coût des avantages sociaux et des services de soutien assumés par différents ministères. Toutefois, l'article 5.3.3 de cette directive sera appliqué prospectivement à compter de l'année financière se terminant le 31 mars 1985.

L'article 4.3 de cette même directive précise que le ministère des Finances détermine chaque année en accord avec le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, le montant du revenu net du Fonds renouvelable qui sera versé au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

3. Événement subséquent

Le Conseil du trésor a autorisé, à compter du 1^{er} avril 1984, une augmentation du fonds de roulement du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec d'un montant de 2 000 000 \$ par avance du Fonds consolidé du revenu afin de pourvoir aux achats d'ameublement, d'écrans et d'accessoires pour les différents ministères et organismes du gouvernement.

OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec au 31 mars 1984 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 18 septembre 1984.

FONDS RENOUVELABLE POUR LES ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984
ACTIF	
À court terme	
Encaisse	281 400 \$
Immobilisations (note 3)	
Équipements informatiques	19 204 390
Moins: amortissement accumulé	(4 419 281)
	14 785 109
	15 066 509 \$
PASSIF	
Solde dû sur acquisitions d'équipements informatiques	6 808 250 \$
Intérêts courus	33 304
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	31 955
	6 873 509
AVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	8 193 000
	15 066 509 \$
Le directeur général des achats, Jean-Claude Gareau	
Le directeur de la comptabilité du ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, Patrick W. Desbiens	

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1984

	1984
Revenus	
Locations d'équipements informatiques	4 452 585 \$
Autres revenus	955
	<u>4 453 540</u>
Dépenses	
Amortissement des équipements informatiques	4 419 281
Frais de financement des acquisitions d'équipements informatiques	33 304
	<u>4 452 585</u>
Revenu net	<u>955 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 1984

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable pour les équipements informatiques a été constitué par l'Assemblée nationale le 22 juin 1983 et a pour objet de défrayer les coûts d'acquisition d'équipements informatiques requis par les ministères et organismes du gouvernement du Québec. Les recettes provenant de la location de ces équipements aux ministères et organismes ou de leur vente lors de la fin de leur vie utile sont versées au Fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

2. Conventions comptables

Opérations

Les opérations du Fonds renouvelable sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont inscrites au coût.

Les équipements informatiques sont amortis annuellement d'un montant égal au prix de leur location, net des frais de financement, et ce jusqu'à concurrence d'une valeur résiduelle de 5% de leurs coûts d'acquisition.

Directive du Conseil du trésor

La directive 6-83 du Conseil du trésor à l'égard des fonds renouvelables (entrée en vigueur le 1^{er} mars 1984) stipule à l'article 5.3.3 que les dépenses d'un fonds renouvelable assumées par un ministère doivent être remboursées au Fonds consolidé du revenu.

Pour des considérations d'ordre administratif, on n'a pu donner effet à l'application de cet article pour le mois de mars 1984. Conséquemment, les dépenses du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques assumées par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement n'ont pu être remboursées au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas représentées aux états

financiers. Il en est de même du coût des avantages sociaux et des services de soutien assumés par différents ministères. Toutefois, l'article 5.3.3 de cette directive sera appliqué prospectivement à compter de l'année financière se terminant le 31 mars 1985.

L'article 4.3 de cette même directive précise que le ministère des Finances détermine chaque année, en accord avec le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement, le montant du revenu net du Fonds renouvelable qui sera versé au Fonds consolidé du revenu, en tenant compte du fonds de roulement nécessaire aux opérations du Fonds.

3. Immobilisations — Équipements informatiques

Les acquisitions de l'année financière s'élèvent à 19 204 390 \$.

Les équipements informatiques acquis avant la création du Fonds, propriété des ministères et organismes, qui ne sont plus utilisés sont confiés au Fonds pour les relocaliser, les vendre ou en disposer autrement. Les équipements informatiques relocalisés seront inscrits dans les immobilisations du Fonds à leur juste valeur marchande et la contrepartie comme une dette envers le gouvernement du Québec. Le produit de la vente des équipements non relocalisés devra être remis au Fonds consolidé du revenu. Les équipements destinés à être vendus non comptabilisés au Fonds au 31 mars 1984 ont une valeur de réalisation de 4 350 \$.

4. Dû au Fonds consolidé du revenu

Produit de la vente d'équipements informatiques
propriété des ministères et organismes
non relocalisés

31 000 \$

Revenu net de l'année financière

955

Solde au 31 mars 1984

31 955 \$

**FONDS RENOUELABLE
POUR LES ÉQUIPEMENTS
INFORMATIQUES****OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif du Fonds renouvelable pour les équipements informatiques du gouvernement du Québec au 31 mars 1984 ainsi que l'état des opérations de l'année financière terminée à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière du Fonds renouvelable au 31 mars 1984 ainsi que les résultats de ses opérations de l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 27 juillet 1984.

FONDS RENOUELABLE — TÉLÉCOMMUNICATIONS

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

	1984	1983
ACTIF		
Encaisse	887 258 \$	437 574 \$
Débiteurs	1 719 488	2 131 861
	<u>2 606 746 \$</u>	<u>2 569 435 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	1 106 746 \$	998 740 \$
Revenu d'intérêts à verser au Fonds consolidé du revenu		70 695
	<u>1 106 746</u>	<u>1 069 435</u>
APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
Avance permanente du Fonds consolidé du revenu	1 500 000	1 500 000
	<u>2 606 746 \$</u>	<u>2 569 435 \$</u>

Administrateur du Fonds renouvelable — Télécommunications,
Edmond St-Laurent

Directeur du service de la comptabilité du ministère des Communications,
Yves Deschênes

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1984

1. Constitution et objet

Le Fonds renouvelable — Télécommunications, constitué par un apport du Fonds consolidé du revenu, a pour objet de défrayer les coûts d'équipement et de services de télécommunications pour certains organismes dont le budget de fonctionnement n'apparaît pas aux prévisions budgétaires du gouvernement. Les recettes provenant de ces organismes au titre de remboursement sont versées à ce Fonds renouvelable et utilisées aux mêmes fins; en conséquence, aucun état de revenus et dépenses n'est présenté. Ce Fonds est administré par le ministère des Communications.

2. Opérations du fonds

Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1984, le Fonds a comptabilisé une somme de 13 057 127 \$ (12 137 006 \$ en 1983) aux débiteurs ainsi qu'aux créditeurs couvrant des factures de services de télécommunications.

FONDS RENOUVELABLE — TÉLÉCOMMUNICATIONS**OPINION DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif au 31 mars 1984 du Fonds renouvelable — Télécommunications. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, cet état financier présente fidèlement la situation financière du Fonds au 31 mars 1984 selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 27 juin 1984.

SECTION 1

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital. Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

TABLE DES MATIÈRES

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	PAGE
Sommaire des opérations budgétaires	1-2
Revenus	
Sommaire des revenus par ministère et par catégorie	1-2
Détail des revenus par ministère, catégorie et sous-catégorie	1-32
Dépenses	
Sommaire des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Mandats spéciaux	1-6
Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Crédits, dépenses et variations, par mission, domaine, secteur et programme	1-8
Listes et définitions des catégories et super-catégories de dépenses	1-28
Sommaire des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-30
Détail des crédits autorisés et dépenses par ministère, programme, élément, super-catégorie et catégorie	
Affaires culturelles	1-58
Affaires intergouvernementales	1-62
Affaires municipales	1-66
Affaires sociales	1-72
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1-80
Assemblée nationale	1-88
Commerce extérieur	1-94
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	1-96
Communautés culturelles et Immigration	1-98
Communications	1-100
Conseil exécutif	1-104
Conseil du trésor	1-110
Éducation	1-112
Énergie et Ressources	1-120
Environnement	1-128
Finances	1-132
Fonction publique	1-140
Habitation et Protection du consommateur	1-144
Industrie, Commerce et Tourisme	1-148
Justice	1-152
Loisir, Chasse et Pêche	1-162
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	1-166
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-172
Revenu	1-174
Science et Technologie	1-178
Transports	1-180
Travail	1-186
Travaux publics et Approvisionnement	1-190

1-2

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Revenus	+ 21 410 969
Dépenses	- 24 523 514
DÉFICIT DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES	- 3 112 545

N.B. Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement

SOMMAIRE DES REVENUS PAR MINISTÈRE ET PAR CATÉGORIE
 Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

Détail page	Ministère	Impôts sur le revenu et les biens	Taxes à la consommation	Droits et permis
1 1-32	Affaires culturelles			188
2 1-32	Affaires intergouvernementales			
3 1-33	Affaires municipales			223
4 1-33	Affaires sociales			298
5 1-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			161
6 1-36	Assemblée nationale			
7 1-36	Commerce extérieur			
8 1-37	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances			
9 1-37	Communautés culturelles et Immigration			
10 1-38	Communications			1 042
11 1-38	Conseil exécutif			3
12 1-39	Conseil du trésor			
13 1-39	Éducation			
14 1-40	Énergie et ressources			80 541
15 1-42	Environnement			97
16 1-43	Finances	1 440 802		10 187
17 1-47	Fonction publique			
18 1-47	Habitation et Protection du consommateur			17 483
19 1-49	Industrie, Commerce et Tourisme			1 027
20 1-49	Justice			8 474
21 1-51	Loisir, Chasse et Pêche			13 247
22 1-51	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu			104
23 1-52	Revenu	7 670 723	4 174 637	117 984
24 1-55	Transports			259 603
25 1-56	Travail			
26 1-56	Travaux publics et Approvisionnement			
		9 111 525	4 174 637	510 662

Revenus divers	Transferts des sociétés d'Etat	Total des revenus autonomes	Total des transferts du gouvernement du Canada	Total des revenus budgétaires	
				1983-1984	1982-1983
1 011		1 199	427	1 626	1 078
162		162	1 536	1 698	1 866
1 707		1 930	8 319	10 249	25 827
3 612		3 910	1 409	5 319	8 294
4 297		4 458	8 563	13 021	22 695
887		887		887	981
31		31		31	6
2 249		2 249		2 249	1 388
67		67	952	1 019	1 096
5 477		6 519		6 519	2 674
6 530		6 533	96 932	103 465	76 573
12		12		12	4 269
11 040		11 040	37 421	48 461	39 694
12 337		92 878	1 100	93 978	107 997
1 735		1 832	2 099	3 931	3 502
79 159	590 186	2 120 334	5 913 723	8 034 057	6 727 530
2 942		2 942		2 942	2 997
3 946		21 429	86 397	107 826	114 501
5 268		6 295		6 295	4 703
92 587		101 061	9 113	110 174	96 251
20 491		33 738		33 738	29 753
41 833		41 937	145 362	187 299	175 269
228 014		12 191 358		12 191 358	11 356 222
80 683		340 286	23 143	363 429	391 554
34		34		34	41
81 352		81 352		81 352	13 505
687 463	590 186	15 074 473	6 336 496	21 410 969	19 210 266

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS, PAR MINISTÈRE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

Détail page	Ministère	Crédits initiaux	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
1 1-58	Affaires culturelles	127 222	4 768(3)	8 331
2 1-62	Affaires intergouvernementales	50 592	995	470
3 1-66	Affaires municipales	421 307	15 452	40 143
4 1-72	Affaires sociales	5 342 133(1)	31 968	100 623
5 1-80	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	432 450	20 071	5 413
6 1-88	Assemblée nationale	77 312(2)	4 032	50
7 1-94	Commerce extérieur	18 197		216
8 1-96	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	688 813		247
9 1-98	Communautés culturelles et Immigration	43 863		1 651
10 1-100	Communications	158 574	15 520	2 782
11 1-104	Conseil exécutif	158 829	7 424	11 778
12 1-110	Conseil du trésor	8 945		(6)
13 1-112	Éducation	6 350 620	21 550	268 850
14 1-120	Énergie et Ressources	277 007	16 420	17 882
15 1-128	Environnement	122 236		7 625
16 1-132	Finances	2 538 229	385 000	(481 928)
17 1-140	Fonction publique	165 034		(388)
18 1-144	Habitation et Protection du consommateur	308 611		136
19 1-148	Industrie, Commerce et Tourisme	264 175	18 668	61 105
20 1-152	Justice	619 864	15 372	5 066
21 1-162	Loisir, Chasse et Pêche	211 217	6 300	13 626
22 1-166	Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	2 496 660	133 648	(110 213)
23 1-172	Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 325 250(1)		
24 1-174	Revenu	212 292	34 250	3 993
25 1-178	Science et Technologie		5 485(4)	5 329
26 1-180	Transports	1 597 383	50 000	33 922
27 1-186	Travail	21 421	18 000	2 748
28 1-190	Travaux publics et Approvisionnement	313 438		549
		<u>24 351 674</u>	<u>804 923</u>	<u>0</u>
	Crédits votés	19 221 264(a)	753 824(b)(c)	0
	Crédits permanents	5 130 410(1,2)	51 099(3)(4)	
		<u>24 351 674</u>	<u>804 923</u>	<u>0</u>

(a) Crédits initiaux autorisés par: Loi no 1 sur les crédits, 1983-1984 du 29 mars 1983, L.Q., 1983, c. 2.

Loi no 2 sur les crédits, 1983-1984 du 31 mars 1983, L.Q., 1983, c. 3.

Loi no 4 sur les crédits, 1983-1984 du 22 juin 1983, L.Q., 1983, c. 35.

152 642 500 \$

4 966 181 575

14 102 440 525

19 221 264 600 \$

(b) Crédits supplémentaires autorisés par: Loi no 3 sur les crédits, 1983-1984 du 22 juin 1983, L.Q., 1983, c. 34.

Loi no 5 sur les crédits, 1983-1984 du 21 décembre 1983, L.Q., 1983, c. 51.

122 000 000 \$

598 123 600

720 123 600

(c) Mandats spéciaux: du 6 octobre 1983 au ministère de l'Énergie et des Ressources (décret 2030-83 du 5 octobre 1983).

3 700 000

du 13 octobre 1983 au ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu (décret 2088-83 du 12 octobre 1983).

30 000 000

33 700 000

753 823 600 \$

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES		
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983	
	Suspension du droit d'engager	Autres					
=	(-)	(-)	+	(-)	=		
140 321	1 345	3 795	1	13	135 169	122 588	1
52 057	186	1 491		1 134	49 246	46 514	2
476 902	2 216	22 533		207	451 946	421 909	3
5 474 724	8 773	44 558	16 959	6	5 438 346(1)	5 194 227	4
457 934	4 532	43 481	2 250	4 193	407 978	422 022	5
81 394		19 640	305	169	61 890	56 082	6
18 413	85	4 723		107	13 498	10 504	7
689 060	1	447 428(5)	417 390(5)	1	659 020	608 366	8
45 514	88	2 856	1	14	42 557	42 561	9
176 876	593	4 364		14	171 905	154 720	10
178 031	662	31 033		19	146 317	116 281	11
8 939	52	713		2	8 172	9 279	12
6 641 020	1 313	48 911	10 545	12 339	6 589 002	6 101 398	13
311 309	784	28 278	7	78	282 176	249 345	14
129 861	482	5 887	36	28	123 500	111 379	15
2 441 301	657	70 603	717	57	2 370 701	1 990 682	16
164 646	43	4 053	1	5	160 546	146 041	17
308 747	768	10 984	28	37	296 986	262 596	18
343 948	3 879	39 945	877	5 053	295 948	155 509	19
640 302	1 440	12 055	1 252	267	627 792	601 597	20
231 143	3 814	5 588	29	127	221 643	206 281	21
2 520 095	1 197	73 818	375	15 030	2 430 425	2 017 754	22
1 325 250		29 892	61 235		1 356 593(1)	1 162 620	23
250 535	3 155	7 671	8 301	24	247 986	221 534	24
10 814	9	943		6	9 856		25
1 681 305	10 063	71 387	220	14 645	1 585 430	1 488 645	26
42 169	173	2 377	508	8	40 119	37 245	27
313 987	1 280	6 049	338	8 229	298 767	301 617	28
25 156 597	47 590	1 045 056	521 375	61 812	24 523 514	22 259 296	
19 975 088	47 581	903 474		59 590	18 964 443	17 527 140	
5 181 509	9	141 582	521 375	2 222	5 559 071	4 732 156	
25 156 597	47 590	1 045 056(5)	521 375(5)	61 812	24 523 514	22 259 296	

(1) Inclut les prévisions de contributions du Fonds des services de santé de 1 423 000 000 \$ aux crédits initiaux et 1 440 801 470 \$ de contributions réelles pour lesquelles les dépenses se répartissent également au programme «Services en centres hospitaliers» au ministère des Affaires sociales et au programme «Régime d'assurance-maladie» à la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

(2) Y compris 28 695 700 \$ de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'intégration de l'administration du système électoral, L.Q., 1982, c. 54 pour le programme «Administration du système électoral» alors qu'une prévision de 10 081 600 \$ apparaissait sous ce titre au volume des crédits déposé à l'Assemblée nationale.

(3) Loi sur le cinéma, L.Q., 1983, c. 37, sanctionnée le 23 juin 1983. Crédits autorisés de 200 000 \$, le 14 décembre 1983 par le décret 2587-93 pour la Régie du cinéma, l'Institut québécois du cinéma et la Société générale du cinéma.

(4) Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec, L.R.Q., c. D-9.1, entrée en vigueur le 28 septembre 1983. Crédits autorisés de 5 225 000 \$ pour le ministère de la Science et de la Technologie et le Conseil de la science et de la technologie. Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, L.Q., 1983, c. 42, entrée en vigueur le 25 janvier 1984. Crédits autorisés de 260 000 \$.

(5) Les crédits non utilisés et les dépassements aux crédits permanents se trouvent majorés de 416 921 milliers \$ en raison de la Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives, L.Q., 1983, c. 24, qui prévoit que les contributions du Gouvernement à titre d'employeur pour les régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants sont imputables à des crédits permanents à compter du 1^{er} juillet 1983.

1-6

MANDATS SPÉCIAUX (1)

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	Crédits autorisés	Dépenses
Énergie et Ressources		
Mandat spécial numéro 1 du 6 octobre 1983 (décret 2030-83 du 5 octobre 1983) autorisé en raison de la nécessité urgente d'acquitter les coûts supplémentaires occasionnés par l'intensité des feux de forêt et les ressources requises à leur extinction.		
Programme 3 - Protection de la forêt		
Élément 1 - Prévention et lutte contre les incendies	3 700	3 700
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu		
Mandat spécial numéro 2 du 13 octobre 1983 (décret 2088-83 du 12 octobre 1983) autorisé en raison de la nécessité urgente de pourvoir à l'augmentation des coûts des programmes de création d'emplois à la suite de l'accroissement du nombre de demandes d'aide dans le cadre de ces programmes.		
Programme 10 - Protection et développement de l'emploi		
Élément 2 - Aide financière à la création d'emplois	25 300	13 055
Élément 3 - Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi	4 700	2 591 (2)
	30 000	15 646
	33 700	19 346
(1) Émis en conformité avec l'article 41 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6).		
(2) Les dépenses se répartissent comme suit entre les ministères suivants:		
Affaires culturelles		
Programme 2 - Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	750 000 \$	
Conseil exécutif		
Programme 2 - Organismes-conseils auprès du Premier Ministre et du Conseil exécutif	100 000	
Programme 8 - Relations avec les citoyens et Office des personnes handicapées du Québec	697 334	
Énergie et Ressources		
Programme 2 - Amélioration de la forêt	244 100	
Industrie, Commerce et Tourisme		
Programme 3 - Développement de l'industrie manufacturière et commercialisation des produits	350 000	
Loisir, Chasse et Pêche		
Programme 1 - Soutien aux municipalités et aux organismes de loisir	450 000	
	2 591 434 \$	

DÉPENSES DE TRANSFERT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES EFFECTUÉES
 Année financière terminée le 31 mars 1984
 (MILLIERS \$)

BÉNÉFICIAIRES	PAIEMENTS				1983-1984	1982-1983	
	Personnes	Conditionnels		Généraux			
		Fonctionnement	Capital				Service de la dette
Entreprises		85 609	176 236		231 735	493 580	432 902
Établissements de santé et de services sociaux		5 178 781	92 084	147 635		5 418 500	5 096 508
Institutions d'enseignement		6 720 672	13 939	404 674		7 139 285	6 440 610
Municipalités		835 476	138 249	172 676		1 146 401	1 065 218
Organismes sans but lucratif		410 066	26 416			436 482	354 816
Personnes	3 786 493					3 786 493	3 165 694
Entreprises d'État		246 167	1 199	46 773		294 139	199 412
	3 786 493	13 476 771	448 123	771 758*	231 735	18 714 880	16 755 160

* Y compris 173 700 000 \$ de remboursement de capital.

1-8

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION ÉCONOMIQUE				
Domaine: ressources naturelles et industries primaires				
Secteur: agriculture				
Planification, recherche et enseignement	1-80	28 679		
Financement agricole	1-80	98 239		
Permanents		7 949	7 500	
Aide à la production agricole	1-82	128 033		2 614
Assurances agricoles	1-82	50 547	9 571	2 743
Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-82	46 589		
Permanents		60		
Régie des marchés agricoles du Québec	1-84	1 601		
Gestion du territoire agricole	1-84	23 388	3 000	
Gestion interne et soutien	1-84	16 220		(56)
Permanents				
Régie des grains	1-84	1 032		125
Aide financière à l'industrie des courses de chevaux	1-176			
Permanents		7 741		
Total du secteur		410 078	20 071	5 426
Secteur: forêts				
Connaissance de la forêt	1-120	7 344		118
Amélioration de la forêt	1-120	55 404	5 000	8 385
Protection de la forêt	1-120	30 043	8 420	
Utilisation de la forêt	1-120	36 639	3 000	601
Gestion interne et soutien	1-122	19 901		31
Permanents				
Financement forestier	1-122	1 901		
Permanents		1 722		
Développement de l'industrie forestière	1-122	40 999		1 265
Total du secteur		193 953	16 420	10 400
Secteur: mines				
Exploration géologique et minérale	1-124	16 939		4 020
Industrie minérale et administration minière	1-124	14 748		2 517
Recherche minérale, analyses et essais	1-124	8 187		591
Total du secteur		39 874		7 128
Secteur: eau				
Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	1-68	51 712	3 452	
Amélioration du milieu ambiant	1-128	90 539		6 591
Permanents				
Connaissance	1-128	10 789		475
Gestion interne et soutien	1-130	11 259		488
Permanents				
Total du secteur		164 299	3 452	7 554

(1) Le niveau moins élevé des taux des intérêts à la charge du Gouvernement sur les prêts des institutions privées aux agriculteurs explique la diminution.

(2) La variation provient d'une augmentation des contributions gouvernementales au Fonds d'assurance-stabilisation des revenus agricoles occasionnée par la révision des taux de cotisation des adhérents et par un plus grand nombre d'unités assurées.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
28 679		1 452		2	27 225	25 553
98 239	527	18 217		11	79 484(1)	125 446
15 449		7 143	99		8 405	8 722
130 647	2 517	8 430		1 231	118 469	115 630
62 861	27	24		501	62 309(2)	45 465
46 589	1 010	6 279		271	39 029	37 586
60		2			58	103
1 601		136			1 465	1 488
26 388	4	167		8	26 209	25 732
16 164	445	703		58	14 958	15 397
			151		151	3
1 157		134		1	1 022	586
7 741		102			7 639	7 639
435 575	4 530	42 789	250	2 083	386 423	409 350
7 462		82		2	7 378	7 143
68 789	112	1 092		3	67 582	51 500
38 463	120	179		10	38 154	29 257
40 240	195	1 622		9	38 414	43 152
19 932	134	380		20	19 398	17 985
			7		7	9
1 901		272			1 629	1 686
1 722		127			1 595	1 813
42 264	75	15 649		2	26 538	19 102
220 773	636	19 403	7	46	200 695	171 647
20 959		609		2	20 348	15 187
17 265	32	385		8	16 840	16 822
8 778		295		4	8 479	6 308
47 002	32	1 289		14	45 667	38 317
55 164		1 552			53 612	56 017
97 130	386	5 221		7	91 516	79 965
			35		35	
11 264	38	194		4	11 028	11 016
11 747	58	244		16	11 429	10 433
			1		1	
175 305	482	7 211	36	27	167 621	157 431

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Secteur: énergie				
Régie de l'électricité et du gaz	1-126	1 987		351
Études, recherches et interventions concernant l'énergie	1-126	21 313		
Total du secteur		23 300		351
Secteur: pêches maritimes				
Développement des pêches maritimes Permanents	1-86	30 113		(13)
Total du secteur		30 113		(13)
Secteur: faune				
Gestion des ressources fauniques	1-164	38 411		3 268
Total du secteur		38 411		3 268
Total du domaine		900 028	39 943	34 114
Domaine: industries secondaires				
Secteur: industries secondaires				
Développement des relations économiques et commerciales avec l'extérieur Permanents	1-94	18 197		216
Analyse économique et services statistiques	1-108,1-138	9 043		(438)
Contrôle, surveillance et développement des associations coopératives Permanents	1-136	1 119 1 000		513
Gestion interne et soutien	1-148	9 251		370
Société de développement industriel du Québec	1-148	90 823	4 000	
Développement de l'industrie manufacturière et commercialisation des produits Permanents	1-148	114 977	7 458	59 664
Centre de recherche industrielle du Québec Permanents	1-148	14 300		
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche Permanents	1-178		260	
Total du secteur		258 710	11 718	60 325
Total du domaine		258 710	11 718	60 325
Domaine: services				
Secteur: tourisme				
Formation professionnelle Permanents	1-150	12 535		
Promotion et développement de l'industrie touristique Permanents	1-150	22 289	7 210	1 071
Total du secteur		34 824	7 210	1 071
Secteur: marché financier				
Inspecteur général des institutions financières Permanents	1-136	12 702		
Contrôle, surveillance et développement du commerce des valeurs mobilières Permanents	1-136	3 275 120		110
Total du secteur		16 097		110

(3) Y compris l'aide financière de 15 millions \$ à Pétromont Inc. et celle de 96 millions \$ à Sidbec.

(4) Le ministère des Institutions financières et Coopératives a été abrogé le 1^{er} avril 1983 et la plupart de ses activités sont maintenant sous la responsabilité de l'Inspecteur général des Institutions financières au ministère des Finances. Ses dépenses pour l'année 1983-1984 ont été imputées sur un crédit permanent. Les chiffres de 1982-1983 qui apparaissent respectivement aux programmes contrôle, surveillance et développement des institutions financières (mission économique) et contrôle et surveillance du développement des entreprises (mission gouvernementale et administrative) ont été regroupés sous ce programme pour fins de comparaison.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
2 338		231		7	2 100	2 716
21 313	116	7 132		7	14 058	14 664
23 651	116	7 363		14	16 158	17 380
30 100	2	794	2 000	110 2 000	29 194	20 311
30 100	2	794	2 000	2 110	29 194	20 311
41 679	347	536		50	40 746	39 214
41 679	347	536		50	40 746	39 214
974 085	6 145	79 385	2 293	4 344	886 504	853 650
18 413	85	4 723		107	13 498	5 721
8 605	489	855		2	7 259	4 783 7 565
1 632	25	157			1 450	1 276
1 000					1 000	1 000
9 621	75	1 097		2	8 447	7 438
94 823	2 092	25 026		3 004	64 701	58 889
182 099	208	12 237	875	2 031	167 623(3) 875	44 619 401
14 300					14 300	13 000
260					260	
330 753	2 974	44 095	875	5 146	279 413	144 692
330 753	2 974	44 095	875	5 146	279 413	144 692
12 535	16	114	1	1	12 404	11 820
30 570	1 488	1 471	1	15	27 596	4 19 334
43 105	1 504	1 585	2	16	40 002	4 31 162
12 702		360	717	48	13 011(4)	11 743 322
3 385 120	64	37 10		1	3 283 110	2 867 107
16 207	64	407	717	49	16 404	15 039

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION ÉCONOMIQUE (suite)				
Secteur: communications				
Développement des communications et des politiques	1-102	6 137		
Régie des services publics	1-102	2 358		
Commission d'accès à l'information	1-102	893		
Permanents				
Total du secteur		9 388		
Total du domaine		60 309	7 210	1 181
Domaine: ressources humaines				
Secteur: immigration				
Communautés culturelles et immigration	1-98	24 073		1 457
Permanents				
Total du secteur		24 073		1 457
Secteur: relations et conditions de travail				
Relations et normes de travail	1-186	7 451		1 200
Permanents		27		
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	1-186	1 920	18 000	1 231
Conseil des services essentiels	1-186			
Permanents		911		
Direction et gestion interne	1-188	5 496		317
Permanents				
Total du secteur		15 805	18 000	2 748
Secteur: main-d'oeuvre et emploi				
Formation professionnelle de la main-d'oeuvre	1-170	20 288		
Protection et développement de l'emploi	1-170	236 795	40 000	(131 499)
Permanents				
Aide financière relative aux activités de placement de l'Office de la construction	1-188	5 616		
Total du secteur		262 699	40 000	(131 499)
Total du domaine		302 577	58 000	(127 294)
Domaine: transports				
Secteur: transports terrestres				
Systèmes de transports terrestres	1-180	372 723		163
Permanents		400		
Contrôle des lois et règlements de transport	1-180	7 554		300
Construction du réseau routier	1-180	400 054	25 000	(38)
Conservation du réseau routier	1-182	431 639		776
Gestion interne et soutien	1-182	52 925	25 000	541
Commission des transports du Québec	1-182	8 914		(20)
Total du secteur		1 274 209	50 000	1 722
Secteur: transports maritime et aérien				
Transports maritime et aérien	1-184	34 816		32 200
Total du secteur		34 816		32 200
Total du domaine		1 309 025	50 000	33 922
Total de la mission		2 830 649	166 871	2 248

(5) Les programmes de création d'emplois «Retour au travail» «Bons d'emploi» «Chantier Québec» et «Jeunes volontaires» ont contribué à l'augmentation de la dépense.

(6) Y compris des subventions de 15,9 millions \$ à la Société québécoise des transports et de 15,7 millions \$ (12,0 millions \$ en 1983) à la Société des traversiers du Québec.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
6 137		80	256	3	5 798	5 476
2 358		344			2 014	2 013
893		275			618	
						38
9 388	80	875		3	8 430	7 527
68 700	1 648	2 867	719	68	64 836	53 728
25 530	37	1 341		10	24 142	23 801
			1		1	
25 530	37	1 341	1	10	24 143	23 801
8 651	40	1 489			7 122	6 820
27		1	508		534	36
21 151	21				21 130	20 289
911		41			870	246
5 813	112	596		8	5 097	4 085
						238
36 553	173	2 127	508	8	34 753	31 714
20 288					20 288	18 198
145 296		33 423	145	5 000	106 873(5)	66 169
					145	
5 616		250			5 366	5 531
171 200		33 673	145	5 000	132 672	89 898
233 283	210	37 141	654	5 018	191 568	145 413
372 886	3 330	13 692		14	355 850	349 386
400			220		620	693
7 854		785		2	7 067	6 481
425 016	1 462	38 438		285	384 831	365 237
432 415	120	3 029		270	428 996	414 565
78 466	3 191	7 432		39	67 804	46 973
8 894	2	587		7	8 298	8 389
1 325 931	8 105	63 963	220	617	1 253 466	1 191 724
67 016	1 958	5 106		14 026	45 926(6)	8 381
67 016	1 958	5 106		14 026	45 926	28 381
1 392 947	10 063	69 069	220	14 643	1 299 392	1 220 105
2 999 768	21 040	232 557	4 761	29 219	2 721 713	2 417 588

1-14

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE				
Domaine: éducation				
Secteur: ENSEIGNEMENT				
Régime de retraite des enseignants Permanents	1-96	417 732		
Enseignement primaire et secondaire public Permanents	1-114	3 665 448		251 587
Enseignement collégial public Permanents	1-114	181 495	200	
Enseignement universitaire	1-116	747 815		
Formation des adultes	1-116	31 597		
Enseignement privé Permanents	1-116	999 053		
Fonds pour la formation de chercheurs et action concertée	1-118	152 012	4 100	3 725
		220 092		
		28 773		
		30 285		
Total du secteur		6 474 302	4 300	255 312
Secteur: administration et services				
Société de radio-télévision du Québec	1-102	54 565		
Administration Permanents	1-112	111 516	3 150	193
Consultation	1-112	4 170		
Aide financière aux étudiants	1-114	175 700	14 100	13 345
Transport scolaire	1-184	271 383		
Total du secteur		617 334	17 250	13 538
Total du domaine		7 091 636	21 550	268 850
Domaine: culture				
Secteur: arts				
Arts de l'environnement visuel	1-60	14 774		911
Arts d'interprétation Permanents	1-60	32 618		608
Cinéma Permanents	1-60	7 684		
		6 009	200	15
Total du secteur		61 085	200	1 534
Secteur: lettres et biens culturels				
Livres et autres imprimés	1-58	30 396		341
Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-58	17 220		3 724
Gestion interne et soutien Permanents	1-58	16 706	4 568	2 732
Charte de la langue française	1-98	1 815		
		19 790		194
Total du secteur		85 927	4 568	6 991
Total du domaine		147 012	4 768	8 525

(7) En vertu de la Loi modifiant les Régimes de retraite et diverses dispositions législatives (L.Q., 1983, c. 24), la contribution du Gouvernement à titre d'employeur est imputée à un crédit permanent à compter du 1^{er} juillet 1983.

(8) Y compris 281 millions \$ représentant des paiements anticipés sur le solde de 15% de l'année scolaire 1982-1983 à verser au cours de l'année financière 1984-1985 selon la politique budgétaire.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
417 732		321 496			96 236(7)	359 975
3 917 035	165	13 105	296 074		296 074(7)	
181 495		17 516			3 903 765(8)	3 546 191
748 015		151		200	163 979	166 202
31 597			10 029		747 664	708 742
999 053		2 846			41 626	41 161
159 837		16			996 207	959 104
220 092	376				159 821	152 255
28 773		5 036			219 716	205 184
					23 737	22 453
30 285		4 294			25 991	27 925
6 733 914	541	364 460	306 103	200	6 674 816	6 189 192
54 565					54 565	50 361
114 859	755	4 036	516	4 417	105 651	107 000
					516	
4 170	15	239		2	3 914	3 813
203 145		1 339		7 719	194 087	159 231
271 383		1 931			269 452	253 229
648 122	770	7 545	516	12 138	628 185	573 634
7 382 036	1 311	372 005	306 619	12 338	7 303 001	6 762 826
15 685	136	50			15 499	14 854
33 226	585	452		1	32 188	29 200
7 684		23			7 661	6 857
6 024		25		1	5 998	5 846
200		3			197	
62 819	721	553		2	61 543	56 757
30 737	14	83			30 640	28 862
20 944		394		2	20 548	22 305
24 006	610	2 765		9	20 622	13 014
1 815			1		1 816	1 650
19 984	51	1 515		4	18 414	18 760
97 486	675	4 757	1	15	92 040	84 591
160 305	1 396	5 310	1	17	153 583	141 348

1-16

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE (suite)				
Domaine: loisirs				
Secteur: loisirs				
Soutien aux municipalités et aux organismes de loisir	1-162	28 303	3 500	(1 274)
Promotion du loisir socio-culturel	1-162	13 081		1 760
Plein air, parcs et réserves	1-162	82 480	2 800	8 936
Permanents				
Promotion de l'activité physique et du sport	1-162	14 238		300
Gestion interne et soutien	1-164	27 334		636
Permanents				
Régie de la sécurité dans les sports	1-164	1 992		
Régie des installations olympiques	1-164	5 378		
Total du secteur		172 806	6 300	10 358
Total du domaine		172 806	6 300	10 358
Total de la mission		7 411 454	32 618	287 733

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION SOCIALE				
Domaine: sécurité du revenu				
Secteur: régimes de sécurité du revenu				
Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-160			
Permanents		11 272	3 200	
Allocations familiales	1-166			
Permanents		196 946		
Allocations de maternité	1-168	9 000	100	
Prestations d'aide sociale	1-168	1 800 000	66 000	
Permanents				
Assistance-maladie	1-168	87 087	22 047	
Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-168	10 570		350
Supplément au revenu de travail et administration de logirente	1-174	22 505		
Remboursements à certains travailleurs autonomes d'une partie de leurs contributions au régime de rentes du Québec	1-174			
Permanents		525		
Total du secteur		2 137 905	91 347	350
Secteur: administration et services				
Direction et gestion	1-166	100 433	2 586	20 775
Administration déléguée de programmes en sécurité du revenu	1-166	31 737	2 915	
Direction et gestion de la Commission des affaires sociales	1-166	3 804		161
Total du secteur		135 974	5 501	20 936
Total du domaine		2 273 879	96 848	21 286
Domaine: santé et adaptation sociale				
Secteur: prévention et amélioration				
Services en centres locaux de services communautaires	1-72	210 811		9 007
Permanents		12 123		
Soutien aux organismes bénévoles	1-72	12 796		885
Protection du milieu	1-128	9 649		71
Total du secteur		245 379		9 963
Secteur: recouvrement de la santé				
Services en centres hospitaliers	1-72	2 813 842	30 718	62 207
Permanents		936 021		
Régime d'assurance-maladie	1-172			
Permanents		1 325 250		
Total du secteur		5 075 113	30 718	62 207
Secteur: réadaptation sociale				
Services en centres de services sociaux	1-74	260 840		6 739
Permanents		13 044		
Services en centres d'hébergement	1-74	393 158		11 348
Permanents		28 062		
Services en centres de réadaptation	1-74	509 080		9 420
Permanents		27 974		
Relations avec les citoyens et Office des personnes handicapées du Québec	1-108	25 727	1 300	764
Total du secteur		1 257 885	1 300	28 271

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
14 472		2 126			12 346	11 592
196 946		2 463	7		194 490	186 465
9 100		194			8 906	8 994
1 866 000		29 712	223	1	1 836 287	1 518 643
					223	67
109 134		1 147			107 987	83 201
10 920		153			10 767	8 653
22 505	157	602			21 746	20 387
525			81		606	805
2 229 602	157	36 397	311	1	2 193 358	1 838 807
123 794	1 152	5 792		10 029	106 821	94 528
34 652		873			33 779	29 427
3 965	45	61			3 859	3 409
162 411	1 197	6 726		10 029	144 459	127 364
2 392 013	1 354	43 123	311	10 030	2 337 817	1 966 171
219 818	12	503			219 303	186 230
12 123		2 878			9 245	8 992
13 681					13 681	11 022
9 720		228		1	9 491	9 965
255 342	12	3 609		1	251 720	216 209
2 906 767	212	23 313			2 883 242	2 811 350
936 021			16 959		952 980	898 116
1 325 250		29 892	61 235		1 356 593	1 162 620
5 168 038	212	53 205	78 194		5 192 815	4 872 086
267 579	14	496			267 069	264 459
13 044		2 731			10 313	12 117
404 506	1 345	1 479			401 682	358 521
28 062		2 617			25 445	24 865
518 500	2 168	246			516 086	489 842
27 974		9 922			18 052	18 350
27 791	73	957		3	26 758	22 832
1 287 456	3 600	18 448		3	1 265 405	1 190 986

1-20

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION SOCIALE (suite)				
Secteur: administration et services				
Coordination de la recherche	1-76	24 508		
Permanents				
Coordination régionale et nationale	1-76	48 786	1 250	977
Permanents		1 396		
Direction et gestion	1-78	49 692		40
Permanents				
Direction et gestion de l'Office des services de garde à l'enfance	1-108	51 356		
Total du secteur		175 738	1 250	1 017
Total du domaine		6 754 115	33 268	101 458
Domaine: habitation				
Secteur: habitation				
Administration	1-144	17 628		41
Société d'habitation du Québec	1-144	241 931		(25)
Permanents		1 960		
Conciliation entre locataires et propriétaires	1-144	10 518		60
Total du secteur		272 037		76
Total du domaine		272 037		76
Total de la mission		9 300 031	130 116	122 820
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE				
Domaine: institutions politiques				
Secteur: assemblée nationale				
Services de soutien politique	1-88	3 433		
Permanents		19 659	1 182	(18)
Services parlementaires	1-88			
Permanents		8 329	1 650	(12)
Médias	1-90			
Permanents		5 103	890	
Gestion interne et soutien	1-90	4 604	268	(15)
Permanents			42	30
Protecteur du citoyen	1-90	1 276		65
Vérificateur général	1-90	6 212		
Administration du système électoral	1-92			
Permanents		28 696		
Total du secteur		77 312	4 032	50

(9) Y compris une subvention à «Corvée-habitation» de 4 711 225 \$ et une indemnité pour dommages et intérêts de 2 411 329 \$.

(10) À compter de 1983-1984, les dépenses sont imputées sur des crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.Q., 1982, c. 62) et de la Loi sur les conditions de travail et le Régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (L.Q., 1982, c. 66).

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
24 508	3 533	6			20 969	20 749
51 013	1	16			50 996	592
1 396		73			1 323	40 839
49 732	1 488	278		6	47 960	1 192
						46 794
						197
51 356	132	3 602		1	47 621	40 363
178 005	5 154	3 975		7	168 869	150 726
6 888 841	8 978	79 237	78 194	11	6 878 809	6 430 007
17 669	123	6 824		3	10 719(9)	2 163
241 906	439	2 366		12	239 089	212 515
1 960		274	1		1 687	2 411
10 578	56	386		1	10 135	10 997
272 113	618	9 850	1	16	261 630	228 086
272 113	618	9 850	1	16	261 630	228 086
9 552 967	10 950	132 210	78 506	10 057	9 478 256	8 624 264
3 433		272			3 161	8 188
20 823		576	194	163	20 278(10)	12 876
9 967		400		1	9 566(10)	8 321
5 993		794				4 441
4 857		125		1	5 199(10)	
72		25			4 731	4 508
1 341		23		2	47	
6 212		42		1	1 316	1 251
					6 169	6 206
28 696		17 383	111	1	11 423	10 291
81 394		19 640	305	169	61 890	56 082

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Secteur: direction du gouvernement				
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-104	505		
Organismes-conseils auprès du Premier Ministre et du Conseil exécutif	1-104	16 323	1 124	1 524
Total du secteur		16 828	1 124	1 524
Secteur: institutions judiciaires				
Formulation de jugements	1-152	7 355		
Permanents		17 071		
Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-152	62 626		879
Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	1-152	5 554		
Protection des droits et libertés de la personne	1-154	4 425		1 111
Permanents				
Aide aux justiciables	1-154	52 713	6 939	75
Administration	1-154	21 939	800	1 196
Permanents		235		
Total du secteur		171 918	7 739	3 261
Secteur: gestion municipale				
Aménagement du territoire municipal	1-66	17 928		40
Aide et surveillance administratives et financières	1-66	41 133		39 882
Évaluation foncière	1-66	284 409		189
Administration générale	1-68	7 058		
Aide institutionnelle et restructuration du territoire	1-68	11 960		32
Total du secteur		362 488		40 143
Total du domaine		628 546	12 895	44 978
Domaine: gestion administrative centrale				
Secteur: administration du personnel				
Régimes de retraite et assurance collective sur la vies des fonctionnaires ou employés publics	1-96	177 839		247
Permanents		93 242		
Gestion du personnel de la fonction publique	1-140	17 043		(278)
Permanents				
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1-140	134 929		
Permanents		4 000		
Commission de la fonction publique	1-140	1 832		(2)
Office du recrutement et de la sélection du personnel	1-142	7 230		(108)
Total du secteur		436 115		(141)

(11) En vertu de la Loi modifiant les Régimes de retraite et diverses dispositions législatives (L.Q., 1983, c. 24), la contribution du Gouvernement à titre d'employeur au Régime de retraite des fonctionnaires est imputée à un crédit permanent à compter du 1^{er} juillet 1983.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=			+	(-)	=	
505		35			470	469
18 971	245	127		6	18 593	16 144
19 476	245	162		6	19 063	16 613
7 355		111			7 244	6 396
17 071		11	1 004	1	18 063	17 211
63 505	331	495		27	62 652	62 998
5 554	150	312			5 092	4 914
5 536		195	205	4	5 337	5 683
					205	
59 727		118			59 609	51 360
23 935	36	1 894		11	21 994	19 462
235			43		278	198
182 918	517	3 136	1 252	43	180 474	168 222
17 968	12	3 972			13 984	13 657
81 015	1	4 515		200	76 299	73 797
284 598	1 981	9 227		5	273 385	256 640
7 058	102	953		2	6 001	5 836
11 992		1 794			10 198	9 043
402 631	2 096	20 461		207	379 867	358 973
686 419	2 858	43 399	1 557	425	641 294	599 890
178 086	1	123 866		1	54 218(11)	158 493
93 242		2 066	121 316		212 492(11)	89 898
16 765	41	1 437		5	15 282	15 713
			1		1	
134 929	1	15			134 913	118 816
4 000		549			3 451	3 596
1 830		353			1 477	1 534
7 122	1	1 699			5 422	6 382
435 974	44	129 985	121 317	6	427 256	394 432

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+, (-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Secteur: administration financière				
Gestion budgétaire et politique administrative	1-110	8 945		(6)
Études des politiques économiques et fiscales	1-132	2 458		223
Gestion de la caisse et de la dette publique	1-132	3 844		282 892
Permanents		2 065 668		
Comptabilité gouvernementale	1-132	22 042		51
Fonds de suppléance	1-134	422 794	385 000	(774 675)
Gestion interne et soutien	1-134	3 207		353
Administration fiscale	1-174	144 280	6 400	3 993
Permanents		34 454	27 850	
Total du secteur		2 707 692	419 250	(487 169)
Secteur: services de soutien				
Gestion interne et soutien	1-100	3 960		3
Information et publications gouvernementales	1-100	24 999	6 301	2 557
Bureau central de l'informatique	1-100	14 430	2 643	226
Réseaux et équipements gouvernementaux de communication	1-100	51 232	6 576	(4)
Services juridiques du gouvernement	1-156	16 436		(46)
Permanents		1 069	600	
Affaires législatives	1-158	6 122		(21)
Transport aérien gouvernemental	1-184	16 975		
Allocation de l'espace et de l'équipement	1-190	174 308		(357)
Permanents				
Exploitation des immeubles	1-190	120 055		(237)
Approvisionnement	1-190	11 930		1 196
Gestion interne et soutien	1-192	7 145		(53)
Permanents				
Total du secteur		448 661	16 120	3 264
Secteur: statistiques, planification et coordination				
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais	1-70	5 000	12 000	
Science et technologie	1-104, 1-178	20 285		(197)
Permanents			5 225	
Coordination du développement économique et régional et interventions de développement régional	1-106	20 083	5 000	23 399
Aménagement et développement régional, consultation et administration de l'O.P.D.Q.	1-106	11 944		604
Consultation des agents socio-économiques				
Connaissance géographique du territoire	1-122	13 480		3
Total du secteur		70 792	22 225	23 809
Total du domaine		3 663 260	457 595	(460 237)
Domaine: relations intergouvernementales				
Secteur: relations intergouvernementales				
Affaires canadiennes	1-62	4 579		
Affaires internationales	1-62	36 771	995	285
Office Franco-Québécois pour la Jeunesse	1-62	2 072		207
Gestion interne et soutien	1-64	7 170		(22)
Total du secteur		50 592	995	470
Total du domaine		50 592	995	470

(12) Y compris 282,5 millions \$ en règlement d'arrérages de subventions aux organismes des réseaux des affaires sociales et de l'éducation pour le remboursement de certains emprunts.

(13) Y compris une subvention de 11,7 millions \$ à la Société pour rembourser un emprunt temporaire effectué pour des dépenses en capital.

(14) Les dépenses de transfert au programme expérimental de création d'emplois communautaires sont plus élevées de 15,8 millions \$.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
8 939	52	713		2	8 172	9 279
2 681		36			2 645	2 197
286 736	1	408		1	286 326(12)	3 551
2 065 668		34 659		2	2 031 007	1 935 745
22 093	78	866		2	21 147	19 586
33 119		33 119				
3 560		96		1	3 463	2 626
154 673	2 998	5 992		23	145 660	138 495
62 304		893	8 220		69 631	51 486
2 639 773	3 129	76 782	8 220	31	2 568 051	2 162 965
3 963		73		2	3 888	3 767
33 857	35	501		6	33 315	30 496
17 299	75	623		1	16 600	13 233
57 804	403	2 292		2	55 107	49 336
16 390	51	885		12	15 442	15 848
1 669		151			1 518	692
6 101	150	506		1	5 444	6 346
16 975		387		2	16 586	15 311
173 951	70	3 972		25	169 884	175 559
119 818	1 210	1 528	332	10	332	340
13 126		11		8 193	117 070	114 222
7 092		538		1	4 922	4 896
			6		6 553	6 593
468 045	1 994	11 467	338	8 255	6	7
17 000		212			446 667	436 646
20 088		13 632				
5 225	9	353		6	16 788(13)	4 633
48 482	176	12 853			6 456	2 629
12 548	19	286		4	4 857	
13 483		89		3	35 453(14)	18 490
116 826	204	27 425		13	12 239	12 013
3 660 618	5 371	245 659	129 875	8 305	13 391	517
4 579	20	403		35	13 391	13 688
38 051	95	865		1 091	89 184	51 970
2 279					3 531 158	3 046 013
7 148	71	223		8		
52 057	186	1 491		1 134	4 121	4 075
52 057	186	1 491		1 134	36 000	34 072
					2 279	2 021
					6 846	6 346
					49 246	46 514
					49 246	46 514

**CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS,
PAR MISSION, DOMAINE, SECTEUR ET PROGRAMME
Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	Détail du programme en page	Crédits initiaux	Crédits sup- plémentaires et mandats spéciaux	Virements et transferts de juridiction
		+	+	+ (-)
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE (suite)				
Domaine: protection de la personne et de la propriété				
Secteur: gestion juridique du cadre socio-économique				
Promotion des droits des femmes	1-106	3 563		56
Organisation et réglementation des professions	1-118	2 664		
Gestion des terres publiques	1-124	6 400		
Curatelle publique				
Protection du consommateur	1-146	9 358		
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1-146	3 533		58
Enregistrement officiel	1-156	13 120		
Contrôle des permis d'alcool	1-156	3 216		475
Contrôle des jeux de hasard et des courses Permanents	1-176	2 772 15		
Total du secteur		44 641		589
Secteur: contentieux				
Contentieux criminel	1-158	12 747		(21)
Total du secteur		12 747		(21)
Secteur: sécurité publique				
Sécurité-incendie	1-70	2 107		
Sécurité dans les bâtiments et dans les lieux publics	1-146	23 683		2
Permanents				
Coordination des activités de la sécurité publique Permanents	1-158	7 367	600	
Normalisation et surveillance de l'exercice des fonctions de police	1-158	3 094		241
Sûreté du Québec	1-160	276 797	733	37
Protection civile	1-160	3 130		44
Permanents			2 500	
Total du secteur		316 178	3 833	324
Secteur: institutions pénales				
Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-156	93 576		1 096
Total du secteur		93 576		1 096
Total du domaine		467 142	3 833	1 988
Total de la mission		4 809 540	475 318	(412 801)
TOTAL DES MISSIONS		24 351 674	804 923	0
Votés		19 221 264	753 824	0
Permanents		5 130 410	51 099	
		24 351 674	804 923	0

(15) La Loi modifiant la Loi sur la Curatelle publique (L.Q., 1982, c. 46) vise à assurer cet organisme d'une autonomie complète de fonctionnement et ses dépenses d'administration sont à sa charge.

Crédits autorisés	VARIATION			Prêts, Placements et Avances	DÉPENSES	
	Crédits non utilisés		Dépassements aux crédits permanents		1983-1984	1982-1983
	Suspension du droit d'engager (-)	Autres (-)				
=	(-)	(-)	+	(-)	=	
3 619	17	131		5	3 466	2 824
2 664	2	333		1	2 328	2 137
6 400		134		1	6 265	8 313
9 358	96	348		4	8 910 ⁽¹⁵⁾	2 097
3 591		4		2	3 585	3 605
13 120	1	271		1	12 847	12 434
3 691	27	62		1	3 601	4 422
2 772		73		1	2 698	2 710
15		9			6	12
45 230	143	1 365		16	43 706	47 043
12 726	101	147		10	12 468	12 375
12 726	101	147		10	12 468	12 375
2 107	120	308			1 679	2 286
23 685	54	782	27	15	22 834	22 405
7 967	195	625		7	27	11
					7 140	7 404
						14
3 335	14	34		1	3 286	3 088
277 567	115	2 697		150	274 605	259 296
3 174	163	134		3	2 874	2 652
2 500		373			2 127	4 140
320 335	661	4 953	27	176	314 572	301 296
94 672	106	908		38	93 620	93 072
94 672	106	908		38	93 620	93 072
472 963	1 011	7 373	27	240	464 366	453 786
4 872 057	9 426	297 922	131 459	10 104	4 686 064	4 146 203
25 156 597	47 590	1 045 056	521 375	61 812	24 523 514	22 259 296
19 975 088	47 581	903 474		59 590	18 964 443	17 527 140
5 181 509	9	141 582	521 375	2 222	5 559 071	4 732 156
25 156 597	47 590	1 045 056	521 375	61 812	24 523 514	22 259 296

LISTE ET DÉFINITIONS DES CATÉGORIES ET SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

DÉFINITIONS ÉTABLIES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR ET ÉNONCÉES DANS LE LIVRE

DES CRÉDITS 1983-1984 AUX PAGES V ET VI (modifiées par le Conseil du trésor au début de l'année financière)

LISTE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre complet

Titre abrégé

1 - Traitements, salaires et allocations
 2 - Autres rémunérations
 3 - Services de transport et de communication
 4 - Services professionnels, administratifs et autres
 5 - Entretien et réparations
 6 - Loyers
 7 - Fournitures et approvisionnements
 8 - Matériel et équipement
 9 - Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)
 10 - Dépenses de transfert
 11 - Autres dépenses
 12 - Service de la dette

Traitements
 Autres rémunérations
 Communications
 Services
 Entretien
 Loyers
 Fournitures
 Équipement
 Immobilisations
 Transfert
 Autres dépenses
 Service de la dette

DÉFINITIONS DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

1 — Traitements, salaires et allocations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés permanents du secteur public. Elle comprend en plus le traitement et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux ministres, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

2 — Autres rémunérations

Cette catégorie comprend la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le Gouvernement aux employés occasionnels ainsi qu'aux étudiants, aux saisonniers et aux surnuméraires du secteur public. Elle inclut également le paiement des avantages sociaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur.

3 — Services de transport et de communication

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des individus, les frais de poste et de messagerie, les dépenses de communication, de publicité et d'information.

4 — Services professionnels, administratifs et autres

Cette catégorie regroupe les achats de services suivants: a) services professionnels et administratifs; b) honoraires et dépenses des membres de jurys, comités et commissions; c) assurances et indemnités; d) taxes et services gouvernementaux; e) services divers.

5 — Entretien et réparations

Cette catégorie comprend l'entretien ou la réparation du matériel, de l'équipement et des biens immobiliers effectués en vertu d'un contrat; elle inclut également certains travaux sur les territoires forestiers ou agricoles qui s'apparentent à de l'entretien.

6 — Loyers

Cette catégorie comprend les loyers d'immeubles ainsi que la location de matériel ou d'équipement.

7 — Fournitures et approvisionnements

Cette catégorie regroupe les achats de biens de consommation courante.

8 — Matériel et équipement

Cette catégorie regroupe les achats de biens meubles durables.

9 — Terrains, immeubles et travaux de génie (immobilisations)

Cette catégorie comprend l'achat et la modification de biens immobiliers existants ainsi que les contrats passés pour l'acquisition de nouveaux biens immobiliers. Cependant, toute modification d'un bien immobilier existant, inférieure à 25 000 \$, est exclue.

10 — Dépenses et transfert

Cette catégorie regroupe les paiements effectués à des personnes, corporations ou institutions et qui ne constituent ni des paiements pour services au Gouvernement, ni des achats.

11 — Autres dépenses

Cette catégorie est prévue pour les dépenses qui ne peuvent pas être incluses dans les autres catégories.

12 — Service de la dette

Cette catégorie comprend les intérêts et autres frais occasionnés par les emprunts du Gouvernement.

LISTE DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES

Titre

Fonctionnement — Personnel
 Fonctionnement — Autres dépenses
 Capital — Personnel
 Capital — Autres dépenses
 Dépenses de transfert

DÉFINITIONS DES SUPER-CATÉGORIES DE DÉPENSES**Fonctionnement — Personnel**

Cette super-catégorie comprend les catégories 1 «Traitements, salaires et allocations» et 2 «Autres rémunérations».

Fonctionnement — Autres dépenses

Cette super-catégorie comprend les catégories 3 «Services de transport et de communication», 4 «Services professionnels, administratifs et autres», 5 «Entretien et réparations», 6 «Loyers», 7 «Fournitures et approvisionnements», 8 «Matériel et équipement: les achats dont le coût unitaire est inférieur à 1 000 \$», 11 «Autres dépenses» et 12 «Service de la dette». À l'exception de la catégorie 12 «Service de la dette», elle représente les dépenses courantes en biens et services du Gouvernement.

Capital — Personnel

Cette super-catégorie comprend les catégories 1 «Traitements, salaires et allocations» et 2 «Autres rémunérations».

Capital — Autres dépenses

Cette catégorie comprend principalement les catégories 8 «Matériel et équipement: les achats dont le coût unitaire est de 1 000 \$ et plus» et 9 «Terrains, immeubles et travaux de génie» (immobilisations). Elle inclut également les catégories 3 «Services de transport et de communication», 4 «Services professionnels, administratifs et autres», 6 «Loyers», 7 «Fournitures et approvisionnements» et 11 «Autres dépenses» pour les travaux de construction ou de rénovation exécutés en régie.

Dépenses de transfert

Cette super-catégorie correspond à la seule catégorie 10 en raison de l'importance des montants en jeu.

PRÊTS, PLACEMENTS ET AVANCES

Ce compte regroupe les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et avances aux entreprises d'États, les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds renouvelables ou de fonds locaux ainsi que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes sans but lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET PAR SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

Super-catégories Ministère		Fonctionnement et Capital					
		— Personnel			— Autres dépenses		
		Traitements	Autres rému- néra- tions	Total — Personnel	Communi- cations	Services	Entretien
1 Affaires culturelles	F	27 780	4 493	32 273	2 383	9 522	577
	C					249	
2 Affaires intergouvernementales	F	16 323	591	16 914	6 867	7 045	109
	C						
3 Affaires municipales	F	18 164	1 755	19 919	1 271	3 113	28
	C						
4 Affaires sociales	F	39 700	928	40 628	1 814	3 070	179
	C						
5 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F	92 660	13 119	105 779	8 992	9 712	1 400
	C					511	
6 Assemblée nationale	F	39 435	7 199	46 634	3 565	2 163	230
	C						
7 Commerce extérieur	F	6 274	224	6 498	2 054	1 691	12
	C						
8 Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	F	257 893	237	258 130	291	564	21
	C						
9 Communautés culturelles et Immigration	F	25 949	5 647	31 596	1 125	3 637	100
	C						
10 Communications	F	32 059	2 101	34 160	58 672	3 335	1 494
	C						
11 Conseil exécutif	F	24 895	5 870	30 765	3 065	3 019	612
	C						
12 Conseil du trésor	F	6 764	233	6 997	174	583	33
	C						
13 Éducation	F	67 308	5 679	72 987	5 449	16 281	442
	C						
14 Énergie et Ressources	F	72 236	29 994	102 230	6 888	44 095	2 167
	C	15	1 657	1 672	110	548	
15 Environnement	F	33 259	4 978	38 237	3 569	4 848	684
	C		55	55	29	116	
16 Finances	F	46 697	1 836	48 533	1 396	7 695	189
	C						
17 Fonction publique	F	144 853	13 354	158 207	463	913	91
	C						
18 Habitation et Protection du consommateur	F	50 307	4 120	54 427	3 596	3 627	155
	C						
19 Industrie, Commerce et Tourisme	F	33 326	4 045	37 371	9 175	3 501	2 222
	C					22	
20 Justice	F	452 226	14 949	467 175	13 356	23 879	4 104
	C						
21 Loisir, Chasse et Pêche	F	61 898	25 212	87 110	5 003	5 424	3 099
	C		2 069	2 069	16	2 127	
22 Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	F	78 216	18 481	96 697	5 114	11 123	755
	C						
23 Régie de l'assurance-maladie du Québec	F						
	C						
24 Revenu	F	102 627	22 121	124 748	10 046	21 204	1 053
	C						
25 Science et Technologie	F	1 259	207	1 466	152	318	
	C						
26 Transports	F	159 602	38 260	197 862	5 769	15 685	114 180
	C	57 677	17 003	74 680	5 019	13 891	
27 Travail	F	10 080	289	10 369	972	1 605	19
	C						
28 Travaux publics et Approvisionnement	F	57 318	3 261	60 579	19 961	16 044	31 196
	C				1	4 411	
	F	1 959 108	229 183	2 188 291	181 182	223 696	165 151
	C	57 692	20 784	78 476	5 175	21 875	
		2 016 800	249 967	2 266 767	186 357	245 571	165 151

F — Super-catégorie: Fonctionnement

C — Super-catégorie: Capital

(*) Inclut, au ministère des Finances

2 026 331 752 \$ pour le service de la dette

Fonctionnement et Capital							Transfert	Total
	Loyers	Four- nitures	Équi- pement	Immobi- lisations	Autres Dépenses	Total — Autres dépenses	— Personnel et — Autres dépenses	
1 F	303	1 582	155		405	14 927	47 200	85 078
C			659	1 257	726	2 891	2 891	132 278
2 F	389	843	88		812	16 153	33 067	2 891
C			561		13	574	574	48 672
3 F	264	617			10	5 303	25 222	574
C			276			276	276	426 448
4 F	220	1 447	67		102	6 899	47 527	451 670
C			592			592	592	276
5 F	2 329	8 103	365		427	31 328	137 107	5 390 227
C		132	3 459	4 352		8 454	8 454	5 437 754
6 F	3 212	1 955	70		2 572	13 767	60 401	592
C			478	22		500	500	399 524
7 F	36	229	21		171	4 214	10 712	8 454
C			87			87	87	61 390
8 F	85	207	11		534	1 713	259 843	500
C			51			51	51	13 411
9 F	378	521	74		71	5 906	37 502	87
C			352			352	352	399 126
10 F	7 580	3 073	146		187	74 487	108 647	658 969
C			2 121	928		3 049	3 049	51
11 F	434	799	41		82	8 052	38 817	42 205
C			357			357	357	352
12 F	173	76	8		5	1 052	8 049	357
C			123			123	123	8 049
13 F	4 189	2 452	104		1 019	29 936	102 923	123
C			1 217			1 217	1 217	6 484 862
14 F	8 560	17 400	936		251	80 297	182 527	6 587 785
C	5 371	2 135	5 361	7 313	4	20 842	22 514	1 217
15 F	750	2 615	261		151	12 878	51 115	259 662
C	59	47	1 383	4 724	2	6 360	6 415	22 514
16 F	573	1 061	86		2 026 401(*)	2 037 401	2 085 934	65 970
C			500			500	500	117 085
17 F	166	347	14		126	2 120	160 327	6 415
C			101			101	101	284 267
18 F	478	1 519	102		2 623	12 100	66 527	2 370 201
C			388			388	388	500
19 F	655	3 381	29		5 394	24 357	61 728	284 267
C			478	372		872	872	118
20 F	11 895	20 837	1 093		2 243	77 407	544 582	160 445
C			6 611		6	6 617	6 617	101
21 F	2 281	13 624	856		306	30 593	117 703	296 598
C	3 273	4 915	3 640	17 908	310	32 189	34 258	388
22 F	1 372	1 983	333		1 178	21 858	118 555	872
C			1 644			1 644	1 644	621 175
23 F								6 617
C								6 617
24 F	3 398	5 585	300		51 314	92 900	217 648	69 682
C			904			904	904	187 385
25 F	20	41			2	533	1 999	34 258
C			33			33	33	1 644
26 F	23 927	116 906	349		696	277 512	475 374	1 356 593
C	25 439	28 259	14 498	235 367	5 540	328 013	402 693	1 356 593
27 F	82	213	35		15	2 941	13 310	29 434
C			141			141	141	904
28 F	94 662	25 253	7 220		373	194 709	255 288	9 823
C		135	1 959	36 853	38	43 397	43 397	33
F	168 411	232 669	12 764		2 097 470	3 081 343	5 269 634	1 182 737
C	34 142	35 623	47 974	309 096	6 639	460 524	539 000	402 693
	202 553	268 292	60 738	309 096	2 104 109	3 541 867	5 808 634	39 978

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	<u>1983-1984</u>	<u>1982-1983</u>
AFFAIRES CULTURELLES		
Droits et permis		
Autres		
Examen de films et de publicité cinématographique	188	194
	<u>188</u>	<u>194</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	321	356
Divers	64	65
	<u>385</u>	<u>421</u>
Amende et confiscations		
Divers	1	1
	<u>1</u>	<u>1</u>
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	557	6
Divers	68	63
	<u>625</u>	<u>69</u>
	<u>1 011</u>	<u>491</u>
Revenus autonomes	<u>1 199</u>	<u>685</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Aide aux musées associés	427	393
	<u>427</u>	<u>393</u>
	<u>1 626</u>	<u>1 078</u>
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		4
		<u>4</u>
Intérêts		
Divers	28	21
	<u>28</u>	<u>21</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	60	162
Divers	74	94
	<u>134</u>	<u>256</u>

	1983-1984	1982-1983
Revenus autonomes	162	281
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Coopération internationale	1 536	1 585
	1 536	1 585
	1 698	1 866
AFFAIRES MUNICIPALES		
Droits et permis		
Autres		
Révision évaluation foncière	223	
	223	
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers		18
		18
Intérêts		
Prêts	1 272	1 330
	1 272	1 330
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	402	425
Divers	33	10
	435	435
	1 707	1 783
Revenus autonomes	1 930	1 783
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Équipements communautaires	8 319(1)	24 044
	8 319	24 044
	10 249	25 827
AFFAIRES SOCIALES		
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	298	343
	298	343

(1) La diminution des contributions fédérales résulte des coûts moindres encourus à ce programme, lequel a pris fin le 31 mars 1984.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
AFFAIRES SOCIALES (suite)		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Statistiques démographiques	53	20
Service communautaire hospitalier de Québec		179
Tierces responsabilités-internes	1 851	2 541
Tierces responsabilités-externes	107	118
Assurance-hospitalisation — étrangers	92	105
Divers	(11)	(5)
	<u>2 092</u>	<u>2 958</u>
Intérêts		
Divers	<u>2</u>	<u>2</u>
	<u>2</u>	<u>2</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	36	56
Subventions d'années antérieures	191	89
Subventions d'années antérieures pour la recherche	(63)	114
Subventions d'années antérieures pour le fonctionnement		
des établissements du réseau des Affaires sociales	1 254	793
Municipalités — contributions		(133)
Dommages et intérêts		200
Taxe de vente fédérale	89	
Divers	<u>11</u>	<u>4</u>
	<u>1 518</u>	<u>1 123</u>
	<u>3 612</u>	<u>4 083</u>
Revenus autonomes	<u>3 910</u>	<u>4 426</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement des services consultatifs	57	217
Formation professionnelle et adaptation au travail	(42)	265
Jeunes délinquants	11(2)	3 395
Immobilisations — Centre hospitalier Côte-des-Neiges	1 383	
Divers		(9)
	<u>1 409</u>	<u>3 868</u>
	<u>5 319</u>	<u>8 294</u>
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	<u>22</u>	<u>22</u>
	<u>22</u>	<u>22</u>

(2) Les contributions fédérales pour les jeunes délinquants sont maintenant perçues au ministère des Finances (programmes de bien-être) dans le cadre du Régime d'assistance publique du Canada, selon la base de compensation financière et fiscale.

	1983-1984	1982-1983
Autres		
Pêche commerciale	70	215
Divers	69	65
	139	280
	161	302
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	60	38
Photocopies de documents	41	51
Animaux	100	107
Produits de la ferme	285	308
Spermes	52	45
Biens cédés à la Raffinerie de sucre du Québec		11 000
Terrains et bâtisses	116	418
Location de terrains et bâtisses	279	267
Location d'entrepôts frigorifiques	1 221	1 380
Cale de halage	100	88
Location de services de personnel	(195)	205
Analyse et inspection	358	309
Enquêtes et audition	49	52
Divers	130	83
	2 596	14 351
Intérêts		
Ventes de terrains et bâtisses	90	143
Comptes à recevoir	93	22
Prêts aux pêcheurs	236	2
Divers	14	17
	433	184
Amendes et confiscations		
Divers	15	23
	15	23
Recouvrements		
Autres dépenses	154	148
Subventions d'années antérieures	924	721
Salaires — accidents de travail	166	127
Aide à l'industrie des courses de chevaux		273
Divers	9	6
	1 253	1 275
	4 297	15 833
Revenus autonomes	4 458	16 135

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	<u>1983-1984</u>	<u>1982-1983</u>
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION (suite)		
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Assurance-récolte	8 211	6 279
Main-d'oeuvre agricole	324	259
Divers	28	22
	<u>8 563</u>	<u>6 560</u>
	<u>13 021</u>	<u>22 695</u>
ASSEMBLÉE NATIONALE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Projets de lois privés	27	60
Restaurant Le Parlementaire	586	516
Restaurant le Mini-Débat	74	192
Divers	135	173
	<u>822</u>	<u>941</u>
Intérêts		
Divers	<u>1</u>	
	<u>1</u>	
Amendes et confiscations		
Divers	<u>1</u>	<u>5</u>
	<u>1</u>	<u>5</u>
Recouvrements		
Divers	<u>63</u>	<u>35</u>
	<u>63</u>	<u>35</u>
	<u>887</u>	<u>981</u>
Revenus autonomes	<u>887</u>	<u>981</u>
COMMERCE EXTÉRIEUR		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	<u>19</u>	
	<u>19</u>	
Recouvrements		
Divers	<u>12</u>	<u>6</u>
	<u>12</u>	<u>6</u>

	1983-1984	1982-1983
Revenus autonomes	31	6
	31	6
COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Assurance-vie et protection des cadres	546	506
des organismes autonomes	1	
Divers	547	506
	547	506
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 676	882
Divers	26	
	1 702	882
	2 249	1 388
Revenus autonomes	2 249	1 388
COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	10	6
	10	6
Recouvrements		
Divers	57	12
	57	12
	67	18
Revenus autonomes	67	18
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Cours de préparation à la citoyenneté	921	976
Recherches Office de la langue française		87
Divers	31	15
	952	1 078
	1 019	1 096

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
COMMUNICATIONS		
Droits et permis		
Autres		
Exploitation d'un service téléphonique	1 022	1 299
Divers	20	15
	<u>1 042</u>	<u>1 314</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Avis de la Gazette officielle		113
Publications de l'Éditeur officiel		574
Location de services de personnel	18	50
Traitement électronique des données	106	5
Placement média	864	498
Fonds renouvelable des publications gouvernementales		
Revenu net des années 1982-1983 et 1983-1984	2 875	
Stocks de publications cédés au Fonds	1 327	
Divers	38	37
	<u>5 228</u>	<u>1 277</u>
Recouvrements		
Autres dépenses	63	40
Services informatiques	135	
Divers	51	43
	<u>249</u>	<u>83</u>
	<u>5 477</u>	<u>1 360</u>
Revenus autonomes	<u>6 519</u>	<u>2 674</u>
CONSEIL EXÉCUTIF		
Droits et permis		
Autres		
Divers	3	1
	<u>3</u>	<u>1</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de services de personnel	251	290
Contributions de l'Hydro-Québec au relogement des Inuits	1 200	
Divers	6	3
	<u>1 457</u>	<u>293</u>
Intérêts		
Comptes de banque	40	70
Prêts à des municipalités et organismes municipaux	4 775	4 851
Divers	43	51
	<u>4 858</u>	<u>4 972</u>

	1983-1984	1982-1983
Recouvrements		
Autres dépenses	2	94
Subventions d'années antérieures	202	134
Divers	11	22
	215	250
	6 530	5 515
Revenus autonomes	6 533	5 516
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Développement des transports	19 348	11 222
Infrastructures industrielles	7 930	5 825
Accès aux ressources forestières	42 847	33 505
Développement de l'agriculture	2 480	2 434
Parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (P.I.C.A.)	51	206
Développement touristique	9 256	8 131
Épuration des eaux	1 100	
Équipements publics	39	98
Société interport de Québec	881	1 227
Implantation d'une usine de papier-journal à Amos		423
Entente sur le Nord québécois	13 000(3)	8 000
Divers		(14)
	96 932	71 057
	103 465	76 573
CONSEIL DU TRÉSOR		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	3	2
	3	2
Recouvrements		
Dommages et intérêts		4 266
Divers	9	1
	9	4 267
	12	4 269
Revenus autonomes	12	4 269
ÉDUCATION		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Matériaux didactiques	1 346	493
Cours	1 052	902

(3) En sus du montant forfaitaire annuel, la participation financière du Canada, en matière de relogement des Inuits dans les villages nordiques, s'est accrue de 14,6 millions \$ pour les années 1983 à 1986, dont 5,0 millions \$ ont été perçus en 1983-1984

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
ÉDUCATION (suite)		
Location de l'ordinateur	(94) (4)	8 256
Centre d'animation, de développement et de recherches en éducation (CADRE)		86
Fonds renouvelable de la Direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement		
Services de soutien	5 576	
Revenu net	462	
Divers	77	122
	<u>8 419</u>	<u>9 859</u>
Intérêts		
Prêts aux étudiants	979	673
Divers	1	
	<u>980</u>	<u>673</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	84	16
Subventions d'années antérieures	22	596
Bourses d'études	1 498	904
Divers	37	39
	<u>1 641</u>	<u>1 555</u>
	<u>11 040</u>	<u>12 087</u>
Revenus autonomes	<u>11 040</u>	<u>12 087</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Bilinguisme en éducation	4 433	4 123
Formation dans les pénitenciers fédéraux	995	565
Recyclage des employés de la garde côtière	27	67
Enseignement aux enfants indiens	30 721	22 642
École de médecine vétérinaire — St-Hyacinthe	1 245	210
	<u>37 421</u>	<u>27 607</u>
	<u>48 461</u>	<u>39 694</u>
ÉNERGIE ET RESSOURCES		
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois		
Territoires affermés	13 888	10 269
Forêts domaniales	12 961	11 583
Terrains vacants	416	(160)
Réserves et autres	414	589
Divers	38	(12)
	<u>27 717</u>	<u>22 269</u>

(4) Les revenus provenant de la location de l'ordinateur sont maintenant versés au Fonds renouvelable et réutilisés pour défrayer les coûts relatifs à la production des services informatiques aux réseaux d'enseignement.

	1983-1984	1982-1983
Ressources minières		
Exploitation minière	12 894(5)	27 360
Lots de villages miniers	96	68
Mise en valeur	1 073	1 070
Exploitation par baux miniers	222	217
Prospecteurs	87	69
Divers	50	50
	14 422	28 834
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	2 800	2 950
Énergie électrique produite	28 769	24 186
Emmagasinement de l'eau	522	707
	32 091	27 843
Autres		
Sable et gravier	359	331
Recherche du pétrole et du gaz naturel	82	142
Production, vente ou distribution de l'énergie électrique	4 495	3 791
Grossistes de produits pétroliers	286	277
Détaillants de produits pétroliers	593	550
Transport de produits pétroliers	62	58
Huile à chauffage	56	50
Vente de lubrifiant	317	304
Divers	61	70
	6 311	5 573
	80 541	84 519
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	358	169
Bois	279	187
Location d'avions citernes pour combattre les incendies forestiers	2 337	799
Ventes de terres de l'État	1 198	1 375
Location de territoires affermés	1 860	3 185
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	116	132
Location de parcs à déchets	98	73
Location d'autres terrains et bâtisses	3 297	2 307
Frais d'acquisition de location de terrains	110	
Location de chambres et pension	78	86
Location de services de personnel	192	203
Enregistrement de titres et de transferts	661	393
Constitution de titre	52	89
Prévention des incendies	357(6)	1 511
Prévention et lutte contre les insectes et les maladies des arbres	1 493	622
Extinction de feux de forêts	103(6)	538
Inventaires et aménagements forestiers	1 260	906
Arpentages de terrains	179	318
Analyse et traitement de minerais	277	59

(5) La diminution provient principalement de la révision à la baisse des droits et intérêts réclamés en 1982-1983 d'une compagnie minière et couvrant les années 1971 à 1980.

(6) En vertu des modifications au règlement sur les bois et forêts, les frais de prévention des incendies et d'extinction des feux de forêts sont à la charge des sociétés de conservation et les revenus en provenance des services rendus leurs sont versés.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
ÉNERGIE ET RESSOURCES (suite)		
Fonds renouvelable du Service de la cartographie (Revenu net)	249	254
Divers	124	114
	14 678	13 320
Intérêts		
Comptes de banque	71	144
Droits sur exploitation minière	(5 230) (7)	7 132
Droits de coupe de bois	1 574	1 301
Divers	91	81
	(3 494)	8 658
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi de l'Énergie et Ressources	204	236
Divers	4	
	208	236
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	156	
Autres dépenses	75	104
Subventions d'années antérieures	603	1 021
Salaires — accidents de travail	101	90
Divers	10	15
	945	1 230
	12 337	23 444
Revenus autonomes	92 878	107 963
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Économie d'énergie	1 100	
Divers		34
	1 100	34
	93 978	107 997
ENVIRONNEMENT		
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Flottage	88	90
Divers	9	12
	97	102

(7) Voir note 5 à la page 1-41.

	1983-1984	1982-1983
ENVIRONNEMENT (suite)		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	114	71
Location de lots de grève et à eau profonde	368	255
Inventaires des eaux	141	49
Amélioration du régime des eaux	650	215
Divers	11	5
	<u>1 284</u>	<u>595</u>
Intérêts		
Divers	4	
	<u>4</u>	
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	42	67
Subventions d'années antérieures	257	32
Dépenses tierces-personnes	4	80
Interventions d'urgence	115	55
Divers	29	34
	<u>447</u>	<u>268</u>
	<u>1 735</u>	<u>863</u>
Revenus autonomes	<u>1 832</u>	<u>965</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire de la qualité des eaux	168	
Inventaire des eaux de surface	586	658
Régularisation des eaux de la région de Montréal		69
Réseaux climatologiques au Québec	548	542
Équipements communautaires		984
Environnement Baie-James et plan régional		
de traitement des eaux	13	60
Cartographie des plaines d'inondation	164	177
Construction d'ouvrages contre les inondations	633	
Divers	(13)	47
	<u>2 099</u>	<u>2 537</u>
	<u>3 931</u>	<u>3 502</u>
FINANCES		
Impôts sur le revenu et les biens		
Contributions des employeurs au		
Fonds des Services de santé	<u>1 440 802</u>	<u>1 337 141</u>
Droits et permis		
Autres		
Compagnies d'assurance et agents d'assurance	786	762
Constitution d'autres compagnies	2 814	2 357

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
FINANCES (suite)		
Courtage immobilier	389	421
Rapport annuel des compagnies	5 826	5 011
Agents de réclamation	72	74
Prospectus	246	178
Divers	54	58
	<u>10 187</u>	<u>8 861</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	57	48
Curatelle publique	(8)	1 703
Soutien à la Régie de l'Assurance-dépôts	330	
Inspection et vérification des compagnies de fidéicomis	416	401
Inspection et vérification des compagnies d'assurance	3 895	3 733
Divers	98	82
	<u>4 796</u>	<u>5 967</u>
Intérêts		
Comptes de banque	2 400	2 055
Placements temporaires	25 927	10 293
Prêts	43 992 (A)	53 657 (A)
Obligations et billets	47	64
Compte du gouvernement du Canada	185	185
Gain sur fluctuation de change	968	928
Escompte sur remboursements d'obligations	94	331
Prêts à des coopératives	93	110
Primes sur émissions d'obligations	100	
Divers	10	18
	<u>73 816</u>	<u>67 641</u>
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	376	169
	<u>376</u>	<u>169</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	26	349
Taxe de vente fédérale	126	244
Divers	19	28
	<u>171</u>	<u>621</u>
	<u>79 159</u>	<u>74 398</u>
Transferts des sociétés d'États		
Société des alcools		
Dividendes	325 000	275 000
Société des loteries et courses du Québec		
Dividendes	205 000	162 000
Hydro-Québec		
Dividendes	60 186	7 000
	<u>590 186</u>	<u>444 000</u>
Revenus autonomes	<u>2 120 334</u>	<u>1 864 400</u>

(8) La Loi modifiant la loi sur la Curatelle publique (L.Q., 1982, c. 46) vise à assurer cet organisme d'une autonomie complète de fonctionnement sur le plan administratif. L'excédent des revenus sur les dépenses pour un exercice financier sera versé au Fonds consolidé du

	1983-1984	1982-1983
Transferts du gouvernement du Canada		
Péréquation	3 227 367 (B)	3 071 912 (B)
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 720 859 (C)	1 101 327 (C)
Contributions aux programmes de bien-être	1 043 672 (D)	822 828 (D)
Autres programmes	(78 175)(E)	(132 937)(E)
	<u>5 913 723</u>	<u>4 863 130</u>
	<u>8 034 057</u>	<u>6 727 530</u>
A) Intérêts sur prêts:		
Madelipèche Inc.	176	
Office du crédit agricole du Québec		17 408
— Financement agricole	16 332	1 987
— Financement forestier	1 842	78
Raffinerie de sucre du Québec		9 244
Sidbec	3 701	3 488
Société d'aménagement de l'Outaouais	(9) 667	602
Société de développement coopératif		1 005
Société de développement immobilier du Québec	2 010	14 666
Société d'habitation du Québec	13 754	3 642
Société du parc industriel du centre du Québec	3 819	1 537
Société générale de financement du Québec	1 542	
Société nationale de l'amiante	149	
	<u>43 992</u>	<u>53 657</u>
B) Péréquation:		
1983-1984	2 948 983	
1982-1983	146 972	2 635 000
1981-1982	117 965	252 511
1980-1981	13 447	175 367
1979-1980		9 034
	<u>3 227 367</u>	<u>3 071 912</u>
C) Autres transferts liés aux accords fiscaux:		
Assurance-hospitalisation		
Transfert fiscal et compensation financière		
1983-1984	681 793	
1982-1983	57 055	526 303
1981-1982	8 360	(18 579)
1980-1981	4 614	(57 334)
1979-1980		(9 303)
Année civile		
1977 (Compensation financière seulement)	(145)	
1976 (Compensation financière seulement)	15 946	
1975 (Compensation financière seulement)	(4 128)	
	<u>763 495</u>	<u>441 087</u>

(9) Voir note 5 aux états financiers (page 4-5).

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
FINANCES (suite)		
Assurance-maladie		
1983-1984	234 741	
1982-1983	19 644	181 204
1981-1982	2 884	(6 400)
1980-1981	1 583	(19 736)
1979-1980		(3 200)
	258 852	151 868
Enseignement post-secondaire		
Transfert fiscal et compensation financière		
1983-1984	402 736	
1982-1983	36 301	334 843
1981-1982	5 320	(11 821)
1980-1981	2 932	(36 477)
1979-1980		(5 914)
1970-1977 (compensation financière seulement)	(3 588)	
	443 701	280 311
Programmes complémentaires de santé		
Compensation financière seulement		
1983-1984	239 641	
1982-1983	3 754	214 458
1981-1982	2 024	2 593
1980-1981	1 116	2 407
1979-1980		1 551
	246 535	221 009
Péréquation-réciprocité fiscale	8 246	6 525
Part de l'impôt sur les profits non distribués	30	207
	1 720 859	1 101 327
D) Contributions aux programmes de bien-être:		
Transfert fiscal et compensation financière		
1983-1984	1 050 615	
1982-1983		833 238
1982-1983 (compensation financière seulement)	12 024	
1981-1982		15 000
1981-1982 (compensation financière seulement)	(18 967)	
1980-1981 (compensation financière seulement)		(25 410)
	1 043 672	822 828
E) Autres programmes:		
Transfert fiscal 1983-1984 — allocations aux jeunes		
1983-1984	(213 180)	
1982-1983	7 215	(214 869)
1981-1982		(10 432)
1980-1981		(15 246)
	(205 965)	(240 547)

	1983-1984	1982-1983
Bilinguisme		
Année civile		
1983	80 855	78 286
1982	(3 665)	(4 933)
1980		
1979		
Régime canadien de prêts aux étudiants	77 190	73 353
Part de l'impôt sur le revenu de certaines sociétés d'utilité publique	36 596	25 829
Subside basé sur la population	9 401	3 772
	4 603	4 656
	(78 175)	(132 937)
FONCTION PUBLIQUE		
Revenus divers		
Ventes de biens et services	107	92
Location de services de personnel	2 779	2 883
Absences pour activités syndicales	2 886	2 975
Intérêts	12	
Divers	12	
Recouvrements	44	22
Divers	44	22
	2 942	2 997
Revenus autonomes	2 942	2 997
HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR		
Droits et permis		
Autres		
Révision de loyer	884	848
Courtage immobilier	893	547
Vendeurs itinérants	144	244
Installations électriques	8 793	7 827
Installations de machines fixes	579	509
Mécaniciens de machines fixes	111	271
Entrepreneurs de construction	5 908	5 060

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	<u>1983-1984</u>	<u>1982-1983</u>
HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR (suite)		
Agents de voyage	107	105
Divers	64	57
	<u>17 483</u>	<u>15 468</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Aide technique et soutien — S.H.Q.	3 453(10)	666
Divers	8	9
	<u>3 461</u>	<u>675</u>
Intérêts		
Divers	18	35
	<u>18</u>	<u>35</u>
Amendes et confiscations		
Divers	36	49
	<u>36</u>	<u>49</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	89	111
Subventions d'années antérieures	213	102
Salaires — accidents de travail	50	47
Logirente	70	80
Divers	9	7
	<u>431</u>	<u>347</u>
	<u>3 946</u>	<u>1 106</u>
Revenus autonomes	<u>21 429</u>	<u>16 574</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Supplément au loyer	2 797	2 172
Rénovation urbaine	317	906
Déficits d'exploitation de logements	80 553(11)	92 267
Compensation d'intérêts — Défis d'exploitation de logements	2 730	2 582
	<u>86 397</u>	<u>97 927</u>
	<u>107 826</u>	<u>114 501</u>

(10) La variation résulte de l'augmentation de la contribution de la Société d'habitation du Québec de 200 \$ à 1 000 \$ par logement pour les frais assumés par le Gouvernement lors de la construction des immeubles d'habitation.

(11) La diminution provient d'un ajustement à l'estimation établie au 31 mars 1983 des réclamations à la Société canadienne d'hypothèques et de logements.

	1983-1984	1982-1983
INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME		
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Divers	4	5
	4	5
Autres		
Remboursement	80	69
Hôtels et restaurants	943	1 117
	1 023	1 186
	1 027	1 191
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec	1 902	1 773
Manoir Richelieu	90	
Recouvrements de tiers	108	
Divers	89	100
	2 189	1 873
Intérêts		
Prêts	2 603	1 575
	2 603	1 575
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	452	40
Divers	24	24
	476	64
	5 268	3 512
Revenus autonomes	6 295	4 703
JUSTICE		
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	7 828	6 612
	7 828	6 612
Autres		
Changement de nom	228	136
Agences d'investigation ou de sécurité	251	195
Assermentation	134	118
Divers	33	36
	646	485

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
JUSTICE (suite)		
	8 474	7 097
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	335	343
Certificats de naissance, mariage, décès	564	359
Location de chambres et pension	4 118	3 761
Cours de formation et de perfectionnement des policiers	246	97
Absence pour activités syndicales	143	128
Soins aux détenus	373	307
Enregistrement de droits	17 178	14 744
Actes judiciaires	13 459	14 478
Actes juridiques	5 561	5 732
Administration pour le gouvernement du Canada:		
Permis de port d'armes à feu	1 250	324
Permis pour l'exploitation d'entreprises d'armes à feu	78	80
Divers	62	107
	43 367	40 460
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la route	32 079(12)	23 962
Infractions au Code criminel	9 131	8 891
Infractions à la Loi de la régie des permis d'alcool	166	159
Infractions à la Loi de la conservation de la faune	514	614
Infractions à diverses lois	5 217	4 232
Divers	3	9
	47 110	37 867
Recouvrements		
Autres dépenses	1 101	165
Salaires - accidents de travail	969	752
Divers	40	75
	2 110	992
	92 587	79 319
Revenus autonomes	101 061	86 416
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Indemnisation — victimes d'actes criminels	657	654
Aide juridique	6 498	7 042
Réparations — Maison Tanguay	120	980
Protection civile	1 611	919
Conseillers juridiques auprès des autochtones	227	144
Prévention du crime dans Limoilou		79
Divers		17
	9 113	9 835
	110 174	96 251

(12) La variation est due à l'augmentation du nombre des contraventions et du rattrapage dans le traitement des avis d'infraction.

	1983-1984	1982-1983
LOISIR, CHASSE ET PÊCHE		
Droits et permis		
Autres		
Commerce de fourrures	321	450
Exploitation de commerce de fourrures	96	92
Chasse sportive	8 079	6 942
Pêche sportive	4 650	4 813
Divers	101	99
	13 247	12 396
Revenus divers		
Vente de biens et services		
Certificats de chasseurs	154	172
Location de territoires de chasse et pêche	230	247
Location de services de personnel	58	49
Parcs et terrains de camping	7 604	8 154
Aquarium	185	229
Jardin zoologique	306	293
Mont-Sie-Anne	5 053(13)	1 815
Île-d'Anticosti	3 385	3 042
Établissements	2 678	2 564
Frais d'inscription aux tirages au sort	258	228
Divers	58	67
	19 969	16 860
Intérêts		
Divers	7	10
	7	10
Amendes et confiscations		
Infractions aux lois de la chasse et de la pêche	36	67
	36	67
Recouvrements		
Aides dépenses	81	85
Subventions d'années antérieures	183	46
Salaires — accidents de travail	203	260
Divers	12	29
	479	420
	20 491	17 357
Revenus autonomes	33 738	29 753
MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU		
Droits et permis		
Autres		
Exercice des métiers	104	93
	104	93

(13) L'augmentation des tarifs, et de la clientèle en raison des conditions climatiques favorables au cours de l'hiver, explique la variation.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU (suite)		
Revenus divers		
Vente de biens et services		
Aide sociale — R.R.Q.	10 897	10 771
Aide sociale — pension alimentaire	1 681	484
Divers	6	5
	<u>12 584</u>	<u>11 260</u>
Intérêts		
Recouvrement d'aide sociale	3 119	3 472
	<u>3 119</u>	<u>3 472</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	295	65
Autres dépenses	83	4
Subventions d'années antérieures	240	923
Aide sociale	25 257	15 081
Allocations familiales	231	168
Divers	24	17
	<u>26 130</u>	<u>16 258</u>
	<u>41 833</u>	<u>30 990</u>
Revenus autonomes	<u>41 937</u>	<u>31 083</u>
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Formation professionnelle des adultes	145 346	144 186
Divers	16	
	<u>145 362</u>	<u>144 186</u>
	<u>187 299</u>	<u>175 269</u>
REVENU		
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 763 728	6 311 283
Impôt des sociétés (1)	860 340	898 353
Droits de successions	46 655	44 985
	<u>7 670 723</u>	<u>7 254 621</u>
Taxes à la consommation		
Ventes au détail	2 277 392	1 936 670
Carburants	1 207 498(14)	1 194 893
Tabacs	312 622	277 048
Repas et hôtellerie	274 483	249 258
Télécommunications	95 774	83 258
Publicité	6 868	5 953
	<u>4 174 637</u>	<u>3 747 080</u>

(14) La faible croissance des revenus est attribuable à la baisse du taux de la taxe sur les carburants de 40% à 30% à compter du 16 novembre 1983.

	1983-1984	1982-1983
Droits et permis		
Ventes de bière par les détaillants	37 951	34 879
Ventes de spiritueux et de vins aux détenteurs de permis	19 159	17 359
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	8 753	7 402
Pari mutuel	31 168	31 492
Contenants non consignés	7 591	7 431
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	2 063	1 338
Appareils d'amusement	6 680	5 289
Loteries et courses	2 016	2 628
Autres		
Loi des licences	969	1 130
Transferts de terrains	1 634	1 048
	117 984	109 996
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Perception pour les municipalités de taxes sur les réseaux de télécommunication	2 748	2 605
Perception R.R.Q.	17 083	15 405
Divers	6	19
	19 837	18 029
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	112 843	151 186
Impôt des sociétés	58 851	39 048
Droits de successions	3 283	4 812
Ventes au détail	8 857	6 108
Carburants	(821)	67
Tabacs	93	301
Repas et hôtellerie	4 439	3 511
Télécommunications	7	(268)
Profits d'exploitation forestière	3 465	854
Appareils d'amusement	97	23
Transferts de terrains	594	297
Divers	44	42
	191 752	205 981
Amendes et confiscations		
Pénalités	16 064	20 376
Divers	58	35
	16 122	20 411
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	65	66
Subventions d'années antérieures	220	(12)
Salaires — accidents de travail	18	50
	303	104

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE**Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
REVENU (suite)		
	228 014	244 525
Revenus autonomes	12 191 358	11 356 222

Notes

Les remboursements suivants
ont été déduits des revenus
(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
Impôt sur le revenu des particuliers (2) (3)	1 070 597	1 038 641
Impôt des sociétés (1) (4)	159 522	125 295
Successions	4 128	2 287
Ventes au détail	23 409	24 953
Carburants	31 257	18 572
Tabacs	2 553	1 816
Repas et hôtellerie	641	614
Télécommunications	151	1 374
Publicité		1
Profits d'exploitation forestière	516	2 088
Concours publicitaires	115	70
Appareils d'amusement	73	48
Loteries et courses	207	176
Autres permis de la loi des licences	76	5
Transferts de terrains	516	17
	<u>1 293 761</u>	<u>1 215 957</u>

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital, primes d'assurance et place d'affaires.

(2) Y compris pour le remboursement d'impôt foncier 124 517 426 \$ en 1983-1984 (1982-1983 = 110 445 269 \$).

(3) Y compris pour le remboursement d'allocations de disponibilité 138 930 975 \$ en 1983-1984 (1982-1983 = 167 763 200 \$).

(4) Y compris pour le Fonds de relance industrielle 2 417 679 \$ en 1983-1984 (1982-1983 = 9 305 230 \$).

	1983-1984	1982-1983
TRANSPORTS		
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation des véhicules automobiles	218 429(15)	238 759
Conducteurs et chauffeurs	27 274	30 514
Transport commercial public	7 519	9 576
Examen pour l'obtention d'un permis	6 040	6 265
Garage et commerçant	296	268
Divers	44	35
	<u>259 602</u>	<u>285 417</u>
Autres		
Divers	<u>1</u>	<u>1</u>
	<u>1</u>	<u>1</u>
	<u>259 603</u>	<u>285 418</u>
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Plans et devis	88	70
Extraits de dossiers	202	71
Duplicata de permis de conduire	365	380
Duplicata d'immatriculation	2 136	2 567
Rapport d'accidents	182	153
Matériel et fournitures	228	242
Gaz et huile	231	15
Location de machinerie et d'équipement	411	382
Avions	987	511
Terrains et bâtisses	1 324	1 395
Location de terrains et bâtisses	788	782
Péage — autoroutes	65 529	55 372
Construction du réseau routier	703	571
Conservation des chaussées	577	4
Divers	70	146
	<u>73 821</u>	<u>62 661</u>
Intérêts		
Prêts à 1848-7199 Inc. filiale de la Société québécoise des transports	2 336	
Divers	<u>6</u>	<u>14</u>
	<u>2 342</u>	<u>14</u>
Amendes et confiscations		
Divers	<u>(15)</u>	<u>30</u>
	<u>(15)</u>	<u>30</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	815	1 164
Autres dépenses	108	(20)
Dépenses sous forme d'indemnités	2 448	2 765
Salaires — accidents de travail	1 164	1 117
	<u>4 535</u>	<u>5 026</u>

(15) La diminution est attribuable principalement au mode d'immatriculation des véhicules automobiles qui est étalée sur douze mois depuis août 1983.

DÉTAIL DES REVENUS PAR MINISTÈRE, CATÉGORIE ET SOUS-CATÉGORIE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1983-1984	1982-1983
TRANSPORTS (suite)		
	80 683	67 731
Revenus autonomes	340 286	353 149
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Caisses des passages à niveau	1 073	536
Réseau routier de l'Outaouais	7 273	9 480
Aide au transport urbain	11 713(16)	23 516
Prototype — transport urbain	234	20
Transport maritime — Côte-Nord	2 734	2 472
Entretien de chemins fédéraux	116	113
Aéroport Chibougamau-Chapais		2 184
Construction de bateaux		84
	23 143	38 405
	363 429	391 554
TRAVAIL		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	29	20
	29	20
Recouvrements		
Divers	5	21
	5	21
	34	41
Revenus autonomes	34	41
TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT		
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Vapeur	127	106
Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec (Revenu net)	309	96
Fonds renouvelable des équipements informatiques		
Produit de la vente d'équipements informatiques propriété des ministères et organismes non relocalisés	31	
Revenu net de l'année financière	1	
Disposition de surplus	2 096	1 865
Terrains et bâtisses	2 380	1 019
Location de terrains et bâtisses	3 254	3 743
Location d'espaces de stationnement	1 501	967
Société Parc-Auto	1 717	1 829
Concessions alimentaires	1 522	1 186

(16) La diminution des contributions fédérales résulte des coûts moindres encourus à ce programme rendu à sa phase finale.

	1983-1984	1982-1983
Hôtellerie	359	445
Soutien administratif et technique	378	1 030
Eau, égouts, protection d'incendie, entretien des routes et autres	237	66
Biens cédés à la Société immobilière du Québec	66 700	
Divers	88	17
	<u>80 700</u>	<u>12 369</u>
Intérêts		
Divers	40	13
	<u>40</u>	<u>13</u>
Amendes et confiscations		
Divers	14	35
	<u>14</u>	<u>35</u>
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	93	766
Autres dépenses	232	33
Salaires — accidents de travail	269	245
Divers	4	44
	<u>598</u>	<u>1 088</u>
	<u>81 352</u>	<u>13 505</u>
Revenus autonomes	<u>81 352</u>	<u>13 505</u>

**DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES
PAR MINISTÈRE, PROGRAMME, ÉLÉMENT, SUPER-CATÉGORIE ET CATÉGORIE
Année financière terminée le 31 mars 1984**

AFFAIRES CULTURELLES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-14

LIVRES ET AUTRES IMPRIMÉS

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Aide à la publication et à la vente du livre	2 342		2 330	426	8	21	27
2. Développement d'un réseau de bibliothèques publiques	23 911		23 886	333	15	26	11
3. Bibliothèque nationale	4 484		4 424	3 236	247	33	250
TOTAL:	30 737		30 640	3 995	270	80	288

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14

SAUVEGARDE ET MISE EN VALEUR DES BIENS CULTURELS

1. Conservation et utilisation des archives	2 912		2 895	2 262	172	84	41
2. Conservation des sites et des biens historiques et archéologiques	17 711	2	17 371	3 905	465	359	1 699
3. Commission des biens culturels	321		282	183		22	53
TOTAL:	20 944	2	20 548	6 350	637	465	1 793

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-14

GESTION INTERNE ET SOUTIEN

1. Direction et soutien administratif Permanents ¹	13 540	9	10 226 1	4 441	764	484	1 337
2. Bureaux régionaux	10 466		10 396	1 209	358	128	107
3. Institut québécois de recherche sur la culture Permanents ²	1 815		1 815				
TOTAL:	25 821	9	22 438	5 650	1 122	612	1 444

¹ Loi sur l'administration financière L.R.Q., c. A-6.

² Loi constituant l'Institut québécois de recherche sur la culture, L.R.Q., c. I-13.2.

Ce programme vise à favoriser l'essor de la littérature et à en faciliter l'accès à la population.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Services	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
		4	1	1		1			1 841
		6	1			1			23 493
40	15	209	25	290		79			
40	15	219	27	291		81			25 334

Ce programme vise la conservation et la mise en valeur des objets, oeuvres d'art, documents, meubles ou immeubles présentant un intérêt historique, esthétique ou pittoresque pour le Québec.

20	40	81	11	8		52			124
404	21	364	13	10	235	93	1 257	1	8 545
2	1	6	2	2		11			
426	62	451	26	20	235	156	1 257	1	8 669

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

29	114	298	36	36 1		90			2 597
1	13	14	6	1		1			8 558
									1 815
30	127	312	42	38		91			12 970

AFFAIRES CULTURELLES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-14**ARTS DE L'ENVIRONNEMENT VISUEL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Amélioration de l'environnement visuel	2 008		1 929	344	11	38	104
2. Développement des musées et centres d'expositions	13 677		13 570	2 661	377	456	1 242
TOTAL:	15 685		15 499	3 005	388	494	1 346

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-14**ARTS D'INTERPRÉTATION**

1. Enseignement des arts d'interprétation	10 942	1	10 764	7 245	2 006	394	509
2. Soutien aux arts d'interprétation Permanents ³	22 284 7 684		21 424 7 661	639	41	271	99
TOTAL:	40 910	1	39 849	7 884	2 047	665	608

³ Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, L.R.Q., c. S-12.1.PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-14**CINÉMA**

1. Direction, soutien et promotion du cinéma Permanents ⁴	5 173 130		5 160 130	116		19	4 036
2. Bureau de surveillance du cinéma	851	1	838	755	21	39	6
3. Régie du cinéma Permanents ⁵	70		67	25	8	9	1
TOTAL:	6 224	1	6 195	896	29	67	4 043

⁴ Loi sur le cinéma, L.Q. 1983, c. 37 (Institut québécois du cinéma et Société générale du cinéma).⁵ Loi sur le cinéma, L.Q. 1983, c. 37.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	130 622	13	125 495	27 755	4 485	2 374	9 521
Permanents	9 699		9 674	25	8	9	1
	140 321	13	135 169	27 780	4 493	2 383	9 522

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
32 273	14 927

Ce programme vise à développer les arts de l'environnement visuel et à en favoriser l'accès au public.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Services	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
1	1	8		1					1 421
32	21	319	14	8	14	124		725	7 577
33	22	327	14	9	14	124		725	8 998

Ce programme vise à favoriser l'accès du public aux arts d'interprétation par la formation d'artistes de la scène et par l'aide à la production.

47	73	239	38	31		182			
1	1	18	2	1		2			20 349
									7 661
48	74	257	40	32		184			28 010

Ce programme vise à contribuer au développement du cinéma québécois.

	1	4	2	15					967
									130
	2	6	3			6			
		6	1			17			
	3	16	6	15		23			1 097

577	303	1 576	154	404	249	642	1 257	726	75 472
		6	1	1		17			9 606
577	303	1 582	155	405	249	659	1 257	726	85 078
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
					2 891				85 078

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**AFFAIRES CANADIENNES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Relations fédérales-provinciales et interprovinciales	3 309	35	2 986	1 526	51	420	456
2. Coopération interprovinciale	1 270		1 135	57		237	200
TOTAL:	4 579	35	4 121	1 583	51	657	656

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**AFFAIRES INTERNATIONALES**

1. Représentation à l'étranger	13 899	798	13 034	4 362		2 905	4 257
2. Relations et coopération internationales	24 152	293	22 966	5 181	406	2 880	1 561
TOTAL:	38 051	1 091	36 000	9 543	406	5 785	5 818

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE**

1. Recrutement et préparation des stagiaires québécois	1 199		1 199				
2. Préparation du stage, accueil et encadrement des stagiaires français	1 080		1 080				
TOTAL:	2 279		2 279				

Ce programme vise à maintenir et à développer les relations entre le gouvernement du Québec et les autres gouvernements au Canada.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	Autres dépenses
2	180	31	8	4	289	19
		1		2		638
2	180	32	8	6	289	657

Ce programme vise à assurer le prolongement international des responsabilités constitutionnelles et politiques du gouvernement.

67	154	386	26	673	191	13	
14	29	205	25	96	40		12 529
81	183	591	51	769	231	13	12 529

Ce programme vise le rapprochement de deux communautés francophones en permettant aux jeunes de les mieux connaître par le moyen de voyages-échanges.

							1 199
							1 080
							2 279

AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction	2 389	7	2 222	1 939	30	93	21
2. Soutien administratif	4 078	1	3 965	2 908	101	306	323
3. Service du protocole	681		659	350	3	26	227
TOTAL:	7 148	8	6 846	5 197	134	425	571

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	52 057	1 134	49 246	16 323	591	6 867	7 045
-------	--------	-------	--------	--------	-----	-------	-------

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
				16 914		16 153	

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	Autres dépenses
	9	10				120
22	16	177	29	22	41	20
4	1	33		15		
26	26	220	29	37	41	140
109	389	843	88	812	561	13
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					574	15 605

AFFAIRES MUNICIPALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE MUNICIPAL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Urbanisme et aménagement du territoire	17 564		13 629	1 843	304	102	17
2. Commission nationale de l'aménagement	404		355	329		21	1
TOTAL:	17 968		13 984	2 172	304	123	18

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**AIDE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**

1. Surveillance de la gestion municipale	4 159		3 790	3 182	256	212	23
2. Aide financière aux municipalités	63 984	200	59 900				
3. Fonds de péréquation	10 932		10 882				
4. Services quasi-judiciaires en gestion municipale	1 940		1 727	1 267	22	107	317
TOTAL:	81 015	200	76 299	4 449	278	319	340

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. Normalisation et aide technique	16 320		7 277	1 627	202	72	90
2. Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement	59 345		59 345				2 337
3. Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	192 633		190 680				
4. Compensation de l'effet de plafonnement des taxes foncières sur les terres agricoles	12 272		12 272				
5. Services quasi-judiciaires en évaluation foncière	4 028	5	3 811	2 858	462	279	10
TOTAL:	284 598	5	273 385	4 485	664	351	2 437

Ce programme vise à aider les municipalités à planifier leur développement par une aide à la réalisation de projets de restructuration, de schémas d'aménagement et d'urbanisme.

				CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
2	3	18		33	11 307
1	1	2			
3	4	20		33	11 307

Ce programme vise à fournir aux municipalités et aux communautés urbaines et régionales l'assistance technique et à exercer la surveillance requise en matière de gestion financière et administrative ainsi qu'à alléger leur fardeau fiscal.

	6	93		18	59 900
					10 882
1	4	7		2	
1	10	100		20	70 782

Ce programme vise à uniformiser la confection des rôles d'évaluation et à permettre aux contribuables un recours impartial s'ils jugent non équitable l'évaluation de leurs biens immobiliers.

4	15	169		29	5 069
					57 008
					190 680
					12 272
4	50	75		73	
8	65	244		102	265 029

AFFAIRES MUNICIPALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22**ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction	3 814	2	3 160	2 319	12	209	193
2. Gestion	3 244		2 841	1 884	463	14	69
TOTAL:	7 058	2	6 001	4 203	475	223	262

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-22**AIDE INSTITUTIONNELLE ET RESTRUCTURATION DU TERRITOIRE**

1. Organisation municipale	1 623		1 396	379		19	2
2. Affaires nordiques et amérindiennes	8 822		7 472	286		45	2
3. Administration centrale et bureaux régionaux	1 547		1 330	1 144	8	132	27
TOTAL:	11 992		10 198	1 809	8	196	31

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-8**AIDE FINANCIÈRE À LA CONSTRUCTION DE RÉSEAUX
D'AQUEDUCS ET D'ÉGOUTS**

TOTAL:	55 164		53 612				
--------	--------	--	--------	--	--	--	--

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
3	11	47	1	39	326
11	172	169	7	52	
14	183	216	8	91	326

Ce programme vise à fournir une aide institutionnelle aux collectivités locales et les assister dans la réalisation de leurs projets de restructuration et de mise en commun des services municipaux.

1	995
2	7 137
11	8
14	8 132

Ce programme vise à faciliter la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts dans les municipalités, à capacité financière insuffisante.

53 612

AFFAIRES MUNICIPALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-24**AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'OUTAOUAIS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	17 000		16 788				

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-26**SÉCURITÉ-INCENDIE**

1. Direction et prévention	723		528	470		25	9
2. Aide aux municipalités	1 384		1 151	576	26	34	16
TOTAL:	2 107		1 679	1 046	26	59	25

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	476 902	207	451 946	18 164	1 755	1 271	3 113
-------	---------	-----	---------	--------	-------	-------	-------

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

19 919

5 303

Ce programme vise à favoriser l'essor économique de la région de l'Outaouais par la réalisation de projets d'équipement industriel, commercial, récréatif et touristique.

				CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Autres dépenses	Équipe- ment	
					16 788

Ce programme vise à prévenir et à réduire, par l'assistance technique et financière, les pertes de vie et de biens causées par le feu.

		23	1		
2	2		1	22	472
2	2	23	2	22	472

28	264	617	10	276	426 448
				CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
				276	426 448

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**SERVICES EN CENTRES LOCAUX DE SERVICES COMMUNAUTAIRES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments Autres rémuné- rations	Com- muni- cations Services
1. Frais d'exploitation	202 218		201 780		
Permanents ¹	12 123		9 245		
2. Service de la dette	4 120		4 093		
3. Loyers, équipement et rénovations	13 480		13 430		
TOTAL:	231 941		228 548		

¹ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-18**SOUTIEN DES ORGANISMES BÉNÉVOLES**

1. Organismes de promotion et de services	9 653	9 653		
2. Organismes de maintien à domicile	4 028	4 028		
TOTAL:	13 681	13 681		

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-18**SERVICES EN CENTRES HOSPITALIERS**

1. Frais d'exploitation	2 786 461	2 763 262		
Permanents ²	224 521	232 579		
Permanents ³	711 500	720 401		
2. Service de la dette	87 844	87 554		
3. Loyers, équipement et rénovations	32 462	32 426		
TOTAL:	3 842 788	3 836 222		

² Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.³ Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5.

Ce programme vise à assurer aux personnes, aux groupes et aux communautés locales l'accessibilité à des services de base en santé et adaptation sociale.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
						201 780
						9 245
						4 093
						13 430
						228 548

Ce programme vise à favoriser la participation des groupes bénévoles dont les services contribuent à la réalisation des programmes de santé et de services sociaux.

						9 653
						4 028
						13 681

Ce programme vise à rendre accessibles aux malades les soins de courte ou de longue durée que requiert leur état; il vise également à assurer les activités de dépistage et de prévention.

						2 763 262
						232 579
						720 401
						87 554
						32 426
						3 836 222

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-18**SERVICES EN CENTRES DE SERVICES SOCIAUX**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations
1. Frais d'exploitation	255 836		255 698		
Permanents ⁴	13 044		10 313		
2. Service de la dette	24		24		
3. Loyers, équipement et rénovations	11 719		11 347		
TOTAL:	280 623		277 382		

⁴ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-18**SERVICES EN CENTRES D'HÉBERGEMENT**

1. Frais d'exploitation	339 159	336 455		
Permanents ⁵	28 062	25 445		
2. Service de la dette	46 244	46 124		
3. Loyers, équipement et rénovations	19 103	19 103		
TOTAL:	432 568	427 127		

⁵ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-18**SERVICES EN CENTRES DE RÉADAPTATION**

1. Frais d'exploitation	492 801	490 401		
Permanents ⁶	27 974	18 052		
2. Service de la dette	9 799	9 785		
3. Loyers, équipement et rénovations	15 900	15 900		
TOTAL:	546 474	534 138		

⁶ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

Ce programme vise à offrir des services de consultation et des services destinés à assurer la protection d'enfants et d'adolescents ainsi que la protection d'adultes handicapés ou âgés et à développer ou à restaurer leur autonomie.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
						255 698
						10 313
						24
						11 347
						277 382

Ce programme vise à procurer un milieu de vie aussi normal que possible aux adultes et personnes âgées qui en seraient privés.

						336 455
						25 445
						46 124
						19 103
						427 127

Ce programme vise à promouvoir la réadaptation de certains enfants en leur fournissant en milieu protégé des services adaptés à leurs besoins; il vise également à permettre aux adultes inadaptés la pratique d'activités destinées à faciliter leur retour à la vie normale.

						490 401
						18 052
						9 785
						15 900
						534 138

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-20**COORDINATION DE LA RECHERCHE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Fonds de la recherche en santé du Québec	22 943		19 404	159			
2. Recherche socio-économique	1 565		1 565				
TOTAL:	24 508		20 969	159			

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-20**COORDINATION RÉGIONALE ET NATIONALE**

1. Concertation et coordination faites par les conseils régionaux Permanents ⁷	27 327 1 396		27 316 1 323				
2. Subventions à d'autres organismes	23 686		23 680				
TOTAL:	52 409		52 319				

⁷ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

Ce programme vise à favoriser l'acquisition de connaissances nécessaires à la définition et à la mise en oeuvre de programmes de santé et de services sociaux.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
						19 245
						1 565
						20 810

Ce programme vise à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination du développement des services de santé et des services sociaux.

						27 316
						1 323
						23 680
						52 319

AFFAIRES SOCIALES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-20**DIRECTION ET GESTION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction supérieure	11 845		10 722	7 581	201	744	1 946
2. Conseil des affaires sociales et de la famille	611		610	438	2	25	124
3. Administration	12 891	2	12 621	9 539	235	215	335
4. Programmes de santé	10 631	1	10 609	9 845	161	359	225
5. Programmes de services sociaux	9 458	1	9 446	8 782	255	305	90
6. Relations de travail	4 296	2	3 952	3 356	74	166	350
TOTAL:	49 732	6	47 960	39 541	928	1 814	3 070
<hr/>							
TOTAL DES PROGRAMMES:							
Votés	4 456 104	6	4 420 988	39 700	928	1 814	3 070
Permanents	1 018 620		1 017 358				
	5 474 724	6	5 438 346	39 700	928	1 814	3 070
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				40 628		6 899	

Ce programme vise à procurer au ministère les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler ses programmes de santé et de services sociaux.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
2	5	162	38	21	22	
1	3	6	1	7	3	
176	212	1 279	28	35	567	
				19		
				14		
				6		
179	220	1 447	67	102	592	
179	220	1 447	67	102	592	4 372 869 1 017 358
179	220	1 447	67	102	592	5 390 227
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					592	5 390 227

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-8**PLANIFICATION, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Planification et études économiques	3 501		3 083	1 812	204	132	143
2. Recherche agricole	13 328	1	12 834	5 896	1 037	253	440
3. Enseignement agricole	11 850	1	11 308	7 023	865	139	441
TOTAL:	28 679	2	27 225	14 731	2 106	524	1 024

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**FINANCEMENT AGRICOLE**

1. Gestion interne et soutien	11 044	11	9 773	8 349	693	444	31
Permanents ¹			2				
Permanents ²	50		43				
2. Crédit agricole	3						
Permanents ³	7 797		7 784				
3. Crédit agricole par les institutions privées	65 600		54 128				
Permanents ⁴	7 500		377				
4. Amélioration des fermes	4 350		3 973				
Permanents ⁵	100		192				
5. Établissement de jeunes agriculteurs	1 540		639				
6. Crédit spécial	683		131				
Permanents ⁶	2		7				
7. Prêt agricole	4 300		3 556				
8. Mise en valeur des exploitations agricoles	9 999		6 607				
9. Réaménagement foncier	720		677				
TOTAL:	113 688	11	87 889	8 349	693	444	31

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.² Loi favorisant le crédit à la production agricole, L.R.Q., c. C-77.³ Loi sur le crédit agricole, L.R.Q., c. C-75.⁴ Loi sur l'assurance-prêts agricoles et forestiers, L.R.Q., c. A-29.1.⁵ Loi favorisant l'amélioration des fermes, L.R.Q., c. A-18.⁶ Loi favorisant un crédit spécial pour les producteurs agricoles au cours de périodes critiques, L.R.Q., c. C-79.

Ce programme vise à orienter l'évolution de l'agriculture en fonction des besoins du milieu, trouver la solution à des problèmes au moyen de recherche ainsi que former des hommes compétents en agriculture.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	
3	2	4		7			18		758
175	129	1 364	22	22	5		429	8	3 054
358	56	1 181	45	25		3	124	28	1 020
536	187	2 549	67	54	5	3	571	36	4 832

Ce programme vise à promouvoir la rentabilité des exploitations agricoles en leur procurant un financement adéquat.

24	55	122	18	32 2			5		
									43
									7 784
									54 128
									377
									3 973
									192
									639
									131
									7
									3 556
									6 607
									677
24	55	122	18	34			5		78 114

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**AIDE À LA PRODUCTION AGRICOLE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Mise en valeur des productions	50 595	1 229	45 978	6 943	942	774	666
2. Amélioration foncière, assainis- sment des sols et conservation des eaux	43 434	1	37 090	1 564	218	148	192
3. Soutien de l'emploi agricole	6 132		6 131				
4. Administration et services régionaux	30 486	1	29 270	22 319	3 616	2 371	30
TOTAL:	130 647	1 231	118 469	30 826	4 776	3 293	888

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**ASSURANCES AGRICOLES**

1. Assurance récolte	8 052		8 051				
2. Assurance-stabilisation des revenus agricoles	45 424		45 424				
3. Gestion interne et soutien	9 385	501	8 834	2 576	297	297	5 253
TOTAL:	62 861	501	62 309	2 576	297	297	5 253

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRO-ALIMENTAIRES**

1. Développement des entreprises de transformation	8 528	1	3 903	1 299	17	110	148
2. Développement des marchés Permanents ⁷	17 749 60	270	16 182 58	1 726	182	272	171
3. Contrôle de la qualité des produits	20 312		18 944	10 350	656	1 509	391
TOTAL:	46 649	271	39 087	13 375	855	1 891	710

⁷ Loi sur les sociétés d'agriculture, L.R.Q., c. S-25.

Ce programme vise à améliorer le rendement des cultures et de l'élevage, assurer une main-d'œuvre agricole suffisante et diversifier la production selon les possibilités du milieu.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
94	86	882	25	28				341	35		35 162
15	678	266	8	2				75			33 924 6 131
44	186	395	47	77				185			
153	950	1 543	80	107				601	35		75 217

Ce programme vise à compenser les pertes de rendement dans les récoltes et à garantir un revenu annuel aux producteurs agricoles selon certaines modalités.

											8 051
											45 424
29	69	174	25	3				111			
29	69	174	25	3				111			53 475

Ce programme vise à promouvoir le développement du secteur secondaire agro-alimentaire, développer des marchés intérieurs et assurer des prix équitables aux producteurs et des produits de qualité aux consommateurs.

		2		13							2 314
4	50	25	1	15				13			13 723 58
31	42	435	10	21				434			5 065
35	92	462	11	49				447			21 160

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-8**RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	1 601		1 465	1 169	49	142	68

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-8**GESTION DU TERRITOIRE AGRICOLE**

1. Commission de la protection du territoire	4 221	8	4 122	2 383	972	214	211
2. Protection du territoire	1 554		1 477	1 076	222	42	92
3. Contribution aux taxes foncières, municipales et scolaires sur les fermes	20 613		20 610				
TOTAL:	26 388	8	26 209	3 459	1 194	256	303

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	1 826		1 692	1 557	30	103	
2. Soutien administratif et technique	14 338	58	13 266	8 424	1 075	897	764
Permanents ⁸			150	31	8		111
Permanents ⁹			1				
TOTAL:	16 164	58	15 109	10 012	1 113	1 000	875

⁸ Loi sur les commissions d'enquête, L.R.Q., c. C-37 (Commission d'enquête sur Madelipêche).⁹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-8**RÉGIE DES GRAINS**

TOTAL:	1 157	1	1 022	780	35	109	26
--------	-------	---	-------	-----	----	-----	----

Ce programme vise à surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits agricoles ainsi qu'à renforcer le pouvoir de marchandage des producteurs.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	
3	3	16	6	1			8		

Ce programme vise à conserver à l'agriculture les sols arables.

13	22	187	8	3			109		
	1	31		3			9	1	
									20 610
13	23	218	8	6			118	1	20 610

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

	1			1					
184	349	1 203	112	39			219		
184	350	1 203	112	41			219		

Ce programme vise principalement à favoriser l'amélioration de la qualité des grains utilisés au Québec.

1	8	43	2	5			13		
---	---	----	---	---	--	--	----	--	--

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DES PÊCHES MARITIMES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Gestion des ressources, développement et administration	10 441	8	10 084	4 853	1 460	735	464
2. Contribution à l'exploitation et à la transformation de la ressource Permanents ¹⁰	19 659	102 2 000	19 110	2 530	541	301	70
TOTAL:	30 100	2 110	29 194	7 383	2 001	1 036	534

¹⁰ Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, L.R.Q., c. M-14.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	442 425	2 193	399 364	92 629	13 111	8 992	9 601
Permanents	15 509	2 000	8 614	31	8		111
	457 934	4 193	407 978	92 660	13 119	8 992	9 712

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
105 779	31 328

Ce programme vise à orienter le développement des pêches maritimes et à fournir aux entreprises et travailleurs une aide financière, des services et des équipements d'appui aptes à améliorer le rendement du secteur.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	
298	565	849	31	21	17		531	11	249
124	27	924	5	106	489	129	835	4 269	8 760
422	592	1 773	36	127	506	129	1 366	4 280	9 009
1 400	2 329	8 103	365	424 3	511	132	3 459	4 352	253 956 8 461
1 400	2 329	8 103	365	427	511	132	3 459	4 352	262 417
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES				TRANSFERT
					8 454				262 417

ASSEMBLÉE NATIONALE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-20**SERVICES DE SOUTIEN POLITIQUE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Indemnités et allocations des députés	3 433		3 161	3 161			
Permanents ¹	5 767		5 961	5 961			
Permanents ²	8 284	159	7 876	1 021	3 256	1 509	430
2. Services de recherche des partis							
Permanents ²	488		485		248	67	136
3. Indemnités de l'exécutif							
Permanents ³	896		880	880			
4. Cabinets politiques							
Permanents ²	3 264	4	3 182	2 843	11	161	129
5. Rémunération du personnel des députés							
Permanents ²	2 124		1 894	1 588	288	18	
TOTAL:	24 256	163	23 439	15 454	3 803	1 755	695

¹ Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, L.Q., 1982, c. 66 et Loi sur la Législature, L.R.Q., c. L-1.² Loi sur l'Assemblée nationale, L.Q., 1982, c. 62.³ Loi sur l'Exécutif, L.R.Q., c. E-18.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-20**SERVICES PARLEMENTAIRES**

1. Sergent d'armes							
Permanents ⁴	3 338		3 322	3 036	238	10	2
2. Secrétariat des commissions							
Permanents ⁴	843		828	630	75	43	15
3. Bibliothèque de l'Assemblée nationale							
Permanents ⁴	2 914	1	2 790	2 185	229	11	151
4. Relations interparlementaires							
Permanents ⁴	507		462	214		37	207
5. Législation							
Permanents ⁴	921		907	530	12	341	3
6. Bureau du secrétaire général							
Permanents ⁴	1 444		1 257	996	18	165	68
TOTAL:	9 967	1	9 566	7 591	572	607	446

⁴ Loi sur l'Assemblée nationale, L.Q., 1982, c. 62.

Ce programme vise à assurer le paiement des indemnités et allocations aux membres de l'Assemblée nationale ainsi que la rémunération de leur personnel et accorder les ressources nécessaires aux cabinets politiques et aux services de recherche des partis.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses		Équipement	Immobilitisations	
	1 399	260		1				
1	17	16						
2		34	2					
3	1 416	310	2	1				

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leurs fonctions de législateurs et à promouvoir les aspects divers de la vie institutionnelle de l'Assemblée nationale.

2		22	12					
		5	2			58		
3	1	171	3	15		21		
		3		1				
	11	7		3				
		10						
5	12	218	17	19		79		

ASSEMBLÉE NATIONALE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-20**MÉDIAS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Journal des Débats Permanents ⁵	3 259		3 025	1 921	313	327	12
2. Radiotélévision des travaux parlementaires Permanents ⁵	2 734		2 174	1 151	361	5	93
TOTAL:	5 993		5 199	3 072	674	332	105

⁵ Loi sur l'Assemblée nationale, L.Q., 1982, c. 62.PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-20**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Soutien administratif	396		388	275	16	18	19
2. Services du personnel et financiers	1 108	1	1 106	947	85	9	39
3. Services techniques et auxiliaires Permanents ⁶	1 151 72		1 125 47	703 27	116	3 8	7
4. Services de restauration	1 383		1 329	480	320	1	3
5. Services aux citoyens	819		783	418	132	171	32
TOTAL:	4 929	1	4 778	2 850	669	210	100

⁶ Loi sur l'Assemblée nationale, L.Q., 1982, c. 62.PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-20**PROTECTEUR DU CITOYEN**

TOTAL:	1 341	2	1 316	1 154	62	46	18
--------	-------	---	-------	-------	----	----	----

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-20**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

TOTAL:	6 212	1	6 169	5 589	107	171	233
--------	-------	---	-------	-------	-----	-----	-----

Ce programme vise à assurer la diffusion d'information sur l'Assemblée nationale.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions
78	220	133	4		17	
15	202	207	27	12	101	
93	422	340	31	12	118	

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes de l'Assemblée nationale.

		8	6		46	
		10	3	9	4	
4	4	287	1			
3		9				
3	21	487	1	5	8	
		28	2			
10	25	829	13	14	58	

Ce programme vise à permettre au Protecteur du citoyen de se saisir des griefs des citoyens à l'endroit de l'administration publique.

1	5	17	5		8	
---	---	----	---	--	---	--

Ce programme vise à effectuer la vérification après paiement des opérations financières des ministères et de plusieurs entreprises gouvernementales et à communiquer le résultat de cette vérification dans un rapport à l'Assemblée nationale.

1	43	12	2	7	4	
---	----	----	---	---	---	--

ASSEMBLÉE NATIONALE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-20**ADMINISTRATION DU SYSTÈME ÉLECTORAL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Directeur général des élections Permanents ⁷	28 346	1	10 962	3 725	1 312	427	545
2. Commission de la représentation Permanents ⁸	350		461			17	21
TOTAL:	28 696	1	11 423	3 725	1 312	444	566

⁷ Loi électorale, L.R.Q., c. E-3.1 et Loi régissant le financement des partis politiques, L.R.Q., c. F-2.⁸ Loi sur la représentation électorale, L.R.Q., c. R-24.1.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	15 843	4	15 377	12 727	838	419	351
Permanents	65 551	165	46 513	26 708	6 361	3 146	1 812
	81 394	169	61 890	39 435	7 199	3 565	2 163

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
46 634	13 767

Ce programme vise à l'application des lois concernant l'administration des élections et le financement des partis politiques.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	
117	1 289	228		2 102	206	22	989
		1		417	5		
117	1 289	229		2 519	211	22	989

9	73	849	20	21	70		
221	3 139	1 106	50	2 551	408	22	989
230	3 212	1 955	70	2 572	478	22	989

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES		TRANSFERT
					500		989

COMMERCE EXTÉRIEUR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES
AVEC L'EXTÉRIEUR**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	18 413	107	13 498	6 274	224	2 054	1 691
<hr/>							
TOTAL DU PROGRAMME:	18 413	107	13 498	6 274	224	2 054	1 691
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				6 498		4 214	

Ce programme vise à promouvoir l'expansion des marchés pour les biens et services produits au Québec, à favoriser la réalisation d'accords industriels avec des partenaires étrangers et à coordonner les activités économiques et commerciales des ministères et des entreprises publiques à l'extérieur du Québec.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
12	36	229	21	171	87	2 699
12	36	229	21	171	87	2 699
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					87	2 699

COMMISSION ADMINISTRATIVE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET D'ASSURANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22RÉGIMES DE RETRAITE ET ASSURANCE COLLECTIVE SUR LA VIE
DES FONCTIONNAIRES OU EMPLOYÉS PUBLICS

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Régime de retraite des fonctionnaires Permanents ¹	157 580		35 630 120 847	35 630 120 847			
2. Protection à la retraite de certains enseignants Permanents ²	1 710		1 600				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents ³	91 484		89 528	89 528			
4. Assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics	8 844		7 909	2 693			
5. Administration Permanents ³	11 662 48	1	10 679 517	9 195	237	291	564
TOTAL:	271 328	1	266 710	257 893	237	291	564

¹ Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires L.R.Q., c. R-12. (À compter du 1^{er} juillet 1983, la contribution du Gouvernement à titre d'employeur, est imputée à un crédit permanent en vertu de la Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives, L.Q., 1983, c. 24).

² Loi concernant la protection à la retraite de certains enseignants, L.Q., 1978, c. 16.

³ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14

RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

1. Services courants Permanents ⁴	116 855		22 551 76 573				
2. Services passés Permanents ⁴	300 877		73 685 219 501				
TOTAL:	417 732		392 310				

⁴ Loi sur le régime de retraite des enseignants, L.R.Q., c. R-11. (À compter du 1^{er} juillet 1983, la contribution du Gouvernement à titre d'employeur, est imputée à un crédit permanent en vertu de la Loi modifiant les régimes de retraite et diverses dispositions législatives, L.Q., 1983, c. 24).

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	595 818	1	150 454	47 518	237	291	564
Permanents	93 242		508 566	210 375			
	689 060	1	659 020	257 893	237	291	564

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
258 130	1 713

Ce programme vise à l'administration des régimes de retraite et au paiement de l'assurance collective sur la vie des fonctionnaires ou employés publics.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
						1 600
						5 216
21	85	207	11	17 517	51	
21	85	207	11	534	51	6 816

Ce programme vise à fournir la contribution du gouvernement au régime de retraite des enseignants.

						22 551
						76 573
						73 685
						219 501
						392 310
21	85	207	11	17 517	51	101 452
						297 674
21	85	207	11	534	51	399 126
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					51	399 126

COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET IMMIGRATION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Comité d'implantation du plan d'action à l'intention des communautés culturelles	409		379	81	227	14	52
2. Communautés culturelles	1 531		1 503	104	57	3	87
3. Recrutement et sélection des immigrants	4 007	9	3 766	3 360	152	172	80
4. Adaptation des immigrants	14 474		13 631	6 343	3 104	47	1 337
5. Direction et gestion interne Permanent ¹	5 109	1	4 863 1	3 008	369	228	355
TOTAL:	25 530	10	24 143	12 896	3 909	464	1 911

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14**CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE**

1. Office de la langue française	14 630	4	13 767	9 880	1 380	436	1 016
2. Commission de surveillance de la langue française	1 339		1 205	1 014	87	46	9
3. Conseil de la langue française	2 381		1 896	1 140	52	123	491
4. Commission d'appel de francisation des entreprises	167		91	91			
5. Commission de toponymie	1 467		1 455	928	219	56	210
TOTAL:	19 984	4	18 414	13 053	1 738	661	1 726

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	45 514	14	42 556 1	25 949	5 647	1 125	3 637
Permanents							
	45 514	14	42 557	25 949	5 647	1 125	3 637

**FONCTIONNEMENT
— PERSONNEL****FONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES****TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:****31 596****5 906**

Ce programme vise à assurer l'épanouissement des communautés culturelles et leur entière participation à la vie nationale, de même que le recrutement, la sélection et l'adaptation des immigrants.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
	3	2				1 252
		2				
	28	89	19	11	6	2 647
26	119	186	38	18	65	451
				1		
26	150	279	57	30	71	4 350

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité et le respect du français dans tous les secteurs d'activités.

71	205	173	15	34	252	305
	7	12		1	29	
2	8	29		3		
1	8	28	2	3		
74	228	242	17	41	281	353
100	378	521	74	70 1	352	4 703
100	378	521	74	71	352	4 703
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					352	4 703

COMMUNICATIONS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction	1 681	2	1 649	1 111	30	125	88
2. Soutien administratif et technique	2 282		2 239	1 573	485	35	17
TOTAL:	3 963	2	3 888	2 684	515	160	105

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**INFORMATION ET PUBLICATIONS GOUVERNEMENTALES**

1. Moyens de communication	4 410	3	4 349	2 730	139	356	615
2. Communication — Québec	7 369	1	7 242	4 651	300	309	244
3. Publications gouvernementales	5 062	2	4 917	3 640	257	153	360
4. Publications officielles	339		327	312	3		
5. Impressions en régie	6 409		6 370	3 514		53	5
6. Agence de coordination	10 268		10 110			10 101	2
TOTAL:	33 857	6	33 315	14 847	699	10 972	1 226

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**BUREAU CENTRAL DE L'INFORMATIQUE**

1. Coordination interministérielle	3 029		2 593	846	57	33	841
2. Développement et exploitation des systèmes	14 270	1	14 007	5 496	280	54	525
TOTAL:	17 299	1	16 600	6 342	337	87	1 366

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS GOUVERNEMENTAUX DE COMMUNICATION**

1. Services de communication	52 658		50 321	1		47 114	219
2. Gestion interne	5 146	2	4 786	3 887	277	127	140
TOTAL:	57 804	2	55 107	3 888	277	47 241	359

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses		Équipement	Immobilitisations	
4	20	79	4	2		23		163
8	6	60	6	4		45		
12	26	139	10	6		68		163

Ce programme vise à informer les citoyens sur les programmes, les activités et les services du gouvernement; il vise également à assister sur demande les ministères et organismes gouvernementaux en matière d'édition et dans la réalisation de leurs programmes d'information ou de publicité.

22	46	199	16	8		188		30
24	48	156	23	12		22		1 453
19	63	184	26	20		195		
5		6	1					
200	927	1 476	17			178		
	7							
270	1 091	2 021	83	40		583		1 483

Ce programme vise à assurer la coordination du développement et de l'exploitation des systèmes informatiques et à fournir des services d'information aux ministères.

5	12	10		11		3		775
372	6 298	628	8	79		267		
377	6 310	638	8	90		270		775

Ce programme vise à planifier, coordonner et surveiller l'acquisition, l'implantation et l'utilisation des équipements de communication par le gouvernement ainsi que sous certains aspects, par les organismes publics.

789	88	105	12	14		1 051	928	
40	23	105	21	23		143		
829	111	210	33	37		1 194	928	

COMMUNICATIONS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12**DÉVELOPPEMENT DES COMMUNICATIONS ET DES POLITIQUES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Planification du développement des réseaux	1 029	3	875	716	50	57	22
2. Planification du développement des médias	4 410		4 328	964	95	62	66
3. Recherche	698		595	281	50	14	130
TOTAL:	6 137	3	5 798	1 961	195	133	218

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-12**RÉGIE DES SERVICES PUBLICS**

TOTAL:	2 358	2 014	1 875	39	43	11
--------	-------	-------	-------	----	----	----

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-12**COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION**

TOTAL:	893	618	462	39	36	50
--------	-----	-----	-----	----	----	----

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-14**SOCIÉTÉ DE RADIO-TÉLÉVISION DU QUÉBEC**

TOTAL:	54 565	54 565				
--------	--------	--------	--	--	--	--

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	176 876	14	171 905	32 059	2 101	58 672	3 335
-------	---------	----	---------	--------	-------	--------	-------

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

34 160

74 487

Ce programme vise à favoriser, orienter, coordonner et surveiller le développement des réseaux et des moyens de communication au Québec.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions
3	7	11	6	3		
1	3	10		4		3 123
1	7	8		4		100
5	17	29	6	11		3 223

Ce programme vise à assurer la surveillance et le contrôle nécessaire à la protection de l'intérêt public dans l'opération et le développement de certaines entreprises de services publics, particulièrement en télécommunication.

1	23	20	1	1	
---	----	----	---	---	--

Ce programme vise à permettre aux citoyens d'avoir accès aux documents des organismes publics tout en assurant la protection des renseignements personnels que détiennent ces organismes; il vise également à offrir aux citoyens un moyen de faire réviser les décisions des organismes publics en cette matière.

2	16	6	2	5	
---	----	---	---	---	--

Ce programme vise à procurer aux organismes gouvernementaux un service de production de documents audio-visuels et à offrir au public un programme de promotion intellectuelle au moyen d'émissions radiotélédiffusées.

					54 565
--	--	--	--	--	--------

1 494	7 580	3 073	146	187	2 121	928	60 209
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES		TRANSFERT
					3 049		60 209

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	505		470	378	3	4	71

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**ORGANISMES-CONSEILS AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE
ET DU CONSEIL EXÉCUTIF**

1. Cabinet du Premier Ministre	3 506	1	3 459	2 501	3	152	67
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	7 597	4	7 324	5 174	788	574	581
3. Affaires amérindiennes et inuit	5 172	1	5 147	927	222	867	310
4. Gestion interne et soutien administratif	2 696		2 663	1 822	251	79	41
TOTAL:	18 971	6	18 593	10 424	1 264	1 672	999

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**SCIENCE ET TECHNOLOGIE**

1. Cabinet du ministre délégué à la Science et à la Technologie	530		192	164		10	12
2. Secrétariat à la science et à la technologie	1 925		568	437	50	23	47
3. Fonds d'incitation à la recherche	3 658		830				
4. Conseil de la politique scientifique du Québec	424		127	85	4	9	25
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor tout crédit pour la réalisation de projets de recherche et développe- ment scientifiques et technologiques	8 222						
TOTAL:	14 759		1 717	686	54	42	84

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
	2	12				

Ce programme vise à fournir au Premier Ministre, au Conseil exécutif et à ses comités les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	6	2		2		726
2	18	62	1	6	2	116
563	30	73	1	1	61	2 092
24	181	168	5	3	89	
589	235	305	7	12	152	2 934

Ce programme vise à fournir les ressources humaines et techniques nécessaires à une participation au développement, à la mise en oeuvre et à la coordination de politiques en matière de science et de technologie.

	3	2	1			
	3	7		1		830
	2	2				
	8	11	1	1		830

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**COORDINATION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL ET
INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Fonds de développement régional	48 457		35 453	4	1 933	173	210
2. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets d'aménage- ment et de développement régional*	25						
TOTAL:	48 482		35 453	4	1 933	173	210

* Le solde des crédits ainsi transférés et de ceux déjà inscrits dans les budgets des ministères pour de tels projets peut être remboursé à la présente provision avec le droit de l'utiliser à nouveau; le tout aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-24**AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, CONSULTATION
ET ADMINISTRATION DE L'O.P.D.Q.**

1. Cabinet du ministre délégué à l'Aménagement et au Développe- ment régional	534		522	462		33	13
2. Secrétariat à l'aménagement et à la décentralisation	3 100	2	2 903	1 162	1 144	57	451
3. Direction et soutien administratif	6 554	2	6 454	5 171	443	293	220
4. Aide à la consultation	2 360		2 360				
TOTAL:	12 548	4	12 239	6 795	1 587	383	684

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-26**PROMOTION DES DROITS DES FEMMES**

1. Cabinet de la ministre déléguée à la Condition féminine	523	3	476	398	1	53	14
2. Secrétariat à la condition féminine	327		309	260	13	24	9
3. Promotion du droit et du statut de la femme	2 769	2	2 681	1 877	276	219	207
TOTAL:	3 619	5	3 466	2 535	290	296	230

Ce programme vise à favoriser la concertation interministérielle et de divers agents économiques en vue de réaliser des interventions prioritaires de développement régional.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
1	11	13	11		1	33 096
1	11	13	11		1	33 096

Ce programme vise à définir des politiques gouvernementales en matière d'aménagement et de développement régional, à élaborer et coordonner des mesures de décentralisation et de déconcentration; il vise également à préparer les documents gouvernementaux prévus à la loi sur l'aménagement et l'urbanisme; il a de plus comme objectif de coordonner et diriger les ressources essentielles à la gestion des programmes de l'O.P.D.Q. tout en y associant les organismes consultatifs.

6	8					
10	56	1	2		20	
9	63	147	8	37	63	2 360
9	79	211	9	39	83	2 360

Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre d'une politique d'ensemble de la condition féminine et à promouvoir l'égalité et le respect des droits des femmes.

2	8					
	2		1			
8	17	38	1	11	27	
8	19	48	1	12	27	

CONSEIL EXÉCUTIF

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-20**DIRECTION ET GESTION DE L'OFFICE DES SERVICES DE GARDE
À L'ENFANCE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Services de garde à l'enfance	49 382		45 847				
2. Direction et administration	1 974	1	1 774	1 126	267	137	148
TOTAL:	51 356	1	47 621	1 126	267	137	148

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-18**RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET OFFICE DES PERSONNES
HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

1. Cabinet du ministre délégué aux Relations avec les Citoyens	530		468	423		22	6
2. Secrétariat aux relations avec les citoyens	638		478	369	9	28	60
3. Services aux adultes en travail adapté	17 741		17 738				
4. Soutien aux organismes de promotion	1 518		1 512				
5. Direction et administration	7 364	3	6 562	2 155	463	308	527
TOTAL:	27 791	3	26 758	2 947	472	358	593

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-10**ANALYSE ÉCONOMIQUE ET SERVICES STATISTIQUES***

* Les crédits initiaux de 9 043 400 \$ ont été transférés le 1^{er} avril 1983 en vertu du décret 375-83 au programme «Analyse économique et services statistiques» du ministère des Finances pour un montant de 8 630 400 \$ et au programme «Gestion interne et soutien» du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme pour un montant de 413 000 \$.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	178 031	19	146 317	24 895	5 870	3 065	3 019
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				30 765		8 052	

Ce programme vise à apporter une aide financière aux familles pour la garde des enfants et à assurer le développement des services de garde.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Équipement	
						45 847
1	12	58	2	1	22	
1	12	58	2	1	22	45 847

Ce programme vise à humaniser les rapports entre l'administration publique et les citoyens et à assurer la coordination des activités de l'Office des personnes handicapées du Québec.

	8	8		1		
		4	1		7	
						17 738
						1 512
4	60	129	9	16	65	2 826
4	68	141	10	17	72	22 076

Ce programme vise à assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évaluation et la structure de l'économie québécoise ainsi que la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion d'informations statistiques sur le Québec.

612	434	799	41	82	357	107 143
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					357	107 143

CONSEIL DU TRÉSOR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**GESTION BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE ADMINISTRATIVE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Programmation et contrôle budgétaire	2 568		2 440	2 275	15	31	51
2. Politique administrative	1 872		1 710	1 367	41	15	228
3. Politique de personnel et relations de travail	2 241	1	1 999	1 531	71	67	212
4. Soutien administratif et technique	2 158	1	2 006	1 574	106	61	92
5. Provision pour augmenter tout crédit pour la réalisation, par les ministères, de projets ou d'expériences pilotes destinés à améliorer la gestion administrative	100		17	17			
TOTAL:	8 939	2	8 172	6 764	233	174	583

TOTAL DU PROGRAMME:

Votés	8 939	2	8 172	6 764	233	174	583
-------	-------	---	-------	-------	-----	-----	-----

	FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:	6 997		1 052	

Ce programme vise à déterminer l'allocation des ressources conformément aux priorités du gouvernement et à veiller à ce que les ministères et les organismes qui en dépendent utilisent efficacement ces ressources humaines, matérielles et financières dans l'exécution de leurs programmes.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses		Équipe- ment
3	45	1	2			17
1	16	1				41
20	47	14	5	3		29
9	65	60	1	2		36
33	173	76	8	5		123
33	173	76	8	5		123
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	
					123	

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-14**ADMINISTRATION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction	4 950	2	4 784	3 972	84	280	403
2. Planification	3 875		3 783	2 677	283	61	707
3. Administration interne	31 000	7	30 028	13 761	1 262	2 981	3 336
4. Administration de l'enseignement primaire et secondaire public	32 451	4	31 133	21 793	710	979	2 541
5. Administration de l'enseignement supérieur Permanents ¹	13 026		11 527 516	8 641	1 009	189	667
6. Administration des services interréseaux	20 352	4	19 979	9 512	1 359	419	6 767
7. Services informatiques aux réseaux	4 805		4 417	3 563	739	97	
8. Fonds renouvelable ²	2 600		2 600				
9. Fonds renouvelable ³	1 800		1 800				
TOTAL:	114 859	4 417	106 167	63 919	5 446	5 006	14 421

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.² Le fonds renouvelable a pour objet de défrayer les coûts relatifs à la production des services informatiques aux réseaux. Les recettes provenant de la vente de ces services sont versées au fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.³ Le fonds renouvelable de la Direction générale des moyens d'enseignement a pour objet de défrayer les coûts relatifs à la production de matériel pédagogique. Les recettes provenant de la vente de ce matériel sont versées au fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-14**CONSULTATION**

1. Conseil supérieur de l'éducation	1 882	1	1 790	1 025	15	168	543
2. Conseil des collèges	1 168	1	1 050	467	102	106	350
3. Conseil des universités	1 120		1 074	545	51	51	397
TOTAL:	4 170	2	3 914	2 037	168	325	1 290

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ministère de l'Éducation, à coordonner les différents réseaux d'enseignement et à leur fournir les services nécessaires en matière de soutien à l'enseignement et à la gestion.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
1	4	31	2	7		
	15	6	3	8	23	
392	4 048	1 917	43	115	296	1 877
12	19	69	15	41	556	4 398
19	10	27	13	19 516	205	728
7	31	351	20	37 18	126	1 350
431	4 127	2 401	96	761	1 206	8 353

Ce programme vise à fournir au Ministre de l'Éducation les avis requis par la loi et ceux relatifs à l'état et aux besoins de l'éducation.

	16	17	1	5		
1	15	4	2	1	2	
5	9	6	2	3	5	
6	40	27	5	9	7	

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-14**AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDIANTS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Bourses consécutives aux prêts	153 600		152 821				
2. Intérêts et remboursements aux banques	44 900	7 719	37 104				
3. Autres bourses	4 645		4 162				
TOTAL:	203 145	7 719	194 087				

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PUBLIC**

1. Fonctionnement	3 637 495		3 630 274		
Permanents ⁴	181 495		163 979		
2. Investissements	12 312		12 265		
3. Service de la dette	252 228		252 226		
4. Mesures de résorption du personnel en disponibilité	15 000		9 000		
TOTAL:	4 098 530		4 067 744		

⁴ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT COLLÉGIAL PUBLIC**

1. Fonctionnement	675 023		675 023		
Permanents ⁵	31 597		41 626		
2. Service de la dette	72 792		72 641		
3. Fonds renouvelable ⁶	200	200			
TOTAL:	779 612	200	789 290		

⁵ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.⁶ Le fonds renouvelable a pour objet de défrayer les dépenses relatives aux ententes sur les prêts de services d'enseignants. Les recettes provenant de ces ententes sont versées au fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études, en fournissant un soutien aux étudiants.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
						152 821
				244		36 860
						4 162
				244		193 843

Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves de ces niveaux les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux commissions scolaires les ressources nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

						3 630 274
						163 979
						12 265
						252 226
						9 000
						4 067 744

Ce programme vise à rendre accessibles aux étudiants de ce niveau les services d'enseignement et de support à l'enseignement en fournissant aux C.E.G.E.P. les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et leur développement.

						675 023
						41 626
						72 641
						789 290

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Fonctionnement	865 895		865 895				
2. Investissements	2 704		210				
3. Service de la dette	79 844		79 807				
4. Rémunération des internes et résidents	50 610		50 295				
TOTAL:	999 053		996 207				

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-14**FORMATION DES ADULTES**

1. Fonctionnement dans les commissions scolaires	121 876		121 876				
2. Fonctionnement dans les collèges publics	30 988		30 988				
3. Fonctionnement dans les autres organismes	6 973		6 957				
TOTAL:	159 837		159 821				

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-14**ENSEIGNEMENT PRIVÉ**

1. Enseignement primaire et secondaire Permanents ⁷	165 224 21 098		164 848 17 406				
2. Enseignement collégial Permanents ⁸	54 868 7 675		54 868 6 331				
TOTAL:	248 865		243 453				

⁷ et ⁸ Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10.

Ce programme vise à promouvoir l'enseignement et la recherche en fournissant aux universités les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Équipement	
						865 895
						210
						79 807
						50 295
						996 207

Ce programme vise à contribuer par des activités éducatives au développement social et culturel des individus et des collectivités et à permettre aux travailleurs de se recycler et se perfectionner selon les exigences des changements technologiques.

						121 876
						30 988
						6 957
						159 821

Ce programme vise à favoriser le maintien et la qualité des institutions privées de niveaux primaire, secondaire et collégial en leur fournissant le support administratif et financier nécessaire.

						164 848
						17 406
						54 868
						6 331
						243 453

ÉDUCATION

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-14**FONDS POUR LA FORMATION DE CHERCHEURS ET
ACTION CONCERTÉE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Aide à la recherche	17 264		14 011				
2. Bourses	10 389		9 348				
3. Subvention à la gestion	2 632		2 632				
TOTAL:	30 285		25 991				

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-26**ORGANISATION ET RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONS**

TOTAL:	2 664	1	2 328	1 352	65	118	570
--------	-------	---	-------	-------	----	-----	-----

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	6 399 155	12 339	6 359 144	67 308	5 679	5 449	16 281
Permanents	241 865		229 858				
	6 641 020	12 339	6 589 002	67 308	5 679	5 449	16 281

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

72 987

29 936

Ce programme vise à promouvoir le développement de la recherche universitaire et la formation de chercheurs et de spécialistes.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
						14 011
						9 348
						2 632
						25 991

Ce programme vise à permettre à l'Office des professions du Québec de veiller à ce que chaque corporation professionnelle assure la protection du public.

5	22	24	3	5	4	160
442	4 189	2 452	104	503	1 217	6 255 520
				516		229 342
442	4 189	2 452	104	1 019	1 217	6 484 862
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					1 217	6 484 862

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-8**CONNAISSANCE DE LA FORÊT**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Recherche	3 088	1	3 032	2 067	278	146	56	30
2. Inventaire de base	4 374	1	4 346	2 088	198	139	1 671	12
TOTAL:	7 462	2	7 378	4 155	476	285	1 727	42

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**AMÉLIORATION DE LA FORÊT**

1. Reboisement	41 124	1	40 400	4 460	13 804	940	5 978	457
2. Travaux sylvicoles	6 173	1	5 806	964	2 649	171	983	56
3. Aide à la production forestière privée	21 492	1	21 376	1 084	367	86	32	23
TOTAL:	68 789	3	67 582*	6 508	16 820	1 197	6 993	536

* Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 518 000 \$ après examen.

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**PROTECTION DE LA FORÊT**

1. Prévention et lutte contre les incendies	18 996	1	18 964	412	28	83	18 351	8
2. Prévention et lutte contre les insectes nuisibles et les maladies des arbres	17 226	8	16 969	1 247	2 356	461	1 314	417
3. Éducation en conservation du milieu forestier	2 241	1	2 221	643	913	144	33	12
TOTAL:	38 463	10	38 154	2 302	3 297	688	19 698	437

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**UTILISATION DE LA FORÊT**

1. Planification de l'utilisation	9 507	4	9 349	7 070	321	192	75	83
2. Contrôle de l'utilisation	9 023	3	8 966	7 232	416	349	9	145
3. Voirie forestière	21 710	2	20 099	1 126	215	74	2	25
TOTAL:	40 240	9	38 414	15 428	952	615	86	253

Ce programme vise à acquérir, traiter et mettre à jour les données caractérisant le milieu forestier, expérimenter et mettre au point certaines techniques d'intervention et élaborer les différentes options d'aménagement.

				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
46	164	7	1							52			185
13	193	7	1							24			
59	357	14	2							76			185

Ce programme vise à améliorer en qualité et en quantité la capacité de production des superficies à vocation forestière, tant publiques que privées, de façon à répondre aux demandes en matière ligneuse ou à d'autres usages.

1 449	5 843	239	20	437	18	200	336	1 568	2 262	2 331	1	57
185	286	44	2						85	2		379
21	136	7	2						54			19 564
1 655	6 265	290	24	437	18	200	336	1 568	2 401	2 333	1	20 000

Ce programme vise à protéger la forêt contre le feu, les insectes, les maladies et la détérioration par l'homme.

	17	2							63			
5 398	5 516	39	63						158			
29	115	12	1	2		2	2	46	2	1		264
5 427	5 648	53	64	2		2	2	267	2	1		264

Ce programme vise à assurer l'approvisionnement en bois des usines de transformation présentes et futures en tenant compte de la nature de la localisation, de la capacité de production des diverses sources de matière ligneuse ainsi que des besoins des autres utilisateurs de cette ressource.

77	299	122	9			60			31	914		96
29	531	13	7						230	5		
26	87	2	2	15	940	83	235	3 433	451	322	2 716	10 345
132	917	137	18	15	940	83	295	3 433	451	583	3 635	10 441

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Direction	5 235	12	5 056	4 341	77	185	67	11
2. Soutien administratif et technique Permanents ¹	14 697	8	14 342 7	9 434	791	1 039	627	210
TOTAL:	19 932	20	19 405	13 775	868	1 224	694	221

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-8**FINANCEMENT FORESTIER**

1. Gestion interne et soutien	1 066		972	836	26	49	5	4
2. Prêts forestiers Permanents ²	1 692		1 595					
3. Prêts forestiers garantis Permanents ²	835 30		657					
TOTAL:	3 623		3 224	836	26	49	5	4

² Loi sur le crédit forestier, L.R.Q., c. C-78.PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-8**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE FORESTIÈRE**

TOTAL:	42 264	2	26 538	882	167	79	590	6
--------	--------	---	--------	-----	-----	----	-----	---

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-24**CONNAISSANCE GÉOGRAPHIQUE DU TERRITOIRE**

1. Levés et cartographie intégrés	12 640	2	12 582	5 537	1 127	398	4 272	167
2. Intégrité du territoire	342		338	306	20	10		
3. Gestion centrale des arpentages et de la cartographie	501	1	471	223	224	9	3	
TOTAL:	13 483	3	13 391	6 066	1 371	417	4 275	167

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES								TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
4	32	2	10							10			317
318	1 460	89	65 7						2	305	2		
322	1 492	91	82						2	315	2		317

Ce programme vise à rendre accessible un crédit forestier en vue de faciliter les investissements dans la mise en valeur et la consolidation des forêts privées.

9	25	2	5							11			1 595
													657
9	25	2	5							11			2 252

Ce programme vise à favoriser la rationalisation et le développement du secteur de la transformation des bois.

9	38	27	5							6			24 729
---	----	----	---	--	--	--	--	--	--	---	--	--	--------

Ce programme vise à recueillir toutes les informations relatives aux dimensions, à la configuration, à l'utilisation, à la délimitation et à la description du territoire.

176	596	29	8							270		2	
1	1												
1	11												
178	608	29	8							270		2	

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-26**GESTION DES TERRES PUBLIQUES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
TOTAL:	6 400	1	6 265	4 584	944	123	19	58

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-8**EXPLORATION GÉOLOGIQUE ET MINÉRALE**

1. Levées et études géoscientifiques	18 060	1	17 548	2 526	2 512	1 538	8 464	124
2. Inventaire et évaluation du potentiel minéral	2 899	1	2 800	1 551	361	28	405	24
TOTAL:	20 959	2	20 348	4 077	2 873	1 566	8 869	148

PROGRAMME 11
Sommaire: page 1-8**INDUSTRIE MINÉRALE ET ADMINISTRATION MINIÈRE**

1. Voirie et villes minières	3 088	1	3 003	380	66	14	16	135
2. Surveillance de l'exploitation minière	1 395	3	1 363	514	403	151	84	50
3. Fiscalité minière, permis et baux	1 342	3	1 271	1 136	39	27	24	
4. Assistance à l'industrie minière	10 536	1	10 351	1 014	79	23	142	11
5. Économie minière	904		852	522	280	22	6	2
TOTAL:	17 265	8	16 840	3 566	867	237	272	198

PROGRAMME 12
Sommaire: page 1-8**RECHERCHE MINÉRALE, ANALYSES ET ESSAIS**

1. Analyses et contrôles	2 794	1	2 706	1 728	142	7	93	19
2. Recherche et développement	5 315	2	5 217	2 071	98	32	128	27
3. Technologie minière	669	1	556	406	46	25	3	
TOTAL:	8 778	4	8 479	4 205	286	64	224	46

Ce programme vise à effectuer les diverses transactions relatives à l'aliénation ou à la location de certaines parties du domaine public et à contrôler l'utilisation de terres publiques.

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT		
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses
79	285	11	4							157	1	

Ce programme vise à assurer la couverture géologique du territoire, à repérer, à évaluer et à indiquer à l'industrie les zones favorables éventuellement exploitables.

389	553	208	4							401	16		813
9	373	8	1							40			
398	926	216	5							441	16		813

Ce programme vise à connaître et stimuler l'activité minière, à promouvoir avec l'industrie certains projets de développement et la réalisation de certains investissements en infrastructures et également à réglementer certaines conditions d'exercice de l'activité minière.

188	56	2			278	9	32	1 600	112	26	89		
39	117	4	1										
9	35		1										
	9	1	3							138			8 931
9	6	4	1										
245	223	11	6		278	9	32	1 600	112	164	89		8 931

Ce programme vise à favoriser l'exploitation, la transformation et l'utilisation des substances minérales par la recherche appliquée et la prestation de services analytiques et conseils techniques.

	314	21	6							376			
5	206	22	16			21				136	1 235		1 220
2	5	1	1							67			
7	525	44	23			21				579	1 235		1 220

ÉNERGIE ET RESSOURCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 13
Sommaire: page 1-10**RÉGIE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Contrôle et surveillance des distributeurs	1 380	2	1 226	1 069	62	36	24	
2. Sécurité publique	958	5	874	799		33	4	4
TOTAL:	2 338	7	2 100	1 868	62	69	28	4

PROGRAMME 14
Sommaire: page 1-10**ÉTUDES, RECHERCHES ET INTERVENTIONS CONCERNANT L'ÉNERGIE**

1. Politiques et stratégies	1 974	2	1 397	1 013	102	35	107	10
2. Énergies conventionnelles	2 533	2	2 324	2 007	86	155	74	
3. Développement des économies d'énergie	15 377	3	9 116	708	784	69	298	37
4. Développement des énergies nouvelles	1 429		1 221	256	13	16	136	
TOTAL:	21 313	7	14 058	3 984	985	275	615	47

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	309 587	78	280 574	72 236	29 994	6 888	44 095	2 167
Permanents	1 722		1 602					
	311 309	78	282 176	72 236	29 994	6 888	44 095	2 167

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

102 230

80 297

Ce programme vise à assurer la protection, en matière de prévention d'accidents, d'expropriation, de tarification et d'approvisionnement, aux consommateurs et aux distributeurs de gaz et d'électricité.

				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
7	9		1							18			
3	27	3								1			
10	36	3	1							19			

Ce programme vise à favoriser la recherche de pétrole et de gaz naturel au Québec et à établir les orientations et les politiques gouvernementales concernant les hydrocarbures et l'électricité.

20	22	5								47		36
	1		1									
10	32	3	3							25		7 147
												800
30	55	8	4							72		7 983

8 560	17 400	936	244 7	15	1 657	110	548	5 371	2 135	5 361	7 313	4	75 540 1 595
8 560	17 400	936	251	15	1 657	110	548	5 371	2 135	5 361	7 313	4	77 135
				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
				1 672		20 842							77 135

ENVIRONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**PROTECTION DU MILIEU**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Normalisation	2 332		2 227	1 708	246	85	23	5
2. Contrôle	6 465	1	6 366	5 173	222	524	49	47
3. Protection de la nature	923		898	305	212	30	107	2
TOTAL:	9 720	1	9 491	7 186	680	639	179	54

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-8**AMÉLIORATION DU MILIEU AMBIANT**

1. Milieu aquatique	79 396	4	74 187	7 905	2 253	1 246	2 843	422
2. Milieux atmosphérique et terrestre Permanents ¹	17 734	3	17 329 35	3 589	294	364	447 35	44
TOTAL:	97 130	7	91 551	11 494	2 547	1 610	3 325	466

¹ Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q., c. Q-2.PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-8**CONNAISSANCE**

1. Inventaires	6 861	4	6 726	4 288	691	650	486	60
2. Laboratoires et recherches	4 403		4 302	2 239	542	47	216	48
TOTAL:	11 264	4	11 028	6 527	1 233	697	702	108

Ce programme vise à prévenir la détérioration du milieu ambiant par l'énoncé de normes de rejets, la surveillance des agents qui affectent le milieu ambiant et la réalisation de mesures de protection.

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
1	37	3	4						16			99
25	167	23	20						116			
152	41	4	1					11	31		2	
178	245	30	25					11	163		2	99

Ce programme vise à améliorer et à restaurer les composantes du milieu ambiant de façon à leur redonner les caractéristiques qualitatives et quantitatives qui les rendent aptes à être utilisées pour les usages qui sont requis.

297	838	78	46	55	29	116	59	36	319	2 243		55 402
51	204	37	26						164	2 481		9 628
348	1 042	115	72	55	29	116	59	36	483	4 724		65 030

Ce programme vise à améliorer les connaissances sur les composantes du milieu ambiant au moyen d'inventaires biophysiques et par l'analyse des écosystèmes.

12	317	75	9						138			
8	563	14	8						290			327
20	880	89	17						428			327

ENVIRONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-8**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Direction et administration centrale Permanents ²	7 878	16	7 747 1	5 380	278	411	343	46
2. Administration régionale	2 327		2 268	1 727	164	129	25	10
3. Organismes-conseils	1 542		1 414	945	76	83	274	
TOTAL:	11 747	16	11 430	8 052	518	623	642	56

² Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.**TOTAL DES PROGRAMMES**

Votés	129 861	28	123 464	33 259	4 978	3 569	4 813	684
Permanents			36				35	
	129 861	28	123 500	33 259	4 978	3 569	4 848	684

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES**TOTAL DES SUPER-CATEGORIES:****38 237****12 878**

Ce programme vise à l'information et à la consultation de la population ainsi qu'à la planification et à la direction des ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations Services Loyers Fourni- tures Équipe- Immo- bilisa- Autres dépenses	
198	369	19	19 1		170	514
2	53	6	14		138	
4	26	2	3		1	
204	448	27	37		309	514

750	2 615	261	150	55	29	116	59	47	1 383	4 724	2	65 970
750	2 615	261	151	55	29	116	59	47	1 383	4 724	2	65 970
CAPITAL — PERSONNEL				CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT							
55				6 360	65 970							

FINANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**ÉTUDES DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET FISCALES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Politiques fiscales	1 527		1 524	1 130	20	17	314	9
2. Recherche économique et financière	1 154		1 121	944	7	4	128	
TOTAL:	2 681		2 645	2 074	27	21	442	9

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**GESTION DE LA CAISSE ET DE LA DETTE PUBLIQUE**

1. Gestion de la caisse	2 634		2 473	1 885	40	6	67	22
Permanents ¹	39 968		14 263				4 675	
2. Gestion de la dette publique	1 287	1	1 181	1 090	8	6	41	3
Permanents ¹	2 025 700	2	2 016 744					
3. Gestion de certains emprunts à terme des organismes des réseaux des affaires sociales et de l'éducation	282 815		282 672				158	
TOTAL:	2 352 404	3	2 317 333	2 975	48	12	4 941	25

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**COMPTABILITÉ GOUVERNEMENTALE**

1. Services de comptabilité et gestion interne	17 315	2	16 684	15 166	385	97	638	90
2. Développement des systèmes et méthodes	1 752		1 560	1 356	115	2	81	
3. Vérification des systèmes et des ré- clamations relatives aux ententes fédérales-provinciales	3 026		2 903	2 718	3	40	134	
TOTAL:	22 093	2	21 147	19 240	503	139	853	90

Ce programme vise à conseiller le gouvernement en matière de politique financière, économique et fiscale ainsi que de relations financières avec le gouvernement fédéral.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Service de la dette	Équipe- ment	
9	14	4			7	
9	3	1			25	
18	17	5			32	

Ce programme vise à gérer la caisse gouvernementale ainsi qu'à effectuer et administrer les emprunts du gouvernement et de certains organismes para-publics.

95	270	8	7	9 588	73	
23	6	3		2 016 744	1	
						282 514
118	276	11	7	2 026 332	74	282 514

Ce programme vise à exercer le contrôle de la régularité des dépenses, à préparer les états financiers et à apporter aux gestionnaires toute information comptable pertinente.

85	101	15			107	
	5	1				
	6	1			1	
85	112	17			108	

FINANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**FONDS DE SUPPLÉANCE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Provision pour augmenter tout crédit, avec l'approbation du Conseil du trésor, à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas le montant le plus élevé de 100 000 \$ ou de 10% du crédit ainsi augmenté; tous les montants remboursés au présent crédit peuvent être utilisés à nouveau pour les mêmes fins	6 378							
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable aux traitements, salaires et allocations des employés du gouvernement et du secteur para-public	1 553							
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation par les ministères de projets de soutien et de développement économique	25 133							
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable au coût afférent aux arrérages dans les réseaux des affaires sociales et de l'éducation	55							
TOTAL:	33 119							

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

TOTAL:	3 560	1	3 463	2 160	181	293	464	28
--------	-------	---	-------	-------	-----	-----	-----	----

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux.

[illegible]

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

16	162	1	14	19	125
----	-----	---	----	----	-----

FINANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-10**INSPECTEUR GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Contrôle et surveillance des compagnies d'assurance Permanents ²	3 072	2	2 806	2 400	188	143	47	
2. Contrôle et surveillance des institutions de dépôts Permanents ²	3 541	45	4 213	3 697	91	348	15	1
3. Gestion du régime de l'assuran- ce-dépôts Permanents ²	223		202	178	10	7	5	
4. Administration générale et enre- gistrement des entreprises Permanents ²	5 866	1	5 790	4 624	145	131	110	21
TOTAL:	12 702	48	13 011	10 899	434	629	177	22

² Loi sur l'inspecteur général des institutions financières et modifiant diverses dispositions législatives, L.R.Q., 1982, c. 52.PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-10**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE
DES VALEURS MOBILIÈRES**

Votés	3 385	1	3 283	2 504	161	106	394	3
Permanents ³	120		110	110				
TOTAL:	3 505	1	3 393	2 614	161	106	394	3

³ Loi sur les valeurs mobilières, L.Q., 1982, c. 48.PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-10**CONTRÔLE, SURVEILLANCE ET DÉVELOPPEMENT DES ASSOCIATIONS
COOPÉRATIVES**

Votés	1 632	1 450	692	39	61	17
Permanents ⁴	1 000	1 000				
TOTAL:	2 632	2 450	692	39	61	17

⁴ Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10.

Ce programme vise à surveiller et inspecter les institutions financières et à assurer un contrôle sur la création et la modification des entreprises au Québec.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Service de la dette	Équipe- ment	
6	19	3				
4	11	14			32	
	2					
209	322	24	21		183	
219	354	41	21		215	

Ce programme vise à accorder aux épargnants une protection contre les pratiques déloyales et frauduleuses ainsi qu'à assurer le bon fonctionnement du marché.

28	43	6	8		30	
28	43	6	8		30	

Ce programme vise à maintenir un contrôle et une surveillance du développement des associations coopératives.

1	10	1	1			628
						1 000
1	10	1	1			1 628

FINANCES

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-10**ANALYSE ÉCONOMIQUE ET SERVICES STATISTIQUES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
TOTAL:	8 605 *	2	7 259	6 043	443	135	407	12

* Y compris 8 630 400 \$ transférés du ministère du Conseil exécutif le 1^{er} avril 1983, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif et du décret 375-83 et 25 217 \$ transférés au ministère du Commerce extérieur en vertu de l'article 92 de la Loi sur la Fonction publique, L.R.Q., c. F-3.1.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	361 811	7	325 573	35 688	1 402	767	2 843	167
Permanents	2 079 490	50	2 045 128	11 009	434	629	4 852	22
	2 441 301	57	2 370 701	46 697	1 836	1 396	7 695	189

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

48 533

2 037 401

Ce programme vise à assurer l'analyse et la prévision des variables socio-économiques décrivant l'évolution et la structure de l'économie québécoise ainsi que la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion d'informations statistiques sur le Québec.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Service de la dette	Équipe- ment	
88	87	4	18		22	
354	707	45	48		285	283 267
219	354	41	21	2 026 332	215	1 000
573	1 061	86	69	2 026 332	500	284 267
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					500	284 267

FONCTION PUBLIQUE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**GESTION DU PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Gestion du personnel d'encadrement	1 899		1 655	1 439	19	25	70
2. Personnel d'encadrement en formation	4 734	2	4 175	3 983		155	5
3. Gestion des autres personnels et des relations de travail	3 364	1	3 113	2 481	73	87	383
4. Information de gestion et soutien professionnel	3 523	1	3 325	2 608	124	17	371
5. Administration Permanent ¹	3 245	1	3 014 1	2 316	249	49	16
TOTAL:	16 765	5	15 283	12 827	465	333	845

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT À TITRE D'EMPLOYEUR**

Votés	134 929	134 913	122 179	12 734
Permanents ²	4 000	3 451	3 451	
TOTAL:	138 929	138 364*	125 630	12 734

² Loi sur les employés publics, L.R.Q., c. E-6.

* Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 917 000 \$ après examen.

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**

TOTAL:	1 830	1 477	1 358	34	23	44
---------------	--------------	--------------	--------------	-----------	-----------	-----------

Ce programme vise la normalisation de la gestion du personnel de la fonction publique ainsi que la négociation et la coordination de l'application des conventions collectives dans la fonction publique; il vise également à conseiller les ministères et organismes en matière d'organisation administrative et de développement des ressources humaines de même qu'à assurer le développement et le maintien d'un système intégré d'information de gestion du personnel.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
8	10	70	2	12		
				32		
5	22	35	1	26		
44	64	67	1	29		
18	30	117	9	14	96	100
				1		
75	126	289	13	114	96	100

Ce programme vise le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

Ce programme vise à statuer sur les recours exercés par les membres du personnel de la fonction publique dans les domaines prévus par la loi, à faire enquête sur le fonctionnement et l'observance de la Loi sur la fonction publique et de ses règlements et à donner des avis au Conseil du trésor sur les règlements soumis par le ministre de la Fonction publique et l'Office du recrutement et de la sélection du personnel quant à leurs conformités avec les règles de la sélection au mérite.

3	4	8	1	2		
---	---	---	---	---	--	--

FONCTION PUBLIQUE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22**OFFICE DU RECRUTEMENT ET DE LA SÉLECTION DU PERSONNEL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	7 122		5 422	5 038	121	107	24
TOTAL DES PROGRAMMES:							
Votés	160 646	5	157 094	141 402	13 354	463	913
Permanents	4 000		3 452	3 451			
	164 646	5	160 546	144 853	13 354	463	913
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
				158 207		2 120	

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection, la déclaration d'aptitudes des candidats à la nomination et à la promotion dans la fonction publique.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
13	36	50		10	5	18
91	166	347	14	125 1	101	118
91	166	347	14	126	101	118
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					101	118

HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-20**ADMINISTRATION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	17 669	3	10 719	2 009	90	189	440

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-20**SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC**

1. Direction et gestion Permanents ¹	17 435	12	16 796 1	12 109	1 234	947	1 330
2. Aide à la rénovation urbaine	8 753		8 526				
3. Aide à la restauration de logements	11 470		11 314				
4. Acquisition de logements sous forme individuelle ou coopérative Permanents ²	37 513 1 960		37 214 1 686				
5. Aide au loyer	15 657		14 351				
6. Financement net des habitations à loyer modique	151 078		150 888				
TOTAL:	243 866	12	240 776	12 109	1 234	947	1 330

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.² Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1.PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-20**CONCILIATION ENTRE LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES**

TOTAL:	10 578	1	10 135	7 792	1 284	360	117
--------	--------	---	--------	-------	-------	-----	-----

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
	45	83	8	2 413	12	5 430

Ce programme vise à assurer une plus grande accessibilité à des logements de qualité en favorisant d'une part, la restauration résidentielle et d'autre part, en supportant une partie des coûts encourus par certaines catégories de ménages ou par les municipalités offrant des logements sociaux.

42	158	636	31	34 1	216	59
						8 526
						11 314
						37 214
						1 686
						14 351
						150 888
42	158	636	31	35	216	224 038

Ce programme vise à concilier les relations entre locataires et propriétaires, et à régler leurs conflits.

77	98	233	11	76	87	
----	----	-----	----	----	----	--

HABITATION ET PROTECTION DU CONSOMMATEUR

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-26**PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	9 358	4	8 910	5 788	435	229	1 571

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-26**QUALIFICATION PROFESSIONNELLE DES
ENTREPRENEURS EN CONSTRUCTION**

TOTAL:	3 591	2	3 585	2 779	420	172	82
--------	-------	---	-------	-------	-----	-----	----

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-26**SÉCURITÉ DANS LES BÂTIMENTS ET DANS LES LIEUX PUBLICS**

1. Application des règles de sécurité	19 130	4	18 489	16 132	378	1 594	46
2. Soutien administratif et technique Permanents ³	4 555	11	4 345 27	3 698	279	105	41
TOTAL:	23 685	15	22 861	19 830	657	1 699	87

³ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	306 787	37	295 272	50 307	4 120	3 596	3 627
Permanents	1 960		1 714				
	308 747	37	296 986	50 307	4 120	3 596	3 627

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
54 427	12 100

Ce programme vise à assurer la protection du public en exerçant un contrôle et une surveillance de certaines activités commerciales.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
3	84	162	13	11	11	603

Ce programme vise à permettre à la Régie des entreprises de construction de réglementer la compétence et la solvabilité des entreprises en construction.

5	39	73	3	3	9	
---	----	----	---	---	---	--

Ce programme vise la protection du public en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène dans les bâtiments, les lieux publics et les installations techniques.

14	19	214	8	50	34	
14	35	118	28	8	19	
				27		
28	54	332	36	85	53	

155	478	1 519	102	2 595 28	388	228 385 1 686
155	478	1 519	102	2 623	388	230 071

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					388	230 071

INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-10**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction et soutien administratif	3 945	1	3 309	2 494	66	330	269
2. Soutien technique	3 959	1	3 634	2 853	87	165	115
3. Recherche et planification	1 717		1 504	1 427	13	19	28
TOTAL:	9 621 *	2	8 447	6 774	166	514	412

* Y compris 413 000 \$ transférés du ministère du Conseil exécutif le 1^{er} avril 1983 en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'Exécutif, L.R.Q., c. E-18 et du décret 375-83.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-10**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DU QUÉBEC**

TOTAL:	94 823	3 004	64 701	5 353	427	316	373
--------	--------	-------	--------	-------	-----	-----	-----

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-10**DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE ET
COMMERCIALISATION DES PRODUITS**

1. Politiques et stratégies sectorielles Permanents ¹	43 317	2 030	34 767 875	4 201	111	368	246
2. Société du parc industriel du centre du Québec	6 350		5 348	549	42	41	101
3. Infrastructure d'accueil à l'industrie	14 203		12 844	657	30	51	128
4. Services aux entreprises manu- facturières et aux commerces	18 046	1	16 614	4 795	165	563	164
5. Normalisation	1 192		1 071	877	32	44	34
6. Institut national de productivité	991		991				
7. Aide à l'industrie sidérurgique	98 000		95 988				
TOTAL:	182 099	2 031	168 498	11 079	380	1 067	673

¹ Loi du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme, L.R.Q., c. M-17.PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-10**CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC**

Permanents ²	14 300	14 300		
TOTAL:	14 300	14 300		

² Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8.

INDUSTRIE, COMMERCE ET TOURISME

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-10**FORMATION PROFESSIONNELLE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
Votés	12 535	1	12 404	5 530	1 918	110	507
Permanents ³			1				
TOTAL:	12 535	1	12 405	5 530	1 918	110	507

³ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-10**PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE**

1. Promotion du tourisme	22 500	15	20 698	2 180	883	6 909	1 097
2. Développement du tourisme	8 070		6 898	2 410	271	259	439
Permanents ⁴			1				
TOTAL:	30 570	15	27 597	4 590	1 154	7 168	1 536

⁴ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	329 648	5 053	280 771	33 326	4 045	9 175	3 501
Permanents	14 300		15 177				
	343 948	5 053	295 948	33 326	4 045	9 175	3 501

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

37 371

24 357

Ce programme vise à la formation, au perfectionnement et au recyclage de la main-d'œuvre québécoise dans les domaines du tourisme, de l'hébergement et de la restauration.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES			TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Services	Équipement	Immobilitisations	
1 729	85	2 233	5	63 1		104	120	
1 729	85	2 233	5	64		104	120	

Ce programme vise à accroître les effets économiques du secteur touristique en améliorant la qualité du produit touristique, notamment au moyen de services de formation et de consultation ainsi que par la concertation des agents, et en diffusant de l'information sur les ressources touristiques axée sur notre spécificité culturelle.

4	90	94	2	61		33		9 345
1	51	20		299 1	22	1	251	2 874
5	141	114	2	361	22	34	251	12 219
2 222	655	3 381	29	4 517 877	22	478	372	219 048 14 300
2 222	655	3 381	29	5 394	22	478	372	233 348
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES			TRANSFERT
					872			233 348

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-22**FORMULATION DE JUGEMENTS**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Magistrature Permanents ¹	7 355 16 617	1	7 244 17 620	7 244 16 500	97	1 021	2
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents ¹	454		443	94		34	174
TOTAL:	24 426	1	25 307	23 838	97	1 055	176

¹ Loi sur les tribunaux judiciaires, L.R.Q., c. T-16 et Loi sur les coroners, L.R.Q., c. C-68.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-22**SOUTIEN ADMINISTRATIF À L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE**

1. Soutien aux cours de justice civiles et criminelles	61 649	26	61 015	47 678	4 185	861	5 632
2. Soutien aux tribunaux administratifs	551		461	376	37	1	2
3. Tribunal de l'expropriation	1 305	1	1 176	1 089	11	34	24
TOTAL:	63 505	27	62 652	49 143	4 233	896	5 658

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-22**ENQUÊTES ET EXPERTISES SCIENTIFIQUES POUR FINS JUDICIAIRES**

1. Enquêtes sur les décès et les incendies	2 002		1 754	872	8	6	854
2. Expertises médico-légales	1 352		1 200	844	29	8	269
3. Expertises scientifiques	2 200		2 138	1 806	33	53	16
TOTAL:	5 554		5 092	3 522	70	67	1 139

Ce programme vise à rendre la justice par la formulation de jugements selon les juridictions des diverses cours de justice.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT	
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses		Équipe- ment	Autres dépenses
	1	57		83			
	1	57		83			

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice.

297	395	1 119	244	157	447	
7	3	3	11		21	
	7	7	1	3		
304	405	1 129	256	160	468	

Ce programme vise à renseigner la justice par des enquêtes qui ont pour objet de déterminer quels décès ou incendies sont de nature criminelle et par des expertises scientifiques qui permettent une connaissance plus approfondie de la perpétration de certains crimes et méfaits.

5	2	6		1		
3	7	35	4	1		
27	4	130	18	3	48	
35	13	171	22	5	48	

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-22**PROTECTION DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Commission des droits et libertés de la personne Permanents ²	2 913	2	2 827 205	2 043	273 193	130 5	318 7
2. Comité de la protection de la jeunesse	2 623	2	2 510	2 163	15	118	99
TOTAL:	5 536	4	5 542	4 206	481	253	424

² Loi de la charte des droits et libertés de la personne, L.R.Q., c. C-12.PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-22**AIDE AUX JUSTICIABLES**

1. Commission des services juridiques	59 167		59 167				
2. Aide aux recours collectifs	352		288				
3. Aide socio-économique aux justiciables	208		154	72		2	74
TOTAL:	59 727		59 609	72		2	74

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-22**ADMINISTRATION**

1. Direction Permanents ³	4 560 235	3	4 405 278	1 971	523	1 008 148	236 1
2. Administration du personnel	3 453	2	3 270	3 107	13	84	14
3. Administration de l'équipement	2 700	1	2 645	1 465	34	123	6
4. Gestion financière et organisationnelle	1 733	4	1 624	1 396	85	94	20
5. Systèmes de gestion	11 489	1	10 050	2 910	375	150	1 970
TOTAL:	24 170	11	22 272	10 849	1 030	1 607	2 247

³ Loi visant à favoriser le civisme, L.R.Q., c. C-20.

Ce programme vise à promouvoir les droits fondamentaux de la personne et, notamment ceux contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne et de la Loi sur la protection de la jeunesse.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Équipement	Autres dépenses
3	23	22	11	4		
5	12	5	1	9	3	80
8	35	27	12	13	3	80

Ce programme vise à assurer une aide juridique, financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées, ainsi qu'aux enfants et à la famille aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice.

						59 167
						288
		6				
		6				59 455

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

1	19	47	8	313	13	266
				1		128
5	4	20	7	6	10	
31	173	803	8	2		
3	13	4	3	3	3	
1 005	2 805	294	12	48	481	
1 045	3 014	1 168	38	373	507	394

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-26**ENREGISTREMENT OFFICIEL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Enregistrement de l'état civil, des régimes matrimoniaux et de changements de nom des individus	1 016		921	854	1	31	16
2. Enregistrement d'actes relatifs au patrimoine	12 104	1	11 926	10 901	279	138	122
TOTAL:	13 120	1	12 847	11 755	280	169	138

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-26**CONTRÔLE DES PERMIS D'ALCOOL**

TOTAL:	3 691	1	3 601	3 091	131	173	76
---------------	--------------	----------	--------------	--------------	------------	------------	-----------

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-26**GARDE DES DÉTENUS ET RÉINSERTION SOCIALE DES DÉLINQUANTS**

1. Détention	79 012	36	78 137	64 917	3 559	660	965
2. Participation communautaire	7 516		7 436	430	30	48	5 769
3. Surveillance des personnes en probation et en libération conditionnelle	7 167	2	7 100	6 254	443	298	33
4. Commission québécoise des libérations conditionnelles	977		977	673	12	77	175
TOTAL:	94 672	38	93 620	72 274	4 044	1 083	6 942

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-24**SERVICES JURIDIQUES DU GOUVERNEMENT**

1. Services juridiques en matière civile	13 046	11	12 367	10 413	882	422	524
2. Services juridiques en matière pénale	2 790		2 530	1 834	242	13	255
Permanents ⁴	1 669		1 518				
3. Réclamations	554	1	545	460		46	34
TOTAL:	18 059	12	16 960	12 707	1 124	481	813

⁴ Code de la route, L.R.Q., c. C-24.

Ce programme vise à assurer la conservation des actes de l'état civil, des actes relatifs au patrimoine et d'autres documents officiels.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Équipement	Autres dépenses
	1	14	2	2		
29	111	218	31	32	65	
29	112	232	33	34	65	

Ce programme vise à protéger le public en contrôlant l'exploitation des débits d'alcool.

13	29	58	25	5		
----	----	----	----	---	--	--

Ce programme vise à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle, des services pour faciliter la réinsertion sociale.

244	67	6 861	147	228	433	56
		2	2	3		1 152
5	20	10	7	29	1	
	3	5		2		
249	90	6 878	156	262	434	1 208

Ce programme vise à assurer un soutien d'ordre juridique à toutes les activités gouvernementales.

23	10	36	9	43	5	
3	10	149	17	5	2	1 518
		3		2		
26	20	188	26	50	7	1 518

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 11
Sommaire: page 1-24**AFFAIRES LÉGISLATIVES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Révision des lois et des règlements du gouvernement	2 020	1	1 964	1 629	183	17	102
2. Élaboration des lois du ministère et recherche	2 046		2 033	1 115	166	12	106
3. Refonte des lois et des règlements	2 035		1 447	723	282	369	57
TOTAL:	6 101	1	5 444	3 467	631	398	265

PROGRAMME 12
Sommaire: page 1-26**CONTENTIEUX CRIMINEL**

TOTAL:	12 726	10	12 468	11 205	512	326	265
--------	--------	----	--------	--------	-----	-----	-----

PROGRAMME 13
Sommaire: page 1-26**COORDINATION DES ACTIVITÉS DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

1. Recherche et programmation	1 699	1	1 277	564	124	54	79
2. Formation et perfectionnement des policiers	3 569	3	3 253	1 171	43	80	1 356
3. Sécurité interne	2 699	3	2 610	1 679	202	344	13
TOTAL:	7 967	7	7 140	3 414	369	478	1 448

PROGRAMME 14
Sommaire: page 1-26**NORMALISATION ET SURVEILLANCE DE L'EXERCICE
DES FONCTIONS DE POLICE**

TOTAL:	3 335	1	3 286	2 600	47	160	431
--------	-------	---	-------	-------	----	-----	-----

Ce programme vise à assurer la rédaction de tous les projets de lois du ministère de la Justice et de certains ministères et organismes en vue de leur présentation à l'Assemblée nationale et d'examiner les projets de règlements soumis par les ministères et organismes du gouvernement.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Équipement	Autres dépenses
2	9	9		13		
	1	15		8		610
		8	3	5		
2	10	32	3	26		610

Ce programme vise à assurer l'application du Code criminel.

5	47	61	12	35		
---	----	----	----	----	--	--

Ce programme vise à informer le ministère sur l'évolution de la criminalité au Québec, à suggérer les politiques et les programmes au ministère dans le domaine de la police et à assurer la coordination de l'activité policière.

	1	46	4	2		403
58	6	393	35	6	105	
54	7	198		2	111	
112	14	637	39	10	216	403

Ce programme vise à assurer l'élaboration de politiques et normes concernant les activités des corps de police du Québec, leur surveillance et leur coordination.

1	26	9	2	8	2	
---	----	---	---	---	---	--

JUSTICE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 15
Sommaire: page 1-26**SÛRETÉ DU QUÉBEC**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Protection de la société, des ci- toyens et de leurs biens	224 220	147	223 193	217 866	639	4 060	
2. Gestion interne et soutien	53 347	3	51 412	20 050	978	2 042	2 056
TOTAL:	277 567	150	274 605	237 916	1 617	6 102	2 056

PROGRAMME 16
Sommaire: page 1-26**PROTECTION CIVILE**

Votés	3 174	3	2 874	2 165	240	103	97
Permanents ⁵	2 500		2 127	2	43	3	63
TOTAL:	5 674	3	5 001	2 167	283	106	160

⁵ Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.R.Q., c. P-38.1.PROGRAMME 17
Sommaire: page 1-18**INDEMNISATION DES VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**

TOTAL: Permanents⁶	14 472	12 346		1 567
--------------------------------------	---------------	---------------	--	--------------

⁶ Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels, L.R.Q., c. I-6.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	604 355	266	593 255	435 630	14 616	12 145	22 065
Permanents	35 947	1	34 537	16 596	333	1 211	1 814
	640 302	267	627 792	452 226	14 949	13 356	23 879

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
467 175	77 407

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens contre toutes les formes d'activité criminelle.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES		TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	Autres dépenses	
				628			
2 244	8 031	10 082	457	539	4 767	6	160
2 244	8 031	10 082	457	1 167	4 767	6	160

Ce programme vise à assurer la protection de la population en cas de désastre.

31	19 29	99 3	12	12	94	2 1 984
31	48	102	12	12	94	1 986

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux victimes d'actes criminels.

							10 779
4 104	11 865 30	20 777 60	1 093	2 159 84	6 611	6	62 184 14 409
4 104	11 895	20 837	1 093	2 243	6 611	6	76 593
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES		TRANSFERT
					6 617		76 593

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-16**SOUTIEN AUX MUNICIPALITÉS ET AUX ORGANISMES DE LOISIR**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Soutien aux activités de loisir	8 211		7 677					
2. Soutien aux équipements de loisir	15 229		12 442					100
3. Soutien aux organismes régionaux et de regroupement de loisir	7 089		7 081					
TOTAL:	30 529		27 200					100

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-16**PROMOTION DU LOISIR SOCIO-CULTUREL**

1. Loisir socio-éducatif	2 673		2 381					
2. Loisir culturel	4 144		3 105					
3. Loisir scientifique	727		717					
4. Loisir touristique	7 297		6 079		1	621	34	
TOTAL:	14 841		12 282		1	621	34	

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-16**PLEIN AIR, PARCS ET RÉSERVES**

1. Promotion du plein air	2 686		2 670					
2. Parcs et réserves Permanents ¹	56 383	55	55 921 2	20 051	17 792	1 091	1 895	1 877
3. Implantation et amélioration d'équipements	35 147		34 568		54		13	249
TOTAL:	94 216	55	93 161	20 051	17 846	1 091	1 908	2 126

¹ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-16**PROMOTION DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET DU SPORT**

1. Activités physiques et dévelop- pement sportif de base	6 933		6 877					50
2. Sport d'élite	7 605		7 502				7	6
TOTAL:	14 538		14 379				7	56

LOISIR, CHASSE ET PÊCHE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-16**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Administration centrale Permanents ²	21 276	13	20 075 27	10 995	1 787	1 643	1 210	50
2. Administration régionale	6 694	8	6 630	5 242	558	283	79	52
TOTAL:	27 970	21	26 732	16 237	2 345	1 926	1 289	102

² Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-16**RÉGIE DE LA SÉCURITÉ DANS LES SPORTS**

TOTAL:	1 992	1	1 765	1 029	61	327	243	1
---------------	--------------	----------	--------------	--------------	-----------	------------	------------	----------

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-16**RÉGIE DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES**

TOTAL:	5 378	5 378						
---------------	--------------	--------------	--	--	--	--	--	--

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-10**GESTION DES RESSOURCES FAUNIQUES**

1. Amélioration et exploitation de la faune	14 713	24	14 494	8 006	1 077	530	787	208
2. Territoires fauniques	1 483	5	958	656	75	7	55	1
3. Protection et éducation	25 483	21	25 294	15 919	3 807	494	952	661
TOTAL:	41 679	50	40 746	24 581	4 959	1 031	1 794	870

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	231 143	127	221 614 29	61 898	25 212	5 003	5 424	3 099
Permanents	231 143	127	221 643	61 898	25 212	5 003	5 424	3 099

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	87 110
FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	30 593

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
305	464	50	19 27						82			3 470
79	244	34	12						47			
384	708	84	58						129			3 470

Ce programme vise à assurer la sécurité dans la pratique des sports par la promotion, l'éducation, la recherche, l'assistance technique et la surveillance de certaines manifestations sportives.

11	63	17	6						6			1
----	----	----	---	--	--	--	--	--	---	--	--	---

Ce programme vise à soutenir la Régie des installations olympiques dans ses dépenses d'opérations.

												5 378
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	-------

Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et la protection des ressources fauniques du territoire québécois en recherchant l'équilibre écologique du milieu et l'utilisation rationnelle de ces ressources.

491	999	129	44						219			2 004
21	18	6				14			55			50
413	1 794	145	78						707			324
925	2 811	280	122			14			981			2 378

2 281	13 624	856	277 29	2 069	16	2 127	3 273	4 915	3 640	17 908	310	69 682
2 281	13 624	856	306	2 069	16	2 127	3 273	4 915	3 640	17 908	310	69 682
CAPITAL — PERSONNEL				CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT							
2 069				32 189	69 682							

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**DIRECTION ET GESTION**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction supérieure	1 738		1 469	1 231	22	67	10
2. Planification et recherche	9 018	3	8 528	7 178	461	315	459
3. Réseau Travail — Québec	95 700	10 024	81 364	58 589	17 150	2 054	27
4. Soutien administratif	17 338	2	15 460	8 304	583	2 425	473
TOTAL:	123 794	10 029	106 821	75 302	18 216	4 861	969

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-18**ADMINISTRATION DÉLÉGUÉE DE PROGRAMMES
EN SÉCURITÉ DU REVENU**

1. Administration des allocations familiales	6 248		5 375				5 375
2. Administration des régimes supplémentaires de rentes	1 282		1 282				
3. Administration de l'aide sociale à la Ville de Montréal	22 564		22 564				
4. Administration de l'assistance- maladie	4 558		4 558				4 558
TOTAL:	34 652		33 779				9 933

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-18**DIRECTION ET GESTION DE LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES**

TOTAL:	3 965	3 859	2 880	265	253	221
---------------	--------------	--------------	--------------	------------	------------	------------

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-18**ALLOCATIONS FAMILIALES**

1. Allocations familiales de base Permanents ¹ Permanents ²	185 071	183 029 7				
2. Allocations familiales supplémen- taires pour enfants handicapés Permanents ¹	11 875	11 454				
TOTAL:	196 946	194 490				

¹ Loi sur les allocations familiales, L.R.Q., c. A-17.² Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère et à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à leur mise en oeuvre.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
	29	20	6	1	3	80
5	6	71	12	10	6	5
39	298	1 391	250	709	119	738
697	960	460	54	76	1 428	
741	1 293	1 942	322	796	1 556	823

Ce programme vise à doter certains organismes administrant des programmes en sécurité du revenu des sommes nécessaires à cette administration.

						1 282
						22 564
						23 846

Ce programme vise à procurer à la commission les ressources et les services nécessaires pour entendre toute demande, requête et appel relevant de sa juridiction.

14	79	41	11	7	88	
----	----	----	----	---	----	--

Ce programme vise à compenser une partie des charges familiales.

						183 029
						11 454
				7		194 483

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-18**ALLOCATIONS DE MATERNITÉ**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations
TOTAL:	9 100		8 906		

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-18**PRESTATIONS D'AIDE SOCIALE**

Votés	1 866 000	1	1 836 287		
Permanents ³			223		
TOTAL:	1 866 000	1	1 836 510		

³ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-18**ASSISTANCE-MALADIE**

1. Prestations de médicaments, d'orthèses et de prothèses	72 113		71 737		
2. Prestations de services	37 021		36 250		
TOTAL:	109 134		107 987		

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-18**SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**

TOTAL:	10 920		10 767	34	
--------	--------	--	--------	----	--

Ce programme vise à assister financièrement la femme au travail bénéficiant d'un congé de maternité.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
						8 906

Ce programme vise à assurer à tout ménage un revenu fondé sur la différence entre ses ressources et ses besoins essentiels.

						1 836 287
				223		
				223		1 836 287

Ce programme vise à payer le coût de médicaments, d'appareils et de services dentaires et optométriques requis par les bénéficiaires de l'aide sociale.

						71 737
						36 250
						107 987

Ce programme vise à doter l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris des sommes requises pour leur assurer une garantie de revenu lorsqu'ils s'adonnent à des activités traditionnelles.

						10 733
--	--	--	--	--	--	--------

MAIN-D'OEUVRE ET SÉCURITÉ DU REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-12**FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA MAIN-D'OEUVRE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
TOTAL:	20 288		20 288				

PROGRAMME 10
Sommaire: page 1-12**PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI**

1. Concertation, protection et reclassement	2 152		2 085				
2. Aide financière à la création d'emplois Permanents ⁴	141 038	5 000	104 788 145				
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'emploi ⁵	2 106						
TOTAL:	145 296	5 000	107 018				

⁴ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6.⁵ Le solde des crédits transférés à partir de cette provision pourra y être retourné et faire l'objet d'une nouvelle utilisation aux conditions déterminées par le Conseil du trésor.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	2 323 149	15 030	2 235 567	78 216	18 481	5 114	11 123
Permanents	196 946		194 858				
	2 520 095	15 030	2 430 425	78 216	18 481	5 114	11 123

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	96 697	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	21 858
-------------------------------	--------	-------------------------------------	--------

Ce programme vise à assurer aux organismes responsables de la formation professionnelle de la main-d'oeuvre les sommes requises pour doter la main-d'oeuvre de la formation nécessaire pour l'obtention et la conservation des emplois.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
						20 288

Ce programme vise à assurer la protection des emplois, à faciliter, au besoin, le reclassement de la main-d'oeuvre et à favoriser la réalisation de projets générateurs d'emplois.

						2 085
						104 788
				145		
				145		106 873

755	1 372	1 983	333	803 375	1 644	2 115 743 194 483
755	1 372	1 983	333	1 178	1 644	2 310 226
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					1 644	2 310 226

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-18**RÉGIME D'ASSURANCE-MALADIE****Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre du régime d'assurance-maladie et les frais d'administration afférents.**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		TRANSFERT
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	
1. Services médicaux Permanents ¹	1 031 394		1 090 688	1 090 688
2. Services optométriques Permanents ¹	25 966		27 783	27 783
3. Services dentaires Permanents ¹	76 317		56 741	56 741
4. Médicaments et services aux personnes âgées Permanents ¹	131 090		122 351	122 351
5. Autres services Permanents ¹	17 659		17 782	17 782
6. Administration Permanents ¹	42 824		41 248	41 248
TOTAL:	1 325 250		1 356 593	1 356 593

¹ Une prévision de 1 325 250 000 \$ et une dépense au Fonds des services de santé de 1 356 593 500 \$; y compris une contribution du Fonds consolidé du revenu de 636 192 765 \$ pour les dépenses en excédent de la moitié de la contribution des employeurs au Fonds des services de santé équivalent à 720 400 735 \$ (voir page 1-43) concernant la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, L.R.Q., c. R-5.

TOTAL DU PROGRAMME:

Permanents	1 325 250	1 356 593	1 356 593
------------	-----------	-----------	-----------

TRANSFERT

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

1 356 593

REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**ADMINISTRATION FISCALE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Perception	80 362	4	74 298	42 342	19 263	6 887	767
Permanents ¹	7 800		7 546				7 546
Permanents ²	1 840		2 026				2 026
Permanents ³	6 415		7 989				7 989
Permanents ⁴	1 200		920				920
Permanents ⁵	49		11				11
Permanents ⁶	45 000		44 679				
Permanents ⁷			6 460				
2. Vérification	36 150	16	34 963	31 991	151	2 264	179
3. Soutien technique	17 056		16 418	13 610	654	114	693
4. Direction et soutien administratif	6 201	1	5 420	4 558	287	119	276
5. Service au public et à l'entreprise	14 904	2	14 561	8 152	1 456	418	202
TOTAL:	216 977	23	215 291	100 653	21 811	9 802	20 609

¹ Loi concernant l'impôt sur la vente en détail, L.R.Q., c. I-1 (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).² Loi concernant la taxe sur les carburants, L.R.Q., c. T-1 (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).³ Loi concernant l'impôt sur le tabac, L.R.Q., c. I-2 (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).⁴ Loi concernant la taxe sur les repas et l'hôtellerie, L.R.Q., c. T-3 (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).⁵ Loi concernant la taxe sur les télécommunications, L.R.Q., c. T-4 (Indemnités allouées aux mandataires pour la perception et la remise des taxes).⁶ Loi sur le ministère du Revenu, L.R.Q., c. M-31 (Intérêts sur remboursements de revenus).⁷ Loi sur l'administration financière, L.R.Q., c. A-6 (Radiation de créances irrécouvrables émises après le 31 mars 1980).PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-18**SUPPLÉMENT AU REVENU DE TRAVAIL ET
ADMINISTRATION DE LOGIRENTE**

1. Supplément au revenu de travail	22 168	21 483	169	66	27
2. Administration de Logirente	337	263	41	87	126
TOTAL:	22 505	21 746	210	153	153

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-18**REMBOURSEMENTS À CERTAINS TRAVAILLEURS AUTONOMES
D'UNE PARTIE DE LEURS CONTRIBUTIONS AU RÉGIME DE RENTES
DU QUÉBEC**

TOTAL: Permanents⁸	525	606			
--------------------------------------	------------	------------	--	--	--

⁸ Loi sur le paiement d'allocations à certains travailleurs autonomes, L.R.Q., c. P-1.

Ce programme vise à percevoir les sommes dues par les mandataires et contribuables assujettis aux lois fiscales et à réprimer l'évasion et la fraude fiscales.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Équipement	
871	3 089	504	125	23	427	
				44 679		
				6 460		
13	4	313	11	1	36	
151	286	615	23	4	268	
1		21	8	139	11	
		4 070	123		140	
1 036	3 379	5 523	290	51 306	882	

Ce programme vise à fournir un supplément au revenu des travailleurs à faible revenu en leur versant des prestations basées sur le revenu du ménage; il vise également à administrer le programme d'allocation-logement en faveur des personnes âgées.

24	4	4	21 189
9			
33	4	4	21 189

Ce programme vise à alléger la contribution de certains travailleurs autonomes au régime de rentes du Québec.

	606
--	-----

REVENU

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-26**CONTRÔLE DES JEUX DE HASARD ET DES COURSES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
Votés	2 772	1	2 698	1 764	157	91	595
Permanents ⁹	15		6				
TOTAL:	2 787	1	2 704	1 764	157	91	595

⁹ Loi sur les loteries, les courses, les concours publicitaires et les appareils d'amusement, L.R.Q., c. L-6.PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-8**AIDE FINANCIÈRE À L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX**

TOTAL: Permanents¹⁰	7 741	7 639		
---------------------------------------	--------------	--------------	--	--

¹⁰ Loi sur les licences, L.R.Q., c. L-3.**TOTAL DES PROGRAMMES:**

Votés	179 950	24	170 104	102 627	22 121	10 046	2 712
Permanents	70 585		77 882				18 492
	250 535	24	247 986	102 627	22 121	10 046	21 204

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
124 748	92 900

Ce programme vise à protéger le public à l'occasion de l'organisation et la conduite de jeux de hasard et de courses sur lesquelles le pari mutuel est permis.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
17	19	29	6	2	18	
				6		
17	19	29	6	8	18	

Ce programme vise à promouvoir l'industrie des courses de chevaux.

						7 639
1 053	3 398	5 585	300	169	904	21 189
				51 145		8 245
1 053	3 398	5 585	300	51 314	904	29 434
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					904	29 434

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**SCIENCE ET TECHNOLOGIE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Administration Permanents ¹	2 2 400	6	2 032	1 259	207	152	318
2. Fonds d'incitation à la recherche Permanents ²	5 327 2 825		4 739 2 825				
TOTAL:	10 554	6	9 596	1 259	207	152	318

^{1 et 2} Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec, L.Q., 1983, c. 23.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-10**AGENCE QUÉBÉCOISE DE VALORISATION INDUSTRIELLE
DE LA RECHERCHE**

TOTAL: Permanents ³	260	260					
--------------------------------	-----	-----	--	--	--	--	--

³ Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, L.Q., 1983, c. 42.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	5 329		4 739				
Permanents	5 485	6	5 117	1 259	207	152	318
	10 814	6	9 856	1 259	207	152	318
				FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:				1 466		533	

Ce programme vise à fournir les ressources humaines et techniques nécessaires à une participation au développement, à la mise en œuvre et à la coordination des politiques du ministère.

			CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Loyers	Fournitures	Autres dépenses	Équipement	
20	41	2	33	
				4 739
				2 825
20	41	2	33	7 564

Ce programme vise à promouvoir l'innovation technologique et à contribuer à la mise en valeur des résultats de la recherche scientifique dans des applications industrielles ou commerciales.

				260
				4 739
20	41	2	33	3 085
20	41	2	33	7 824
			CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
			33	7 824

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**SYSTÈMES DE TRANSPORTS TERRESTRES**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Inventaires et recherches	6 985	8	6 286	4 568	159	151	1 194	16
2. Transport des personnes	364 670		348 753	1 246	31	48	6 863	5
Permanents ¹	400		400					
Permanents ²			220				220	
3. Transport des marchandises	1 231	6	811	672	12	26	94	
TOTAL:	373 286	14	356 470	6 486	202	225	8 371	21

¹ Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.R.Q., c. C-37.3.² Loi sur les Commissions d'enquête, L.R.Q., c. C-37 (Commission d'enquête sur l'opportunité d'établir un régime d'employés surnuméraires pour la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal).PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-12**CONTRÔLE DES LOIS ET RÈGLEMENTS DE TRANSPORT**

TOTAL:	7 854	2*	7 067*	6 197	80	78	33	158
--------	-------	----	--------	-------	----	----	----	-----

* Incluant 1 594 \$ d'avances et 642 405 \$ de dépenses pour la période du 1^{er} au 31 mars 1984, sous la juridiction du ministère de la Justice en vertu du décret 435-84 du 22 février 1984.PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-12**CONSTRUCTION DU RÉSEAU ROUTIER**

1. Construction d'autoroutes	113 689	9	105 731		
2. Construction de routes principales	130 968	6	116 335		
3. Construction de routes régionales	59 359		52 194		
4. Construction d'autres routes	121 000	270	110 571		
TOTAL:	425 016	285	384 831		

Ce programme vise à connaître, améliorer et coordonner les systèmes de transport et à apporter une aide financière aux services de transport en commun.

				CAPITAL — PERSONNEL		CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
5	52	2	7							132			
47	47	3	5				270			335	3 194		336 659 400
2	2		2							1			
54	101	5	14				270			468	3 194		337 059

Ce programme vise à assurer le respect des lois et règlements des transports sur le territoire du Québec.

24	376	2				119	
----	-----	---	--	--	--	-----	--

Ce programme vise à l'implantation et à l'amélioration du réseau routier.

20 054	2 278	1 556	7 493	616	2 318	537	67 587	3 292
17 099	5 826	2 171	4 228	2 997	4 301	732	77 774	1 207
10 645	5 227	589	771	2 674	2 955	668	28 412	253
9 879	3 613	698	962	18 835	18 315	78	57 412	779
57 677	16 944	5 014	13 454	25 122	27 889	2 015	231 185	5 531

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-12**CONSERVATION DU RÉSEAU ROUTIER**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Conservation des chaussées et des éléments de confort	166 290	252	165 050	43 155	18 663	2 030	306	50 453
2. Conservation des structures	23 337		23 060	2 457	2 945	16	40	13 274
3. Conservation des équipements de contrôle et de sécurité	26 826	11	26 137	7 439	2 153	775	18	2 477
4. Exploitation d'hiver	132 767	3	132 080	24 405	4 168	419	27	37 381
5. Activités de soutien	28 539	3	28 269	14 276	3 464	118	1 500	1 645
6. Soutien en matériel	54 656	1	54 400	17 804	1 271	168	446	2 732
TOTAL:	432 415	270	428 996*	109 536	32 664	3 526	2 337	107 962

* Excluant des dépenses effectuées en excédent des crédits disponibles, établies à 1 968 000 \$ après examen.

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

1. Direction	3 115	34	2 714	2 166	129	119	188	1
2. Soutien administratif	31 494	4	23 837	17 152	3 224	784	764	51
3. Soutien technique	5 275	1	5 094	2 739	216	36	1 383	137
4. Aide à l'amélioration du réseau municipal	38 582		36 159		837	9	66	2 401
TOTAL:	78 466	39	67 804	22 057	4 406	948	2 401	2 590

PROGRAMME 6
Sommaire: page 1-12**COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC**

TOTAL:	8 894	7	8 298	7 108	267	401	95	45
---------------	--------------	----------	--------------	--------------	------------	------------	-----------	-----------

Ce programme vise à maintenir la qualité du réseau routier.

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES							TRANSFERT	
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
15 892	33 798	99	259						6	386	2	1	
696	3 620	2	10										
132	12 997	51	9							86			
3 322	30 146	2	12										32 198
393	6 087	16	198		46	2	6	139	200	91	88		
114	21 779	127	8							9 951			
20 549	108 427	297	496		46	2	6	139	206	10 514	90	1	32 198

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

43	38		5						1	3			21
1 070	495	5	27							265			
266	180	3	10							124			
778	1 385												30 683
2 157	2 098	8	42						1	392			30 704

Ce programme vise à délivrer des permis de transport ou de location, à fixer des taux et tarifs de transport ou de location et à statuer sur l'adjudication ou le prix des contrats de transport d'écoliers.

161	126	6	8							81			
-----	-----	---	---	--	--	--	--	--	--	----	--	--	--

TRANSPORTS

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 7
Sommaire: page 1-12**TRANSPORTS MARITIME ET AÉRIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES		
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Entretien
1. Transport maritime	26 798		23 759	707	39	44	46	173
2. Transport aérien	40 218	14 026	22 167	712	93	39	2 113	121
TOTAL:	67 016	14 026	45 926	1 419	132	83	2 159	294

PROGRAMME 8
Sommaire: page 1-24**TRANSPORT AÉRIEN GOUVERNEMENTAL**

1. Transport des personnes et des marchandises	10 067		9 963	4 283	146	202	121	1 164
2. Protection de la forêt	6 908	2	6 623	1 793	363	293	138	1 943
TOTAL:	16 975	2	16 586	6 076	509	495	259	3 107

PROGRAMME 9
Sommaire: page 1-14**TRANSPORT SCOLAIRE**

1. Aide au transport scolaire	270 482		268 668					
2. Soutien administratif	901		784	723		13	30	3
TOTAL:	271 383		269 452	723		13	30	3

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	1 680 905	14 645	1 584 810	159 602	38 260	5 769	15 465	114 180
Permanents	400		620				220	
	1 681 305	14 645	1 585 430	159 602	38 260	5 769	15 685	114 180

FONCTIONNEMENT
— PERSONNELFONCTIONNEMENT
— AUTRES DÉPENSES**TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:**

197 862

277 512

Ce programme vise à assurer le maintien, l'amélioration et le développement des services de transport maritime et aérien.

				CAPITAL — PERSONNEL	CAPITAL — AUTRES DÉPENSES					TRANSFERT			
Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
34	189		6			2	105		1	24	241	6	22 142
905	295	1	7		13	1	55	165	127	329	597	2	16 592
939	484	1	13		13	3	160	165	128	353	838	8	38 734

Ce programme vise à fournir des services spécialisés de transport aérien à des fins gouvernementales.

26	3 326	25	103			1	13	35	458	60		
12	1 958	7	18						98			
38	5 284	32	121			1	13	35	556	60		

Ce programme vise à permettre aux institutions des niveaux primaire et secondaire d'assurer les services de transport aux étudiants.

												268 668
5	10											
5	10											268 668

23 927 116 906	349	696	57 677 17 003	5 019 13 891 25 439 28 259 14 498 235 367 5 540	706 963 400
23 927 116 906	349	696	57 677 17 003	5 019 13 891 25 439 28 259 14 498 235 367 5 540	707 363
CAPITAL — PERSONNEL				CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
74 680				328 013	707 363

TRAVAIL

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-12**RELATIONS ET NORMES DE TRAVAIL**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Protection des droits d'association et d'accréditation	3 360		3 238	2 870	63	200	29
2. Relations du travail	4 654		3 372	2 345	33	295	433
Permanents ¹			405		17		388
Permanents ²			103				103
3. Soutien aux relations du travail dans la construction	637		512	274	12	11	207
Permanents ²	27		26				26
TOTAL:	8 678		7 656	5 489	125	506	1 186

¹ Loi sur les commissions d'enquête, L.R.Q., c. C-37.

— Commission d'enquête sur les conditions de santé et de sécurité des établissements de la compagnie « Les Produits Chimiques Expro Inc. ».

385 000 \$

— Commission d'enquête sur le comité paritaire des coiffeurs de Sherbrooke.

10 000 \$

— Commission d'enquête sur le comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal.

10 000 \$

² Loi sur la mise en tutelle de certains syndicats ouvriers, L.Q., 1975, c. 57.

— Syndicat du transport de Montréal « Employés des services d'entretien, C.S.N. ».

103 000 \$

— L'association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada, local 144 et l'association unie des ouvriers en tuyauterie du Québec inc.

26 000 \$

PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-12**AIDE FINANCIÈRE À LA COMMISSION DE LA SANTÉ ET
DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL**

TOTAL:	21 151	21 130		
---------------	---------------	---------------	--	--

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-12**CONSEIL DES SERVICES ESSENTIELS**

TOTAL: Permanents³	911	870	534	134	113
--------------------------------------	------------	------------	------------	------------	------------

³ Code du travail, L.R.Q., c. C-27.

Ce programme vise à établir le cadre des relations entre employeurs ou associations d'employeurs et salariés ou associations de salariés, à favoriser ces relations et à étendre des conditions de travail déjà négociées à des groupes de travailleurs non soumis à des conventions collectives.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fournitures	Équipement	Autres dépenses	Équipement	
5	11	45	8		7	
3	34	49	5	2	1	172
		5	2		1	
8	45	99	15	2	9	172

Ce programme vise la protection des travailleurs en s'assurant de la sécurité et de l'hygiène au travail.

						21 130
--	--	--	--	--	--	--------

Ce programme vise à permettre aux citoyens de continuer à bénéficier de services jugés essentiels, lorsque des travailleurs exercent leur droit de grève dans les services de santé, dans les services sociaux et dans certains services publics.

1	12	21	5	6	44	
---	----	----	---	---	----	--

TRAVAIL

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-12**DIRECTION ET GESTION INTERNE**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Recherche et planification	3 325		3 050	2 479	98	166	231
2. Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre	348		297	238		30	25
3. Direction	1 053		926	763	37	88	6
4. Soutien administratif et technique	1 087	8	824	577	29	48	44
TOTAL:	5 813	8	5 097	4 057	164	332	306

PROGRAMME 5
Sommaire: page 1-12**AIDE FINANCIÈRE RELATIVE AUX ACTIVITÉS DE PLACEMENT
DE L'OFFICE DE LA CONSTRUCTION**

TOTAL:	5 616	5 366		
---------------	--------------	--------------	--	--

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	41 231	8	38 715	9 546	272	838	975
Permanents	938		1 404	534	17	134	630
	42 169	8	40 119	10 080	289	972	1 605

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
10 369	2 941

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes et à favoriser l'acquisition des connaissances nécessaires à la mise en œuvre de programmes et d'activités dans le domaine des relations du travail.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Équipe- ment	
5	16	35	3	5	12	
		3		1		
	9	20	3			
5		35	9	1	76	
10	25	93	15	7	88	

Ce programme vise à aider financièrement l'Office de la construction pour ses activités reliées au placement.

						5 366
18	70	192	30	9	97	26 668
1	12	21	5	6	44	
19	82	213	35	15	141	26 668
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES	TRANSFERT
					141	26 668

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 1
Sommaire: page 1-24**ALLOCATION DE L'ESPACE ET DE L'ÉQUIPEMENT**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Acquisition et gestion de l'espace Permanents ¹ Permanents ²	109 518	9	109 135 320 12	2 946	148	151	11 192
2. Construction d'immeubles	37 755		34 928	2 644	122	124	38
3. Aménagement fixe de l'espace	18 925	16	18 158	2 471	175	164	208
4. Fourniture d'ameublement et d'accessoires	7 753		7 663	758	54	1 225	
TOTAL:	173 951	25	170 216	8 819	499	1 664	11 438

¹ Loi électorale, L.R.Q., c. E-3.1.² Loi sur la protection des personnes et des biens en cas de sinistre, L.R.Q., c. P-38.1.PROGRAMME 2
Sommaire: page 1-24**EXPLOITATION DES IMMEUBLES**

1. Conservation et réparation des immeubles	15 326		14 617	4 506	54	118	75
2. Opération des immeubles	54 137	5	53 900	11 133	1 278	130	178
3. Sécurité et stationnement	13 682		13 224	9 982	57	50	2 966
4. Services gouvernementaux	22 978		22 495	3 971	253	16 951	11
5. Gestion interne et soutien	9 340	5	8 557	6 223	769	738	67
6. Sécurité d'édifices par le Ministère de la Justice*	4 355		4 277	3 495		29	713
TOTAL:	119 818	10	117 070	39 310	2 411	18 016	4 010

* Crédits et dépenses pour la période du 28 septembre 1983 au 31 mars 1984 sous la juridiction du Ministère de la Justice en vertu du décret 2010-83.

PROGRAMME 3
Sommaire: page 1-24**APPROVISIONNEMENT**

1. Approvisionnement	4 933		4 922	4 438	176	73	40
2. Fonds renouvelable*	8 193	8 193					
TOTAL:	13 126	8 193	4 922	4 438	176	73	40

* Le fonds renouvelable a pour objet de défrayer les coûts d'acquisition d'équipements informatiques. Les recettes provenant de la location de ces équipements aux ministères et organismes du gouvernement et de leur vente lors de la fin de leur vie utile, sont versées au fonds renouvelable et réutilisées aux mêmes fins.

Ce programme vise à fournir, aménager et équiper les immeubles construits, achetés ou loués en fonction des besoins des ministères.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
144	93 496 320 12	51	13	280		40		45	602	27	
969	4	26	19	13	1	3 887	73	118	26 809	7	74
5 684		148	1 256	13		400	60	367	7 210	2	
1		125	5 185	2				313			
6 798	93 832	350	6 473	308	1	4 327	133	843	34 621	36	74

Ce programme vise à entretenir, gérer et assurer la sécurité des immeubles gouvernementaux et à fournir à leurs occupants un service des postes et messageries.

6 484	8	885	44	3		84	2	122	2 232		
17 422	529	22 786	197	15				232			
9	3	119	12					26			
170	44	418	382	2				293			
257	40	266	62					133		2	
		16	11					13			
24 342	624	24 490	708	20		84	2	819	2 232	2	

Ce programme vise à effectuer les achats du gouvernement aux meilleures conditions pour l'économie du Québec et à assurer le fonctionnement du répertoire des fournisseurs et des loueurs de machinerie lourde.

4	23	84	4	2				78			
4	23	84	4	2				78			

TRAVAUX PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT

(MILLIERS \$)

PROGRAMME 4
Sommaire: page 1-24**GESTION INTERNE ET SOUTIEN**

ÉLÉMENTS	CRÉDITS AUTORISÉS	IMPUTATIONS		FONCTIONNEMENT — PERSONNEL		FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES	
		Prêts, Placements et Avances	Dépenses	Traite- ments	Autres rémuné- rations	Com- muni- cations	Services
1. Direction	2 127		1 867	1 346	97	144	236
2. Soutien administratif Permanents ³	4 965	1	4 686 6	3 405	78	64	320
TOTAL:	7 092	1	6 559	4 751	175	208	556

³ Loi sur d'administration financière, L.R.Q., c. A-6.

TOTAL DES PROGRAMMES:

Votés	313 987	8 229	298 429	57 318	3 261	19 961	16 044
Permanents			338				
	313 987	8 229	298 767	57 318	3 261	19 961	16 044

TOTAL DES SUPER-CATÉGORIES:

FONCTIONNEMENT — PERSONNEL	FONCTIONNEMENT — AUTRES DÉPENSES
60 579	194 709

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, physiques et financières essentielles à la gestion des programmes du ministère.

					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
Entretien	Loyers	Fourni- tures	Équipe- ment	Autres dépenses	Com- muni- cations	Services	Fourni- tures	Équipe- ment	Immo- bilisa- tions	Autres dépenses	
2	6	24	3					1			8
50	177	305	32	37 6				218			
52	183	329	35	43				219			8
31 196	94 330	25 253	7 220	367	1	4 411	135	1 959	36 853	38	82
	332			6							
31 196	94 662	25 253	7 220	373	1	4 411	135	1 959	36 853	38	82
					CAPITAL — AUTRES DÉPENSES						TRANSFERT
					43 397						82

SECTION **2**

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES

Cette catégorie d'opérations regroupe les activités de placements, les opérations du compte des régimes de retraite de même que les variations des comptes du fonds de roulement du Gouvernement (Autres comptes*), à l'exception de l'encaisse.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	2-3
Placements	2-4
Compte des régimes de retraite	2-6
Autres comptes*	2-6

REGISTRATION INFORMATION

1. Name of the registrant: _____
 2. Address of the registrant: _____
 3. City and State: _____
 4. Zip: _____

5. Date of registration: _____

6. Signature of the registrant: _____
 7. Title of the registrant: _____

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1984
(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Placements	- 150 562
Compte des régimes de retraite	+ 1 056 732
Autres comptes	- 14 406
Surplus	<u>+ 891 764</u>

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et
le signe (+) signifie une source de financement.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1984
(MILLIERS \$)

PLACEMENTS

SOMMAIRE

	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises du gouvernement du Québec	134 807	195	3 069	138 071
Municipalités et organismes municipaux		(1 490)	(99)	(1 589)
Particuliers, sociétés et autres	(14 995)	(505)	29 580	14 080(2)
	<u>119 812</u>	<u>(1 800)</u>	<u>32 550</u>	<u>150 562(2)</u>

DÉTAIL

	Déboursés(1)	Recettes	Redresse- ments	Total
Entreprises du gouvernement du Québec				
Actions et mise de fonds				
Raffinerie de sucre du Québec	9 000			9 000
Société de développement autochtone de la Baie James	250			250
Société de développement des industries de la culture et des communications	2 500			2 500
Société générale de financement du Québec	31 000			31 000
Société nationale de l'amiante	10 657			10 657
Société québécoise des transports	20 000		15 000(3)	35 000
Société québécoise d'exploration minière	10 000			10 000
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	6 400			6 400
Société québécoise d'initiatives pétrolières	30 000			30 000
	<u>119 807</u>		<u>15 000</u>	<u>134 807</u>
Obligations				
Société d'habitation du Québec		844	1 039(4)	195
Prêts et avances *				
Office de l'électrification rurale		406		(406)
Office du crédit agricole du Québec		12 150		(12 150)
Sidbec	16 100	7 100	3 461(5)	12 461
Société de développement coopératif	2 000			2 000
Société de développement industriel du Québec	3 000	759	64	2 305
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	3 700			3 700
Société d'habitation du Québec	1 905	7 803	(1 039)(4)	(6 937)
Société du parc industriel du centre du Québec	270			270
Société nationale de l'amiante	1 878	52		1 826
	<u>28 853</u>	<u>28 270</u>	<u>2 486</u>	<u>3 069</u>
	<u>148 660</u>	<u>29 114</u>	<u>18 525</u>	<u>138 071</u>

* Excluant 35 113 300 \$ d'avances au 1^{er} avril 1983 à la Société d'aménagement de l'Outaouais, annulées le 22 décembre 1983 par virement au compte de la « Dette nette ».

DÉTAIL (suite)

	Déboursés (1)	Recettes	Redresse- ments	Total
Municipalités et organismes municipaux				
Obligations et billets		1 490		(1 490)
Prêts et avances		99		(99)
		1 589		(1 589)
Particuliers, sociétés et autres				
Actions et mises de fonds				
Les Entreprises Bussièrès Ltée	5			5
1848-7199 Québec Inc.			(15 000) (3)	(15 000)
	5		(15 000)	(14 995)
Obligations				
Gouvernement du Canada		505		(505)
Prêts et avances				
Particuliers				
Étudiants	7 209	1 679	422 (6)	5 952
Pêcheurs	9 560	4 062		5 498
Producteurs agricoles	945			945
	17 714	5 741	422	12 395
Sociétés et autres				
Avances et fonds locaux aux employés				
du Gouvernement	15 682	11 309	6 (7)	4 379
Centre de promotion de l'industrie agricole et				
alimentaire du Québec	70	601		(531)
Centre d'information et d'animation				
communautaire de Ste-Scholastique	200			200
Comité organisateur du congrès 1984 de la Fédération				
Mondiale des Villes Jumelées				
- Cités Unies Inc.	250	50		200
Coopératives		327		(327)
Corporations agricoles	263	3		260
Corporations industrielles	3 815	6 314	(939) (8)	(3 438)
Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	10 000			10 000
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement	1 800			1 800
Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de				
services d'enseignants	200			200
Fonds renouvelable des publications gouvernementales		548		(548)
Fonds renouvelable de la Direction				
des services informatiques aux réseaux d'enseignement	2 600			2 600
Fonds renouvelable du Service de la cartographie			148 (9)	148
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques	8 193			8 193
Madelipêche Inc.	4 850		(300)	4 550
Pêcheurs	1 131	357		774
Québécois Inc.	125			125
1848-7199 Québec Inc.	13 900	25 300		(11 400)
	63 079	44 809	(1 085)	17 185
	80 793	50 550	(663)	29 580
	80 798	51 055	(15 663)	14 080

(1) Y compris les montants à payer.

(2) Excluant la variation de la provision pour créances irrécouvrables de 3 788 506 \$ portée à la dette nette.

(3) Valeur comptable des actions de 1848-7199 Québec Inc. consolidée avec la Société québécoise des transports.

(4) Obligations émises par la Société d'habitation du Québec en règlement d'avances consenties.

(5) Intérêts capitalisés.

(6) Montant formé principalement de revenus d'intérêts capitalisés de 938 355 \$ et de créances radiées de 516 096 \$ inscrites aux dépenses.

(7) Montant de 5 961 \$ porté aux revenus et 300 \$ portés à la dépense.

(8) Montant de 875 122 \$ porté à la dépense aux titres de remises de dette.

(9) Montant de 148 436 \$ porté aux revenus «Ventes de biens et services» pour la valeur des stocks mis à la disposition du Fonds.

2-6

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Année financière terminée le 31 mars 1984
(MILLIERS \$)

COMPTES DES RÉGIMES DE RETRAITE

DÉTAIL	Cotisations des partici- pants et con- tributions de certains organismes +	Contributions du Gouverne- ment à titre d'employeur	Pensions et autres paiements	Excédent
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (R.R.E.G.O.P.)	542	615 827	27 737	588 632
Régime de retraite des enseignants (R.R.E.)	99 960	402 910	185 036	317 834
Régime de retraite des fonctionnaires (R.R.F.)	69 020(1)	156 477	129 893	95 604
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	11 385	47 262	8 649	49 998
Régime de retraite des membres de la Législature	575	3 161	3 736	
Régime de retraite des juges et coroners	1 554	7 244	4 134	4 664
	<u>183 036</u>	<u>1 232 881(2)</u>	<u>359 185</u>	<u>1 056 732</u>

(1) Y compris des contributions de certains organismes de 5 562 423 \$ pour le service courant et 17 000 000 \$ pour le service passé.

(2)	Service courant(a)	Service passé	Intérêt(b)	Total
R.R.E.G.O.P.	302 246		313 581	615 827
Autres régimes				
Enseignants (R.R.E.)	109 724(c)	182 297	110 889	402 910
Fonctionnaires (R.R.F.)	41 334	75 786	39 357	156 477
Membres de la Sûreté du Québec	15 939	16 447	14 876	47 262
Membres de la Législature	1 223	1 938		3 161
Juges et coroners	3 782	1 877	1 585	7 244
	<u>474 248</u>	<u>278 345</u>	<u>480 288</u>	<u>1 232 881</u>

(a) 140% des cotisations des employés à l'exception du R.R.E.G.O.P., du R.R.E. et du R.R.F. où la contribution du Gouvernement à titre d'employeur est égale à celle de l'employé depuis le 1^{er} juillet 1982 (L.Q., 1982, c. 33).

(b) Intérêt sur le solde du compte au 31 mars précédent.

(c) Y compris 9 000 000 \$ à titre de paiement initial pour couvrir les frais de retraite anticipée accordée aux employés des commissions scolaires.

AUTRES COMPTES

DÉTAIL	31 mars 1984	31 mars 1983	Montants portés à la dette nette	Variation(1)
Comptes d'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	53 780	32 605		- 21 175
Comptes à recevoir				
Agents et mandataires	1 048 123	924 814		- 123 309
Autres débiteurs	809 553	815 067	(79 256) (2) (3)	- 73 742
Intérêts courus	19 302	24 677	(1 156) (2)	+ 4 219
Comptes de passif:				
Chèques en circulation	223 716	331 894		- 108 178
Avances des fonds en fidéicommis	51 448	48 645		+ 2 803
Compte d'accords de perception fiscale	175 386	181 381		- 5 995
Comptes à payer	1 077 980	856 523		+ 221 457
Intérêts courus	832 987	743 473		+ 89 514
Excédent des comptes du passif sur les comptes de l'actif	<u>(430 759)</u>	<u>(364 753)</u>	<u>(80 412)</u>	<u>- 14 406</u>

(1) Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

(2) Créances à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais annulées par virement au compte de la « Dette nette ».

(3) Variation de la provision pour créances irrécouvrables de 57 370 159 \$.

SECTION

3

FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire	3-3
Variation de l'encaisse	3-4
Nouveaux emprunts	3-4
Remboursements d'emprunts	3-6
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	3-9

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

Page	Besoins financiers nets	
1-2	Opérations budgétaires — déficit	-3 112 545
2-3	Opérations non budgétaires — surplus	+ 891 764
		<u>-2 220 781</u>
	Financement	
3-4	Variation de l'encaisse	- 13 700
3-4	Nouveaux emprunts	+ 2 796 988
3-6	Remboursements d'emprunts (1)	- 562 507
		<u>+ 2 220 781</u>

N.B. Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

(1) Y compris 50 729 015 \$ de contributions aux fonds d'amortissement.

3-4

FINANCEMENT

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

VARIATION DE L'ENCAISSE

DÉTAIL	31 mars 1984	31 mars 1983	Montant porté à la dette nette	Variation*
Espèces en banque	50 837	37 605	(348)(1)	- 13 580
Placements temporaires	284 895	284 775		- 120
Emprunts temporaires				
Encaisse	335 732	322 380	(348)	- 13 700

* Le signe (-) indique une augmentation de l'encaisse.

(1) Montant de 347 300 \$ avancé à la Société d'aménagement de l'Outaouais en avril 1983 et annulé le 22 décembre 1983 par virement au compte de la « Dette nette ».

NOUVEAUX EMPRUNTS

SOMMAIRE

Bons du trésor		160 000
Obligations négociables	1 830 429	
remboursables à demande	729 907	
non négociables	5 332	2 565 668
		2 725 668
Autres emprunts		71 320
		2 796 988

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
Bons du trésor					
Émis					4 975 000
Remboursés					4 815 000
Augmentation nette					160 000
Obligations					
Négociables					
En monnaie du Canada					
1983-04-07	1993-04-07	12,00	99,50		177 000
1983-04-07	2003-04-07	13,00	99,50		53 000
1983-05-25	1988-07-25	11,00	100,08		125 000
1983-07-06	1993-07-06	12,00 A	100,00		50 000
1983-08-25	1993-08-25	12,50	99,25		150 000
1983-12-05	1986-12-05	10,65	100,00		100 000
1983-12-05	1993-12-05	12,125	99,91		125 000
1983-12-22	1993-12-05	12,125	98,83		75 000
1984-02-27	1994-02-27	12,25	98,44		132 000
1984-02-27	2003-04-07	13,00	97,625		93 000
1984-03-21	2003-04-07	13,00	97,96		75 000
					1 155 000

NOUVEAUX EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Prix à l'acheteur	Valeur nominale	Montants
En monnaie des États-Unis					
1983-05-24	1995-05-24	10,00 A	90,48	50 000	61 493
1983-10-01	1993-10-01	12,125	98,87	100 000	123 244
1983-10-01	2013-10-01	13,00	99,125	100 000	123 243
1984-02-01	1994-02-01	12,25 A	100,00	150 000	187 163
				400 000 \$ É.-U.	495 143 (1)
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1983-04-15	1991-04-15	7,50 A	100,00	200 000 D.M.	101 120 (1)
En monnaie de la Suisse					
1983-11-16	1986-1993-11-16	5,625 A	100,00	100 000 F.S.	57 102 (1)
En monnaie du Royaume-Uni					
1984-02-15	2020-03-15	12,25	97,80	12 500 L.S.	22 064 (1)
					1 830 429
Remboursables à demande					
En monnaie du Canada					
Obligations d'épargne du Québec					
1982-06-01	1997-06-01	16,50—10,50	100,00		1 953
1983-06-01	1993-06-01	9,50—8,50	100,00		727 954
					729 907
Non négociables					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Régime de pensions du Canada					
1983-1984	2003-2004	10,92—12,14	100,00		5 332
					2 565 668
Autres emprunts					
En monnaie du Canada					
Emprunt escompté					
1983-06-14	1988—1992-06-14	8,50 A	100,00		1 191 (2)
En monnaie des États-Unis					
1983-06-02	1987—1993-11-13	(3)	100,00	50 000	61 501
1983-06-28	1986-06-30	11,25	100,00	2 000	2 461
1983-08-03	1988-08-03	12,20	100,00	2 000	2 470
1983-08-18	1988-08-18	12,625	100,00	2 000	2 466
1983-08-25	1988-09-15	12,375	100,00	1 000	1 231
				57 000 \$ É.-U.	70 129 (1)
					71 320
					2 796 988

A Intérêts payables annuellement.

(1) Équivalent canadien de la valeur nominale à la date de réalisation de l'emprunt.

(3) Taux du LIBOR plus 0,475%.

(2) Ce montant représente la capitalisation de l'escompte sur un emprunt de 50 000 000 \$ réalisé pour 33 404 500 \$ le 14 juin 1982.

Le taux effectif pour l'acheteur est de 16,29%.

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS

SOMMAIRE

Obligations — négociables		221 414
— remboursables à demande		<u>288 001</u>
		509 415
Autres emprunts		<u>2 363</u>
Emprunts remboursés		511 778
Contributions aux fonds d'amortissement: obligations	46 520	
autres emprunts	<u>4 209</u>	<u>50 729</u>
		<u><u>562 507</u></u>

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)

DÉTAIL

		Valeur nominale	
Date d'échéance	Date d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien(*)
Obligations			
Négociables			
En monnaie du Canada			
1983-04-01	1978-04-05		3 400
1983-04-15	1971-04-15		2 905
1983-05-01	1979-05-01		1 764
1983-05-01	1979-05-01		1 380
1983-05-01	1979-05-01		1 328
1983-06-01	1966-06-01		8 296 (1)
1983-07-15	1962-01-15		26 556 (1)
1983-11-01	1973-11-01		830
1983-11-16	1978-11-16		40 000
1983-12-07	1977-12-07		32 000
1983-12-15	1971-12-15		2 500
1983-12-15	1971-12-15		5 000
1984-03-15	1972-03-15		10 000
1986-12-01 (2)	1966-12-01		62
2000-09-09 (3)	1975-09-09		28 684
2000-11-10 (4)	1975-11-10		7 235
2000-11-10 (4)	1976-11-10		15 586
2001-03-01 (5)	1976-03-01		8 536
			<u>196 062</u>
Assumées			
En monnaie du Canada			
Institut Armand-Frappier			
1983-04-01			<u>177</u>
			<u>196 239</u>
Négociables			
En monnaie des États-Unis			
1997-06-01	1972-06-01 (7)	6 000	5 902 (6)
1995-11-01	1977-11-01 (7)	2 400	2 669 (6)
1988-01-15	1973-01-15 (7)	2 000	1 998 (6)
1985-03-01	1970-03-01 (7)	900	963 (6)
		<u>11 300 \$ É.-U.</u>	<u>11 532</u>

(*) À la date de réalisation des emprunts.

(1) Excluant 1 626 \$ de contributions du Fonds d'amortissement

1983-06-01	1966-06-01	1 125 \$
1983-07-15	1962-01-15	501
		<u>1 626 \$</u>

(2) Obligations encaissables par anticipation à toutes dates de paiement d'intérêt.

(3) Obligations encaissables par anticipation le 9 septembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.

(4) Obligations encaissables par anticipation le 10 novembre 1983 sur préavis de 6 à 12 mois.

(5) Obligations encaissables par anticipation le 1^{er} mars 1984 sur préavis de 6 à 12 mois.

(6) La variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère apparaît à la page 3-9.

(7) Remboursements contractuels.

FINANCEMENT**Année financière terminée le 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (suite)**DÉTAIL**

Date d'échéance	Date d'émission	Valeur nominale	
		En monnaie étrangère	En équivalent canadien (*)
Assumées			
En monnaie des États-Unis			
Construction du boulevard			
Métropolitain de Montréal			
1984-02-01	1960-02-01	1 179	1 194
1983-11-01	1962-11-01	1 610	1 631
		<u>2 789</u>	<u>2 825 (6)</u>
		<u>14 089 \$ É.-U.</u>	<u>14 357</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne			
1983-07-01	1972-07-01	<u>10 000 D.M.</u>	<u>3 123 (6)</u>
En monnaie de la France			
1983-06-15	1972-06-15	<u>12 000 F.F.</u>	<u>2 414 (6)</u>
En monnaie du Japon			
1983-09-28	1972-09-28	<u>1 000 000 Yens</u>	<u>3 269 (6)</u>
En unités de compte européennes			
1983-12-17	1979-12-17	<u>1 000 U.C.E.</u>	<u>2 012 (6)</u>
			221 414
Remboursables à demande			
En monnaie du Canada			
Obligations d'épargne du Québec			
1983-04-01	1973-04-01		29 957
1988-06-01	1978-06-01		4 764
1989-06-01	1979-06-01		4 007
1993-06-01	1983-06-01		101 284
1995-06-01	1980-06-01		39 966
1996-06-01	1981-06-01		14 301
1997-06-01	1982-06-01		93 722
			<u>288 001</u>
			509 415
Autres emprunts			
En monnaie du Canada			
Gouvernement du Canada			
Zones spéciales			
1983-04-01	1972—1979-04-01		1 872
Institutions universitaires (assumées)			
		<u>491</u>	<u>2 363</u>
			511 778
Emprunts remboursés			
Contributions aux fonds d'amortissement			
Pour détail, voir page 5-41			
voir page 5-45			
		<u>46 520</u>	<u>50 729</u>
		<u>4 209</u>	<u>50 729</u>
Total			
			<u>562 507</u>

(*) À la date de réalisation des emprunts.

(6) La variation du change sur les remboursements en monnaie étrangère apparaît à la page suivante.

**Variation du change sur les remboursements
d'emprunts en monnaie étrangère**

		Équivalent canadien de la valeur nominale			
		Valeur nominale	À la date de réalisation	À la date du remboursement	Variation
En monnaie des États-Unis					
Obligations négociables					
1997-06-01	1972-06-01	6 000	5 902	7 378	1 476
1995-11-01	1977-11-01	2 400	2 669	2 958	289
1988-01-15	1973-01-15	2 000	1 998	2 504	506
1985-03-01	1970-03-01	900	963	1 126	163
Obligations assumées					
Construction du boulevard Métropolitain de Montréal		2 789	2 825	3 414	589
		14 089 \$ É.-U.	14 357	17 380	3 023
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne					
1983-07-01	1972-07-01	10 000 D.M.	3 123	4 831	1 708
En monnaie de la France					
1983-06-15	1972-06-15	12 000 F.F.	2 414	2 284	(130)
En monnaie du Japon					
1983-09-28	1972-09-28	1 000 000 Yens	3 269	5 011	1 742
En unités de compte européennes					
1983-12-17	1979-12-17	1 000 U.C.E.	2 012	1 223	(789)
Total			25 175	30 729	5 554 (1)

(1) Montant inscrit aux opérations de l'année.

SECTION

4

ACTIF ET PASSIF**DETTE NETTE**

TABLE DES MATIÈRES

ACTIF ET PASSIF

PAGE

Actif et passif

4-2

Dette nette

4-4

Notes complémentaires

4-5

4-2

ACTIF ET PASSIF

au 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

ACTIF

	1984	1983
Page		
	50 837	37 605
5-3 Espèces en banque	284 895	284 775
Placements temporaires	53 780	32 605
5-4 Espèces et effets en main et dépôts en circulation	1 857 676	1 739 881
Comptes à recevoir	19 302	24 677
5-5 Intérêts courus		
	2 266 490*	2 119 543
5-6 Placements — actions, obligations, billets, prêts et avances		
5-6 Entreprises du gouvernement du Québec (note 3)	6 355 161	6 252 203
5-14 Municipalités et organismes municipaux	71 149	72 738
5-22 Particuliers, sociétés et autres	163 631	153 340
	6 589 941	6 478 281
5-25 Autres éléments d'actif	2 210	2 210
TOTAL DE L'ACTIF	8 858 641	8 600 034
DETTE NETTE	17 457 851	14 225 644
	26 316 492	22 825 678

Le contrôleur des finances,
Guy Langlois, c.a.

Le sous-ministre des Finances,
Robert Normand

Québec, le 30 novembre 1984.

PASSIF

	1984	1983
Page		
Chèques en circulation	223 716	331 894
Avances des fonds en fidéicomis	51 448	48 645
5-26 Compte d'accords de perception fiscale	175 386	181 381
5-27 Comptes à payer (note 6)	1 077 980	856 523
5-27 Intérêts courus	832 987	743 473
	<u>2 361 517 *</u>	<u>2 161 916</u>
5-28 Compte des régimes de retraite (note 7)	<u>5 545 403</u>	<u>4 488 671</u>
5-28 Bons du trésor	1 485 000	1 325 000
5-29 Obligations moins fonds d'amortissement (note 8)	15 262 667	13 252 934
5-43 Autres emprunts moins fonds d'amortissement (note 8)	1 661 905	1 597 157
	<u>18 409 572</u>	<u>16 175 091</u>
TOTAL DU PASSIF	<u><u>26 316 492</u></u>	<u><u>22 825 678</u></u>

Passifs éventuels et engagements financiers (note 9)

* Ces actifs de 2 266 490 \$ et ces passifs de 2 361 517 \$ reflètent une situation déficitaire de 95 027 \$ du Fonds consolidé du revenu au 31 mars 1984.

4-4

DETTE NETTE

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Solde au début	14 225 644	10 652 655
Déficit des opérations budgétaires	3 112 545	3 049 030
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	61 159	109 263
Annulation des créances à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais (note 5)	58 503	
Intégration de l'Office des autoroutes du Québec		414 696
Solde à la fin	17 457 851	14 225 644

NOTES COMPLÉMENTAIRES

1 — Conventions comptables

Les états financiers du gouvernement du Québec ont été préparés en conformité avec les conventions comptables apparaissant à la page 13. L'énoncé énumère les principales conventions comptables ayant fait l'objet de décisions du Conseil du trésor et l'exposé du Contrôleur des finances y apporte des précisions pour les fins de leur application pratique.

Ces états financiers comprennent les comptes relatifs au Fonds consolidé du revenu et ceux du Fonds des services de santé.

À ces comptes, sont généralement inscrites toutes les opérations financières des ministères listés à l'annexe 1 et celles des organismes figurant à cette même annexe pour autant que les dépenses de fonctionnement de ces derniers imputables sur les crédits et leurs paiements sont faits sur le Fonds consolidé du revenu et dont les revenus y sont généralement crédités. Cette liste exclut les organismes et les entreprises d'État qui bénéficient de paiements de transfert à même ce Fonds.

2 — Dépenses en capital

a) Du gouvernement du Québec

Les dépenses en capital incluses dans les dépenses de l'année 1983-1984 et s'élevant à 539,0 millions \$ (535,6 millions \$ en 1982-1983) ainsi que la liste des biens en capital apparaissent à la section 2 du volume 2 des Comptes publics.

b) Contributions du Gouvernement aux dépenses en capital des personnes, corporations et institutions

À la page 1-31 apparaissent les paiements de transfert au montant de 18 714,9 millions \$ (16 755,2 millions \$ en 1982-1983) à des personnes, corporations et institutions. Ce montant comprend, entre autres, les contributions du Gouvernement pour leurs dépenses en capital.

3 — Placements

Les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec sont inscrits comme suit:

	1984	1983
	(millions \$)	(millions \$)
Hydro-Québec — au montant de ses réserves		
au 31 décembre 1980	4 374,1	4 374,1
Autres — au coût	1 981,1	1 878,1
	<u>6 355,2</u>	<u>6 252,2</u>

Les comptes des entreprises du gouvernement du Québec sont présentés à leurs propres états financiers et conséquemment, sont exclus de ceux du Gouvernement.

À titre d'information, l'annexe 2 montre l'Avoir du Gouvernement dans ses entreprises au montant de 8 008,7 millions \$ (7 373,7 millions \$ en 1983), y compris 72,2 millions \$ en 1984 pour celles dans lesquelles il n'a pas d'apport. Cet avoir comprend les montants inscrits au 31 mars 1984 augmentés des excédents et des réserves accumulés par certaines entreprises et diminués des déficits accumulés par d'autres.

4 — Transfert de biens meubles et immeubles à une entreprise du Gouvernement

La Loi sur la Société immobilière du Québec (Lois de 1983, c.40) a pour objet de constituer la Société immobilière du Québec et elle prévoit, entre autres, le transfert en faveur de la Société, moyennant considération et autres conditions déterminées par le Gouvernement, des biens meubles et immeubles faisant partie du domaine public et administrés par le ministère des Travaux publics et de l'Approvisionnement.

Le revenu sous le poste de ventes de biens et services inclut le transfert de deux immeubles à la Société immobilière du Québec, soit le nouveau Palais de Justice de Québec et l'Édifice Henri-Bourassa à Montréal. Ce transfert a été effectué le 30 mars 1984 pour la considération d'un montant payé comptant de 66,7 millions \$.

Par le décret 2151-84 du 25 septembre 1984, le Gouvernement a transféré le 1^{er} octobre 1984 à la Société immobilière du Québec des biens immeubles au montant de 522,7 millions \$ et des biens meubles de 5,6 millions \$ dont il avait la propriété.

Le règlement de ce transfert s'est effectué comme suit:

	(millions \$)
Billet à demande en faveur du Ministre des Finances et ne portant pas intérêt	448,3
80 000 actions de la Société immobilière du Québec émises en faveur du Ministre des Finances	80,0
	<u>528,3</u>

Selon les dispositions de la Loi sur la Société immobilière du Québec le montant de ce billet et la valeur des actions donnés en considération de ce transfert de 528,3 millions \$ réduiront la dette nette du Gouvernement du même montant en 1984-1985.

5 — Annulation des créances à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais

La Loi modifiant des dispositions législatives concernant les municipalités (Lois de 1983, c.57) annule par virement au compte de la dette nette du Gouvernement tout montant dû par la Société d'aménagement de l'Outaouais au Ministre des Finances au 22 décembre 1983.

Le montant dû par la Société d'aménagement de l'Outaouais au gouvernement du Québec s'établissait comme suit au 22 décembre 1983:

	(millions \$)
Avances	35,4
Intérêts échus	21,9
Intérêts courus	1,2
	<u>58,5</u>
Montant porté à la dette nette	

6 — Comptes à payer

Le montant de 1 078,0 millions \$ représente la partie non acquittée du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée au 31 mars 1984 (856,5 millions \$ en 1983). Cependant, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit et être portées aux comptes à payer. L'estimation de ces comptes à payer non inscrits au 31 mars 1984 apparaît à l'annexe 3 et s'élève à 751,3 millions \$ (1 317,7 millions \$ en 1983: montant redressé).

7 — Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 3 519,3 millions \$ pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 2 026,1 millions \$ pour les autres régimes. Au 31 mars 1983, les soldes se chiffraient respectivement à 2 930,7 et 1 558,0 millions \$.

a) Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 3 519,3 millions \$ ne comprend pas 1 475,7 millions \$ pour d'autres obligations du Gouvernement envers ce Régime dont les estimations ont été établies aux dates mentionnées ci-après.

En effet, les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des affaires sociales, sont estimées par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances à 929,6 millions \$ au 31 décembre 1983 et cette estimation est basée sur les données de population et les hypothèses utilisées pour leur évaluation actuarielle au 31 décembre 1981 dont le montant s'élevait

4-6 NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

à 762,7 millions \$ à cette date. Cette estimation tient compte des opérations financières effectuées au cours des années 1982 et 1983.

Les obligations représentant l'insuffisance de la contribution du Gouvernement au titre des intérêts depuis l'avènement du Régime, soit le 1^{er} juillet 1973, sont estimées à 517,9 millions \$ au 31 mars 1984.

De plus, celles du Gouvernement relatives aux régimes supplémentaires de rentes gérés par la Commission s'élevaient à 28,2 millions \$ selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 1981.

b) Autres régimes de retraite

Au 31 mars 1984, le montant inscrit aux livres du Gouvernement à l'égard du passif de ces régimes de retraite est de 2 026,1 millions \$ (1 558,0 millions \$ en 1983).

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec, de la Législature et de la Magistrature sont à la charge du Gouvernement. La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances dont l'année financière correspond à l'année civile, a estimé le passif envers ces régimes à 12 225,4 millions \$ au 31 décembre 1983. Au 31 décembre 1981, ce passif selon une évaluation actuarielle s'élevait à 9 640,8 millions \$.

8 — Obligations et autres emprunts

Les obligations et autres emprunts sont inscrits à leur valeur nominale sauf pour les titres émis à un fort taux d'escompte. Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes.

L'échéancier des remboursements des obligations et autres emprunts apparaît à la page 5-45.

Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1984 avaient été appliqués aux obligations et autres emprunts en monnaie étrangère, ces dettes auraient été augmentées de 442,0 millions \$ (306,2 millions \$ en 1983) dont 34,1 millions \$ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1984-1985.

9 — Passifs éventuels et engagements financiers

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 20 578,4 millions \$ au 31 mars 1984 (19 432,4 millions \$ en 1983), dont 18 708,2 millions \$ se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Les engagements financiers totalisent 7 993,6 millions \$ à cette date (6 940,6 millions \$ en 1983: montant redressé). Ces passifs éventuels et engagements financiers sont présentés sommairement à l'annexe 4.

10 — Chiffres comparatifs

Au cours de l'année financière 1983-1984, le ministère de la Science et de la Technologie a été constitué et des services ont été transférés entre ministères. Par ailleurs, le ministère des Institutions financières et Coopératives a été aboli et la plupart des activités de ce ministère sont maintenant sous la responsabilité de l'Inspecteur général des institutions financières au ministère des Finances. Pour tenir compte de ces changements, les données comparatives des dépenses de 1983 ont été redressées pour correspondre aux données de 1984.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT⁽¹⁾

ANNEXE 1

Affaires culturelles <ul style="list-style-type: none"> Bureau de surveillance du cinéma Commission des biens culturels Régie du cinéma 	Environnement <ul style="list-style-type: none"> Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Conseil consultatif de l'environnement
Affaires intergouvernementales	Finances <ul style="list-style-type: none"> Commission des valeurs mobilières du Québec Inspecteur général des institutions financières Régie de l'assurance-dépôts du Québec
Affaires municipales <ul style="list-style-type: none"> Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec Commission municipale du Québec Commission nationale de l'aménagement 	Fonction publique <ul style="list-style-type: none"> Commission de la fonction publique Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique
Affaires sociales <ul style="list-style-type: none"> Conseil des affaires sociales et de la famille 	Habitation et Protection du consommateur <ul style="list-style-type: none"> Office de la protection du consommateur Régie des entreprises de construction du Québec Régie du logement Société d'habitation du Québec
Agriculture, Pêcheries et Alimentation <ul style="list-style-type: none"> Commission de protection du territoire agricole du Québec Office du crédit agricole du Québec Régie des assurances agricoles du Québec Régie des grains du Québec Régie des marchés agricoles du Québec 	Industrie, Commerce et Tourisme <ul style="list-style-type: none"> Société de développement industriel du Québec Société du parc industriel du centre du Québec
Assemblée nationale <ul style="list-style-type: none"> Commission de la représentation 	Justice <ul style="list-style-type: none"> Commission de police du Québec Commission de refonte des lois et des règlements Commission des droits et libertés de la personne du Québec Commission québécoise des libérations conditionnelles Comité de la protection de la jeunesse Protection civile du Québec Régie des permis d'alcool du Québec Tribunal de l'expropriation
Commerce extérieur	Loisir, Chasse et Pêche <ul style="list-style-type: none"> Régie de la sécurité dans les sports
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Main-d'œuvre et Sécurité du revenu <ul style="list-style-type: none"> Commission des affaires sociales
Communautés culturelles et Immigration <ul style="list-style-type: none"> Commission d'appel de francisation des entreprises Commission de surveillance de la langue française Commission de toponymie Conseil de la langue française Office de la langue française 	Régie de l'assurance-maladie du Québec
Communications <ul style="list-style-type: none"> Régie des services publics Commission d'accès à l'information 	Revenu <ul style="list-style-type: none"> Régie des loteries et courses du Québec
Conseil exécutif <ul style="list-style-type: none"> Conseil du statut de la femme Office de planification et de développement du Québec Office des personnes handicapées du Québec Office des services de garde à l'enfance 	Science et Technologie <ul style="list-style-type: none"> Conseil de la science et de la technologie
Conseil du trésor	Transports <ul style="list-style-type: none"> Commission des transports
Éducation <ul style="list-style-type: none"> Conseil des collèges Conseil des universités Conseil supérieur de l'éducation Office des professions du Québec 	Travail <ul style="list-style-type: none"> Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre Conseil des services essentiels
Énergie et Ressources <ul style="list-style-type: none"> Régie de l'électricité et du gaz 	Travaux publics et Approvisionnement

⁽¹⁾ Les ministères et organismes énumérés sont ceux dont les dépenses de fonctionnement imputables sur les crédits et leurs paiements sont faits sur le Fonds consolidé du revenu et dont les revenus y sont généralement crédités. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes et les entreprises d'État qui bénéficient de paiements de transfert à même ce Fonds.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**AVOIR DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (1) ANNEXE 2**

(MILLIERS \$)

	Montant inscrit au 31 mars 1984	Excédents, réserves ou (déficits) accumulés(2)	Avoir du Gouvernement	
			1984	1983
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT				
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000		10 000	10 000
Hydro-Québec (1983-12-31)	4 374 109	1 991 094	6 365 203	5 718 725
Office de l'électrification rurale	1 705		1 705	2 111
Office du crédit agricole du Québec	172 400	3 632	176 032	187 689
Raffinerie de sucre du Québec	27 000	(9 509)	17 491	15 319
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6 400		6 400	6 400
Sidbec (1983-12-31)	615 957	(488 493)	127 464	208 711
Société d'aménagement de l'Outaouais				12 268
Société de cartographie du Québec	3 000	(2 030)	970	1 840
Société de développement autochtone de la Baie James	3 000		3 000	2 750
Société de développement coopératif	22 620	(184)	22 436	20 882
Société de développement de la Baie James (1983-12-31)	60 000	(35 547)	24 453	62 537
Société de développement des industries de la culture et des communications	13 500	(2 026)	11 474	10 235
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(8 165)	66 501	64 634
Société de développement industriel du Québec	35 249	12 259	47 508	44 143
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec — Rexfor	77 430	9 464	86 894	87 987
Société des alcools du Québec	30 000	11 613	41 613	44 773
Société des loteries et courses du Québec	170	29 011	29 181	11 061
Société des traversiers du Québec	1 500	1 763	3 263	2 068
Société d'habitation du Québec (1983-12-31)	141 984	4 663	146 647	155 970
Société du parc industriel du centre du Québec	40 256	2 434	42 690	37 671
Société générale de financement du Québec (1983-12-31)	237 934	45 792	283 726	247 981
Société nationale de l'amiante	61 580	(26 951)	34 629	30 956
Société québécoise des transports (1983-12-31)	35 000	(21 078)	13 922	
Société québécoise d'exploration minière — Soquem	99 000	49 261	148 261	138 743
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires — Soquia	46 700	1 450 (3)	48 150	41 691
Société québécoise d'initiatives pétrolières — Soquip	164 000	3 168	167 168	133 795
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1	9 746 (3)	9 747	9 768
	6 355 161	1 581 367	7 936 528	7 310 708
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT NE DÉTIENT PAS DE PLACEMENT				
Centre de recherche industrielle du Québec		21 220	21 220	16 354
Corporation d'hébergement du Québec		37 199	37 199	29 685
Société de la Place des Arts de Montréal (1983-08-31)		10 051	10 051	9 794
Société de radio-télévision du Québec (1983-08-31)		9 710	9 710	7 039
Société du Grand Théâtre de Québec (1983-08-31)		(123)	(123)	(215)
Société du Palais des Congrès de Montréal		(5 846)	(5 846)	286
		72 211	72 211	62 943
	6 355 161	1 653 578	8 008 739	7 373 651

(1) Les entreprises énumérées sont celles dont la majorité des administrateurs sont nommés par le Gouvernement à l'exception de la Société de développement autochtone de la Baie James. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes gestionnaires de fonds d'assurance et ceux de type fiduciaire à l'exception des apports du Gouvernement consentis sous forme de dotation et d'avances au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers et à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

(2) Au 31 mars 1984, sauf lorsque indiqué à une autre date à la suite du nom de l'entreprise. Ces excédents et réserves accumulés ou déficits sont ceux apparaissant aux états financiers vérifiés des entreprises selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement.

(3) Ce chiffre proviennent d'états financiers non vérifiés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

ESTIMATION DES COMPTES À PAYER NON INSCRITS

AU 31 MARS 1984

(MILLIERS \$)

ANNEXE 3

Pour des dépenses de fonctionnement et de capital encourues au 31 mars 1984 et non comptabilisées

	1984	1983
Marchandises livrées et services rendus	20 268	11 007
Indemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1 ^{er} avril	34 095	33 149 (1)
Solde dû sur les biens achetés à terme et sur les contrats de location-acquisition	14 928	3 331
	69 291	47 487

Pour des dépenses de transfert afférentes à des frais encourus au 31 mars 1984 et non comptabilisées

À verser aux commissions scolaires et aux institutions qui opèrent à budget dans le cadre de politiques ministérielles, y compris le transport scolaire

	Année 1983-1984 (2)	Années antérieures (2)		
Institutions de santé et établissements de services sociaux (3)	17 741		17 741	
		246 437	246 437	380 608 (1)
			264 178	380 608
Commissions scolaires				
Fonctionnement	(26 927) (4)		(26 927) (4)	(71 036) (4)
		174 815 (5) (6)	174 815 (5) (6) (7)	469 238 (5) (6) (7)
		21 693 (5)	21 693 (5)	210 621 (5)
			169 581	608 823
Transport	56 987 (7)		56 987	46 001
Collèges d'enseignement général et professionnel (Cégeps)	49 015 (7)	(24 114) (8)	24 901	49 292
Universités	69 652 (7)		69 652	74 087
Institutions privées d'enseignement	26 704 (7)		26 704	25 186
	193 172	418 831	612 003	1 183 997
À verser à des commissions de transport pour les frais de fonctionnement			52 043 (9)	62 991
À verser à divers organismes et personnes			17 984	23 209
			70 027	86 200
			751 321	1 317 684 (1)

(1) Montant redressé pour fins de comparaison.

(2) Des institutions subventionnées.

(3) Au cours de 1983-1984, une somme de 70,2 millions \$ a été versée en règlement final pour les arrérages accumulés des années 1974 à 1980. De plus, une somme de 64,0 millions \$ a été versée ou compensée en règlement d'arrérages pour les années 1981 à 1983. Le déficit de l'année 1983-1984 est susceptible d'être révisé suite au parachèvement des travaux d'analyse des états financiers des institutions de santé et des établissements de services sociaux. Par ailleurs, des déficits accumulés estimés de 68,8 millions \$ sont exclus puisqu'ils sont à la charge des institutions et établissements alors que des surplus estimés de 15,9 millions \$ sont laissés à leur crédit.

(4) Excédent des dépenses de transfert imputées sur les crédits par rapport aux dépenses de fonctionnement encourues au cours de l'année financière du Gouvernement.

(5) Au cours de 1983-1984, une somme de 188,9 millions \$ a été versée par le Gouvernement pour les années scolaires 1979-1980 et antérieures. De plus, une somme de 281,0 millions \$ a été versée par anticipation relativement à l'équilibre budgétaire de l'année scolaire 1982-1983.

(6) En 1984, pour le solde du dernier versement de 15% de l'année scolaire 1982-1983 et en 1983, pour le dernier versement de 15% de l'année scolaire 1981-1982.

(7) Les dépenses à payer proviennent de la différence entre le coût réel des frais encourus par les institutions durant les années financières du Gouvernement et les paiements des dépenses de transfert imputés sur les crédits des années financières du Gouvernement.

	Dépenses annuelles encourues par les institutions en regard des années financières du Gouvernement		Répartition des dépenses de transferts imputées sur les crédits des années financières du Gouvernement		
	Année financière du Gouvernement en cours	Année financière du Gouvernement subséquente	Année financière du Gouvernement en cours	Année financière du Gouvernement subséquente	à compter de
Commissions scolaires	%	%	%	%	
Fonctionnement	70	30	70	15,15*	1979-1980
Transport	70	30	50	50	1975-1976
Cégeps	75	25	68	32	1979-1980
Universités	83,3	16,7	75	25	1970-1971
Institutions privées d'enseignements	70	30	60	40	1969-1970

* 15% au cours de la première année subséquente et 15% au cours de la deuxième année subséquente.

(8) Subventions versées en trop pour l'année scolaire 1982-1983.

(9) Pour le déficit d'exploitation de 1979 de la C.T.C.U.M. et de la C.T.R.S.M.

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS

ANNEXE 4

(MILLIERS \$)

	1984	1983
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec	18 708 213	17 611 423
Régie des installations olympiques	658 540	665 604
Sidbec	348 350	360 950
Autres entreprises du gouvernement du Québec	309 413	324 515
Prêts aux étudiants	530 720	436 836
Municipalité, particuliers et sociétés	23 177	33 105
	<u>20 578 413</u>	<u>19 432 433</u>
ENGAGEMENTS FINANCIERS		
Budgétaires:		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	2 975 604	2 669 502
Institutions de santé et établissements de services sociaux	1 006 979	975 731
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du Métro de Montréal et autres dépenses en capital	881 875	769 450
Assainissement des eaux	477 435	375 408 (1)
Sociétés d'État et divers organismes	60 075	58 403 (1)
Pour des marges de crédit bancaire autorisées en faveur des commissions scolaires, des institutions de santé et des établissements de services sociaux pour des dépenses en capital	710 215	722 610 (1)
Pour des dépenses en capital		
Municipalités et organismes municipaux		
Aqueducs, égouts et autres	217 394	226 996 (1)
Assainissement des eaux	1 080 846	617 801 (1)
Divers organismes et sociétés	115 805	2 582 (1)
Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement	228 959	230 997
Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres:		
Imputable à des crédits permanents	69 916	90 891
Imputable à des crédits votés	22 500	
	<u>7 847 603</u>	<u>6 740 371</u>
Non budgétaires:		
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents	146 000	200 250
	<u>7 993 603 (2)</u>	<u>6 940 621 (1)</u>

(1) Montant redressé pour fins de comparaison

(2) En vertu d'une convention signée le 10 septembre 1984 entre Union Carbide du Canada Limitée, Ethylec Inc., Pétromont Inc. et le gouvernement du Québec, ce dernier s'est engagé à compenser Pétromont Inc. pour les pertes d'opération et l'amortissement de l'usine d'éthylène de Varennes et celles de l'usine de polyéthylène de Montréal-Est pendant une période maximale de quatre ans. Le Gouvernement a confirmé son engagement pour la période initiale s'étendant jusqu'au 31 mars 1985. Les engagements subséquents devront être confirmés au moins 90 jours avant la fin de la période de l'engagement précédent.

AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

Sidbec

Le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, les montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Cette garantie prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Sidbec-Normines Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1984 à 435,3 millions \$ (449,2 millions \$ en 1983; montant redressé). Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

Sidbec-Normines Inc., Sidbec et d'autres compagnies participantes et le gouvernement du Québec ont conclu un protocole d'entente le 11 octobre 1984, en vue de déterminer leurs droits et obligations respectifs, en regard de la décision de Sidbec-Normines Inc. de mettre fin à ses opérations minières et de bouclage au plus tard le 31 décembre 1984.

Société générale de financement du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette Société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1984 à 142,3 millions \$ (148,5 millions \$ en 1983).

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10 millions \$.

Au 31 mars 1984 l'avoir du Fonds s'élevait à 10,0 millions \$ (13,2 millions \$ en 1983) et le solde en principal des prêts consentis à 1 429,0 millions \$ (1 326,7 millions \$ en 1983).

SECTION

5**ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF**

AU 31 MARS 1984

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ACTIF	
Placements temporaires	5-3
Comptes à recevoir	5-4
Intérêts courus	5-5
Placements	5-6
Continuité de la provision pour créances irrécouvrables	5-24
Autres éléments d'actif	5-25
PASSIF	
Emprunts temporaires	5-26
Continuité du compte d'accords de perception fiscale	5-26
Comptes à payer	5-27
Intérêts courus	5-27
Continuité du compte des régimes de retraite	5-28
Bons du trésor	5-28
Obligations moins fonds d'amortissement	5-29
Autres emprunts	5-43
Échéancier sommaire des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement	5-45
Passifs éventuels	5-47
Engagements financiers	5-63
Échéancier sommaire des engagements financiers pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital	5-64

ACTIF**PLACEMENTS TEMPORAIRES**

(MILLIERS \$)

	Date d'émission	Date d'échéance	Taux %	Montant	
				1984	1983
Dépôts à terme — Institutions financières					
En monnaie du Canada					
Banque Chemical du Canada	1984-03-28	1984-04-02	9.50	50 000	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	1984-03-28	1984-04-02	9.31	50 000	
Banque de Montréal	1984-03-21	1984-04-02	9.125	34 895	54 940
Banque Mercantile du Canada	1984-03-30	1984-04-02	9.00	25 000	
Banque Nationale du Canada	1984-03-30	1984-04-02	9.125	25 000	80 000
Banque Toronto-Dominion	1984-03-28	1984-04-02	9.375	25 000	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1984-03-28	1984-04-02	9.50	50 000	} 50 000
Caisse Centrale Desjardins du Québec	1984-03-28	1984-04-02	9.25	25 000	
Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal					34 930
Citibank					25 000
Crédit Lyonnais					24 975
En monnaie des États-Unis					
Banque de Montréal					10 848 (1)
				284 895	280 693
Titres émis par le gouvernement du Québec					
En monnaie du Canada					
Obligations négociables	1977-12-07	1983-12-07	8.50		1 669
	1979-02-21	1984-08-21	10.25		2 413
					4 082 (2)
				284 895	284 775

(1) Équivalent canadien d'un montant de 8 791 668 \$ É.-U. au 31 mars 1983.

(2) Montant inscrit au coût.

COMPTES À RECEVOIR

(MILLIERS \$)

Nature des comptes à recevoir	Agents et mandataires — remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1984	1983	1984	1983	1984	1983
Revenus						
Impôts sur le revenu et les biens						
Impôt sur le revenu des particuliers	586 046	488 324	516 652	511 119	1 102 698	999 443
Contributions des employeurs au						
Fonds des services de santé	127 388	109 708			127 388	109 708
Impôt des sociétés			104 515	84 252	104 515	84 252
Droits de successions			8 890	13 938	8 890	13 938
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	190 289	167 289	104 691	102 451	294 980	269 740
Carburants	80 769	85 921	6 762	6 569	87 531	92 490
Tabacs	28 283	23 801	2 649	3 498	30 932	27 299
Repas et hôtellerie	21 669	18 403	67 452	61 595	89 121	79 998
Autres	8 940	7 748	148	175	9 088	7 923
Droits et permis						
Ressources forestières			10 228	30 938	10 228	30 938
Véhicules automobiles		18 901				18 901
Autres	4 739	4 719	8 662	6 869	13 401	11 588
Revenus divers						
Ventes de biens et services			28 391	29 801	28 391	29 801
Autres			110 951	122 994	110 951	122 994
Transferts des sociétés d'État						
Société des alcools du Québec			40 000	15 275	40 000	15 275
Total des comptes à recevoir afférents aux revenus autonomes	1 048 123	924 814	1 009 991	989 474	2 058 114	1 914 288
Transferts du gouvernement du Canada						
Accès aux ressources forestières			20 487	23 203	20 487	23 203
Aide au transport urbain			7 667	11 761	7 667	11 761
Aide juridique			7 042	14 629	7 042	14 629
Assurance-récolte			19 797	11 586	19 797	11 586
Bilinguisme			77 190	73 354	77 190	73 354
Bilinguisme en éducation			4 433	4 123	4 433	4 123
Coopération internationale			1 060	356	1 060	356
Déficits d'exploitation de logements			30 444	27 470	30 444	27 470
Développement des transports			5 366	1 143	5 366	1 143
Développement touristique			7 720	1 865	7 720	1 865
École de médecine vétérinaire de St-Hyacinthe			1 246	210	1 246	210
Enseignement aux enfants indiens			18 517	13 528	18 517	13 528
Équipements communautaires				1 292		1 292
Formation professionnelle des adultes			17 426	16 426	17 426	16 426
Indemnisation-victimes d'actes criminels			1 300	644	1 300	644
Infrastructures industrielles			3 615	1 653	3 615	1 653
Jeunes délinquants			11 149	11 138	11 149	11 138
Protection civile			1 610	919	1 610	919
Réseau routier de l'Outaouais			9 791	9 232	9 791	9 232
Supplément au loyer			901	6 486	901	6 486
Autres (1)			5 664	6 831	5 664	6 831
Total des comptes à recevoir afférents aux transferts du gouvernement du Canada			252 425	237 849	252 425	237 849
Dépenses et autres			76 740	76 216	76 740	76 216
Total des comptes à recevoir	1 048 123	924 814	1 339 156 (2)	1 303 539	2 387 279	2 228 353
Moins:						
Provision pour créances irrécouvrables			529 603 (2)	488 472	529 603	488 472
Comptes à recevoir à leur valeur de réalisation	1 048 123	924 814	809 553	815 067	1 857 676	1 739 881

(1) Comprend des montants inférieurs à 1 000 000 \$.

(2) Après avoir déduit des créances radiées de 16 239 257 \$ au cours de l'année financière 1983-1984 contre la provision.

INTÉRÊTS COURUS

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Entreprises du gouvernement du Québec		
Office du crédit agricole du Québec	5 085	4 380
Sidbec	1 334	1 132
Société d'habitation du Québec	8 414	13 731
Autres	131	1 160
	14 964	20 403
Municipalités et organismes municipaux	3 426	3 701
Coopératives et caisses populaires	539	250
Gouvernement du Canada	46	46
Placements temporaires et comptes de banques	327	277
	19 302	24 677

PLACEMENTS

(MILLIERS \$)

		Actions	
		1984	1983
Sommaire			
1	Entreprises du gouvernement du Québec	5 830 728	5 695 921
2	Municipalités et organismes municipaux (voir page 5-14)		
3	Particuliers, sociétés et autres (voir page 5-22)	7 110	22 105
		<u>5 837 838</u>	<u>5 718 026</u>
		Actions	
		1984	1983
Détail (selon la forme des placements)			
1	Entreprises du gouvernement du Québec		
1	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000 (2)	10 000 (2)
2	Hydro-Québec	4 374 109	4 374 109
3	Office de l'électrification rurale		
4	Office du crédit agricole du Québec		
5	Raffinerie de sucre du Québec	27 000	18 000
6	Régie de l'assurance-dépôts du Québec		
7	Sidbec	582 000	582 000
8	Société d'aménagement de l'Outaouais		
9	Société de cartographie du Québec	3 000	3 000
10	Société de développement autochtone de la Baie James	3 000	2 750
11	Société de développement coopératif		
12	Société de développement de la Baie James	60 000	60 000
13	Société de développement des industries de la culture et des communications	13 500	11 000
14	Société de développement immobilier du Québec	7 666 (2)	7 666 (2)
15	Société de développement industriel du Québec	32 944 (2)	32 944 (2)
16	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (Rexfor)	58 750	58 750
17	Société des alcools du Québec	30 000	30 000
18	Société des loteries et courses du Québec	170	170
19	Société des traversiers du Québec	1 500	1 500
20	Société d'habitation du Québec		
21	Société du parc industriel du centre du Québec		
22	Société générale de financement du Québec	222 934	191 934
23	Société nationale de l'amiante	59 754	49 097
24	Société québécoise des transports	35 000	
25	Société québécoise d'exploration minière	99 000	89 000
26	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	46 400	40 000
27	Société québécoise d'initiatives pétrolières	164 000	134 000
28	Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel		
29	et Société inter-port de Québec	1	1
		<u>5 830 728</u>	<u>5 695 921</u>

(1) Déduction faite de la provision pour créances irrécouvrables.

(2) Dotation.

(3) Avances de 35 113 300 \$ annulées le 22 décembre 1983, par virement au compte de la « Dette nette ».

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1984	1983	1984	1983	1984	1983	
134 147	133 952	390 286	422 330	6 355 161	6 252 203	1
64 091	65 581	7 058	7 157	71 149	72 738	2
	505	156 521 (1)	130 730 (1)	163 631 (1)	153 340 (1)	3
198 238	200 038	553 865	560 217	6 589 941	6 478 281	

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1984	1983	1984	1983	1984	1983
				10 000	10 000
				4 374 109	4 374 109
		1 705	2 111	1 705	2 111
		172 400	184 550	172 400	184 550
				27 000	18 000
		6 400	6 400	6 400	6 400
		33 957	21 496	615 957	603 496
		(3)	35 113	(3)	35 113
				3 000	3 000
				3 000	2 750
		22 620	20 620	22 620	20 620
				60 000	60 000
				13 500	11 000
		67 000	67 000	74 666	74 666
		2 305		35 249	32 944
		18 680	14 980	77 430	73 730
				30 000	30 000
				170	170
				1 500	1 500
134 147	133 952	7 837	14 774	141 984	148 726
		40 256	39 986	40 256	39 986
		15 000	15 000	237 934	206 934
		1 826		61 580	49 097
				35 000	
				99 000	89 000
		300	300	46 700	40 300
				164 000	134 000
				1	1
134 147	133 952	390 286	422 330	6 355 161	6 252 203

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS

Entreprises du Gouvernement du Québec

	1984	1983
1		
Fonds d'assurances-prêts agricoles et forestiers		
L.R.Q., c. A-29.1, a. 20		
Le Ministre des Finances est autorisé à verser au fonds, à même le Fonds consolidé du revenu, en 3 versements annuels, égaux et consécutifs, 10 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation en faveur du fonds.		
Au 31 mars 1984, le Ministre avait versé au fonds 10 000 000 \$.		
Dotation	10 000 000 \$	10 000 000 \$
2		
Hydro-Québec		
L.R.Q., c. H-5, a. 3		
Le fonds social autorisé de la Société est de 5 000 000 000 \$ divisé en 50 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune. Ces actions sont attribuées au Ministre des Finances et peuvent être acquises par ce dernier avec l'approbation préalable du Gouvernement.		
Au 31 mars 1984, le Ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 43 741 090 actions. Ces actions ont été attribuées au Ministre des Finances et imputées au total des réserves de la Société au 31 décembre 1980.		
Actions	4 374 109 000	4 374 109 000
3		
Office de l'électrification rurale		
L.Q. 9, Geo. VI, c. 48, a. 15		
Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances, sur autorisation du Gouvernement, à même les crédits votés par l'Assemblée nationale.		
Avances	1 704 885	2 111 079
4		
Office du crédit agricole du Québec		
L.R.Q., c. C-75, a. 18		
L.R.Q., c. C-78, a. 46.3		
Pour l'exécution du mandat de la Loi sur le crédit agricole et de celui de la Loi sur le crédit forestier, ces avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.		
Les remboursements en capital perçus par l'Office sur les prêts qu'il consent pour le crédit agricole sont remis au Ministre des Finances qui en dispose conformément à l'article 19 de la Loi sur le crédit agricole; les remboursements en capital sur les prêts consentis relativement à la Loi sur le crédit forestier sont remis au Fonds consolidé du revenu.		
Pour le solde non remboursé, au début de l'année financière, les intérêts sont calculés au taux moyen des emprunts à long terme ayant prévalu au cours de l'année où les avances ont été effectuées. Cependant, un montant de 550 000 \$ pour fonds de roulement ne porte pas intérêt.		
Avances	172 400 000	184 550 000
5		
Raffinerie de sucre du Québec		
L.R.Q., c. R-0.1, a. 16 à 21		
Le fonds social autorisé de la Société est de 50 000 000 \$ divisé en 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, pouvant être acquises par le Ministre des Finances, dont 160 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.		
Au 31 mars 1984, 180 000 actions ont été attribuées au Ministre des Finances dont 20 000 en paiement des avances de 2 000 000 \$ qu'il a faites en vertu de l'article 12 de la Loi sur l'établissement d'une manufacture de sucre de betterave à St-Hilaire (L.R.Q., c. E-13) et 110 000 actions à même les bénéfices non répartis de la Société au 31 mars 1982, en contrepartie des biens que lui a cédés le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.		
Au 31 mars 1984, le Ministre des Finances détient 4 certificats totalisant 240 000 actions. Un solde de 12 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-82.		
Actions	27 000 000	18 000 000

	1984	1983
6		
Régie de l'assurance-dépôts du Québec		
L.R.Q., c. A-26, a. 53 et 55		
Sur l'autorisation du Gouvernement, ces avances sont consenties par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu lorsque les ressources de la Régie sont insuffisantes pour le paiement de ses obligations ou l'exercice des pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés par la Loi.		
La somme des avances consenties à la Régie et non remboursées par celle-ci et le montant des engagements garantis par le Ministre des Finances ne doivent pas excéder 700 000 000 \$.		
Au 31 mars 1984, 6 400 000 \$ avaient été avancés sans intérêt par le Ministre des Finances et la date d'échéance la plus tardive est le 2 mars 1986.		
Avances	6 400 000 \$	6 400 000 \$
7		
Sidbec		
L.R.Q., c. E-14, a. 1, 5, 6, 7, 8 et 14		
Actions	582 000 000	582 000 000
Avances	33 957 430	21 496 380
	615 957 430	603 496 380
Le fonds social autorisé de la Compagnie est de 1 130 000 000 \$ divisé en 56 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 56 500 000 actions à dividende différé d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, dont 56 433 400 sont attribuées au Gouvernement et payables par le Ministre des Finances à même le fonds consolidé du revenu.		
Au 31 mars 1984, le Ministre des Finances avait acquis 56 433 400 actions à dividende différé pour 582 000 000 \$ comprenant une prime de 17 666 000 \$ et détient 6 certificats totalisant 56 433 400 actions.		
Pour l'exécution de son mandat, des avances sont consenties à même le Fonds consolidé du revenu par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement, pour un terme n'excédant pas 2 ans.		
Au 31 mars 1984, une partie des avances consenties et non remboursées totalisant 24 957 430 \$ portent intérêt au taux de 15,5%. L'intérêt est payable semestriellement et capitalisé s'il demeure impayé à l'échéance. Le solde de 9 000 000 \$ porte intérêt à taux variable; l'intérêt est payable mensuellement et capitalisé s'il demeure impayé.		
8		
Société d'aménagement de l'Outaouais		
L.R.Q., c. C-37.1, a. 227 et 228		
Pour l'exécution de son mandat, des avances peuvent être consenties à même le Fonds consolidé du revenu par le Ministre des Finances sur autorisation du Gouvernement.		
Les sommes provenant des opérations de la Société doivent être affectées au paiement des dépenses de la Société et au remboursement de ses emprunts; le solde est versé au Fonds consolidé du revenu, déduction faite des réserves approuvées par le Ministre des Affaires municipales.		
Au 31 mars 1984, aucune avance n'apparaît au compte de la Société, le Gouvernement ayant annulé le 22 décembre 1983 toutes les avances dues par la Société au Ministre des Finances, par virement au compte de la « dette nette », en vertu de l'article 171 de la Loi modifiant les dispositions législatives concernant les municipalités, L.Q., 1983, c. 45.		
Avances		35 113 300
9		
Société de cartographie du Québec		
L.R.Q., c. S-9, a. 4 et 5		
Le fonds social autorisé est de 3 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu.		
Au 31 mars 1984, le Ministre détient 6 certificats pour 300 000 actions.		
Actions	3 000 000	3 000 000
10		
Société de développement autochtone de la Baie James		
L.R.Q., c. S-9.1, a. 11, 15 et 16		
Le fonds social autorisé de la Société est de 15 000 000 \$ divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune et en 14 999 actions de catégorie A d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune. Les actions de catégorie A peuvent être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. L'autorisation du Gouvernement est requise pour l'acquisition de 10 999 actions de catégorie A.		
Au 31 mars 1984, le Ministre détient 6 certificats totalisant 3 000 actions de catégorie A. Un solde de 1 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-82.		
Actions	3 000 000	2 750 000

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

Entreprises du Gouvernement du Québec

		1984	1983
11			
Société de développement coopératif			
L.R.Q., c. S-10, a. 27	Avances	22 620 142 \$	20 620 142 \$
<p>Pour l'exécution de son mandat, ces avances sont consenties pour 14 300 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu, par le Ministre des Finances. De plus, le Ministre des Finances peut verser à la Société, à même le Fonds consolidé du revenu et avec l'autorisation du Gouvernement, des avances additionnelles ne pouvant excéder 12 000 000 \$ pour les années financières se terminant le 31 mars 1981 à 1984 inclusivement.</p> <p>Au 31 mars 1984, les avances consenties et non remboursées totalisent 22 620 142 \$ dont 8 320 142 \$ versées avec l'autorisation du Gouvernement.</p> <p>Les avances doivent être remboursées sur 15 ans après qu'elles ont été versées et l'intérêt est calculé à des taux pouvant varier entre 3% et le taux bancaire préférentiel plus 1/2 de 1%.</p>			
12			
Société de développement de la Baie James			
L.R.Q., c. D-8, a. 24 et 25	Actions	60 000 000	60 000 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 100 000 000 \$ divisé en 10 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, et ce, au rythme de 10 000 000 \$ par année durant 10 ans. Cependant, advenant que le versement à l'égard d'une année ne soit pas fait ou ne le soit que partiellement, il peut être versé subséquemment.</p> <p>Au 31 mars 1984, le Ministre détient 54 certificats totalisant 6 000 000 d'actions. Un solde de 40 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-82.</p>			
13			
Société de développement des industries de la culture et des communications			
L.R.Q., c. S-10.01, a. 17, 18 et 19	Actions	13 500 000	11 000 000
<p>Le fonds social autorisé de la Société est de 20 000 000 \$ divisé en 200 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu; les paiements peuvent être faits en un ou plusieurs versements dont le montant et les conditions sont déterminés par le Gouvernement.</p> <p>Au 31 mars 1984, le Ministre des Finances détient 9 certificats pour 130 000 actions.</p>			
14			
Société de développement immobilier du Québec			
L.R.Q., c. S-11, a. 19 et 20	Dotation	7 666 100	7 666 100
	Avances	67 000 000	67 000 000
		74 666 100	74 666 100
<p>Le Ministre des Finances est autorisé à verser à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, une somme pouvant atteindre 10 000 000 \$. Une somme de 7 666 100 \$ a été versée par le Ministre des Finances ne portant pas intérêt et sans condition de remboursement. Ce montant a servi à l'acquisition d'actions de Place Desjardins Inc. et représente au 31 mars une dotation du Ministre des Finances en faveur de la Société.</p> <p>De plus, le Ministre des Finances est autorisé à avancer à la Société, aux conditions que détermine le Gouvernement, tout montant jugé nécessaire à l'exécution de son mandat. Les sommes requises sont prises à même le Fonds consolidé du revenu et s'élevaient au 31 mars 1984 à 67 000 000 \$. Ces avances présentent les mêmes taux d'intérêt et conditions de remboursement que les débentures de Place Desjardins Inc. détenues par la Société.</p> <p>Les sommes reçues par la Société sont affectées au paiement de ses obligations et le solde est versé, à la demande du Ministre, au Fonds consolidé du revenu.</p>			
15			
Société de développement industriel du Québec			
L.R.Q., c. S-11.01, a. 45 et 46	Dotation	32 944 115	32 944 115
	Prêts	2 305 232	
		35 249 347	32 944 115
<p>Le Ministre des Finances est autorisé à payer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, 100 000 000 \$ pour la constitution d'une dotation qui doit être affectée au remboursement d'avances consenties par le Ministre des Finances à la Société.</p> <p>Au 31 mars 1984, le Ministre avait versé 32 944 115 \$ à ce titre qui furent appliqués au remboursement des avances consenties par le Ministre. La Société reconnaît que cette dotation constitue un avoir du Gouvernement au même titre que du capital-actions ordinaires d'une entreprise à fonds social.</p> <p>De plus, le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme a prêté à divers taux à la Société, 2 305 232 \$ à même des crédits votés par l'Assemblée nationale.</p>			

16**Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec (Rexfor)**

L.R.Q., c. S-12, a. 4, 6, 7 et 22

	1984	1983
Actions	58 750 000 \$	58 750 000 \$
Avances	18 680 000	14 980 000
	77 430 000	73 730 000

Le fonds social autorisé de la Société est de 58 750 000 \$ divisé en 587 500 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu dont 450 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1984, le Ministre des Finances détient 25 certificats totalisant 587 500 actions.

De plus, le Gouvernement peut autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution du mandat de la Société, y compris une somme maximale de 25 000 000 \$ pour l'acquisition de machinerie, d'équipement, l'aménagement d'installations et l'érection de constructions.

Au 31 mars 1984, les avances en cours totalisent 18 680 000 \$ dont 13 680 000 \$ à la valeur nominale (valeur actualisée de 2 395 356 \$) pour le financement de l'accord avec les industries I.T.T. du Canada Ltée (13 680 000 \$ au 31 mars 1983) et 5 000 000 \$ pour le financement de Nouveler Inc. (1 300 000 \$ au 31 mars 1983). Ces avances sont sans intérêt et remboursables jusqu'à l'an 2000.

17**Société des alcools du Québec**

L.R.Q., c. S-13, a. 5 et 6

Actions	30 000 000	30 000 000
----------------	------------	------------

Le fonds social autorisé de la Société est de 30 000 000 \$ divisé en 300 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1984, le Ministre des Finances détient 1 certificat totalisant 300 000 actions.

18**Société des loteries et courses du Québec**

L.R.Q., c. S-13.1, a. 5 et 6

Actions	170 000	170 000
----------------	---------	---------

Le fonds social autorisé de la Société est de 170 000 \$ divisé en 1 700 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune et attribuées au Ministre des Finances en considération de la remise des actifs reçus par la Société.

Au 31 mars 1984, le Ministre détient 1 certificat totalisant 1 700 actions.

19**Société des traversiers du Québec**

L.R.Q., c. S-14, a. 4 et 5

Actions	1 500 000	1 500 000
----------------	-----------	-----------

Le fonds social autorisé de la Société est de 10 000 000 \$ divisé en 100 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune réservées au Ministre des Finances.

Au 31 mars 1984, le Ministre détient 2 certificats totalisant 15 000 actions.

20**Société d'habitation du Québec**

L.R.Q., c. S-8, a. 88 et 89

Obligations	134 147 045	133 951 638
Avances	7 836 986	14 773 906
	141 984 031	148 725 544

La Loi prévoit que le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor, autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société, sur le Fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat. De plus, le Ministre des Finances est autorisé à verser, à même le Fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas 1 500 000 \$ pour la constitution d'un fonds de roulement destiné à protéger les investissements de la Société. Les sommes avancées au 31 mars 1984 sont composées d'avances temporaires et progressives (les avances pour fonds de roulement ont été complètement remboursées au 31 mars 1984).

Une partie des avances temporaires est retournée au Fonds consolidé du revenu lorsque la Société est remboursée et l'autre partie est convertie sur autorisation du Gouvernement en obligations échéant le 31 mars 1992 au taux de 17% l'an. Les avances progressives sont converties en obligations émises par la Société une fois les projets complétés dont le taux d'intérêt varie de 6,88% à 15,98% et l'échéance est du 1er juillet 1983 au 1er juillet 2032 alors que le remboursement des intérêts courus se fait au moment de l'émission d'obligations.

Les avances temporaires portent intérêt au taux de la majorité des banques à charte canadienne.

NOTES EXPLICATIVES SUR LES PLACEMENTS (suite)

Entreprises du Gouvernement du Québec

21

Société du parc industriel du centre du Québec
L.R.Q., c. S-15, a. 30 et 31

Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le Ministre des Finances à avancer à la Société tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de son mandat. Les sommes requises sont prises à même le Fonds consolidé du revenu. Au 31 mars 1984, les avances en cours se chiffrent à 40 255 600 \$.

Après avoir pourvu au paiement des taxes et au remboursement des emprunts et autres obligations de la Société, l'excédent provenant de ses opérations est remis au Fonds consolidé du revenu. L'intérêt sur les avances est calculé à des taux variant de 8,3% à 17,12% dans la majorité des cas, soit le taux moyen sur les emprunts de la Province d'un terme de plus de 10 ans contractés au cours de l'année financière où l'avance a été consentie.

22

Société générale de financement du Québec
L.R.Q., c. S-17, a. 6, 8, 10, 11 et 12

Le fonds social autorisé de la Société est de 415 000 000 \$ divisé en 41 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 \$ chacune. Les actions de la Société sont réservées au Gouvernement. Le Ministre des Finances est autorisé à acquérir, à même le Fonds consolidé du revenu, 41 500 000 actions ordinaires.

Au 31 mars 1984, le Ministre des Finances détient 30 certificats totalisant 20 566 497 actions ordinaires suite à la conversion des 3 700 000 actions à dividende différé en actions ordinaires. À cette date, le Ministre des Finances a versé pour ces actions 222 933 501 \$, soit 183 710 051 \$ pour les actions ordinaires et 39 223 450 \$ pour les actions à dividende différé (y compris une prime de 2 223 450 \$). Au 31 mars 1984, un solde de 10 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-82.

L'écart de 2 391 519 \$ avec le capital-actions émis et payé indiqué dans les états financiers de la S.G.F. s'explique par la capitalisation, conformément aux prescriptions de la Loi, de la prime de 2 223 450 \$ indiquée au paragraphe précédent, par un montant de 5 954 919 \$ représentant la différence entre la valeur nominale et le prix payé pour les actions rachetées par le Gouvernement, par la détention de 50 \$ de capital-actions par un autre actionnaire, par la discordance dans les dates de fin d'exercice, ce qui explique pourquoi les états financiers de la S.G.F. ne tiennent pas compte du paiement de 1 340 000 \$ effectué par le Gouvernement en 1984 pour l'achat de 134 000 actions.

De plus, pour le financement d'un complexe forestier intégré dans la région de St-Félicien, le Ministre des Finances a consenti un prêt de 15 000 000 \$ à même le Fonds consolidé du revenu au taux de 10 1/4% l'an payable semi-annuellement et remboursable en 5 versements de 3 000 000 \$ le 31 décembre de chacune des années 1988 à 1992.

23

Société nationale de l'amiante
L.R.Q., c. S-18.2, a. 11, 13 et 15

Le fonds social autorisé de la Société est de 250 000 000 \$ divisé en 250 000 actions d'une valeur nominale de 1 000 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1984, le Ministre des Finances détient 43 certificats totalisant 59 754 actions.

Les avances portent intérêt à taux variable plus 0,5%.

24

Société québécoise des transports
L.R.Q., c. S-22.1, a. 23 et 25

Le fonds social autorisé de la Société est de 75 000 000 \$ divisé en 750 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu sur approbation préalable du Gouvernement.

Au 31 mars 1984, le Ministre des Finances avait versé 20 000 000 \$ pour lequel il ne détenait aucun certificat d'actions.

De plus, le Ministre des Transports détient 3 certificats pour 6 666 666 actions privilégiées de catégorie «B», participantes, convertibles, sans valeur nominale de 1848-7199 Québec Inc. qu'il a acquis en 1981 pour 15 000 000 \$.

Ce montant est regroupé sous «Entreprises du Gouvernement» puisque cette compagnie est la propriété exclusive de la Société québécoise des transports. Au 31 mars 1983, le montant de 15 000 000 \$ apparaissait sous «Particuliers, sociétés et autres».

	1984	1983
Avances	40 255 600 \$	39 985 600 \$
Actions Prêt	222 933 501 15 000 000	191 933 501 15 000 000
	237 933 501	206 933 501
Actions Avances	59 754 000 1 825 420	49 097 000
	61 579 420	49 097 000
Actions	35 000 000	

	1984	1983
25 Société québécoise d'exploration minière L.R.Q., c. S-19, a. 4, 6, 7, 8, 9, 10 et 11		
Le fonds social autorisé de la Société est de 125 000 000 \$ divisé en 12 500 000 actions d'une valeur nominale de 10 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 6 750 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.		
Au 31 mars 1984, le Ministre détient 18 certificats totalisant 8 900 000 actions.		
26 Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires L.R.Q., c. S-21, a. 5 et 7		
Le fonds social autorisé de la Société est de 85 000 000 \$ divisé en 850 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, payables par le Ministre des Finances sur le Fonds consolidé du revenu dont 560 000 actions avec l'approbation préalable du Gouvernement.		
Au 31 mars 1984, le Ministre détient 17 certificats totalisant 464 000 actions. Un solde de 7 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-82.		
De plus, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a prêté sans intérêt à la Société, 300 000 \$ à même des crédits votés par l'Assemblée nationale.		
27 Société québécoise d'initiatives pétrolières L.R.Q., c. S-22, a. 4, 6, 7, 8 et 9		
Le fonds social autorisé de la Société est de 255 000 000 \$ divisé en 5 100 000 actions d'une valeur nominale de 50 \$ chacune pouvant être acquises par le Ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu, dont 800 000 actions sur approbation préalable du Gouvernement.		
Au 31 mars 1984, le Ministre détient 18 certificats totalisant 2 680 000 actions. Un solde de 76 000 000 \$ apparaît comme engagement non budgétaire à la page 5-82.		
28 Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel L.R.Q., c. S-16, a. 22 et 23		
29 Société inter-port de Québec L.R.Q., c. S-18, a. 11 et 12		
Le fonds social autorisé de chacune de ces Sociétés est de 1 000 \$ divisé en 1 000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune, lesquelles peuvent être attribuées aux gouvernements du Québec et du Canada dans des proportions respectives de 60% et 40%.		
Le Ministre des Finances est autorisé à souscrire au nom du gouvernement du Québec 600 \$ payables à même le Fonds consolidé du revenu pour 600 actions ordinaires de chacune de ces Sociétés. De plus, il est autorisé à acheter, à leur valeur nominale, les actions de chacune de ces Sociétés détenues par le gouvernement du Canada, sur réception d'un avis du Ministre de l'Expansion économique régionale du Canada indiquant l'intention du gouvernement du Canada de retirer sa participation dans chacune de ces sociétés.		
Conformément aux dispositions de la Loi, le Ministre des Finances a procédé au rachat des actions ordinaires détenues par le gouvernement canadien dans la Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel (S.P.I.C.A.M.).		
Au 31 mars 1984, le Ministre des Finances avait versé 1 000 \$ dans S.P.I.C.A.M. et 600 \$ dans la Société inter-port de Québec. Le Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme détient 2 certificats totalisant 1 000 actions de S.P.I.C.A.M. et 1 certificat totalisant 600 actions de la Société inter-port de Québec.		

NOTE:

Pour plus de détails concernant ces entreprises dans lesquelles le Gouvernement a investi, il faut consulter les états financiers de ces entreprises ou le volume «états financiers des entreprises du gouvernement du Québec» publié annuellement qui comprend la plupart de ces états financiers.

PLACEMENTS (suite)

DÉTAIL (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités		
1	Alma	A	8 ¹ / ₈
2	Alma	B	6,7057
3	Beauceville	A	8 ²⁷ / ₆₄
4	Beauport (Giffard)	B	6,948
5	Bécancour	A	8 ²⁷ / ₆₄
6	Bécancour	B	8,5437
7	Bedford	A	8 ²⁷ / ₆₄
8	Bernierville	A	8 ¹ / ₈
9	Berthier-sur-Mer	A	8 ²⁷ / ₆₄
10	Berthierville	A	8 ²⁷ / ₆₄
11	Boisbriand	A	8 ¹ / ₈
12	Bonaventure	A	8 ²⁷ / ₆₄
13	Boucherville	A	8 ²⁷ / ₆₄
14	Cap-aux-Meules	A	8 ²⁷ / ₆₄
15	Cap-de-la-Madeleine	B	7,2954
16	Carleton	A	8 ²⁷ / ₆₄
17	Chambly	A	8 ²⁷ / ₆₄
18	Charlesbourg	B	7,8293
19	Charlesbourg (Orsainville)	A	8 ²⁷ / ₆₄
20	Charny	A	8 ²⁷ / ₆₄
21	Châteauguay	A	8 ²⁷ / ₆₄
22	Chibougamau	C	5,0
23	Chicoutimi	A	8 ²⁷ / ₆₄
24	Cloridorme	A	8 ¹ / ₈
25	Delisle (St-Coeur-de-Marie)	A	8 ²⁷ / ₆₄
26	Deux-Montagnes	A	8 ¹ / ₈
27	Deux-Montagnes	B	8,4977
28	Dorion	A	8 ²⁷ / ₆₄
29	Dorion	A	8 ²⁷ / ₆₄
30	East Broughton	A	8 ²⁷ / ₆₄
31	Escoumins	A	8 ¹ / ₈
32	Gaspé	A	8 ²⁷ / ₆₄
33	Gatineau	A	8 ¹ / ₈
34	Grande-Île	A	8 ²⁷ / ₆₄
35	Grande-Rivière	A	8 ²⁷ / ₆₄
36	Grand-Mère	B	7,5053
37	Hébertville	A	8 ²⁷ / ₆₄
38	Iberville	A	8 ²⁷ / ₆₄
39	Kingsbury	A	8 ¹ / ₈
40	La Baie (Bagotville)	A	8 ²⁷ / ₆₄
41	Lachute	B	9,6455
42	Lac-Mégantic	A	8 ²⁷ / ₆₄
43	La Pocatière	A	8 ¹ / ₈
44	Lauzon	B	7,9396
45	Lebel-sur-Quévillon	A	8 ¹ / ₈
46	Lévis	A	8 ²⁷ / ₆₄
47	Lévis	B	7,4869
48	Longue-Pointe	A	8 ²⁷ / ₆₄
49	Lorraine	A	8 ²⁷ / ₆₄
50	Louiseville	A	8 ²⁷ / ₆₄
51	Macamic	A	8 ²⁷ / ₆₄
52	Maniwaki	A	8 ²⁷ / ₆₄

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1984	1983	1984	1983	1984	1983
1994-12-15	709 158 \$	747 896 \$			709 158 \$	747 896 \$
2002-03-31	320 155	337 739			320 155	337 739
1995-11-01	13 574	14 210			13 574	14 210
2002-03-31	157 078	157 079			157 078	157 079
1995-03-01	114 272	120 394			114 272	120 394
2006-04-01	205 509	211 637			205 509	211 637
1995-12-01	158 258	165 668			158 258	165 668
1994-12-01	41 517	43 785			41 517	43 785
1995-03-01	42 108	44 364			42 108	44 364
1996-02-01	111 728	116 960			111 728	116 960
1994-12-15	28 339	29 887			28 339	29 887
1996-03-01	34 815	36 446			34 815	36 446
1995-06-01	54 458	57 009			54 458	57 009
1995-05-01	161 300	168 853			161 300	168 853
2005-04-01	168 067	171 441			168 067	171 441
1995-11-01	29 223	30 591			29 223	30 591
1995-05-01	124 658	130 495			124 658	130 495
2005-04-01	1 139 634	1 180 851			1 139 634	1 180 851
1995-08-01	785 888	822 687			785 888	822 687
1995-03-01	58 537	61 673			58 537	61 673
1995-04-01	41 534	43 479			41 534	43 479
1991-11-01	116 500	127 500			116 500	127 500
1995-10-01	377 168	394 829			377 168	394 829
1994-12-01	14 339	15 122			14 339	15 122
1995-12-01	140 549	147 131			140 549	147 131
1994-12-01	18 837	19 866			18 837	19 866
2007-04-01	185 910	188 304			185 910	188 304
1995-03-01	97 197	102 404			97 197	102 404
1995-11-01	251 246	263 011			251 246	263 011
1995-12-01	61 890	64 788			61 890	64 788
1994-12-01	17 198	18 137			17 198	18 137
1996-02-01	77 170	80 783			77 170	80 783
1994-12-15	86 128	90 832			86 128	90 832
1995-06-01	114 241	119 591			114 241	119 591
1996-03-31	347 179	363 436			347 179	363 436
1994-04-01	44 446	47 367			44 446	47 367
1995-03-01	41 666	43 899			41 666	43 899
1996-03-31	75 429	78 962			75 429	78 962
1994-12-15	123 325	130 061			123 325	130 061
1995-10-01	574 404	601 300			574 404	601 300
2007-04-01	515 887	522 092	764 590 \$	770 041 \$	1 280 477	1 292 133
1995-03-01	53 399	56 260			53 399	56 260
1994-09-01	182 073	192 019			182 073	192 019
2006-04-01	806 453	832 602			806 453	832 602
1994-12-01	196 743	207 490			196 743	207 490
1995-12-01	298 280	312 248			298 280	312 248
2004-04-01	2 270 344	2 314 830			2 270 344	2 314 830
1995-10-01	126 573	132 500			126 573	132 500
1995-05-01	55 827	58 441			55 827	58 441
1996-03-31	100 216	104 908			100 216	104 908
1995-12-01	59 098	61 865			59 098	61 865
1996-03-01	926 039	969 401			926 039	969 401

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL** (suite)

			Obligations et billets
			Taux
			%
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités (suite)		
53	Maple Grove	A	8 ²⁷ / ₆₄
54	Matagami	C	5,5
55	Matane	A	8 ²⁷ / ₆₄
56	McMasterville	A	8 ¹ / ₈
57	Métabetchouan	A	8 ²⁷ / ₆₄
58	Mirabel	B	10,0095
59	Mistassini	A	8 ²⁷ / ₆₄
60	Murdochville	A	8 ²⁷ / ₆₄
61	Normandin	A	8 ¹ / ₈
62	Notre-Dame-de-Laterrière	A	8 ²⁷ / ₆₄
63	Notre-Dame-du-Lac	A	8 ²⁷ / ₆₄
64	Oka	B	8,2812
65	Pont-Rouge	A	8 ²⁷ / ₆₄
66	Port-Cartier	B	7,3603
67	Port-Cartier	B	8,2048
68	Port-Cartier	B	7,7314
69	Port-Cartier	B	8,1621
70	Port-Cartier	B	8,3477
71	Port-Cartier	B	9,3933
72	Princeville	A	8 ²⁷ / ₆₄
73	Québec	B	7,5744
74	Québec	B	7,5846
75	Québec	B	7,9737
76	Québec	B	9,9091
77	Québec	B	9,4283
78	Rivière-du-Loup	A	8 ²⁷ / ₆₄
79	Rouyn	A	8 ²⁷ / ₆₄
80	Sacré-Coeur	A	8 ²⁷ / ₆₄
81	Sayabec	A	8 ¹ / ₈
82	Schefferville	A	8 ²⁷ / ₆₄
83	Sept-Îles	B	7,0181
84	Sept-Îles	B	7,2127
85	Sept-Îles	B	7,3766
86	Sept-Îles	B	7,5324
87	Sept-Îles	B	8,6548
88	Sept-Îles	B	9,831
89	Shawinigan-Sud	A	8 ²⁷ / ₆₄
90	Shipshaw	A	8 ¹ / ₈
91	St-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup	A	8 ²⁷ / ₆₄
92	St-Basile-le-Grand	A	8 ²⁷ / ₆₄
93	St-Bernard	A	8 ²⁷ / ₆₄
94	St-Bruno	A	8 ¹ / ₈
95	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ²⁷ / ₆₄
96	St-Bruno-de-Montarville	A	8 ²⁷ / ₆₄
97	St-Césaire	A	8 ²⁷ / ₆₄
98	St-David-de-L' Auberivière	B	7,2694
99	Ste-Agathe-des-Monts	A	8 ²⁷ / ₆₄
100	Ste-Anne-de-Bellevue	A	8 ¹ / ₈
101	Ste-Anne-d'Yamachiche	A	8 ²⁷ / ₆₄

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1984	1983	1984	1983	1984	1983
1995-05-01	37 619 \$	39 380 \$			37 619 \$	39 380 \$
1990-12-01	529 721	590 458			529 721	590 458
1995-04-01	404 721	423 673			404 721	423 673
1994-09-01	34 319	36 194			34 319	36 194
1995-11-01	235 808	246 850			235 808	246 850
1997-04-01	323 244	323 244			323 244	323 244
1995-10-01	13 618	14 255			13 618	14 255
1996-02-01	422 574	442 361			422 574	442 361
1994-09-01	43 531	45 909			43 531	45 909
1985-03-01	8 803	16 909			8 803	16 909
1995-07-01	45 992	48 145			45 992	48 145
2005-04-01	466 180	473 675			466 180	473 675
1995-07-01	272 045	284 784			272 045	284 784
2003-04-01	393 993	412 267	3 095 674 \$	3 152 982 \$	3 489 667	3 565 249
2006-04-01	2 627 606	2 709 736			2 627 606	2 709 736
2005-04-01	221 440	229 552			221 440	229 552
2005-04-01	296 779	307 054			296 779	307 054
2007-04-01	250 450	257 422			250 450	257 422
2007-04-01	441 002	451 530			441 002	451 530
1995-06-01	36 948	38 679			36 948	38 679
2004-04-01	516 108	526 110			516 108	526 110
2004-04-01	3 517 922	3 580 009			3 517 922	3 580 009
2005-04-01	1 225 762	1 246 300			1 225 762	1 246 300
2007-04-01	7 396 076	7 473 108			7 396 076	7 473 108
2009-04-01	383 911	387 427			383 911	387 427
1995-05-01	138 022	144 485			138 022	144 485
1995-06-01	127 733	133 715			127 733	133 715
1995-05-01	211 438	221 339			211 438	221 339
1994-12-01	35 948	37 912			35 948	37 912
1995-11-01	114 597	119 963			114 597	119 963
2002-03-31	436 452	436 452			436 452	436 452
2003-04-01	105 361	105 361			105 361	105 361
2004-04-01	1 341 913	1 341 913			1 341 913	1 341 913
2004-04-01	3 482 700	3 482 700			3 482 700	3 482 700
2006-04-01	217 722	217 722			217 722	217 722
2009-04-01	3 097 128	3 097 128			3 097 128	3 097 128
1985-03-01	15 825	30 397			15 825	30 397
1994-12-01	70 562	74 417			70 562	74 417
1996-03-31	100 216	104 908			100 216	104 908
1995-07-01	287 227	300 677			287 227	300 677
1996-03-31	41 612	43 560			41 612	43 560
1984-12-01	2 725	5 241			2 725	5 241
1995-07-01	164 288	171 981			164 288	171 981
1996-03-31	194 465	203 571			194 465	203 571
1996-02-01	194 059	203 146			194 059	203 146
2003-04-01	419 800	439 477			419 800	439 477
1995-05-01	33 134	34 685			33 134	34 685
1994-12-01	24 876	26 235			24 876	26 235
1995-03-01	18 213	19 188			18 213	19 188

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Municipalités (suite)		
102	Ste-Catherine	A	8 ²⁷ / ₆₄
103	Ste-Foy	B	8,2850
104	Ste-Foy	B	9,3614
105	Ste-Lucie-de-Beuregard	C	
106	Ste-Marie-de-Blandford	A	8 ²⁷ / ₆₄
107	Ste-Thècle	A	8 ²⁷ / ₆₄
108	Ste-Thérèse	B	9,3594
109	Ste-Thérèse	B	9,4146
110	Ste-Thérèse	B	8,2758
111	St-Eugène	A	8 ²⁷ / ₆₄
112	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
113	St-Eustache	A	8 ²⁷ / ₆₄
114	St-Eustache	B	8,5359
115	St-Eustache	B	9,2891
116	St-Eustache	B	9,1454
117	St-Fabien-de-Panet	A	8 ²⁷ / ₆₄
118	St-Félicien	A	8 ²⁷ / ₆₄
119	St-Ferréol-les-Neiges	B	7,8852
120	St-Georges	A	8 ²⁷ / ₆₄
121	St-Henri	B	7,1832
122	St-Hyppolyte	A	8 ²⁷ / ₆₄
123	St-Hyacinthe	A	8 ²⁷ / ₆₄
124	St-Hyacinthe (La Providence)	A	8 ²⁷ / ₆₄
125	St-Jérôme	B	8,5155
126	St-Jérôme	B	9,6175
127	St-Jovite	A	8 ²⁷ / ₆₄
128	St-Narcisse	A	8 ²⁷ / ₆₄
129	St-Narcisse-de-Beaurivage	A	8 ²⁷ / ₆₄
130	St-Pascal	A	8 ²⁷ / ₆₄
131	St-Philémon	A	8 ²⁷ / ₆₄
132	St-Raymond	A	8 ²⁷ / ₆₄
133	St-Romuald	B	7,2694
134	St-Timothée	A	8 ¹ / ₈
135	St-Tite	A	8 ²⁷ / ₆₄
136	St-Zénon	A	8 ¹ / ₈
137	Terrebonne	A	8 ²⁷ / ₆₄
138	Terrebonne	B	8,2094
139	Tingwick (Chénier)	A	8 ²⁷ / ₆₄
140	Trois-Rivières	B	6,9939
141	Trois-Rivières	B	7,6297
142	Trois-Rivières	B	7,2551
143	Trois-Rivières	B	7,4796
144	Trois-Rivières	B	6,3008
145	Trois-Rivières	B	9,5147
146	Trois-Rivières-Ouest	A	8 ²⁷ / ₆₄
147	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
148	Vaudreuil	A	8 ²⁷ / ₆₄
149	Warwick	A	8 ²⁷ / ₆₄
150	Waterloo	A	8 ²⁷ / ₆₄

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1984	1983	1984	1983	1984	1983
1995-12-01	138 302 \$	144 778 \$			138 302 \$	144 778 \$
2006-04-01	554 761	554 761			554 761	554 761
2006-04-01	2 484 794	2 484 794			2 484 794	2 484 794
2000-11-01	1 700	1 800			1 700	1 800
1996-02-01	20 603	21 567			20 603	21 567
1996-02-01	39 832	41 697			39 832	41 697
2006-04-01	57 339	58 058			57 339	58 058
2006-04-01	169 791	171 903			169 791	171 903
2005-04-01	114 537	116 380	377 273 \$	382 502 \$	491 810	498 882
1995-03-01	71 461	75 289			71 461	75 289
1995-05-01	80 096	83 847			80 096	83 847
1996-02-01	322 720	337 831			322 720	337 831
2006-04-01	267 972	272 135			267 972	272 135
2007-04-01	413 235	418 466	489 526	489 527	902 761	907 993
2007-04-01	46 913	47 520			46 913	47 520
1996-03-31	20 663	21 630			20 663	21 630
1996-03-01	202 180	211 647			202 180	211 647
2005-04-01	358 315	364 390			358 315	364 390
1995-06-01	457 879	479 319			457 879	479 319
2002-03-31	15 280	15 280			15 280	15 280
1995-11-01	70 910	74 230			70 910	74 230
1996-03-31	53 303	55 799			53 303	55 799
1995-08-01	485 022	507 734			485 022	507 734
2006-04-01	690 580	711 253			690 580	711 253
2009-04-01	78 217	79 687			78 217	79 687
1996-02-01	163 927	171 603			163 927	171 603
1995-03-01	34 520	36 369			34 520	36 369
1985-05-01	4 453	6 418			4 453	6 418
1995-12-01	119 036	124 610			119 036	124 610
1995-11-01	41 412	43 351			41 412	43 351
1995-05-01	72 175	75 554			72 175	75 554
2003-04-01	108 406	108 406			108 406	108 406
1994-09-01	28 531	30 089			28 531	30 089
1995-03-01	70 183	73 943			70 183	73 943
1994-09-01	17 354	18 302			17 354	18 302
1995-03-01	180 096	189 745			180 096	189 745
2006-04-01	370 597	382 173			370 597	382 173
1995-06-01	32 426	33 944			32 426	33 944
2002-03-01	895 184	942 820			895 184	942 820
2005-04-01	272 180	282 285			272 180	282 285
2003-04-01	448 512	469 571			448 512	469 571
2004-04-01	208 793	217 472			208 793	217 472
2005-04-01	70 670	73 787			70 670	73 787
2007-04-01	1 865 849	1 909 600			1 865 849	1 909 600
1995-03-01	268 118	268 118			268 118	268 118
1995-12-01	387 129	405 256			387 129	405 256
1996-02-01	84 000	87 933			84 000	87 933
1996-02-01	327 840	343 191			327 840	343 191
1996-03-01	371 476	388 871			371 476	388 871
	57 537 024	58 991 533	4 727 063	4 795 052	62 264 087	63 786 585

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL** (suite)

			Obligations et billets
			Taux %
2	Municipalités et organismes municipaux		
	Organismes municipaux		
151	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,445
152	Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	B	7,4754
153	Communauté urbaine de Québec	B	7,3589

(MILLIERS \$)

Municipalités et organismes municipaux

Projets d'investissements dans le développement	A
Programmes des zones spéciales	B
Autres projets	C

Obligations et billets			Prêts et avances		Total	
Échéance	1984	1983	1984	1983	1984	1983
2002-03-31	4 764 017 \$	4 764 017 \$			4 764 017 \$	4 764 017 \$ 151
2004-04-01	749 334	764 038			749 334	764 038 152
2004-04-01	1 040 607	1 061 329	2 331 268 \$	2 362 167 \$	3 371 875	3 423 496 153
	<u>6 553 958</u>	<u>6 589 384</u>	<u>2 331 268</u>	<u>2 362 167</u>	<u>8 885 226</u>	<u>8 951 551</u>
	<u>64 090 982 \$</u>	<u>65 580 917 \$</u>	<u>7 058 331 \$</u>	<u>7 157 219 \$</u>	<u>71 149 313 \$</u>	<u>72 738 136 \$</u>
	14 422	15 129			14 422	15 129
	49 021	49 732	7 058	7 157	56 079	56 889
	648	720			648	720
	<u>64 091</u>	<u>65 581</u>	<u>7 058</u>	<u>7 157</u>	<u>71 149</u>	<u>72 738</u>

PLACEMENTS (suite)**DÉTAIL** (suite)

		Actions	
		1984	1983
3	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
1	Étudiants		
2	Pêcheurs		
3	Producteurs agricoles		
4	Moins provision pour créances irrécouvrables		
	Sociétés et autres		
5	Avances et fonds locaux aux employés du Gouvernement		
6	Bureau de Transfert Technologique et Trans-Technique International Inc.		
7	Centre de promotion de l'industrie agricole et alimentaire du Québec		
8	Centre d'information et d'animation communautaire de Ste-Scholastique		
9	Comité organisateur du congrès 1984 de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées — Cités Unies Inc.		
10	Coopératives		
11	Corporations agricoles		
12	Corporations industrielles		
13	Dentrite Associates Inc.	1 900 \$	1 900 \$
14	Éditions Quinze Inc.		
15	Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)		
16	Fonds renouvelable des moyens d'enseignement		
17	Fonds renouvelable des ententes sur les prêts de services d'enseignants		
18	Fonds renouvelable des publications gouvernementales		
19	Fonds renouvelable de la Direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement		
20	Fonds renouvelable du Service de la cartographie		
21	Fonds renouvelable du Service des achats du gouvernement du Québec		
22	Fonds renouvelable pour les équipements informatiques		
23	Fonds renouvelable — Télécommunications		
24	Gouvernement du Canada		
	Obligations remises par les commissions scolaires		
	qui se sont prévaluées de la Loi créant un fonds d'éducation.		
	L.Q. 1946, c. 21		
25	Hôpitaux (fonds de roulement)		
26	Les Calcites et Dolomie Matawin Inc.		
27	Les Entreprises Bussièrès Ltée	3 737 319	3 731 677
28	Les Ressources Camchib Inc.		
29	Librairie Dussault Ltée		
30	Madelipêche Inc.		
31	Navigation Sonamar Inc.	371 000	371 000
32	Pêcheurs		
33	Propair Inc.	3 000 000	3 000 000
34	Québécoir Inc.		
35	1848-7199 Québec Inc.		15 000 000
36	Société de la Loterie Inter-provinciale Inc.	1	1
37	Syndicat des producteurs de bois de l'Abitibi — Témiscamingue (U.P.A.)		
38	Syndicat des producteurs de bois du Saguenay — Lac-St-Jean		
39	Université de Sherbrooke		
		7 110 220	22 104 578
40	Moins provisions pour créances irrécouvrables		
		7 110 220	22 104 578
		7 110 220 \$	22 104 578 \$

Obligations et billets		Prêts et avances		Total	
1984	1983	1984	1983	1984	1983
		19 075 207 \$ (1)	13 856 333 \$	19 075 207 \$ (1)	13 856 333 \$
		20 404 218	14 906 216	20 404 218	14 906 216
		944 980		944 980	
		-----	-----	-----	-----
		40 424 405	28 762 549	40 424 405	28 762 549
		7 645 257 (1)	5 834 549	7 645 257 (1)	5 834 549
		-----	-----	-----	-----
		32 779 148	22 928 000	32 779 148	22 928 000
		-----	-----	-----	-----
		32 753 741	28 375 699	32 753 741	28 375 699
		45 000	45 000	45 000	45 000
		70 000	601 429	70 000	601 429
		200 000		200 000	
		200 000		200 000	
		3 626 013	3 952 867	3 626 013	3 952 867
		812 666	552 255	812 666	552 255
		40 978 812	44 417 013	40 978 812	44 417 013
				1 900	1 900
		81 694	81 694	81 694	81 694
		10 000 000		10 000 000	
		1 800 000		1 800 000	
		200 000		200 000	
		1 951 427	2 500 000	1 951 427	2 500 000
		2 600 000		2 600 000	
		448 436	300 000	448 436	300 000
		1 943 379	1 943 379	1 943 379	1 943 379
		8 193 000		8 193 000	
		1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
505 000 \$					505 000
		2 775 000	2 775 000	2 775 000	2 775 000
		525 000	525 000	525 000	525 000
				3 737 319	3 731 677
		667 752	667 752	667 752	667 752
		2 508 440	2 508 440	2 508 440	2 508 440
		9 799 294	5 249 294	9 799 294	5 249 294
				371 000	371 000
		2 261 585	1 487 317	2 261 585	1 487 317
				3 000 000	3 000 000
		125 000		125 000	
			11 400 000		26 400 000
				1	1
		185 000	185 000	185 000	185 000
		215 000	215 000	215 000	215 000
		5 107 330	5 107 330	5 107 330	5 107 330
		-----	-----	-----	-----
505 000		131 573 569	114 389 469	138 683 789	136 999 047
		7 831 729	6 587 229	7 831 729	6 587 229
		-----	-----	-----	-----
505 000		123 741 840	107 802 240	130 852 060	130 411 818
		-----	-----	-----	-----
505 000 \$		156 520 988 \$	130 730 240 \$	163 631 208 \$	153 339 818 \$
		-----	-----	-----	-----

(1) Après avoir déduit des créances radiées de 733 298 \$ au cours de l'année financière 1983-1984 contre la provision.

CONTINUITÉ DE LA PROVISION POUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	Solde au 1 ^{er} avril 1983	Radiations débitées à la provision	Solde après radiations	Provision au 31 mars 1984	Montant porté à la dette nette
COMPTES À RECEVOIR					
Ministères					
Affaires sociales	289	53	236	228	(8)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 338		1 338	1 023	(315)
Énergie et Ressources	1 740		1 740	1 902	162
Environnement	392		392	392	
Habitation et Protection du Consommateur	1 255	51	1 204	1 442	238
Industrie, Commerce et Tourisme	19		19	147	128
Loisir, Chasse et Pêche	183	3	180	301	121
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	61 891	838	61 053	85 052	23 999
Revenu	420 023	15 188	404 835	438 250	33 415
Transports	1 191	33	1 158	775	(383)
Travaux publics et Approvisionnement	106	73	33	31	(2)
Autres (1)	45		45	60	15
	488 472	16 239	472 233	529 603	57 370
PRÊTS ET AVANCES					
Particuliers					
Étudiants	5 742	733	5 009	7 552	2 543
Pêcheurs	93		93	93	
Producteurs de pommes de terre					
Producteurs de visons					
	5 835	733	5 102	7 645	2 543
Sociétés et Autres					
Coopératives	1 273		1 273	1 237	(36)
Pêcheurs	18		18	18	
Corporations agricoles	330		330	330	
Corporations industrielles	4 964		4 964	6 246	1 282
Autres	2		2	1	(1)
	6 587		6 587	7 832	1 245
	12 422	733	11 689	15 477	3 788
Total	500 894	16 972	483 922	545 080	61 158

Tableau comparatif des comptes à recevoir
(autres débiteurs)

Ministères	31 mars 1983	31 mars 1984
Affaires sociales	16 255	12 809
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	16 280	23 535
Énergie et Ressources	45 911	20 015
Environnement	1 706	2 217
Habitation et Protection du consommateur	37 287	35 879
Industrie, Commerce et Tourisme	8 584	3 041
Loisir, Chasse et Pêche	811	1 346
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	138 963	158 896
Revenu	787 909	816 344
Transports	30 809	25 808
Travaux publics et Approvisionnement	3 254	2 273
Autres (1)	215 770	236 993
	1 303 539	1 339 156

(1) «Autres» comprend tout ministère dont le montant de la provision est inférieur à 100 000 \$ au début et à la fin de la période.

AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

(MILLIERS \$)

	1984	1983
GOVERNEMENT DU CANADA		
Dû au gouvernement du Québec	2 549	2 549
Montant capitalisé pour la période de 1867 à 1873 après révision de la dette assumée par le gouvernement du Canada, en vertu de l'article 112 de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (Canada, 36 Vict., c. 30 et 47 Vict., c. 41). L'intérêt est payé semestriellement au taux annuel de 5%.		
Dû par le gouvernement du Québec	1 473	1 473
Ce montant représente le solde du compte général entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec pour la période de 1867 à 1903. Le Québec paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 4% sur ce solde.		
	1 076	1 076
Fonds des écoles communes	1 134	1 134
Ce montant représente la part du gouvernement du Québec dans un fonds permanent de 2 677 771 \$ gardé en fidéicommis par le gouvernement du Canada pour les gouvernements du Québec et de l'Ontario. Le Fonds provient de la vente des terres de la Couronne réservées pour le bénéfice des écoles communes, en vertu des lois antérieures à la Confédération et il n'a pas varié depuis 1942. Le montant attribué aux provinces est révisé après chaque recensement décennal en proportion de leur population et le gouvernement du Canada paie semestriellement un intérêt au taux annuel de 5% sur les parts ainsi établies. La dernière répartition du Fonds a été faite après le recensement de 1981.		
	2 210	2 210

PASSIF**EMPRUNTS TEMPORAIRES**

Année financière terminée le 31 mars 1984

(MILLIERS \$)

	Émissions	Remboursements	Solde
Détail			
En monnaie du Canada			
Banque Nationale du Canada	1 012 128	1 012 128	
Merrill Lynch Royal Securities Ltd.	767 000	767 000	
Banque de Montréal	453 964	453 964	
Midland Doherty Ltée	431 500	431 500	
Caisse Centrale Desjardins du Québec	390 276	390 276	
Banque Royale du Canada	359 397	359 397	
Banque Canadienne Impériale de Commerce	301 374	301 374	
Bell Gouinlock Ltée	250 000	250 000	
Crédit Lyonnais Canada Ltée	240 000	240 000	
Dominion Securities — Ames Ltée	197 200	197 200	
Banque Nouvelle-Écosse	132 300	132 300	
Levesque Beaubien Inc.	115 000	115 000	
Banque Barclays du Canada Ltée	85 000	85 000	
Banque d'Amérique du Canada	75 000	75 000	
Banque Toronto-Dominion	69 756	69 756	
Pitfield, Mackay, Ross & Compagnie Ltée	65 000	65 000	
McLeod, Young, Weir & Compagnie Ltée	45 000	45 000	
Banque Nationale de Paris (Canada)	35 000	35 000	
Banque Mercantile du Canada	30 000	30 000	
Wood Gundy Ltée	30 000	30 000	
Richardson Greenshields du Canada Ltée	25 000	25 000	
Banque Chase Manhattan du Canada	21 300	21 300	
Banque Commerciale du Canada	5 000	5 000	
	<u>5 136 195</u>	<u>5 136 195</u>	<u>0</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE

(MILLIERS \$)

	Diverses municipalités	Régie de l'assurance automobile du Québec	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Total
Solde au début	181 452	(4 891)	986	3 834	181 381
Encaissements	187 287 (1)	3 232	113 709	1 168 661 (1)	1 472 889
Remises	189 211	21	112 368	1 177 284	1 478 884
Solde à la fin	<u>179 528</u>	<u>(1 680)</u>	<u>2 327</u>	<u>(4 789)</u>	<u>175 386</u>

(1) Les frais de perception portés aux revenus «Ventes de biens et services» ont été diminués des encaissements de 2 748 086 \$ pour les Diverses municipalités et de 17 083 436 \$ pour la Régie des rentes du Québec.

COMPTES À PAYER

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Affaires culturelles	13 392	9 797
Affaires intergouvernementales	2 810	2 975
Affaires municipales	32 720	26 999
Affaires sociales	217 514	135 876
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	20 842	26 806
Assemblée nationale	3 153	1 848
Commerce extérieur	1 253	2 767
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	2 805	3 200
Communautés culturelles et Immigration	2 820	3 269
Communications	10 914	8 717
Conseil exécutif	13 461	11 664
Conseil du trésor	396	443
Éducation	257 618	180 488
Énergie et Ressources	33 891	18 785
Environnement	5 856	3 393
Finances	13 624	14 807
Fonction publique	78 238	65 121
Habitation et Protection du consommateur	22 808	23 067
Industrie, Commerce et Tourisme	13 510	8 163
Justice	20 631	25 098
Loisir, Chasse et Pêche	20 695	17 211
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	30 750	33 811
Régie de l'assurance-maladie du Québec	141 998	121 405
Revenu	5 340	6 138
Science et Technologie	973	
Transports	78 211	82 185
Travail	2 175	1 473
Travaux publics et Approvisionnement	29 582	21 017
	<u>1 077 980</u>	<u>856 523</u>

INTÉRÊTS COURUS

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Bons du trésor	(19 550)	(22 490)
Obligations	802 264	723 369
Autres emprunts	50 273	42 594
	<u>832 987</u>	<u>743 473</u>

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE

(MILLIERS \$)

	Solde au début	Excédent des contributions et cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde à à la fin
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	2 930 659	588 632	3 519 291
Régime de retraite des enseignants	1 036 351	317 834 (1)	1 354 185
Régime de retraite des fonctionnaires	367 825	95 604	463 429
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	139 028	49 998	189 026
Régime de retraite des juges et coroners	14 808	4 664	19 472
	<u>4 488 671</u>	<u>1 056 732 (2)</u>	<u>5 545 403</u>

(1) Incluant 9 000 000 \$ à titre de paiement initial pour couvrir les frais de retraite anticipée accordée aux employés des commissions scolaires.

(2) Voir détail à la page 2-6.

BONS DU TRÉSOR

(MILLIERS \$)

Continuité		
Solde au début		1 325 000
Plus: Émis	4 975 000	
Remboursés	<u>4 815 000</u>	<u>160 000</u>
Solde à la fin		<u>1 485 000</u>

Détail	Date d'échéance	Date d'émission	Taux de rendement	Montant
	1984-04-05	1984-01-05	9,813	150 000
	1984-04-05	1983-10-06	9,377	45 000
	1984-04-05	1984-01-05	9,813	80 000
	1984-04-12	1984-01-12	9,800	80 000
	1984-04-19	1984-01-19	9,787	80 000
	1984-04-26	1984-01-26	9,770	80 000
	1984-05-03	1983-11-03	9,399	50 000
	1984-05-03	1984-02-02	9,796	80 000
	1984-05-10	1984-02-09	9,804	80 000
	1984-05-17	1984-02-16	9,792	80 000
	1984-05-24	1984-02-23	9,834	80 000
	1984-05-31	1984-03-01	9,880	80 000
	1984-05-31	1983-12-01	9,756	50 000
	1984-06-07	1984-03-08	9,956	80 000
	1984-06-14	1984-03-15	10,415	80 000
	1984-06-21	1984-03-22	10,500	80 000
	1984-06-28	1984-03-29	10,614	80 000
	1984-07-05	1984-01-05	9,977	50 000
	1984-08-02	1984-02-02	9,977	50 000
	1984-08-30	1984-03-01	10,298	50 000
				<u>1 485 000</u>

OBLIGATIONS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Obligations	15 429 956
Moins:	
Fonds d'amortissement (voir page 5-37)	167 289
	<u>15 262 667</u>

Continuité

Solde au début	13 391 718 (1)
Plus:	
Emprunts effectués (voir page 3-4)	2 565 668
	<u>15 957 386</u>
Moins:	
Emprunts remboursés (voir page 3-6)	509 416
Obligations annulées détenues dans les fonds d'amortissement	18 014 (3)
	<u>527 430</u>
Solde à la fin	<u>15 429 956 (1)</u>

Détail

Négociables		
En monnaie du Canada	9 819 497	
En monnaie des États-Unis	1 879 880 (2)	
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	475 384 (2)	
En monnaie de la France	12 477 (2)	
En monnaie du Japon	458 311 (2)	
En unités de compte européennes (U.C.E.)	72 420 (2)	
En monnaie de la Suisse	183 248 (2)	
En monnaie du Royaume-Uni	163 022 (2)	
En monnaie des Pays-Bas	45 641 (2)	
En unités monétaires européennes (E.C.U.)	57 719 (2)	13 167 599
Remboursables à demande		
Obligations d'épargne du Québec		1 934 967
Non négociables		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	
Régime de pensions du Canada	104 474	327 390
		<u>15 429 956</u>

(1) Y compris, en obligations assumées 14 155 711 \$ au début et 11 154 015 \$ à la fin.

(2) Équivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des obligations assumées.

(3) Voir liste détaillée à la page 5-30.

OBLIGATIONS (suite)
(MILLIERS \$)

Obligations annulées

Valeur nominale

Date d'échéance	Année d'émission	En monnaie étrangère	En équivalent canadien
Négociables			
En monnaie du Canada			
1985-08-01	1961		64
1986-02-01	1961		46
1987-12-15	1962		315
1988-01-15	1968		384
1988-10-15	1963		117
1989-12-01	1967		45
1990-04-01	1965		88
1990-10-15	1965		396
1991-08-01	1967		355
1991-10-01	1966		368
1992-04-01	1967		415
1992-08-01	1970		218
1993-08-01	1972		452
1993-09-15	1968		288
1994-02-08	1971		134
1994-02-08	1973		258
1994-10-01	1968		255
1995-09-05	1973		475
1995-10-01	1970		339
1995-11-19	1974		410
1995-11-19	1976		944
1995-12-02	1970		233
1996-03-15	1972		437
1996-12-15	1971		778
1998-12-15	1973		167
1999-03-01	1974		437
1999-09-04	1974		22
1999-09-04	1974		39
1999-09-04	1975		699
1999-09-04	1976		815
2000-09-09	1975		555
2001-05-04	1976		936
2001-05-04	1976		557
			<hr/>
			12 041
En monnaie des États-Unis			
1989-04-15	1968	499	537
1997-03-01	1967	430	464
1999-05-01	1969	367	395
2000-05-15	1975	1 054	1 084
2001-06-15	1976	1 154	1 119
2003-04-01	1973	741	741
2004-04-15	1974	1 680	1 633
		<hr/>	<hr/>
		5 925	5 973
		<hr/>	<hr/>
			18 014

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
NÉGOCIABLES												
Conventionnelles												
En monnaie du Canada												
1984-04-02	1962	5 1/4	1						34 298		527	33 771
1984-06-18	1981	16,50							150 000			150 000
1984-08-21	1979	10 1/4							120 000			120 000
1984-10-20	1981	17,25			2				150 000			150 000
1984-10-20	1981	17,25			2				50 000			50 000
1984-11-01	1973	7 1/4							870			870
1984-11-05	1980	13 1/4			1				175 000			175 000
1985-08-01	1961	5 1/4	1						31 244		270	30 974
1985-10-01	1970	9							453			453
1985-12-22	1980	13 1/4			3				63 000			63 000
1985-12-22	1980	13 1/4			3				137 000			137 000
1985-12-22	1981	13 1/4			3				118 000			118 000
1985-12-22	1981	13 1/4			3				32 000			32 000
1986-02-01	1961	5 3/4	1						27 674		237	27 437
1986-02-15	1982	16,50							150 000			150 000
1986-02-27	1980	13 1/8							150 000			150 000
1986-03-31	1976	10							50 000			50 000
1986-04-01	1981	17,25			4				100 000			100 000
1986-04-15	1979 (A)	10 1/4		83					50 000			50 000
1986-06-15	1964	5 1/2	1	84					39 868		445	39 423
1986-06-23	1981	15,25			5				50 000			50 000
1986-12-01	1966	6 3/4	1			1			1 863		1 689	174
1986-12-05	1983	10,65							100 000			100 000
1987-03-22	1977	9 1/4							15			15
1987-03-22	1982	16,25			6				175 000			175 000
1987-10-15	1981 (A)	18,00		86					50 000			50 000
1987-11-10	1982	12,75							150 000			150 000
1987-11-15	1981 (A)	17,50		86					50 000			50 000
1987-12-15	1962	5 1/4	1	84					30 313			30 313
1988-01-15	1968	7 1/2	1	85					37 650		5	37 645
1988-03-12	1982 (A)	17,00		86					50 000			50 000
1988-03-30	1981	14,35				1	1		150 000			150 000
1988-05-01	1973	6		73					363			363
1988-05-01	1973	7							4 940			4 940
1988-05-01	1973	8							7 023			7 023
1988-05-01	1982	17,20							150 000			150 000
1988-06-15	1983	11,55							125 000			125 000
1988-07-25	1983	11							125 000			125 000
1988-09-01	1982 (A)	16,75		86					50 000			50 000
1988-10-15	1963	6	1	86					45 722		361	45 361
1989-01-15	1965	5 1/2	1	86					39 374		404	38 970
1989-04-15	1982 (A)	16,50		87					50 000			50 000
1989-04-18	1982	14,45							150 000			150 000
1989-09-08	1982	15,25							125 000			125 000
1989-11-15	1969	8 1/2	1						16			16
1989-12-01	1967	7 1/2	1	86					4 339			4 339
1990-03-09	1981	14							100 000			100 000
1990-04-01	1965	5 1/2	1	87					39 720		353	39 367
1990-10-15	1965	5 3/4	1	87					39 236		1	39 235
1991-06-01	1966	6	1						31 735		355	31 380
1991-06-01	1970	9 1/4	1	90					1 209		15	1 194
1991-08-01	1970	9 1/4	1	90					484		33	451
1991-08-01	1967	6 3/4	1	88					35 307		2	35 305
1991-09-30	1981	13 3/4							100 000			100 000
1991-10-01	1966	6 1/2	1	88					36 390			36 390
1992-04-01	1967	6 1/4	1	89					40 677			40 677
1992-06-01	1967	6 1/2	1	89					25 023		897	24 126
1992-08-01	1970	9 3/4	1	89					22 935		6 010	16 925
1992-08-01	1974	9 3/4	1	89					23 700		3 491	20 209
1992-08-01	1976	9 3/4	1	89					75 000		11 115	63 885
1992-10-01	1971	8 3/8	1	89					49 750		18 711	31 039
1992-11-23	1982	13,75							50 000			50 000
1992-12-22	1982	12,75							160 000			160 000

OBLIGATIONS (suite)
 (MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
Conventionnelles (suite)												
En monnaie du Canada												
1993-03-15	1983	12,35								50 000		50 000
1993-04-07	1983	12	2							177 000		177 000
1993-07-06	1983 (A)	12								50 000		50 000
1993-08-01	1972	8 ³ / ₈	1	90						44 635		44 635
1993-08-25	1983	12 ¹ / ₂								150 000		150 000
1993-09-15	1968	7 ¹ / ₂	1	90						28 525	1	28 524
1993-11-07	1981	15,00				2				100 000		100 000
1993-11-07	1981	15,00				3				100 000		100 000
1993-12-05	1983	12 ¹ / ₈								125 000		125 000
1993-12-05	1983	12 ¹ / ₈								75 000		75 000
1994-02-08	1971	8	1	90						38 620	258	38 362
1994-02-08	1973	8	1	90						43 120	364	42 756
1994-02-27	1984	12 ¹ / ₄								132 000		132 000
1994-05-01	1979	10,60		89			2			42 987		42 987
1994-05-27	1976	10 ¹ / ₄		91						50 000		50 000
1994-05-27	1976	10 ¹ / ₄		91						50 000		50 000
1994-10-01	1968	7 ¹ / ₂	1	91						29 200	13 553	15 647
1994-10-01	1968	7	1	91						25 177	1	25 176
1994-10-17	1979	11 ¹ / ₄								75 000		75 000
1995-01-01	1973	8	85	92						45 000		45 000
1995-05-28	1980	12,78								200 000		200 000
1995-09-05	1973	8 ³ / ₄	1	91						47 065	1	47 064
1995-10-01	1970	9 ¹ / ₂	1	92						33 570		33 570
1995-11-01	1975	10,55				4				15 000		15 000
1995-11-19	1976	10 ¹ / ₄	1	91						98 056	56	98 000
1995-11-19	1974	10 ¹ / ₄	1	91						59 493	801	58 692
1995-11-19	1975	10 ¹ / ₄	1	91						75 000	1 706	73 294
1995-12-02	1970	9 ¹ / ₂	1	92						22 378	242	22 136
1995-12-02	1975	9 ¹ / ₂	1	92						40 000	3 456	36 544
1995-12-22	1980	13 ³ / ₄					3			62 000		62 000
1995-12-22	1980	13 ³ / ₄					3			63 000		63 000
1995-12-22	1981	13 ³ / ₄					3			82 000		82 000
1995-12-22	1981	13 ³ / ₄					3			93 000		93 000
1996-03-15	1972	8	1	93						43 227	1	43 226
1996-10-08	1980	13,40								200 000		200 000
1996-11-01	1976	10,15				5				15 000		15 000
1996-11-06	1976	10 ¹ / ₄		93						50 000		50 000
1996-12-15	1971	7 ³ / ₄	84	93						34 224	86 144 (*)	(51 920)
1996-12-16	1977	9 ³ / ₄		93						125 000		125 000
1996-12-16	1978	9 ³ / ₄		93						110 000		110 000
1997-03-22	1977	9,75	1	93						1		1
1997-07-15	1977	9 ³ / ₄		94						100 000		100 000
1997-07-15	1977	9 ³ / ₄		94						100 000		100 000
1977-08-15	1980	12,15								200 000		200 000
1997-11-01	1977	9,80				6				15 000		15 000
1998-02-01	1978	10				7				600		600
1998-04-01	1978	10 ¹ / ₄		93			4			74 800		74 800
1998-06-12	1978	10		95						100 000		100 000
1998-06-12	1978	10		95						100 000		100 000
1998-11-01	1978	10,35				8				15 000		15 000
1998-12-15	1973	8 ¹ / ₂	1	95						45 446	314	45 132
1999-02-01	1979	10,55				9				600		600
1999-03-01	1974	8 ⁵ / ₈	1	96						43 227	1	43 226
1999-05-01	1979	10,7		94			5			54 480		54 480
1999-05-01	1979	10,7		94			5			69 644		69 644
1999-09-04	1974	10 ³ / ₈	1	95						2 163	1	2 162
1999-09-04	1974	10 ³ / ₄	1	95						34 405	1 229	33 176
1999-09-04	1974	10 ³ / ₄	1	95						35 000	2 171	32 829
1999-09-04	1975	10 ³ / ₄	1	95						69 149		69 149
1999-09-04	1976	10 ³ / ₄	1	95						80 674		80 674
1999-11-01	1979	12				10				15 000		15 000
2000-02-01	1980	12,85				11				600		600
2000-09-09	1975	9 ¹ / ₂	84	96						1 316		1 316
2000-09-09	1975	10 ¹ / ₂	1	96						54 959		54 959

(*) Montant viré du fonds d'amortissement du système routier depuis le 28 mars 1973.

OBLIGATIONS (suite)
(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
Conventionnelles (suite)												
En monnaie du Canada												
2000-10-16	1978	10								125 000		125 000
2000-11-10	1975	9 ⁷ / ₈	84	96						765		765
2000-11-10	1976	9 ⁷ / ₈	84	96						414		414
2001-02-01	1981	13,77				12				600		600
2001-03-01	1976	9 ³ / ₈	85	97						1 464		1 464
2001-03-15	1977	9 ³ / ₄	92	97		13				125 000		125 000
2001-05-04	1976	10 ¹ / ₄		1 97						92 653		92 653
2001-05-04	1976	10 ¹ / ₄		1 97						115 984	686	115 298
2002-02-01	1982	16,90				14				600		600
2002-06-15	1979	10,35		97						150 000		150 000
2002-12-15	1978	10		98						150 000		150 000
2002-12-15	1979			98						150 000		150 000
2002-12-22	1982	13,25								40 000		40 000
2003-04-07	1983	13		2						53 000		53 000
2003-04-07	1984	13		2						93 000		93 000
2003-04-07	1984	13		2						75 000		75 000
2003-04-17	1979	10 ⁵ / ₈		98						150 000		150 000
2004-09-24	1979	10,9				15				125 000		125 000
2004-12-27	1979	11,7		98						75 000		75 000
									9 817 012		155 907	9 661 105
Assumées												
En monnaie du Canada												
Institut Armand-Frappier												
1984-1987-04-01	1964	5 ¹ / ₂ , 6 ¹ / ₄	1							2 485	258	2 227
Total des obligations en monnaie du Canada									9 819 497		156 165	9 663 332
Conventionnelles												
En monnaie des États-Unis												
Aux États-Unis									\$ É.-U.			
1989-04-15	1968	7		1 83					42 560	45 784		45 784
1989-09-22	1982 (A)	14,25							50 000	61 844		61 844
1993-10-01	1983	12,125							100 000	123 244		123 244
1993-11-15	1973	note 1	1						1 500	1 476	3 094	(1 618)
1993-11-15	1973	note 2	1		16				15 000	14 778	5 643	9 135
1995-01-03	1974	note 3		85	17				3 000	2 975		2 975
1995-07-15	1975	note 4	1						1 000	1 030	30	1 000
1995-07-15	1975	note 5	1		18				16 000	16 336	829	15 507
1997-03-01	1967	5 ⁷ / ₈	1	87					36 674	39 611	1	39 610
1997-06-01	1971	9	1	86					61 638	62 765	846	61 919
1997-06-01	1972	8 ¹ / ₈		87		6			114 000	112 137		112 137
1999-05-01	1969	7 ⁷ / ₈	1	84					31 800	34 176	1	34 175
2000-05-15	1975	9 ⁷ / ₈	1	90					87 205	89 745		89 745
2001-06-15	1976	9 ¹ / ₂	1	91					88 054	85 395		85 395
2003-04-01	1973	7,9	1	88					107 624	107 610	679	106 931
2004-04-15	1974	9,2	1	89					129 524	125 862	1	125 861
2013-10-01	1983	13	4	98					100 000	123 243		123 243
									985 579	1 048 011	11 124	1 036 887
En Europe												
1984-04-01	1976 (A)	9							50 000	49 305		49 305
1985-03-01	1970 (A)	9							2 400	2 570		2 570
1986-07-01	1981 (A)	14,75			7				75 000	90 106		90 106
1988-01-15	1973 (A)	7 ¹ / ₂				7			20 000	19 978		19 978
1989-12-15	1981 (A)	15,25							150 000	178 151		178 151
1990-11-01	1982 (A)	13		88					150 000	183 717		183 717
1994-02-01	1984 (A)	12,25	3						150 000	187 163		187 163
1995-05-24	1983 (A)	10							50 000	61 493		61 493
1995-11-01	1977 (A)	9		87		8			45 600	50 717		50 717
									693 000	823 200		823 200

OBLIGATIONS (suite)
(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
a b c d e f												
Assumées												
Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal												
1984 — 1985	1960	5 ⁵ / ₈							1 246	1 262		1 262
1984 — 1987	1962	5							7 315	7 407		7 407
									8 561	8 669		8 669
Total des obligations en monnaie des États-Unis									1 687 140	1 879 880	11 124	1 868 756
Notes (taux):												
1 — 8% le 1973-11-15 et 8 ¹ / ₄ % le 1980-11-15												
2 — 8 ¹ / ₈ % le 1973-11-15 et 8 ¹ / ₄ % le 1985-11-15												
3 — 9 ³ / ₄ % le 1974-11-15, 9 ⁷ / ₈ % le 1980-01-03 et 10% le 1985-01-03												
4 — 8 ¹ / ₄ % le 1975-07-15 et 9 ³ / ₈ % le 1980-07-15												
5 — 8 ³ / ₄ % le 1975-07-15 et 9 ³ / ₈ % le 1985-07-15												
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne									D.M.			
1984 — 1987-07-01	1972	6 ¹ / ₂	(A)	78		9			40 000	12 490		12 490
1987-02-01	1977	7 ¹ / ₂	(A)	82					150 000	63 211		63 211
1987-06-01	1977	7 ¹ / ₄	(A)	82					150 000	66 804		66 804
1985 — 1990-05-01*	1978	6	(A)	85		10			150 000	81 655		81 655
1991-04-15	1983	7 ¹ / ₂	(A)						200 000	101 120		101 120
1991-09-01	1981	10 ³ / ₄	(A)						150 000	73 886		73 886
1992-02-15	1982	10 ¹ / ₈	(A)						150 000	76 218		76 218
									990 000	475 384		475 384
* Un contrat d'échange de monnaie en date du 16 décembre 1983 est rattaché à cet emprunt pour 100 000 000 D.M. dont l'équivalent canadien à la date de réalisation est de 54 436 581 \$ pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement à l'échéance de 52 544 381 \$. L'équivalent canadien à la date du contrat d'échange est de 45 658 198 \$.												
En monnaie de la France									F.F.			
1984 — 1987-06-15*	1972	7 ¹ / ₂	(A)	78		11			62 000	12 477		12 477
* Un contrat d'échange de monnaie est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie des États-Unis lors du remboursement à l'échéance de 8 085 106 \$ É.-U. Le contrat d'échange en date du 7 décembre 1982 couvrirait 74 000 000 F.F. dont l'équivalent en monnaie des États-Unis à cette date était de 10 825 836 \$ É.-U.												
En monnaie du Japon									Yens			
1984-09-28	1972	6,9		78					4 000 000	13 073		13 073
1984 — 1990-05-23	1978	6,4		84		12			30 000 000	146 353		146 353
1986 — 1990-01-30	1980	8,3		86		13			20 000 000	97 070		97 070
1987 — 1993-07-27	1981	8,6		87		14			20 000 000	103 720		103 720
1988 — 1992-08-27	1982	8,7		88		15			20 000 000	98 095		98 095
									94 000 000	458 311		458 311
En unités de compte européennes									U.C.E.			
1984 — 1994-12-17	1979	9,25	(A)	85		16			36 000	72 420		72 420
En monnaie de la Suisse									F.S.			
1985 — 1992-03-11	1982	7 ³ / ₈	(A)	88		17			100 000	65 385		65 385
1985 — 1992-12-29	1982	5 ³ / ₄	(A)	87		17			100 000	60 761		60 761
1986 — 1993-11-16	1983	5 ⁵ / ₈	(A)	88		18			100 000	57 102		57 102
									300 000	183 248		183 248
En monnaie du Royaume-Uni									L.S.			
1987-04-01	1982	15 ¹ / ₂	(A)						35 000	76 755		76 755
1989-08-15*	1982	14 ¹ / ₂	(A)						30 000	64 203		64 203
2020-03-15	1984	12 ¹ / ₄	(A)						12 500	22 064		22 064
									77 500	163 022		163 022

* Un contrat d'échange de monnaie en date du 8 août 1983 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie des États-Unis lors du remboursement à l'échéance de 52 440 000 \$ É.-U., soit l'équivalent de cette monnaie à la date du contrat d'échange.

OBLIGATIONS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes						Valeur nominale		Fonds d'amortis- sement	Solde
									En monnaie étrangère	En équivalent canadien (1)		
			a	b	c	d	e	f				
En monnaie des Pays-Bas								Florins				
1988-02-15*	1983	7 1/2 (A)						100 000	45 641		45 641	
* Un contrat d'échange de monnaie en date du 5 août 1983 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement à l'échéance de 41 182 348 \$. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 4 505 349 \$ en monnaie du Canada.												
En unités monétaires européennes								É.C.U.				
1989-03-10	1983	11 1/2 (A)						50 000	57 719		57 719	
									13 167 599	167 289	13 000 310	

* Un contrat d'échange de monnaie en date du 5 août 1983 est rattaché à cet emprunt en totalité pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement à l'échéance de 41 182 348 \$. L'intérêt annuel sur ce contrat d'échange est de 4 505 349 \$ en monnaie du Canada.

NOTES

(A) Intérêt annuel

a) Avec fonds d'amortissement

1) 1% du solde en cours.
1984—1992 — 1% du solde en cours commençant
l'année indiquée, à la date anniversaire
de l'émission.

2) 2% du solde en cours commençant le 7 avril 1984

3) Possibilités d'annuités d'amortissement jusqu'à concurrence
d'une valeur nominale de 5 000 000 \$ É.-U. le 1^{er} février de
chacune des années 1985 à 1989.

4) Au moins 2% du solde en cours le 1^{er} octobre de chaque
année de 1984 à 1993 et au moins 1% du solde en cours
le 1^{er} octobre de chacune des années de 1994 à 2012.

b) Rachetables par le Gouvernement par anticipation l'année
indiquée, à des pourcentages variant de 100 @ 104 sur préa-
vis de 30 jours à 3 mois.

c) Échangeables

	Le ou avant	Pour des obligations venant à échéance	Taux %
1 —	1984-05-05	1993-11-05	13 1/4
2 —	1984-07-20	1996-10-20	17 1/4 ou plus
3 —	1985-10-22	1994-12-22	13 1/4 ou plus
4 —	1986-01-01	1993-04-01	17 1/4 ou plus
5 —	1986-03-23	1991-06-23	15 1/4 ou plus
6 —	1986-09-22	1997-03-22	16 1/2 ou plus
7 —	1986-01-01	1993-07-01	14,75

d) Encaissables par anticipation à 100 au gré du détenteur

- 1 — Le 1^{er} décembre 1978 ou à toutes dates de paiement
- 2 — Le 7 novembre 1987 sur préavis de 6 à 12 mois
- 3 — Le 7 novembre 1989 sur préavis de 6 à 12 mois
- 4 — Le 1^{er} novembre 1985 ou le 1^{er} novembre 1990 sur préavis de 6 à 12 mois
- 5 — Le 1^{er} novembre 1986 ou le 1^{er} novembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois
- 6 — Le 1^{er} novembre 1987 ou le 1^{er} novembre 1992 sur préavis de 6 à 12 mois
- 7 — Le 1^{er} février 1988 ou le 1^{er} février 1993 sur préavis de 6 à 12 mois
- 8 — Le 1^{er} novembre 1988 ou le 1^{er} novembre 1993 sur préavis de 6 à 12 mois
- 9 — Le 1^{er} février 1989 ou le 1^{er} février 1994 sur préavis de 6 à 12 mois
- 10 — Le 1^{er} novembre 1989 ou le 1^{er} novembre 1994 sur préavis de 6 à 12 mois
- 11 — Le 1^{er} février 1990 ou le 1^{er} février 1995 sur préavis de 6 à 12 mois
- 12 — Le 1^{er} février 1991 ou le 1^{er} février 1996 sur préavis de 6 à 12 mois
- 13 — Le 15 mars 1991 sur préavis entre le 15 juillet 1990 et le 15 octobre 1990
- 14 — Le 1^{er} février 1992 ou le 1^{er} février 1997 sur préavis de 6 à 12 mois
- 15 — Le 24 septembre 1991 sur préavis de 6 à 12 mois
- 16 — Le 15 novembre 1985 sur préavis de 6 à 12 mois
- 17 — Le 3 janvier 1985 ou le 3 janvier 1990 sur préavis de 6 à 12 mois
- 18 — Le 15 juillet 1985 si le coupon boni attaché

OBLIGATIONS (suite)
 (MILLIERS \$)

NOTES (suite)

e) Echéant en série à raison de

1 —	50 000 000 \$ par année de 1986 à 1988
2 —	2 ³ / ₄ % par année
3 —	20% par année de 1991 à 1995
4 —	4% par année de 1981 à 1997 et 27 200 000 \$ le 1998-04-01
5 —	2,3% par année
6 —	6 000 000 \$ É.-U. par année
7 —	1 000 000 \$ É.-U. par année de 1961 à 1983
	2 000 000 \$ É.-U. par année de 1984 à 1985
	6 000 000 \$ É.-U. par année de 1986 à 1988
8 —	2 400 000 \$ É.-U. par année de 1978 à 1983
	1 800 000 \$ É.-U. par année de 1984 à 1989
9 — D.M.	10 000 000 par année de 1978 à 1987
10 — D.M.	25 000 000 par année de 1985 à 1990
11 — F.F.	9 000 000 par année de 1978 à 1980
	F.F. 12 000 000 par année de 1981 à 1983
	F.F. 15 000 000 par année de 1984 à 1986
	F.F. 17 000 000 en 1987
12 — Yens	2 400 000 000 par année de 1984 à 1989
13 — Yens	2 000 000 000 par année de 1986 à 1989
14 — Yens	1 600 000 000 par année de 1987 à 1992
15 — Yens	2 000 000 000 par année de 1988 à 1991
16 — U.C.E.	1 000 000 par année de 1980 à 1988
	U.C.E. 2 000 000 en 1989
	U.C.E. 5 000 000 en 1990
	U.C.E. 6 000 000 par année de 1991 à 1994
17 — F.S.	4 000 000 par année de 1985 à 1991
18 — F.S.	4 000 000 par année de 1986 à 1992

f-1) Le capital, la prime et les intérêts sont payés sans déduction de taxes ou droits, présents ou futurs, établis par une autorité fiscale au Canada. Si de tels droits ou taxes viennent à être imposés, le Québec devra payer les fonds complémentaires pour couvrir ces droits ou taxes. Devant cette obligation, le Québec aura le privilège de racheter la totalité des obligations en cours à leur valeur nominale.

	Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant
NON NÉGOCIABLES					
En monnaie du Canada					
Gouvernement du Canada					
Aide à la croissance de l'emploi					
	Diverses dates				
	1991 — 1996	1971 — 1976	6,75 — 8,3919	a	222 916
Régime de pensions du Canada					
	Diverses dates				
	1987 — 2004	1967 — 1984	5,36 — 17,51	b	104 474
					327 390

REMBOURSABLES À DEMANDE

En monnaie du Canada

Obligations d'épargne du Québec

1988-06-01	1978	9	c	66 293
1989-06-01	1979	10,9	c	54 229
1993-06-01	1983	9,5 — 8,5	d	626 670
1995-06-01	1980	14, 10,5	c	487 177
1996-06-01	1981	16, 10,5	c	153 739
1997-06-01	1982	16,5 10,5		546 859
				1 934 967

a) Obligations émises en vertu des A.C. 715-71, 3620-73, 3811-73 et 1002-77 pour des prêts du gouvernement du Canada au gouvernement du Québec dans le cadre du programme spécial fédéral-provincial destiné à stimuler la croissance de l'emploi. Le taux d'intérêt est fixé au moment de chaque émission. Ces obligations échoient vingt ans après leur émission mais elles sont rachetables par anticipation en tout temps, en totalité ou en partie, sur préavis de 30 jours.

b) Obligations émises au fonds de placement du Régime de pensions du Canada en compensation de la cotisation de certains fonctionnaires fédéraux qui travaillent au Québec et qui contribuent au Régime de pensions du Canada plutôt qu'au Régime de rentes du Québec. Ces obligations, détenues par le Ministre des Finances du Canada, peuvent être rachetées à leur valeur nominale à six mois d'avis à la demande du fonds de placement du Régime de pensions du Canada.

c) Rachetables au pair et sur demande, à toute banque.

Le taux d'intérêt sur les obligations d'épargne a été fixé à 19,5% à compter du 1^{er} octobre 1981 et 16,5% à compter du 1^{er} octobre 1982. À compter du 1^{er} juin 1983, le taux d'intérêt sur ces émissions est de 10,5% jusqu'à leur échéance respective.

d) Le taux d'intérêt sur les obligations d'épargne émises le 1^{er} juin 1983 est de 9,5% pour la première année puis de 8,5% jusqu'à l'échéance.

FONDS D'AMORTISSEMENT

(MILLIERS \$)

Continuité

Solde au début		138 784
Plus:		
Versements du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements		
Versements	26 965	
Escomptes sur achats et ventes	4 825	
Intérêts gagnés	14 730	
		<u>46 520 (1)</u>
		185 304
Moins:		
Obligations annulées au cours de l'année financière (voir page 5-30)	18 014	
Fonds utilisés pour remboursements d'emprunts spécifiques (voir page 5-40)	1	
		<u>18 015</u>
Solde à la fin		<u>167 289</u>

Situation au 31 mars 1984

Obligations	
Gouvernement du Québec	148 250 (2)
Garanties par le gouvernement du Québec	1 849 (2)
Autres valeurs	
Cité de St-Lambert 3 ¹ / ₂ % — 1984 — 1995-03-01	175
Encaisse	1 216
Intérêts courus	4 799
Bons du trésor du Québec	6 500
Certificats de dépôt	4 500
	<u>167 289</u>

(1) Voir le détail par fonds aux pages 5-41 et 5-42.

(2) Voir le détail aux pages 5-38 et 5-39.

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)
(MILLIERS \$)

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds)	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5 1/4	1984-04-02		554
	5 1/4	1987-12-15		878
	5 7/8	1997-03-01	109 É.-U. (1)	118
	6	1988-05-01		72
	6	1991-06-01		2 780
	6,4	1990-05-23	2 471 000 Yens (3)	12 055
	6 3/4	1986-12-01		2
	6 1/2	1991-10-01		823
	6 3/4	1991-08-01		987
	7	1988-05-01		324
	7	1989-04-15	1 514 É.-U. (1)	1 629
	7	1994-10-01		728
	7 1/2	1989-12-01		2 766
	7 1/2	1993-09-15		2 523
	7 1/2	1984—1987-06-15	15 060 F.F. (2)	3 031
	7 1/2	1988-01-15	1 133 É.-U. (1)	1 132
	7 1/2	1988-01-15		565
	7 3/4	1996-12-15		440
	7 7/8	1999-05-01	5 503 É.-U. (1)	5 914
	7,9	2003-04-01	1 756 É.-U. (1)	1 756
	8	1996-03-15		1 119
	8	1995-01-01		2 918
	8	1994-02-08		840
	8	1988-05-01		145
	8 3/8	1993-08-01		1 437
	8 1/2	1998-12-15		15
	8 5/8	1999-03-01		1 100
	8 3/4	1995-09-05		304
	9	1997-06-01	2 758 É.-U. (1)	2 808
	9	1985-10-01		12
	9	1985-03-01	6 É.-U. (1)	6
	9	1995-11-01	1 939 É.-U. (1)	2 156
	9,2	2004-04-15	1 523 É.-U. (1)	1 480
	9 1/4	1991-06-01		89
	9 1/4	1991-08-01		1
	9 1/4	1984—1994-12-17	450 U.C.E. (4)	905
	9 3/8	2001-03-01		1 063
	9 1/2	1995-12-02		910
	9 1/2	1995-10-01		376
	9 1/2	2001-06-15	2 941 É.-U. (1)	2 852
	9 1/2	2000-09-09		562
	9 3/4	1992-08-01		125
	9 3/4	1996-12-16		3 000

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds) (suite)

	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	9 ⁷ / ₈	2000-05-15	6 063 É.-U. (1)	6 240
	9 ⁷ / ₈	2000-11-10		525
	9 ⁷ / ₈	2000-11-10		155
	10 ¹ / ₄	1995-11-19		262
	10 ¹ / ₄	2001-05-04		1 400
	10 ¹ / ₄	2001-05-04		1 000
	10 ³ / ₈	1999-09-04		191
	10 ¹ / ₂	2000-09-09		12 589
	10,6	1994-05-01		267
	10,7	1999-05-01		454
	10 ³ / ₄	1999-09-04		992
	10 ³ / ₄	1999-09-04		3 744
	10 ³ / ₄	1999-09-04		2 444
	12	1993-04-07		18 267
	12 ¹ / ₄	1994-02-27		6 500
	12 ³ / ₄	1992-12-22		3 867
	13	2003-04-07		10 075
	13 ¹ / ₄	2002-12-22		5 853
	13 ¹ / ₄	1985-12-22		7 034
	13 ³ / ₄	1995-12-22		1 881
	13 ³ / ₄	1995-12-22		1 210
				<u>148 250</u>
Obligations garanties par le gouvernement du Québec:				
Hydro-Québec	5	1984-07-15	50 É.-U. (1)	50
	9	1985-02-06		25
	9 ³ / ₄	2000-02-06		125
	10	1997-06-01		233
	10	2003-07-05		300
	10	2009-02-01	100 É.-U. (1)	116
	10 ¹ / ₄	2003-05-15		1 000
				<u>1 849</u>

(1) En dollars des États-Unis.

(2) En francs français (F.F.).

(3) En yens japonais (Yens).

(4) En unités de comptes européennes (U.C.E.).

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT
(MILLIERS \$)

Provenance des fonds

Du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements		46 520 (1)
Plus:		
Diminution du compte à recevoir		<u>69</u>
		46 589
Moins:		
Augmentation des intérêts courus		<u>1 541</u>
		45 048
Valeurs échues ou vendues		<u>265 353</u>
		<u><u>310 401</u></u>

Utilisation des fonds

Achats d'obligations et de billets	308 311	
Plus:		
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	<u>1</u>	308 312
Augmentation de solde de banque		<u>2 089</u>
		<u><u>310 401</u></u>

(1) Voir le «détail par fonds» aux pages 5-41 et 5-42.

(1) Détail par fonds

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
1984-04-02	1962	5,25	63	343	406
1985-08-01	1961	5,25	20	313	333
1986-02-01	1961	5,75	5	277	282
1986-06-15	1964	5,50	45	399	444
1986-12-01	1966	6,75	202		202
1987-04-01	1964	6,25	31	21	52
1987-12-15	1962	5,25	1	306	307
1988-01-15	1968	7,50	8	380	388
1988-10-15	1963	6,00	19	458	477
1989-01-15	1965	5,50	10	394	404
1989-12-01	1967	7,50		44	44
1990-04-01	1965	5,50	43	398	441
1990-10-15	1965	5,75		396	396
1991-06-01	1966	6,00	37	317	354
1991-06-01	1970	9,25	2	12	14
1991-08-01	1970	9,25	4	5	9
1991-08-01	1967	6,75		356	356
1991-10-01	1966	6,50		368	368
1992-04-01	1967	6,25	3	411	414
1992-06-01	1967	6,50	102	250	352
1992-08-01	1970	9,75	715	232	947
1992-08-01	1974	9,75	404	237	641
1992-08-01	1976	9,75	1 289	750	2 039
1992-10-01	1971	8,375	2 195	498	2 693
1993-08-01	1972	8,375		451	451
1993-09-15	1968	7,50		288	288
1994-02-08	1971	8,00	4	388	392
1994-02-08	1973	8,00	29	434	463
1994-10-01	1968	7,00		255	255
1994-10-01	1968	7,50	1 595	292	1 887
1995-09-05	1973	8,75	1	475	476
1995-10-01	1970	9,50		339	339
1995-11-19	1974	10,25	60	599	659
1995-11-19	1975	10,25	133	750	883
1995-11-19	1976	10,25	10	990	1 000
1995-12-02	1970	9,50	243	226	469
1995-12-02	1975	9,50	165	400	565
1996-03-15	1972	8,00		437	437
1996-12-15	1971	7,75	10 336		10 336
1998-12-15	1973	8,50	13	456	469
1999-03-01	1974	8,625		437	437
1999-09-04	1974	10,375		22	22
1999-09-04	1974	10,75	124	345	469
1999-09-04	1974	10,75	238	350	588
1999-09-04	1975	10,75		698	698
1999-09-04	1976	10,75		815	815
2000-09-09	1975	10,50		555	555
2001-05-04	1976	10,25		936	936
2001-05-04	1976	10,25	77	1 165	1 242
			18 226	19 268	37 494

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(MILLIERS \$)

(1) Détail par fonds (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie des États-Unis					
1989-04-15	1968	7,00	5	531	536
1993-11-15	1973	8, 8,25	367	19	386
1993-11-15	1973	8,125, 8,25	656	185	841
1995-07-15	1975	8,25, 9,375	3	12	15
1995-07-15	1975	8,75, 9,375	93	197	290
1997-03-01	1967	5,875		464	464
1997-06-01	1971	9,00	87	758	845
1999-05-01	1969	7,875		394	394
2000-05-15	1975	9,875		1 084	1 084
2001-06-15	1976	9,50	16	1 102	1 118
2003-04-01	1973	7,90	87	1 333	1 420
2004-04-15	1974	9,20	15	1 618	1 633
			1 329	7 697	9 026
			19 555	26 965	46 520

Moins:

Contribution au Fonds consolidé
du revenu pour le remboursement
d'emprunt

1

46 519

**Répartition des valeurs détenues par fiduciaire
dans les fonds d'amortissement au 31 mars 1984**

	Valeur au pair	Équivalent canadien
Fiducie du Québec		113 866
Fiducie du Québec	50 \$ É.-U.	50
Bank of Montréal, New-York	22 267 \$ É.-U.	22 913
Crédit Lyonnais, Luxembourg	15 060 F.F.	3 031
Bank of Tokyo, Japon	2 471 000 Yens	12 055
Bank of Montréal, Londres	3 078 \$ É.-U.	3 294
Banque Nationale du Canada		11 000
Kredietbank, Luxembourg	450 U.C.E.	905
		167 114 (*)

(*) Encluant un billet au montant de 175 048 \$ de la cité
de St-Lambert détenu par le ministère des Finances.

AUTRES EMPRUNTS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Emprunts	1 692 463
Moins:	
Fonds d'amortissement	30 558
	<u>1 661 905</u>

Continuité

Solde au début	1 623 506 (1)
Plus:	
Emprunts effectués (voir page 3-4)	71 320
	<u>1 694 826</u>
Moins:	
Emprunts remboursés (voir page 3-6)	2 363
	<u>1 692 463</u>

Détail

En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales		123 471
Institutions universitaires (assumées)		41 709
Emprunts escomptés		34 595
Office des autoroutes du Québec		32 500
		<u>232 275</u>
En monnaie des États-Unis	\$ É.-U.	
Euro-dollars	1 152 000	1 310 889 (2)
Office des autoroutes du Québec	13 720	16 833 (2)
	<u>1 165 720</u>	<u>1 327 722</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	D.M.	
	150 000	76 921 (2)
En monnaie du Royaume-Uni	L.S.	
	25 000	55 545 (2)
		<u>1 692 463</u>

(1) Y compris en emprunts assumés 42 200 374 \$ au début et 41 708 657 \$ à la fin.

(2) Équivalent canadien aux dates de réalisation.

AUTRES EMPRUNTS (suite)
 (MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total	Fonds d'amor- tissement	Solde
En monnaie du Canada							
Gouvernement du Canada							
Zones spéciales							
Projets terminés							
1984 — 2009-04-01	1972 — 1979	(divers taux)	(a)		123 471		123 471
Institutions universitaires (assumées)							
Société centrale d'hypothèque et de logement							
1984 — 2017-03-01	1960	5 ¹ / ₈ -5 ³ / ₄		38 909			
Université Concordia							
1990 — 1994-03-01	1964	8		2 800	41 709		41 709
Emprunts escomptés							
1988 — 1992-06-14	1982	16,2888 (A)	(f)		34 595		34 595
Office des autoroutes du Québec							
1984 — 1989-07-15	1982	5,75			32 500		32 500
					232 275		232 275
En monnaie des États-Unis							
(Euro-dollars)							
\$ É.-U.							
1986 — 1990-11-21	1981	15 ¹ / ₈	(b)	150 000	177 480		
1986 — 1990-11-21	1979	15 ³ / ₈	(b)	400 000	432 067		
1986 — 1990-11-21	1980	15 ¹ / ₄	(b)	300 000	344 790		
1984 — 1993-11-02	1978	9 ³ / ₄ (A)	(c)	100 000	116 526		
1989 — 1994-06-15	1979	9 ³ / ₄ (A)	(d)	70 000	82 053		
1989 — 1994-08-09	1979	9,85 (A)	(e)	75 000	87 844		
1986-06-30	1983	11,25		2 000	2 461		
1988-08-03	1983	12,20		2 000	2 470		
1988-08-18	1983	12,625		2 000	2 466		
1988-09-15	1983	12,375		1 000	1 231		
1987 — 1993-11-13	1983	(1)	(g),(h)	50 000	61 501	1 310 889	1 310 889
					1 152 000		
Office des autoroutes du Québec							
1984-12-01	1982	5,50		13 720	16 833	30 558	(13 725)
				1 165 720	1 327 722	30 558	1 297 164
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne							
D.M.							
1992-02-17	1982	10,65 (A)		150 000	76 921		76 921
En monnaie du Royaume-Uni							
L.S.							
1992-07-09	1982	15		25 000	55 545		55 545
					1 692 463	30 558	1 661 905

(1) Taux du LIBOR plus 0,475%.

(A) Taux annuel.

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru capitalisé sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt contracté de banques européennes en 1977, en monnaie des États-Unis, pour un montant de 300 000 000 \$ échéant de 1979 à 1984 aux taux du LIBOR plus 1¹/₈% substitué en 1978 pour un montant de 500 000 000 \$ dont 400 000 000 \$ ont été encaissés, échéant de 1984 à 1988 au taux du LIBOR plus 5¹/₈ de 1% pour les 2 premières années et de 3¹/₄ de 1% pour les années subséquentes. Substitué à nouveau en 1980 pour un montant de 1 000 000 000 \$ dont 850 000 000 \$ ont été encaissés échéant à raison de 10% en 1986, 15% en 1987, 20% en 1988, 25% en 1989 et 30% en 1990 au taux du LIBOR plus 3¹/₈ de 1% jusqu'au 21 novembre 1984 et 1¹/₂ de 1% pour les années subséquentes.

Cet emprunt peut être remboursé à toute date d'intérêt sur préavis d'au moins quinze jours.

(c) Échéant à raison de 5% de 1984 à 1987, 10% de 1988 à 1992 et 30% en 1993.

(d) Échéant à raison de 6,3 millions \$ É.-U. à tous les 6 mois du 15 juin 1989 au 15 décembre 1993 et 7,0 millions \$ le 15 juin 1994.

(e) Échéant à raison de 6,75 millions \$ É.-U. tous les 6 mois du 9 août 1989 au 9 février 1994 et 7,5 millions \$ le 9 août 1994.

(f) Emprunt de 50 000 000 \$ à 8¹/₂%, vendu à 66,809 pour donner un rendement de 16,2888%.

(g) Échéant en 14 remboursements semestriels égaux à compter du 13 mai 1987.

(h) Un contrat d'échange de monnaie prévoit les paiements d'intérêt et les remboursements en dollars canadiens. Ce contrat d'échange concerne 47 743 902 \$ É.-U. dont l'équivalent canadien à la date de réalisation est de 58 725 000 \$ pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 60 000 000 \$.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT
Au 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États-Unis (1)	En monnaie de la République fédérale d'Allemagne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume-Uni (1)	En unités de compte européennes (U.C.E.) (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	En monnaie des Pays-Bas (1)	En unités monétaires européennes (E.C.U.) (1)	Total
1984-1985	567 559	74 777	3 123	24 781		2 012	2 615	3 019			677 886
1985-1986	716 412	60 385	16 732	21 415		2 012	5 045	3 019			825 020
1986-1987	471 904	133 930	79 942	21 415		2 012	7 329	3 018			719 550
1987-1988	730 722	187 986	83 535	29 713	76 755	2 012	7 329	3 421	45 641		1 167 114
1988-1989	778 904	239 594	13 609	39 523		2 011	7 330			57 719	1 138 690
1984 — 1989	3 265 501	696 672	196 941	136 847	76 755	10 059	29 648	12 477	45 641	57 719	4 528 260
1989 — 1994	3 725 209	1 713 870	355 364	321 464	119 748	50 291	153 600				6 439 546
1994 — 1999	3 544 973	279 567				12 070					3 836 610
1999 — 2004	1 496 928	281 929									1 778 857
2004 — 2009	110 694	107 441									218 135
2009 et plus	14 659	86 441			22 064						123 164
	<u>12 157 964</u>	<u>3 165 920</u>	<u>552 305</u>	<u>458 311</u>	<u>218 567</u>	<u>72 420</u>	<u>183 248</u>	<u>12 477</u>	<u>45 641</u>	<u>57 719</u>	<u>16 924 572</u>

NOTE: Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du Gouvernement et d'une prévision de remboursement avant échéance des obligations remboursables à demande, dont 232,3 M\$ (millions \$) en 1984-1985, 204,4 M\$ en 1985-1986, 179,9 M\$ en 1986-1987, 158,3 M\$ en 1987-1988, 134,5 M\$ en 1988-1989.

De plus, il tient compte des dates les plus éloignées dans le cas des options d'échange.

Par ailleurs, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursements d'emprunts dans l'année où elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) En équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées.

FONDS D'AMORTISSEMENT — OFFICE DES AUTOROUTES DU QUÉBEC

(MILLIERS \$)

Continuité

Solde au début											26 349
Plus:											
Versements du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements											
Versements							619				
Escomptes sur achats							899				
Intérêts gagnés							2 691				4 209
Solde à la fin											<u>30 558</u>

Situation au 31 mars 1984

Obligations(*)											
Gouvernement du Québec						19 830	(1)				
Office des autoroutes du Québec						8 147	(2)				
Hydro-Québec						1 357	(1)				
Autres valeurs											
Encaisse						430					
Intérêts courus						794					
						<u>30 558</u>					

(*) Voir détail à la page 5-46.

(1) Le gardien de ces obligations est le Trust Général du Canada (Montréal).

(2) Le gardien de ces obligations est le Trust Général du Canada (Montréal) pour un montant de 5 226 000 \$ et la Fiducie du Québec (Montréal) pour un montant de 2 921 000 \$.

FONDS D'AMORTISSEMENT — OFFICE DES AUTOROUTES DU QUÉBEC

(MILLIERS \$)

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds)	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5 ¹ / ₄	1984-04-02		475
	5 ¹ / ₄	1985-08-01		466
	5 ¹ / ₂	1986-06-15		45
	5 ¹ / ₂	1990-04-01		1 066
	5 ³ / ₄	1990-10-15		886
	6	1988-10-15		558
	6 ¹ / ₄	1992-04-01		1 968
	6 ¹ / ₂	1992-06-01		1 179
	7 ¹ / ₄	1984-11-01		6
	7 ¹ / ₂	1993-09-15		250
	9 ¹ / ₂	1995-12-02		65
	9 ³ / ₄	1992-08-01		302
	10 ¹ / ₄	1984-08-21		4 412
	13 ¹ / ₄	1984-11-05		7 481
	16 ¹ / ₂	1984-06-18		626
	17 ¹ / ₄	1984-10-20		45
				19 830
Office des autoroutes du Québec	5 ³ / ₄	1989-07-15		8 147
Obligations garanties par le Gouvernement du Québec Hydro-Québec	5 ¹ / ₄	1986-06-01		77
	5 ¹ / ₂	1985-11-01		379
	13 ¹ / ₂	1984-09-24		181
	15 ³ / ₄	1984-07-09		720
				1 357

PASSIFS ÉVENTUELS

EMPRUNTS GARANTIS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Détail page		1984	1983
	ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
5-48	Commission municipale du Québec	53 184	56 003
5-48	Hydro-Québec (1)	18 708 213 (1),(3)	17 611 423
5-53	Office du crédit agricole du Québec	14 000	14 000
5-53	Proforêt Inc. (filiale de Rexfor)		1 000
5-54	Régie de l'assurance-dépôts du Québec	3 300	16 900
5-54	Régie de l'assurance-maladie du Québec	17 605	17 823
5-55	Régie des installations olympiques (1)	658 540 (1)	665 604
5-56	Sidbec	348 350	360 950
5-56	Société de développement de la Baie James	7 800	
5-57	Société de développement industriel du Québec	56 600	66 600
5-57	Société d'habitation du Québec	63 424	98 689
5-57	Société du Palais des congrès de Montréal	30 000	30 000
5-58	Société nationale de l'amiante	23 500	23 500
5-58	Société québécoise d'assainissement des eaux	40 000	
		20 024 516	18 962 492
	MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS		
5-58	Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 431	1 609
5-58	Agriculteurs	14 284	23 532
5-59	Éditeurs et libraires	370	400
5-59	Étudiants (2)	530 720	436 836
5-59	Fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay	355	
5-60	Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	1 190	1 488
5-61	Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	1 367	1 154
5-62	Usines laitières régionales	4 180	4 922
		553 897	469 941
		20 578 413	19 432 433

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars 1984 aux taux de conversion suivants exprimés en dollar(s) canadien(s):

En monnaie des États-Unis, dollar E.-U.	= 1,2765
En monnaie du Japon, yen	= 0,005680
En monnaie des Pays-Bas, florin néerlandais	= 0,4359
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, deutsche mark	= 0,4921
En monnaie du Royaume-Uni, livre sterling	= 1,8350
En monnaie de la Suisse, franc suisse	= 0,5933
En unités monétaires européennes, E.C.U. (European Currency Unit)	= 1,10372

(2) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

(3) Y compris 3 205 699 \$ pour les obligations d'Hydro-Québec détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement (voir pages 5-39 et 5-46).

Commission municipale du Québec

L.R.Q., c. D-7

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires		
Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Solde au 31 mars	53 184 *	56 003

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement sur autorisation du Lieutenant-gouverneur en conseil (A.C. 2206-64).

* Détail

Montréal métropolitain: 27 769

Anjou, 62; Beaconsfield, 22; Blainville, 515; Boisbriand, 588; Boucherville, 533; Brossard, 17; Chambly, 59; Châteauguay, 156; Côte-St-Luc, 590; Dollard-Des-Ormeaux, 42; Dorion, 25; Dorval, 374; Greenfield-Park, 45; Île-Perrot, 64; Lachenaie, 22; Lachine, 66; L'Assomption, 234; Laval, 647; L'Épiphanie, 11; Longueuil, 1 440; Mascouche, 136; McMasterville, 47; Mercier, 36; Montréal, 17 323; Montréal-Est, 134; Montréal-Ouest, 6; Mont-Royal, 36; Mont-St-Hilaire, 47; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 68; Otterburn-Park, 47; Outremont, 55; Pierrefonds, 286; Pinckney, 147; Pointe-Claire, 372; Repentigny, 40; Rosemère, 291; St-Basile-le-Grand, 181; St-Bruno-de-Montarville, 170; Ste-Catherine, 56; St-Constant, 3; St-Eustache, 84; St-Hubert, 241; St-Lambert, 39; St-Laurent, 445; St-Léonard, 28; Ste-Thérèse, 572; Terrasse-Vaudreuil, 137; Terrebonne, 349; Varennes, 1; Verdun, 648; Westmount, 232.

Québec métropolitain: 6 598

Ancienne-Lorette, 126; Beauport, 1 046; Charlesbourg, 1 238; Charny, 764; Lévis, 292; Loretteville, 40; Québec, 1 515; Ste-Brigitte-de-Laval, 112; St-Félix-du-Cap-Rouge, 226; Ste-Foy, 213; St-Jean-de-Boischatel, 61; St-Romuald-d'Etchemin, 8; Sillery, 315; Val-Bélair, 642.

Diverses circonscriptions électorales: 18 817

Abitibi-Est, 124; Abitibi-Ouest, 115; Argenteuil, 111; Arthabaska, 198; Beauce-Nord, 562; Beauce-Sud, 28; Beauharnois, 60; Bellechasse, 1 152; Berthier, 31; Bonaventure, 850; Brome-Missisquoi, 339; Champlain, 384; Charlevoix, 1 253; Chauveau, 204; Chicoutimi, 158; Drummond, 117; Dubuc, 372; Duplessis, 246; Gaspé, 671; Gatineau, 61; Hull, 362; Huntingdon, 94; Iberville, 60; Îles-de-la-Madeleine, 297; Johnson, 266; Joliette, 47; Jonquière, 114; Kamouraska-Témiscouata, 145; Labelle, 463; Lac-St-Jean, 83; Laprairie, 4; Laviolette, 258; Lotbinière, 633; Maskinongé, 126; Matane, 128; Matapédia, 21; Mégantic-Compton, 43; Montmagny-L'Islet, 186; Nicolet, 37; Orford, 332; Papineau, 709; Pontiac, 78; Portneuf, 105; Prévost, 283; Richelieu, 511; Richmond, 197; Rimouski, 375; Rivière-du-Loup, 196; Roberval, 277; Rousseau, 237; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 455; Saguenay, 663; St-Hyacinthe, 80; St-Jean, 446; St-Maurice, 606; Shefford, 363; Sherbrooke, 1 770; Trois-Rivières, 201; Ungava, 45; Vaudreuil-Soulanges, 151; Verchères, 334.

Hydro-Québec

Sommaire des emprunts garantis

(MILLIERS \$)

	1984		1983	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		6 155 852		5 538 024
En monnaie des États-Unis	7 656 521 \$ É.-U.	9 773 549	7 931 390 \$ É.-U.	9 786 542
En monnaie de la Suisse	1 448 165 F.S.	859 196	1 359 665 F.S.	805 466
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	1 194 500 D.M.	587 813	1 261 500 D.M.	640 716
En monnaie du Royaume-Uni	150 000 L.S.	275 250	90 000 L.S.	164 718
En monnaie du Japon	20 000 000 Yens	113 600	20 000 000 Yens	103 280
En unités monétaires européennes	90 000 E.C.U.	99 335	90 000 E.C.U.	102 405
En monnaie des Pays-Bas	150 000 Florins	65 385	150 000 Florins	67 785
		17 929 980		17 208 936
Autres emprunts		841 219		485 454
Total avant fonds d'amortissement		18 771 199		17 694 390
Moins fonds d'amortissement		62 986		82 967
Total		18 708 213		17 611 423

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1985-03-15	1961-03-15	447-61	5 ¹ / ₂	AB	22 112
1985-11-01	1961-11-01	1974-61	5 ¹ / ₂	AC	20 929
1984-10-01	1962-10-01	1439-62	5 ³ / ₄	AF	30 653
1986-06-01	1963-06-01	746-63	5 ¹ / ₄	AM	27 469
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 ¹ / ₂	AN	1 138
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5 ¹ / ₂	AQ	34 799
1987-02-15	1965-02-15	177-65	5 ¹ / ₂	AR	6 666
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR	32 554
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	32 177
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	26 295
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6 ¹ / ₂	AZ	25 022
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC	22 414
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	10 934
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	23 200
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7 ³ / ₄	BH	203
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 ¹ / ₂	BK	23 165
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9 ¹ / ₂	BM	5 290
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9 ¹ / ₂	BO	25 125
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 ³ / ₄	BT	41 000
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 ³ / ₄	BU	43 229
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 ¹ / ₄	BY	41 766
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 ¹ / ₄	BZ	53 850
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 ³ / ₈	CA	47 795
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 ¹ / ₄	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 ¹ / ₄	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 ³ / ₄	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 ¹ / ₂	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 ⁷ / ₈	CL	80 000
1985-02-06	1975-02-06	150-75	9	CR	20 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 ³ / ₄	CR	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 ³ / ₄	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 ¹ / ₄	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 ³ / ₄	CY	25 285
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 ¹ / ₄	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 ¹ / ₄	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 ¹ / ₄	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
1989-03-27	1979-03-27	702-79	10,4	DM	15 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 ³ / ₄	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 ³ / ₄	DMA	135 000
1989-05-15	1979-05-15	1200-79	10	DO	10 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
1990-04-09	1980-04-09	947-80	Flottant	DU	75 000
1985-04-15	1980-04-15	946-80	14	DV	160 000
1986-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 ³ / ₄	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 ¹ / ₄	EA	185 000
1987-09-29	1980-09-29	2963-80	13	EB	100 000
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13 ¹ / ₄	ED	85 000
1984-09-24	1981-03-24	705-81	13 ¹ / ₂	EF	185 000
1984-07-09	1981-07-09	1669-81	15 ³ / ₄	EH	160 000
1984-09-16	1981-09-16	2449-81	17 ¹ / ₂	EL	130 000
1986-11-24	1981-11-24	3019-81	17 ¹ / ₂	EN	130 000
1987-12-09	1981-12-09	3290-81	15	EP	75 000
1987-01-21	1982-01-21	40-82	16 ¹ / ₈	ER	100 000
1989-03-15	1982-03-15	585-82	16 ¹ / ₂	ET	50 000
1989-05-15	1982-05-15	1069-82	16 ¹ / ₂	EU	50 000
1993-02-20	1982-08-20	1741-82	16,9	EX	100 000
1987-09-15	1982-09-15	2006-82	15 ¹ / ₄	EZ	154 000
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 ³ / ₄	EZ	46 000
1987-10-13	1982-10-13	2264-82	15	FB	100 000
1992-11-15	1982-11-15	2435-82	14	FC	60 000
1992-12-15	1982-12-15	2990-82	9 ¹ / ₂	FE	41 162
1993-02-10	1983-02-10	110-83	12	FF	98 000
2003-02-10	1983-02-10	110-83	13	FF	67 000
1993-02-10	1983-04-13	595-83	12	FF	50 000
1993-09-29	1983-09-29	1855-83	12 ³ / ₄	FJ	51 620
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13 ¹ / ₄	EA-1	125 000
1988-09-30			11 ³ / ₄	FI	103 000
1993-09-30			12 ¹ / ₂	FI	67 000
1988-03-15			11,15	FK	50 000
1993-09-30	1983-12-15	2512-83	12 ¹ / ₂	FIA	50 000
1989-03-16	1984-02-15	284-84	12 ¹ / ₂	FIA	50 000
1989-03-16	1984-03-16	529-84	Flottant	FN	125 000
2005-09-30	1984-03-30	654-84	13 ¹ / ₄	EA-2	50 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale (*) (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$ É.-U.	
1984-07-15	1959-07-15	671-59	5	X	27 937	35 662
1988-02-15	1963-02-15	{ 205-63 334-63	5	AG	147 299	188 027
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4 ¹ / ₂	AO	50 000	63 825
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4 ³ / ₄	AP	30 900	39 444
1985-06-15	1965-06-15	1167-65	4 ⁵ / ₈	AS	35 590	45 431
1987-01-01	1966-01-01	2226-65	5 ¹ / ₄	AT	35 076	44 774
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5 ³ / ₈	AV	41 254	52 661
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6 ¹ / ₄	AX	25 569	32 639
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6 ¹ / ₄	AY	40 027	51 094
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 ¹ / ₄	BA	35 334	45 104
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6 ¹ / ₂	BB	34 394	43 904
1989-01-15	1968-01-15	1-68	6 ¹ / ₈	BD	45 468	58 040
1986-08-01	1968-08-01	2206-68	7 ³ / ₄	BF	19 579	24 993
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7 ¹ / ₄	BG	35 595	45 437
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 ³ / ₄	BI	38 600	49 273
1995-12-15	1969-12-15	3820-69	9 ³ / ₄	BL	40 866	52 165
1995-03-15	1970-03-15	772-70	9 ¹ / ₄	BN	48 603	62 042
1997-08-15	1970-08-15	2990-70	9 ¹ / ₂	BP	60 835	77 656
1985-10-01	1970-10-01	3632-70	9 ¹ / ₄	BQ	2 700	3 447
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 ³ / ₄	BR	59 715	76 226
1986-03-15	1971-03-15	780-71	8 ¹ / ₄	BS	6 100	7 787
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 ¹ / ₂	BV	60 915	77 758
1986-11-15	1971-11-15	3729-71	8 ¹ / ₂	BW	12 000	15 318
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 ¹ / ₈	BX	82 823	105 724
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 ¹ / ₂	CC	103 047	131 539
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 ¹ / ₂	CF	84 765	108 202
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 ¹ / ₄	CI	106 800	136 330
1989-02-01	1974-02-01	383-74	8 ¹ / ₂	CJ	21 000	26 806
1984-08-01	1974-08-01	2523-74	10,7	CM	137 158	175 082
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10 ¹ / ₄	CQ	183 952	234 815
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9 ³ / ₄	CT	183 092	233 717
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	229 616	293 105
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 ¹ / ₄	CX	722 500	922 271
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	236 061	301 332
1986-11-01	1976-11-01	3695-76	8 ¹ / ₂	DB	125 000	159 562
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 ³ / ₄	DC	36 125	46 114
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	92 731	118 371
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 ¹ / ₄	DF	200 250	255 619
1993-07-01	1978-07-01	1963-78	9 ¹ / ₂	DI	37 200	47 486
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	98 891	126 234
1993-08-22	1978-08-22	2558-78	9 ³ / ₄	DK	45 500	58 081
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	199 500	254 662
1999-05-15	1979-05-15	1067-79	10	DN	65 500	83 611
1994-05-10	1979-05-10	1201-79	9,85	DP	100 000	127 650
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 ¹ / ₈	DQ	200 000	255 300
1986-10-15	1979-10-15	2820-79	11 ¹ / ₄	DS	200 000	255 300
1985-02-01	1980-02-01	199-80	12 ¹ / ₂	DT	200 000	255 300
1990-01-31	1980	128-80	Flottant		200 000 (1)	255 300
1992-06-15	1980-06-15	1627-80	11 ¹ / ₂	DX	78 250	99 886
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 ³ / ₄	DY	250 000	319 125
1987-10-15	1980-10-15	3202-80	12 ¹ / ₂	EC	200 000	255 300
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 ¹ / ₄	EE	138 404	176 673
1991-02-01	1981-02-01	60-81	13	EE	95 000	121 267
1991-07-15	1981-07-15	2020-81	16 ¹ / ₄	EI	200 000	255 300
1991-09-01	1981-09-01	2323-81	17 ³ / ₈	EK	250 000	319 125
1991-10-15	1981-10-15	2830-81	17 ¹ / ₄	EM	150 000	191 475
1987-11-01	1981-11-01	3011-81	16 ³ / ₈	EO	200 000	255 300
1992-01-15	1982-01-15	93-82	16 ⁵ / ₈	EQ	200 000	255 300
1988-02-15	1982-02-15	165-82	16 ¹ / ₄	ES	100 000	127 650
1992-08-15	1982-08-15	1853-82	14 ³ / ₈	EY	150 000	191 475
1992-12-01	1982-12-01	2602-82	11 ¹ / ₂	FD	94 000	119 991
1989-02-15	1983-02-15	200-83	11 ³ / ₄	FG	175 000	223 387
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13 ³ / ₈	FG	100 000	127 650
1993-12-15	1983-12-15	{ 1843-83 2576-83 2580-83	12 ³ / ₈	FL	100 000	127 650
2013-12-15	1983-12-15	{ 1843-83 2576-83 2580-83	13 ¹ / ₄	FL	150 000	191 475
1994-01	1984-01-19	2697-83	Flottant	FM	200 000	255 300
					<u>7 656 521</u>	<u>9 773 549 *</u>

(*) En monnaie étrangère.

(1) Voir page 5-52.

* Voir note (1) page 5-47.

Hydro-Québec (suite)

L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale (*) (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				F.S.	
1987-12-22	1972-12-22	3731-72	6 ¹ / ₄	80 000	47 464
1991-08-20	1976-08-20	2635-76	6	72 665	43 112
1992-09-21	1977-09-21	2852-77	5	85 000	50 430
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 ³ / ₄	110 500	65 560
1991-08-17	1981-08-17	2115-81	7	100 000	59 330
1988-12-23	1981-12-23	{ 3207-81	7 ³ / ₄	300 000	177 990
		{ 3208-81			
		{ 3209-81			
1992-02-18	1982-02-18	220-82	6 ³ / ₄	100 000	59 330
1992-08-11	1982-08-11	1736-82	6 ⁵ / ₈	100 000	59 330
1987-08-24	1982-08-24	{ 1810-82	6 ⁷ / ₈	300 000	177 990
		{ 1811-82			
		{ 1812-82			
1993-05-04	1983-05-04	753-83	5 ¹ / ₂	100 000	59 330
1990-10-13	1983-10-13	2028-83	6	100 000	59 330
				1 448 165	859 196 *
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				D.M.	
1984-09-01	1969-09-01	2331-69	7 ¹ / ₄	10 000	4 921
1986-09-01	1971-09-01	2874-71	8	30 000	14 763
1987-04-01	1972-04-01	907-72	6 ¹ / ₂	40 000	19 684
1988-03-01	1973-03-01	685-73	6 ¹ / ₂	40 000	19 684
1987-08-16	1977-08-16	2553-77	6 ¹ / ₂	154 500	76 029
1987-12-01	1977-12-01	4129-77	6 ¹ / ₄	120 000	59 052
1991-12-01	1981-12-01	3206-81	10 ¹ / ₄	150 000	73 815
1992-04-15	1982-04-15	734-82	10 ¹ / ₂	150 000	73 815
1992-06-30	1982-06-30	1487-82	10 ¹ / ₄	300 000	147 630
1993-02-16	1983-02-16	155-83	8	200 000	98 420
				1 194 500	587 813 *
En monnaie du Royaume-Uni				Livres Sterling	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	73 400
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12 ³ / ₄	50 000	91 750
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	110 100
				150 000	275 250 *
En monnaie du Japon				Yens	
1992-09-20	1977-07-28	2294-77	8 ¹ / ₂	20 000 000	113 600 *
En unités monétaires européennes (European Community Unit)				E.C.U.	
1988-09-16	1981-09-16	2448-81	14 ¹ / ₄	40 000	44 149
1989-06-01	1982-06-01	1168-82	13 ¹ / ₂	50 000	55 186
				90 000	99 335 *
En monnaie des Pays-Bas				Florins	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11 ¹ / ₈	150 000	65 385 *

(*) En monnaie étrangère.

* Voir note (1) page 5-47.

Hydro-Québec (suite)

L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

1984

En monnaie du Canada et des États-Unis

Autres emprunts

Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:

a) En vertu des décrets 1501-83 et 1841-83 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou, du taux majoré de 1,75% des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le « prime rate » de la Chase Manhattan Bank de New York, pour des termes ne dépassant pas 3 ans au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 000 \$. Au 31 mars 1984, ces emprunts totalisent 165 555 000 \$ canadiens et 250 000 000 \$ É.-U.	484 680
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 ³ / ₁₆ % à 7 ¹⁵ / ₁₆ %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, depuis le 25 mars 1975.	16 266
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêt à des taux variant de 7 ¹⁵ / ₁₆ % à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, à compter du 7 avril 1984.	151 000
d) en vertu du décret 3461-81 autorisant l'émission de billets à ordre ne dépassant pas 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Ces billets viennent à échéance au plus tôt 270 jours et au plus tard 5 ans après leur date d'émission. Ils portent intérêt à compter de leur date respective d'émission à un taux qui n'est pas supérieur au taux majoré de 2,25% des bons du trésor émis par le gouvernement des États-Unis et ayant la même échéance. Au 31 mars 1984, ces emprunts totalisent 148 275 000 \$ É.-U.	189 273
Total autres emprunts	841 219
Total avant fonds d'amortissement	18 771 199
Moins fonds d'amortissement	62 986 (2)
Total obligations négociables	18 708 213

(1) D'autres garanties d'emprunts ont été autorisées par le gouvernement dont 500 000 000 \$ en monnaie des États-Unis selon le décret 128-80 et 500 000 000 \$ en monnaie du Canada selon l'arrêté en conseil 2289-78, mais dont les emprunts n'ont pas été effectués au 31 mars 1984.

(2) Y compris 48 411 263 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 37 925 000 \$ en monnaie des États-Unis, 1 163 817 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 2 365 000 D.M. en monnaie de la République fédérale d'Allemagne et 1 527 748 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 2 575 000 F.S. en monnaie de la République fédérale de Suisse.

Office du crédit agricole du Québec

L.R.Q., c. C-75 et L.R.Q., c. C-78

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Financement agricole		
Conformément à la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75), l'Office a les pouvoirs de contracter des emprunts par obligations avec l'autorisation préalable du Gouvernement. Ces emprunts peuvent être garantis par le Gouvernement.		
En vertu du décret 313-83, l'Office a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A», d'une valeur nominale globale de 3 850 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 15 mars 1983, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{3}{8}$ de 1%, payable trimestriellement, rachetables par anticipation au gré de l'Office à compter du 15 mars 1984 et échéant le 15 mars 1988.		
Le Québec garantit sans réserve le service de la dette (capital et intérêt) des obligations et renonce à cette fin au bénéfice de discussion.		
Le solde dû en capital seulement, au 31 mars et garanti par le Gouvernement est de	3 850	3 850
Financement forestier		
Conformément à la Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., c. C-78), l'Office peut, avec l'autorisation préalable du Gouvernement, contracter des emprunts par obligations. Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de l'Office.		
En vertu du décret 350-83, l'Office a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «B», d'une valeur nominale globale de 10 150 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 15 mars 1983, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{3}{8}$ de 1%, payable trimestriellement, rachetables par anticipation au gré de l'Office à compter du 15 mars 1984 et échéant le 15 mars 1988.		
Le Québec garantit sans réserve le service de la dette (capital et intérêt) des obligations et renonce à cette fin au bénéfice de discussion.		
Le solde dû en capital seulement, au 31 mars et garanti par le Gouvernement est de	10 150	10 150
	14 000	14 000

Proforêt Inc. (filiale de Rexfor)

L.R.Q., c. S-12

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 22a de la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, L.R.Q., c. S-12, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Rexfor ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute telle filiale.		
En vertu du décret 941-82, le Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme est autorisé à garantir, au nom du Gouvernement, jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$, toutes les obligations de Proforêt Inc. pour le financement de ses dépenses d'opérations courantes, auprès d'institutions financières reconnues.		
Au 31 mars 1983, le solde dû en capital sur des emprunts de Proforêt Inc. et garanti par le Gouvernement s'élevait à 1 000 000 \$.		
Cet emprunt a été remboursé au cours de 1983-1984.		1 000

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

L.R.Q., c. A-26

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 54 de la Loi sur l'assurance-dépôts du Québec, le Ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement de tout engagement de la Régie; les sommes que le Gouvernement peut être appelé à payer sont prises sur le Fonds consolidé du revenu.		
En vertu du décret 1102-80, le Ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement en capital et intérêt, pour un montant total, en capital, n'excédant pas 15 000 000 \$ des emprunts contractés ou devant être contractés par la Régie pour faire face à ses obligations à l'égard de toute personne qui a fait un dépôt d'argent au sens de la Loi auprès de la société «Le prêt hypothécaire».		
Ce solde dû, en capital seulement au 31 mars 1983 est de 6 900 000 \$.		6 900
En vertu des décrets 1323-82 et 2415-82, le Ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement, en capital et intérêts, des emprunts contractés ou à être contractés par la Régie, vu l'insuffisance de ses ressources, pour consentir des avances temporaires d'argent à la Fédération des caisses d'entraide économique, à la Fédération des sociétés d'entraide économique, à leurs caisses et sociétés affiliées de même qu'à toute institution qui est inscrite à la Régie, pour faire face à ses obligations à l'égard des personnes qui ont fait, auprès des caisses d'entraide économique, des sociétés d'entraide économique et de toute institution inscrite, des dépôts d'argent garantis par la Régie au sens de la Loi, pour rembourser des emprunts contractés par elle afin de venir en aide de quelque façon que ce soit à ces Fédérations, caisses, sociétés et institutions ou, généralement, pour toutes fins relatives aux problèmes encourus par ces fédérations, caisses, sociétés et institutions.		
Le montant total, en capital en cours desdits emprunts à un moment donné, ne devra pas excéder 200 000 000 \$ en monnaie du Canada.		
Le taux d'intérêt sur ces emprunts ne devra pas être supérieur au taux préférentiel de la banque à charte canadienne choisie, en vigueur de temps à autre ou, si le prêteur n'est pas une banque à charte canadienne à un taux correspondant à la moyenne arithmétique des taux préférentiels de trois des cinq principales banques à charte canadiennes en vigueur de temps à autre pour des prêts consentis en dollars canadiens.		
Le terme de ces emprunts ne doit pas excéder un an.		
Le solde dû, en capital seulement au 31 mars est de	3 300	10 000
	3 300	16 900

Régie de l'assurance-maladie du Québec

L.R.Q., c. R-5

(MILLIERS \$)

	1984	1983
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.		
En décembre 1979, la Régie s'est portée acquéreur de l'immeuble abritant son siège social au prix de 18 536 894 \$. Pour financer cette acquisition, la Régie a contracté un emprunt hypothécaire de 18 536 894 \$, composé d'une part d'un montant de 15 169 684 \$ au taux de 10% et d'autre part d'un montant de 3 367 210 \$ au taux de 11,4% remboursable par versements mensuels égaux sur une période de 23 ans et 7 mois, se terminant le 11 juillet 2003.		
Le solde dû au 31 mars, en capital seulement et garanti par le Gouvernement en vertu du décret 2660-79, est de	17 605	17 823

Régie des installations olympiques

L.R.Q., c. R-7

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:

	Décret ou A.C.	1984	1983
Emprunt sur obligations			
Emprunt de la Société Canadienne de Crédit Coopératif Ltée — 100 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel correspondant au taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 1er avril 1982 et échéant le 31 mars 2000.	3299-79	90 000	100 000
Emprunt de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal — 50 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel de 1/4% au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 1er décembre 1983 et échéant le 1er décembre 1991.	2829-81	50 000	50 000
Emprunts sur billets			
Billets en devises des États-Unis, intérêt, au taux annuel de 3/8% au-dessus du taux interbancaires de l'eurodollar sur le marché de Londres jusqu'au 15 juillet 1987 et 1/2% par la suite, payable trimestriellement, semestriellement ou annuellement selon l'option exercée par la Régie, remboursables en 13 versements semestriels à partir du 16 juillet 1986 échéant le 16 juillet 1992 (360 000 000 \$ x (1,2765 en 1984) (1,2339 en 1983).	1627-82	459 540	444 204
Emprunt de Canada Permanent Trust Company — 50 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel de 1/4% au-dessous du taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 15 avril 1982 et échéant le 15 avril 1990.	944-80	50 000	50 000
Marge d'emprunt de 10 millions \$ en monnaie du Canada, pour la période du 15 novembre 1982 au 15 novembre 1983 au taux préférentiel des banques canadiennes.	2531-82		4 700
Marge d'emprunt de 50 millions \$, en monnaie du Canada pour la période se terminant le 31 octobre 1983 au taux préférentiel des banques canadiennes.	2437-82		16 700
Marge d'emprunt de 10 millions \$ en monnaie du Canada, pour la période du 15 novembre 1983 au 15 novembre 1984 au taux n'excédant pas le taux préférentiel des banques canadiennes.	2565-83	9 000	
		<u>658 540</u>	<u>665 604</u>

Sidbec

L.R.Q., c. E-14

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu à la Caisse de dépôt et placement du Québec six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1984	1983
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9 ¹ / ₄	A	8 650	8 850
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8 ³ / ₄	B	8 850	9 050
1991-09-01	1971-09-01	2996-71	9	C	8 850	9 050
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10 ³ / ₄	D	22 000	24 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10 ¹ / ₄	E	30 000	30 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10 ³ / ₄	F	30 000	30 000
					108 350	110 950

De plus, en vertu du décret 1108-83 du 30 mai 1983, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit pour des emprunts n'excédant pas 350 000 000 \$.

Ce montant se subdivise en un emprunt à terme de 200 000 000 \$ et des emprunts sur crédit rotatif jusqu'à concurrence de 150 000 000 \$ dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement.

Au 31 mars 1984, le solde dû en capital sur l'emprunt à terme est de 180 000 000 \$

et celui de l'emprunt sur crédit rotatif de 60 000 000 \$.

Cet emprunt remplace, le billet à ordre émis à la Banque de Montréal en mars 1983 et échéant le 31 mai 1983 en vertu du décret 594-83.

180 000	}	250 000
60 000		
240 000		250 000
348 350		360 950

Société de développement de la Baie James

L.R.Q., c. D-8

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt de la Société.

Par le décret 1073-83, le Gouvernement approuve le règlement numéro 10 de la Société portant sa marge d'emprunt à 14,0 millions \$.

Au 31 mars, le solde du principal des emprunts contractés par la S.D.B.J. garantis par le Gouvernement est de

1984	1983
7 800	

Société de développement industriel du Québec

L.R.Q., c. S-11.01

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 843-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A» d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1981, à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{3}{8}\%$ rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 24 mars 1991.	35 000	45 000
De plus, en vertu du décret 3205-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «B» d'une valeur nominale globale de 24 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 novembre 1981 et portant intérêt, à compter du 1er décembre 1981, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{1}{4}\%$ rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 1er décembre 1986.	21 600	21 600
Le solde dû en capital seulement, au 31 mars et garanti par le Gouvernement est de	56 600	66 600

Société d'habitation du Québec

L.R.Q., c. S-8

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 89a de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société d'habitation du Québec ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu des décrets 2254-82 et 1363-83, la Société est autorisée à contracter auprès d'institutions financières du secteur privé des emprunts temporaires jusqu'à concurrence d'un montant total de 120 000 000 \$ pour la période s'étendant du 1er janvier 1983 au 30 juin 1983, à un taux n'excédant pas le taux d'intérêt préférentiel des institutions financières choisies et de 175 000 000 \$ pour une période se terminant le 31 décembre 1984, à un taux n'excédant pas le taux d'intérêt préférentiel des institutions financières choisies.		
Le solde dû en capital seulement, au 31 mars et garanti par le Gouvernement est de	63 424	98 689

Société du Palais des congrès de Montréal

L.R.Q., c. S-14.1

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 701-84, la Société a contracté un emprunt de 30 000 000 \$, en monnaie du Canada auprès de Victoria and Grey Trust Company par l'émission, et la vente à celle-ci d'obligations série «A», datées du 30 mars 1984 et portant intérêt à un taux annuel égal au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{1}{4}\%$. Les obligations viendront à échéance le 2 décembre 1991 et elles seront remboursables par anticipation au seul gré de la Société.		
Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1984 et garanti par le Gouvernement est de 30 000 000 \$.	30 000	30 000*

* En vertu du décret 700-84, le Gouvernement a autorisé le transfert du Palais des congrès de Montréal par la Société de développement immobilier du Québec à la Société du Palais des congrès de Montréal en vertu de l'article 19 de sa Loi, L.R.Q., c. S-14.1.

C'est pour cette raison que la Société a émis des obligations à Victoria and Grey Trust Company tel que mentionné précédemment en remplacement et aux mêmes conditions que celles que la Société de développement immobilier du Québec devait à cette Compagnie depuis le 8 décembre 1981 et qui étaient alors garanties par le Gouvernement.

Société nationale de l'amiante

L.R.Q., c. S-18.2

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 924-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A» d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 31 mars 1981 à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins $\frac{3}{8}\%$, rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 31 mars 1996.		
Le solde dû en capital seulement au 31 mars et garanti par le Gouvernement est de	23 500	23 500

Société québécoise d'assainissement des eaux

L.R.Q., c. S-18.21

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 2136-83, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «A» d'une valeur nominale globale de 40 000 000 \$ en monnaie du Canada, datés du 31 octobre 1983, au taux de 8,125% l'an et venant à échéance le 31 octobre 1988.		
Au 31 mars 1984, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement s'élevait à 40 000 000 \$.	40 000	

MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS**Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)**

1966, c. 22

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	1984	1983
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	1 431	1 609

Agriculteurs

L.R.Q., c. A-18

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément au chapitre A-18 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente Loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars 1984, les prêts consentis et échéant en 1993 s'élevaient à 575 085 111 \$ et les remboursements à 560 800 794 \$.	14 284	23 532

Éditeurs et libraires

L.R.Q., c. G-1

(MILLIERS \$)

	1984	1983
En vertu du chapitre G-1 des Lois refondues du Québec, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du Ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du Gouvernement peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.		
Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le Ministre des Finances déclare, sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.		
Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente Loi ne peut excéder la somme de 5 000 000 \$.		
Au 31 mars, ces garanties de prêts formaient un montant total de	370	400

Étudiants

L.R.Q., c. P-21

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts garantis par le gouvernement du Québec s'élevait à	530 720	436 836

Fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Des emprunts de 360 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1983-1984 auprès de la Caisse populaire des fonctionnaires du Québec par l'Administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay du ministère de la Justice.		
Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du ministère à même les crédits votés en 1983-1984 par la Loi sur les crédits, L.Q., 1983, c. 35.		
Au cours de chacune des années subséquentes, les crédits seront réservés à même les crédits votés par les lois sur les crédits.		
Au 31 mars 1984, le solde dû en capital seulement s'élevait à 355 484 \$.	355	

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers

L.R.Q., c. C-77, L.R.Q., c. C-79, L.R.Q., c. C-78

(MILLIERS \$)

	1984	1983
En vertu du chapitre C-77 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole. Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés, échus et en procédure de recouvrement par les institutions financières s'élevaient à	159	148
En vertu du chapitre C-79 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts. Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1991 s'élevaient à	35	57
En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt. Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 s'élevaient à	996	1 283
	<u>1 190</u>	<u>1 488</u>

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires

L.R.Q., c. M-14

(MILLIERS \$)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 4 000 000 \$, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles ou aux corporations exerçant des activités similaires. Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom et adresse de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	A.C.	Taux %	1984	1983
Sociétés coopératives agricoles						
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990 1991	1975-03-11 1976-01-05	2485-74 3951-75	10 1/2 11	170 70	190 80
Chaîne coopérative du Saguenay- Lac-St-Jean, St-Bruno, Lac-St-Jean	1983 1984	1963-04-30 1969-09-05	143-63 1264-69	6 9	11	3 22
Coopérative de Dorchester, St-Anselme, Dorchester	1983	1963-05-17	304-63	6 1/2		10
Meunerie coopérative agricole St-Charles, Bellechasse	1984	1969-09-18	187-69	8 1/2	7	13
Société coopérative agricole Chaudière — Etchemin, St-Anselme, Dorchester	1986	1971-10-21	3200-71	8 1/2	46	62
Société coopérative agricole de St-Félix-de-Kingsey, Drummond	1988	1977-02-21	3118-76	11 1/4	51	61
Société coopérative agricole des Bois- Francs, Victoriaville, Arthabaska	1985	1965-04-14	392-65	6 1/2	12	18
					367	459
Corporations exerçant des activités similaires						
Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, Boucherville, Chambly	1985	1975-06-20	{ 1833-75 2217-75	17 1/2 17 1/2		695
Exportation Gaspé Cured Inc., Gaspé, Gaspé	1984	1983-09-01	{ 1419-83 1810-93 811-84	*	1 000	
					1 000	695
					1 367	1 154

* Le taux d'intérêt maximum n'excède pas le taux préférentiel bancaire, plus 1/2%.

Usines laitières régionales

L.R.Q., c. A-19

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- a) garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- b) s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 \$.

Nom et adresse de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	1984	1983
Association coopérative laitière du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1969-12-15	1984-12-15	{ 2609-69	8½	222	429
			{ 3643-69			
	1976-06-01	1991-06-01	2896-76	9¾, 10, 10½	1 600	1 800
Coopérative agricole de la Côte-Sud, St-Jean-Port-Joli, L'Islet	1977-09-15	1992-09-15	480-77	10	1 010	1 075
Coopérative agricole régionale de Papineau, Plaisance, Papineau	1971-05-01	1986-05-01	1455-71	8½	180	240
Coopérative laitière du Sud de Québec, Ste-Claire, Dorchester	1969-12-15	1984-12-15	3644-69	9	91	182
Laiterie Cité Ltée, Québec	1975-05-15	1990-05-15	512-75	10	1 077	1 196
					<u>4 180</u>	<u>4 922</u>

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(MILLIERS \$)

SOMMAIRE**BUDGÉTAIRES****NON BUDGÉTAIRES**

	1984	1983
	7 847 603	6 740 371
	146 000	200 250
	<u>7 993 603 (1)</u>	<u>6 940 621</u>

BUDGÉTAIRES**Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital**

	Détail en page	Autorisés par le Gou- vernement (2)	Autorisés par le Ministre (3)	1984	1983
Commissions scolaires	5-65	117 437	1 523 191	1 640 628	1 434 846
Collèges d'enseignement général et professionnel	5-69	450 313	240 819	691 132	645 352
Universités	5-70	610 117	33 727	643 844	589 304
Institutions de santé	5-71	598 137 (4)	119 736	717 873	699 928
Établissements de services sociaux	5-74	259 791 (4)	29 315	289 106	275 803
Municipalités et organismes municipaux	5-76	1 359 310		1 359 310	1 144 858 (7)
Sociétés d'État et divers organismes	5-77	60 075		60 075	58 403 (7)
		<u>3 455 180</u>	<u>1 946 788</u>	<u>5 401 968 (5)</u>	<u>4 848 494</u>

Pour des dépenses en capital

Commissions scolaires					
Marges de crédit bancaire	5-65		643 106	643 106	689 260 (7)
Institutions de santé					
Marges de crédit bancaire	5-71		63 873	63 873	33 350 (7)
Établissements de services sociaux					
Marges de crédit bancaire	5-74		3 236	3 236	
Municipalités et organismes municipaux	5-78	1 298 240		1 298 240	844 797 (7)
Divers organismes et sociétés	5-80	115 805		115 805	2 582
		<u>1 414 045</u>	<u>710 215</u>	<u>2 124 260</u>	<u>1 569 989 (7)</u>

Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement

	228 959	230 997
--	---------	---------

Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres

Imputable à des crédits permanents	5-81		69 916	90 891
Imputable à des crédits votés	5-81		22 500	
			<u>7 847 603</u>	<u>6 740 371 (7)</u>

NON BUDGÉTAIRES**Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents**

5-82	146 000	200 250
	<u>7 993 603 (6)</u>	<u>6 940 621 (7)</u>

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur le 31 mars.

(2) Autorisés par le Lieutenant-gouverneur en conseil et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par le Ministre de l'Éducation ou des Affaires sociales en vertu de lois et règlements.

(4) Excluant 3 374 000 \$ (6 653 000 \$ en 1983) pour les institutions de santé et 193 428 000 \$ (189 799 000 \$ en 1983) pour les établissements de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements financiers seront liquidés à même des crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale, sauf lorsque indiqué autrement.

(7) Montants redressés pour fins de comparaison.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL
DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
Au 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Institutions de santé	Établis- sements de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Sociétés d'État et divers organismes	Total
1984-1985	282 536 *	363 172 *	90 988 *	212 334 *	60 109 *	116 509	5 965	1 131 613
1985-1986	219 490	56 091	88 065	95 212	9 227	108 631	10 512	587 228
1986-1987	261 842	58 232	61 850	115 834	46 701	119 112	5 298	668 869
1987-1988	203 614	66 099	68 270	94 153	6 236	94 700	4 235	537 307
1988-1989	215 692	30 547	48 611	63 111	11 421	106 561	2 527	478 470
1984 — 1989	1 183 174 *	574 141 *	357 784 *	580 644 *	133 694 *	545 513	28 537	3 403 487
1989 — 1994	323 156	87 428	156 653	123 749	78 285	441 069	9 289	1 219 629
1994 — 1999	91 880	25 911	62 801	11 480	10 072	113 221	7 175	322 540
1999 — 2004	32 539	1 592	46 517	2 000	7 243	95 871	11 935	197 697
2004 — 2009	7 338	875	14 377		7 490	27 314	3 139	60 533
2009 — 2014	804	519	1 931		5 492	35 190		43 936
2014 — 2019	906	211	2 710		8 133	55 329		67 289
2019 — 2024	831	133	1 071		12 038	23 029		37 102
2024 — 2029		227			17 797	13 166		31 190
2029 — 2034		95			8 862	9 608		18 565
	1 640 628 *	691 132 *	643 844 *	717 873 *	289 106 *	1 359 310	60 075	5 401 968

* Incluant des emprunts temporaires, 93 037 000 \$ aux commissions scolaires, 240 819 000 \$ aux collèges d'enseignement général et professionnel, 33 727 000 \$ aux universités, 119 736 000 \$ aux institutions de santé et 34 085 000 \$ aux établissements de services sociaux qui seront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant d'autant l'échéancier tel que présenté plus haut.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(MILLIERS \$)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le Ministre de l'Éducation.

B Pour des dépenses en capital: marge de crédit bancaire autorisées par le Ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Amiante	453	6 692	7 145	4 201	11 346	9 588
Black-Lake-Disraëli		219	219	785	1 004	916
Thetford-Mines		1 541	1 541	712	2 253	1 956
Baie-des-Chaleurs	2 431	5 979	8 410	2 118	10 528	9 871
Mrg-Matte		1 027	1 027	612	1 639	1 557
Ristigouche		341	341	560	901	850
Tracadieche	17	1 807	1 824	379	2 203	2 055
Val-d'Accueil		154	154	885	1 039	957
Bas-St-Laurent	1 756	12 596	14 352	5 461	19 813	19 013 *
La Mitis		1 061	1 061	940	2 001	1 288
La Neigette		3 489	3 489	3 809	7 298	6 782
Blainville-Deux-Montagnes	1 664	19 882	21 546	5 358	26 904	25 049
Deux-Montagnes		1 240	1 240	962	2 202	1 826
St-Eustache	17	4 907	4 924	8 442	13 366	9 173
Ste-Thérèse		8 059	8 059	2 114	10 173	9 157
Bois-Francis	393	14 408	14 801	3 030	17 831	16 535
Jean-Rivard		290	290	998	1 288	1 098
Prince-Daveluy		2 937	2 937	795	3 732	3 687
Victoriaville		1 831	1 831	1 459	3 290	2 349
Warwick	14	404	418	602	1 020	1 004
Carignan	119	6 333	6 452	2 947	9 399	9 366
Sorel		870	870	4 631	5 501	3 885
Tracy		303	303	1 009	1 312	1 190
Chambly	8 413	29 406	37 819	10 113	47 932	44 746
Greenfield-Park		1 294	1 294	354	1 648	1 571
Jacques-Cartier	1 570	4 779	6 349	2 724	9 073	8 338
Mont-Fort		2 886	2 886	4 607	7 493	7 103
St-Exupéry		2 710	2 710	5 860	8 570	5 537
Taillon	50	7 997	8 047	2 965	11 012	8 722
Varenes	814	7 603	8 417	14 836	23 253	19 684
Charlevoix	1 091	5 033	6 124	2 718	8 842	8 536
Du Gouffre		1 145	1 145	395	1 540	1 319
Laure-Conan	59	1 029	1 088	975	2 063	1 323
Châteauguay-Valley	507	2 369	2 876	1 644	4 520	3 776
Lac-St-Louis-de-Châteauguay		255	255	660	915	881
Ormstown		42	42	957	999	868
Chaudière	2 409	13 947	16 356	1 866	18 222	17 878
Beauceville		135	135	592	727	517
des Cèdres	24	194	218	1 125	1 343	1 225
des Érables		1 275	1 275	887	2 162	1 800
Langevin	494	1 284	1 778	372	2 150	2 088
St-Joseph		1 155	1 155	318	1 473	1 345
Chauveau	2 825	10 915	13 740	2 058	15 798	15 952
Ancienne-Lorette		4 173	4 173	5 542	9 715	7 094
La Jeune-Lorette	1 037	10 356	11 393	2 346	13 739	13 317
Montcalm		399	399	1 420	1 819	1 620
Des Monts	1 319	8 347	9 666	3 173	12 839	12 534
La Tourelle	69	1 548	1 617	499	2 116	1 874
Matane		2 342	2 342	803	3 145	2 741
District of Bedford	1 237	2 901	4 138	852	4 990	4 815
Du Golfe	4 724	18 573	23 297	5 542	28 839	27 393
Bersimis		1 674	1 674	876	2 550	2 181
Fermont				340	340	240
Gagnon		156	156	679	835	765
Louis-Joliet		493	493	1 305	1 798	1 403
Port-Cartier		2 712	2 712	1 142	3 854	2 903
Schefferville		378	378	475	853	848
Sept-Îles	137	7 839	7 976	2 027	10 003	8 945
Tadoussac		331	331	216	547	491

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Eastern Québec		156	156	928	1 084	771
Greater Québec		323	323	1 085	1 408	1 247
Greater Seven Islands		412	412	1 027	1 439	1 388
Saguenay		333	333	371	704	649
St-Maurice		51	51	493	544	480
Eastern Townships	838	4 819	5 657	2 220	7 877	7 425
Lennoxville		186	186	903	1 089	970
St-Francis		75	75	513	588	529
Etrie	4 060	35 588	39 648	32 621	72 269	67 371
Asbesterie				2 073	2 073	711
Coaticook		295	295	840	1 135	1 059
Lac-Mégantic		474	474	1 317	1 791	1 261
La Sapinière		497	497	996	1 493	1 418
Magog		358	358	1 503	1 861	1 129
Morilac		1 627	1 627	4 164	5 791	5 393
Sherbrooke (catholique)		10 620	10 620	5 996	16 616	16 039
Gaspesia Prot.		1 772	1 772	462	2 234	2 057
Bonaventure (anc. Chaleur Bay)				276	276	178
Gaspé				474	474	339
Grand-Portage	1 697	17 596	19 293	8 842	28 135	27 336
des Basques		801	801	802	1 603	1 524
des Frontières		214	214	567	781	731
des Montagnes		152	152	871	1 023	937
Jean-Chapais		396	396	1 245	1 641	1 426
Rivière-du-Loup		2 776	2 776	4 624	7 400	5 071
Témiscouata		1 742	1 742	812	2 554	2 001
Harricana	7 481	26 965	34 446	2 762	37 208	37 126
Amos	49	1 943	1 992	802	2 794	2 406
Barraute-Senneterre		242	242	905	1 147	1 025
Joutel-Matagami		1 591	1 591	463	2 054	1 773
Quévillon		53	53	586	639	516
Honoré-Mercier	902	10 813	11 715	6 635	18 350	14 835
Des Rivières		1 400	1 400	334	1 734	1 609
Iberville		2 130	2 130	1 451	3 581	3 211
Marieville		1 187	1 187	2 060	3 247	2 684
St-Jean-sur-Richelieu		4 334	4 334	1 443	5 777	4 967
Jean-Talon	1 004	9 357	10 361	4 828	15 189	11 871
Charlesbourg	125	2 968	3 093	1 234	4 327	4 145
Des Îlets		10 902	10 902	5 675	16 577	15 468
Lac-St-Jean	148	8 452	8 600	2 790	11 390	11 073
Alma		993	993	954	1 947	1 912
Belle-Rivière		1 231	1 231	230	1 461	1 440
Delisle		842	842	510	1 352	1 142
Lanaudière	925	15 122	16 047	5 217	21 264	20 824
Berthier-Dutraie		1 449	1 449	1 730	3 179	2 075
Des Cascades-L'Achigan	75	2 179	2 254	822	3 076	2 732
Industrie	160	3 360	3 520	1 596	5 116	4 813
Nord-Joli		5 680	5 680	1 115	6 795	6 432
Lapointe	2 235	7 629	9 864	4 468	14 332	12 882
Arvida		1 215	1 215	1 312	2 527	1 598
Jonquière		2 564	2 564	448	3 012	2 940
les Deux-Rives	143	2 137	2 280	1 001	3 281	3 050
La Vérendrye	1 348	3 725	5 073	1 805	6 878	6 333
Malartic	17	280	297	1 155	1 452	1 359
Val-d'Or		2 115	2 115	531	2 646	2 542
Lignery	635	17 312	17 947	3 821	21 768	20 936
Brossard		7 761	7 761	754	8 515	8 488
Laprairie		12 283	12 283	5 138	17 421	15 657
Napierville		1 900	1 900	3 026	4 926	4 294

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Louis-Fréchette	4 885	8 991	13 876	4 582	18 458	22 815
Abénakis		147	147	841	988	849
Bellechasse		1 554	1 554	852	2 406	2 231
�lan		136	136	684	820	671
Nouvelle-Beauce		2 325	2 325	1 011	3 336	3 155
Pointe-Lévy		3 713	3 713	840	4 553	4 128
Louis-Hémon	4 156	8 013	12 169	3 239	15 408	14 725
Dolbeau		1 313	1 313	418	1 731	1 606
La Vallière		1 173	1 173	1 385	2 558	1 689
Normandin	15	258	273	1 081	1 354	1 276
Roberval		1 511	1 511	482	1 993	1 838
Vallée-de-Mistassini		1 119	1 119	354	1 473	1 297
Mauricie	4 402	13 392	17 794	3 865	21 659	20 422
Grand-Mère	22	2 638	2 660	1 141	3 801	3 694
Haut-St-Maurice		627	627	1 098	1 725	1 599
Normandie	19	1 688	1 707	946	2 653	2 420
Shawinigan		305	305	1 279	1 584	1 444
Val-Mauricie		1 172	1 172	1 729	2 901	1 672
Meilleur	608	12 870	13 478	4 247	17 725	17 307
Granby	149	1 690	1 839	645	2 484	2 299
Provençal		777	777	3 129	3 906	3 212
Waterloo		207	207	678	885	811
Orléans	143	17 694	17 837	3 846	21 683	21 492
Beauport		3 534	3 534	3 729	7 263	4 265
Chutes-Montmorency	20	694	714	2 155	2 869	1 662
Côte-de-Beaupré	31	395	426	1 012	1 438	1 331
Outaouais	6 831	40 282	47 113	3 810	50 923	50 971
Aylmer		3 329	3 329	843	4 172	4 073
Champlain		12 630	12 630	3 066	15 696	15 481
Gatineau		6 005	6 005	853	6 858	6 596
Outaouais-Hull		3 206	3 206	1 729	4 935	4 974
Pontiac	26	1 073	1 099	1 438	2 537	2 391
Portage-du-Fort				14	14	11
Papineau	4 010	2 977	6 987	1 556	8 543	8 683
Seigneurie	67	373	440	1 048	1 488	1 362
Vallée-de-la-Lièvre		1 931	1 931	1 084	3 015	2 752
Pascal-Taché	612	12 926	13 538	2 285	15 823	15 183
La Pocatière		145	145	1 276	1 421	1 279
L'Islet-Sud		376	376	551	927	858
Montmagny		1 790	1 790	1 079	2 869	2 839
Trois-Saumons		221	221	882	1 103	1 059
Péninsule	2 693	7 879	10 572	3 273	13 845	14 122
Anses		295	295	733	1 028	967
Forillon		353	353	996	1 349	1 336
Grande-Hermine	18	2 309	2 327	483	2 810	2 626
Rocher-Percé	8	1 058	1 066	576	1 642	1 226
Proven�er	2 565	5 625	8 190	3 117	11 307	8 186
Lac-St-Pierre	56	267	323	1 052	1 375	1 292
Les Becquets		803	803	545	1 348	1 275
Port-Royal		1 780	1 780	1 497	3 277	2 618
St-François	756	9 397	10 153	2 957	13 110	12 792
Acton-Vale		229	229	804	1 033	884
Drummondville		2 521	2 521	3 764	6 285	5 640
South Shore Prot.	1 095	4 220	5 315	2 282	7 597	7 206
Richelieu-Valley		514	514	849	1 363	1 132
St-Lawrence Prot.		3 249	3 249	1 257	4 506	4 418
South Central		210	210	974	1 184	1 109
Tardivel	553	4 431	4 984	3 306	8 290	7 315
Grand-Bois		533	533	936	1 469	1 377
Mgr-Vachon		1 908	1 908	617	2 525	2 219
Portneuf		384	384	838	1 222	1 120

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Tilly	715	20 774	21 489	10 607	32 096	30 402
Chaudière-Etchemin	49	8 968	9 017	11 503	20 520	15 950
Lotbinière		2 982	2 982	786	3 768	3 721
Marie-Victorin		1 306	1 306	939	2 245	2 099
Ste-Foy		8 752	8 752	7 558	16 310	10 935
Vaudreuil-Soulanges	310	7 681	7 991	6 715	14 706	13 195
Île-Perrot		1 635	1 635	818	2 453	2 240
Soulanges		257	257	859	1 116	987
Vaudreuil		1 354	1 354	490	1 844	1 620
Vieilles-Forges	3 833	10 855	14 688	4 379	19 067	18 235
Cap-de-la-Madeleine		3 252	3 252	3 958	7 210	5 592
Chavigny		5 863	5 863	3 115	8 978	7 811
des Chenaux		439	439	388	827	821
Grand-pré		1 356	1 356	698	2 054	2 009
Trois-Rivières		1 991	1 991	564	2 555	2 667
Western Québec Prot.	137	2 413	2 550	1 287	3 837	3 670
Greater Hull		3 101	3 101	1 574	4 675	4 072
North Western Québec		37	37	36	73	74
Pontiac				525	525	436
Yamaska	1 496	6 793	8 289	13 279	21 568	14 109
Argile-Bleu	39	7 197	7 236	2 821	10 057	9 589
St-Hyacinthe		2 043	2 043	4 607	6 650	5 323
Val-Monts		1 697	1 697	500	2 197	2 086
Intégrées						
Abitibi	956	5 362	6 318	3 081	9 399	9 316
Baie-des-Ha! Ha!		3 050	3 050	1 597	4 647	4 314
Chapais-Chibougamau		2 703	2 703	1 131	3 834	3 236
Châteauguay	429	6 556	6 985	2 863	9 848	9 205
Chicoutimi	5 548	7 842	13 390	3 756	17 146	17 380
Chomedey-de-Laval	3 629	13 781	17 410	5 789	23 199	24 099
Commission des écoles catholiques de Québec		27 893	27 893	8 374	36 267	34 296
Crie				6 380	6 380	3 115
Davignon	299	4 036	4 335	914	5 249	5 092
Des Îles	166	2 849	3 015	2 703	5 718	5 188
Haute-Gatineau	22	2 264	2 286	1 460	3 746	3 328
Huntingdon		2 966	2 966	819	3 785	3 468
Kativik				9 316	9 316	3 926
Lac-Témiscamingue	53	13 920	13 973	2 680	16 653	15 786
Laurentian	381	2 738	3 119	1 795	4 914	4 284
des Laurentides	642	3 956	4 598	2 496	7 094	7 083
Laurenval	789	10 087	10 876	14 107	24 983	23 032
Le Gardeur	515	10 676	11 191	10 375	21 566	20 151
Les Ecoles	818	8 299	9 117	3 512	12 629	11 699
du Littoral						4 275
du Long-Sault		3 203	3 203	1 239	4 442	3 769
Manicouagan	231	26 991	27 222	6 336	33 558	29 573
des Mangirs		20 465	20 465	6 111	26 576	25 758
des Mille-Îles	1 309	21 220	22 529	8 679	31 208	25 561
Moissons		2 748	2 748	3 016	5 764	6 854
Pierre-Neveu	553	7 755	8 308	1 482	9 790	9 289
Rouyn-Noranda	1 282	10 295	11 577	1 296	12 873	12 884
St-Jérôme	388	11 385	11 773	8 767	20 540	16 090
Valin		1 720	1 720	7 448	9 168	6 828
Vallée-de-la-Matapédia	618	4 380	4 998	1 998	6 996	6 086
Valleyfield	819	7 159	7 978	1 936	9 914	9 938
Non régionalisées						
Baie-Comeau				102	102	68
Laurentienne				175	175	141
Conseil Scolaire						
Île de Montréal	2 186	445 559	447 745	56 031	503 776	498 946
	117 437	1 523 191	1 640 628	643 106	2 283 734	2 124 106 *

* Les chiffres ont été modifiés pour fin de comparaison.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(MILLIERS \$)

	Autorisés par le Gou- vernement	Autorisés par le Ministre de l'Éducation	1984	1983
Abitibi-Témiscamingue	3 480	7 363	10 843	10 006
Ahuntsic, Montréal	22 000	5 406	27 406	26 080
Alma	2 787	4 308	7 095	6 723
André-Laurendeau, Lasalle	17 500	7 538	25 038	23 546
Bois-de-Boulogne, Montréal	7 500	2 686	10 186	9 639
Champlain (Régional), Sherbrooke	11 600	5 258	16 858	18 005
Chicoutimi	7 119	11 722	18 841	15 821
Côte-Nord (Régional), Baie-Comeau	4 500		4 500	19 278
Dawson, Montréal	23 855	2 214	26 069	25 395
Drummondville	1 000	15 147	16 147	13 467
Édouard-Montpetit, Longueuil	21 000	11 007	32 007	30 609
François-Xavier-Garneau, Québec	9 500	4 436	13 936	11 927
Gaspésie, Gaspé	5 635	4 382	10 017	9 904
Granby	2 221	1 002	3 223	2 849
Hauterive		5 955	5 955	3 662
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	30 000	9 053	39 053	33 613
Joliette	6 425	1 216	7 641	7 180
Jonquière	4 989	8 697	13 686	9 957
La Pocatière	10 000	2 262	12 262	11 898
Lévis-Lauzon, Lauzon	6 500	8 861	15 361	15 541
Limoulu, Québec	16 100	6 225	22 325	21 410
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	6 409	3 078	9 487	9 193
Maisonnette, Montréal	13 807	3 793	17 600	17 274
Matane	1 000	2 417	3 417	2 285
Montmorency, Laval	17 000	4 168	21 168	19 326
Outaouais	12 583	4 444	17 027	15 002
Région de l'Amiante, Thetford-Mines	10 000	5 498	15 498	14 939
Rimouski	14 554	4 639	19 193	18 454
Rivière-du-Loup	5 935	2 405	8 340	7 831
Rosemont, Montréal	16 856	3 685	20 541	19 665
St-Félicien	7 235	1 644	8 879	8 512
Ste-Foy	7 341	11 174	18 515	15 812
St-Hyacinthe	11 500	1 258	12 758	15 392
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	2 092	2 877	4 969	3 857
St-Jérôme	8 288	6 279	14 567	13 933
St-Laurent, Montréal	5 186	5 974	11 160	10 587
Sept-Îles		15 912	15 912	456
Shawinigan	5 500	3 655	9 155	9 011
Sherbrooke	16 604	4 786	21 390	20 475
Sorel-Tracy	1 200	12 087	13 287	11 847
Trois-Rivières	7 275	3 080	10 355	10 042
Valleyfield	8 903	4 960	13 863	12 673
Vanier, Montréal	13 126	3 705	16 831	14 922
Victoriaville	11 607	879	12 486	12 314
Vieux-Montréal	32 601	3 684	36 285	35 040
	<u>450 313</u>	<u>240 819</u>	<u>691 132</u>	<u>645 352</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
UNIVERSITÉS

(MILLIERS \$)

	Autorisés par le Gou- vernement	Autorisés par le Ministre de l'Éducation	1984	1983
Bishops, Lennoxville	1 400		1 400	1 400
Concordia, Montréal	27 500		27 500	20 497
Écoles des hautes études commerciales, Montréal	8 000		8 000	8 000
École polytechnique, Montréal	28 856	179	29 035	27 998
Laval, Ste-Foy	92 345	860	93 205	87 290
McGill, Montréal	81 578		81 578	77 017
Montréal	101 346	17 582	118 928	107 502
Sherbrooke	46 053		46 053	41 433
Université du Québec	223 039	15 106	238 145	218 167
	<u>610 117</u>	<u>33 727</u>	<u>643 844</u>	<u>589 304</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX

(MILLIERS \$)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le Ministre des Affaires sociales.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le Ministre des Affaires sociales.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Institutions de santé						
Alma: Hôtel-Dieu	1 270		1 270		1 270	1 270
Amos: Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	2 050		2 050		2 050	2 050
Amqui: Centre hospitalier d'Amqui				300	300	858
Arthabaska: Hôtel-Dieu	3 975		3 975		3 975	3 975
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	1 000		1 000		1 000	1 952
Baie-Comeau: Pavillon Boisvert		2 367	2 367		2 367	401
Beauport: Centre hospitalier Robert-Giffard	9 296	201	9 497	1 451	10 948	10 880
Centre hospitalier St-Augustin	2 030		2 030		2 030	2 030
Bedford: Centre local de services communautaires de Bedford	3 000	15	3 015	85	3 100	3 621
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	3 710		3 710	400	4 110	5 235
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	6 000		6 000		6 000	6 000
Chicoutimi: Hôpital de Chicoutimi Inc.	10 700		10 700		10 700	8 186
Buanderie communautaire		2 524	2 524	316	2 840	4 956
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier	3 310		3 310		3 310	3 310
Chisasibi: Centre hospitalier de Chisasibi						1 119
Cowansville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	580		580		580	610
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau	1 300		1 300		1 300	1 750
Drummondville: Centre hospitalier Georges-Frédéric	4 210		4 210		4 210	4 210
Hôpital Ste-Croix	6 900		6 900		6 900	7 400
Gaspé: Hôtel-Dieu de Gaspé	6 885		6 885		6 885	6 916
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau	20 000	25 479	45 479	8 849	54 328	41 695
Granby: Centre hospitalier de Granby	5 500		5 500		5 500	5 500
Grand-Mère: Centre hospitalier Lafèche-Grand-Mère	3 100		3 100		3 100	3 100
Greenfield-Park: Hôpital Charles-Lemoyne	7 850		7 850		7 850	7 409
Hauterive: Centre hospitalier régional Baie-Comeau — Hauterive	7 000		7 000		7 000	9 013
Hull: Centre hospitalier de la Piéta	4 625		4 625		4 625	4 625
Centre hospitalier régional de l'Outaouais	10 800	4 049	14 849		14 849	14 099
Corporation centre local de services communautaires		117	117	1 467	1 584	25
Hôpital Pierre-Jannet	2 400		2 400		2 400	2 400
Joliette: Centre hospitalier régional de Lanaudière	17 960	3 207	21 167	1 943	23 110	25 071
Jonquière: Centre hospitalier de Jonquière	1 600		1 600		1 600	1 600
Kuujuaq: Centre hospitalier de l'Ungava		11 283	11 283	241	11 524	10 054
La Baie: Hôpital de la Baie-des-Ha! Ha! Inc.	2 075		2 075		2 075	2 075
Lasalle: Hôpital Général Lasalle	3 880	4 772	8 652	1 158	9 810	7 524
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise				550	550	1 400
La Tuque: Hôpital St-Joseph de La Tuque	1 300		1 300		1 300	1 300
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux	1 190		1 190		1 190	1 190

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Laval:						
C.A.P.E.Q. Inc.						136
Cité de la santé de Laval	15 315		15 315		15 315	15 215
Centre local de services communautaires du Marigot (Pont-Viau)		1 664	1 664		1 664	1 375
Lebel-sur-Quévillon:						
Centre de santé Lebel						652
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis	8 892		8 892		8 892	9 660
Longueuil: Centre hospitalier Pierre-Boucher	36 620	4 613	41 233	9 186	50 419	46 600
Lourdes-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse-Côte-Nord	450		450		450	450
Magog: Hôpital de la Providence						140
Maria: Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	3 000	2 428	5 428	122	5 550	4 473
Matagami: Centre hospitalier Isle-Dieu inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Matane:						
Centre hospitalier de Matane	2 800		2 800		2 800	2 800
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix	3 750		3 750		3 750	3 750
Montmagny: Hôtel-Dieu de Montmagny	3 020		3 020		3 020	3 120
Montréal:						
Centre hospitalier Côte-des-Neiges				3 000	3 000	
Centre hospitalier Jacques-Viger	5 300	574	5 874	1	5 875	5 105
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau	3 825		3 825		3 825	3 950
Centre hospitalier gériatrique Maimonidès	4 000	2 001	6 001	86	6 087	5 114
Centre hospitalier Neurologique		1 837	1 837	663	2 500	1 300
Centre hospitalier St. Mary	4 800		4 800		4 800	5 050
Centre de Santé St-Henri Inc.	4 050		4 050		4 050	4 225
Centre local de services communautaires St-Henri		64	64	936	1 000	15
Hôpital Chinois	2 500		2 500		2 500	
Hôpital Général Juif	5 451		5 451		5 451	5 550
Hôpital Général Fleury		6 320	6 320	1 975	8 295	2 957
Hôpital Général de Montréal	1 400		1 400		1 400	1 400
Hôpital Jean-Talon	12 390		12 390		12 390	12 900
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	6 935		6 935		6 935	6 935
Hôpital Marie-Clarac	1 725		1 725		1 725	1 745
Hôpital de Montréal pour enfants	1 615		1 615		1 615	1 855
Hôpital Notre-Dame	16 000		16 000		16 000	16 000
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Hôpital Reddy Memorial	2 135		2 135		2 135	2 171
Hôpital Rivière-des-Prairies	190		190		190	240
Hôpital du Sacré-Coeur	7 056	502	7 558		7 558	8 444
Hôpital Ste-Jeanne-D'Arc de Montréal	3 000		3 000		3 000	3 230
Hôpital Ste-Justine	16 496		16 496		16 496	18 156
Hôpital St-Luc	5 630		5 630		5 630	5 630
Hôpital Santa Cabrini	2 041		2 041		2 041	2 552
Hôtel-Dieu de Montréal	5 000		5 000		5 000	5 000
Institut de cardiologie de Montréal	2 150		2 150		2 150	2 300
Institut Philippe-Pinel	6 050		6 050		6 050	6 450
Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda	11 794	3 330	15 124	1 035	16 159	15 286
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable	2 650		2 650		2 650	2 650
Pointe-Claire: Hôpital Général de Lakeshore	2 000		2 000		2 000	2 000
Povungnituk: Centre hospitalier Baie-d'Hudson		1 020	1 020	51	1 071	

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Québec:						
Hôpital Christ-Roi (Vanier)	1 250		1 250		1 250	1 250
Hôpital de l'Enfant-Jésus	10 338		10 338		10 338	10 430
Hôpital St-François-d'Assise	15 710	1 012	16 722	891	17 613	16 944
Hôpital du St-Sacrement	4 730		4 730		4 730	5 060
Hôtel-Dieu de Québec	7 600		7 600		7 600	7 685
Repentigny: Hôpital Le Gardeur	22 500	3 950	26 450	12 248	38 698	29 224
Rimouski: Hôpital St-Joseph de Rimouski	3 200		3 200		3 200	4 020
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires Val-Rosiers	1 515		1 515		1 515	1 515
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires		2 355	2 355		2 355	1 818
Rivière-du-Loup:						
Hôtel-Dieu de Rivière-du-Loup	4 800		4 800		4 800	4 252
Roberval: Hôtel-Dieu de Roberval	3 443		3 443		3 443	3 458
Ste-Anne-des-Monts: Corporation de l'Hôpital des Monts	3 615		3 615		3 615	3 989
St-Charles-Borromée: Centre hospitalier de St-Charles-Borromée		5 010	5 010	490	5 500	2 954
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires Des Frontières	2 400		2 400	2 089	4 489	2 193
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache	1 950		1 950		1 950	1 950
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien		812	812	76	888	80
Ste-Foy						
Centre hospitalier de l'Université Laval	10 100		10 100		10 100	10 900
Hôpital Laval (1975)	3 875	3 193	7 068	102	7 170	6 844
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce	2 600		2 600	169	2 769	2 600
St-Hyacinthe: Centre hospitalier Honoré- Mercier Inc.	11 850		11 850		11 850	12 250
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	13 015		13 015		13 015	12 935
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires des Trois-Saumons	1 600		1 600		1 600	1 890
St-Jérôme (Terrebonne): Hôtel-Dieu de St-Jérôme	10 240		10 240		10 240	10 356
St-Laurent: Centre hospitalier St-Laurent	2 375		2 375		2 375	2 375
St-Louis-du-Parc: Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		635	635	535	1 170	549
St-Michel: Hôpital St-Michel	1 500		1 500		1 500	1 500
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf	2 250		2 250		2 250	2 250
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires		1 875	1 875	250	2 125	1 998
Schefferville: Centre hospitalier Schefferville						154
Sept-Îles: Corporation de l'Hôpital de Sept-Îles	10 500	5 188	15 688	5 008	20 696	15 908
Shawinigan:						
Centre hospitalier Ste-Thérèse- de-Shawinigan	210		210		210	420
Hôpital régional de la Mauricie	8 175		8 175		8 175	8 175
Sherbrooke:						
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	8 625		8 625		8 625	9 175
Corporation de l'hôpital d'Youville	1 565		1 565		1 565	1 565
Hôpital St-Vincent-de-Paul-de-Sherbrooke	1 425		1 425		1 425	1 425
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	4 449		4 449		4 449	4 464

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Sorel:						
Hôpital Général de Sorel	292		292		292	378
Hôtel-Dieu de Sorel	6 600		6 600		6 600	6 650
Témiscamingue: Centre local de services communautaires de Témiscamingue	1 850		1 850		1 850	1 850
Thetford-Mines: Hôpital général de la Région de l'Amiante Inc.	7 814		7 814		7 814	7 844
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	1 055		1 055		1 055	1 055
Val-D'Or: Centre hospitalier St-Sauveur	5 990		5 990		5 990	6 112
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	13 000	13 115	26 115	8 200	34 315	31 458 (2)
Verdun:						
Centre hospitalier Douglas	2 400		2 400		2 400	2 218
Centre hospitalier de Verdun	4 500	4 224	8 724		8 724	7 948
Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun	2 800		2 800		2 800	2 900
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francis	4 375		4 375		4 375	4 375
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille	2 530		2 530		2 530	2 545
	598 137	119 736	717 873	63 873	781 746	733 278 (2)
Établissements de services sociaux						
Beauport: Centre d'accueil Orléans	506		506		506	607
Brome-Missisquoi: Centre Butters		23	23	8	31	
Chicoutimi: Beaumanoir de Chicoutimi Inc.	1 155		1 155		1 155	1 155
Farhnam: Centre d'accueil Farhnam		24	24	57	81	18
Forestville: Centre d'accueil Forestville		968	968	47	1 015	242
Fortierville: Foyer Fortierville		391	391	30	421	
Gaspé: Centre d'accueil Le Cabestan	710		710		710	910
Hauterive:						
Centre d'accueil N.-A.-Labrie	2 700		2 700		2 700	2 700
Iberville: Résidence Champagnat-d'Iberville Inc.	2 150		2 150		2 150	2 150
Longueuil:						
Centre d'accueil Ste-Trinité		111	111	889	1 000	22
Institut Nazareth et Louis-Braille				631	631	
Montréal:						
Centre d'accueil de la Cité des Prairies	2 690	686	3 376	914	4 290	3 090
Centre d'accueil Mt. St-Antoine		1 940	1 940	142	2 082	44
Centre d'accueil Pavillon Sung Pei		1 295	1 295	502	1 797	2 698
Centre Marronniers	5 500		5 500		5 500	5 500
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal						
Métropolitain	8 800		8 800		8 800	8 800
Domrémy Montréal	298		298		298	364
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être Inc.		1 829	1 829		1 829	67
Résidence Christophe-Colomb		3 305	3 305		3 305	3 253
Résidence Jean-de-Lalande		7 013	7 013		7 013	6 558
Villa Notre-Dame-de-Grâce	293		293		293	316
Pierrefonds: Centre Ste-Hélène	788		788		788	844
Québec:						
Centre d'accueil St-Antoine	1 275		1 275		1 275	1 275
Corporation d'hébergement du Québec	225 836	10 642	236 478		236 478	225 194
Rivière-Ouelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin	872		872		872	1 065
Rouyn-Noranda: Pavillon Youville		1 082	1 082		1 082	1 464
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation	1 800		1 800		1 800	1 800

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Ste-Anne-des-Monts: Centre d'accueil Pavillon de la Montagne	50		50		50	100
St-Damien: Centre d'accueil Pavillon des Jeunes	985		985		985	1 204
Ste-Foy: Centre Cardinal-Villeneuve Inc.	790		790		790	945
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir Pointe-Bleue (1978)	2 260		2 260		2 260	3 010
St-Tite-des-Caps: Centre d'accueil St-Tite-des-Caps	333		333		333	408
Sorel: Les Ateliers Riverains				12	12	
Val-d'Or: Foyer de Val-d'Or Inc.		6	6	4	10	
	259 791	29 315	289 106	3 236	292 342	275 803
	857 928 (1)	149 051	1 006 979 (1)	67 109	1 074 088 (1)	1 009 081 (1), (2)

(1) Excluant la compensation financière aux communautés religieuses (voir tableau ci-après) pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée.

(2) Les chiffres de 1983 ont été modifiés pour fin de comparaison.

COMPENSATION FINANCIÈRE AUX COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES
POUR LEUR DÉSINTÉRESSEMENT DE L'OEUVRE CONCERNÉE

	1984	1983
Amos: Hôtel-Dieu		10
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham		40
Drummondville: Hôpital Ste-Croix		10
La Tuque: Hôpital St-Joseph		30
Magog: Foyer du Sacré-Coeur		575
Montréal: Hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine	198	395
Nicolet: Hôpital du Christ-Roi		58
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac Inc.		706
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce	1 525	
Ville-Marie: Centre de Santé Ste-Famille		20
	1 723	1 844

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Municipalités		
Montréal Métropolitain		
Beauharnois	755	
Boisbriand	141	
Châteauguay	2 262	608
Laval	14 567	12 151
Marieville	596	
St-Eustache	350	54
Ste-Julie	314	82
Vaudreuil-Dorion	1 285	584
Québec Métropolitain		
Québec	958	
St-Louis-de-Pintendre — Lévis —		
St-David-de-l'Auberivière	1 048	2 078
Val-Bélair	3	
Diverses circonscriptions électorales		
Abitibi-Est	4 698	514
Beauce-Nord	902	
Beauce-Sud	3 467	2 674
Beauharnois	2 966	943
Bellechasse	1 412	555
Berthier	791	143
Brome-Missisquoi	4 027	2 556
Champlain	2 017	555
Chauveau	439	
Deux-Montagnes	152	50
Dubuc	63	20
Frontenac	1 138	202
Iberville	2 022	1 315
Johnson	3 681	1 824
Jonquière	4 749	1 906
Kamouraska-Témiscouata	905	
Labelle	5 550	3 830
Lac-St-Jean	623	61
Lavolette	126	
Lotbinière	28	
Matane	301	
Matapédia	196	
Mégantic-Compton	2 114	828
Orford	3 398	2 994
Prévost	38	
Richmond	676	684
Rimouski	5	
Roberval	2 704	891
Rousseau	1 364	76
St-François	302	268
St-Hyacinthe	12 478	7 554
Shefford	18 095	6 350
Sherbrooke	1 610	
Ungava	2 821	869
	108 137 (1)	53 219 (1) (2)

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

5-77

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Organismes municipaux		
Commission de transports de la Communauté régionale de l'Outaouais	7 262	7 842
Commission de transports de la Communauté urbaine de Montréal	94 170	73 696
Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec	25 827	18 330
Commission de transports de la Rive-Sud de Montréal	19 967	13 555
Commission de transports de la Ville de Laval	17 349	18 360
Communauté régionale de l'Outaouais	64 437 (1)	58 684 (1)
Communauté urbaine de Montréal	1 016 047 (1)	867 740 (1) (2)
Communauté urbaine de Québec	23 536 (1)	21 693 (1) (2)
Corporation intermunicipale de transports des Forges	4 168	1 954
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec	1 165	1 121
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay	5 334	1 895
Corporation municipale de transports de Sherbrooke	5 648	6 769
	1 284 910	1 091 639
Moins: Montant inclus dans les emprunts garantis	1 393 047	1 144 858
Société québécoise d'assainissement des eaux	33 737	
	1 359 310	1 144 858 (2)

(1) Assainissement des eaux (incluant 315 062 \$ en 1984 et 241 812 \$ en 1983 pour la Communauté urbaine de Montréal).

(2) Des projets d'étude pour l'assainissement des eaux apparaissent en 1984 au nom de la Société québécoise d'assainissement des eaux alors qu'en 1983 ils étaient inclus dans les municipalités et organismes municipaux. En conséquence les chiffres de 1983 ont été modifiés pour fin de comparaison.

SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET DIVERS ORGANISMES

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Sociétés d'État		
Société de la Place des Arts de Montréal	37 873	39 661
Société québécoise d'assainissement des eaux	15 289	10 935 (1)
Société de radio-télévision du Québec	4 450	4 750
	57 612	55 346
Divers organismes		
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	983	1 227
Séminaire de Québec	1 480	1 830
	2 463	3 057
	60 075	58 403 (1)

(1) Voir note (2) ci-haut.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)

AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(MILLIERS \$)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1984	1983
Municipalités				
Montréal Métropolitain				
Anjou				91
Beauharnois	3 545		3 545	4 239
Beloil		432	432	504
Blainville		183	183	233
Boisbriand	2 339	434	2 773	2 799
Bois-des-Filion		166	166	198
Boucherville		550	550	555
Brossard		1 092	1 092	1 268
Candiac	9 085	618	9 703	1 778
Chambly		489	489	720
Châteauguay	8 088		8 088	9 500
Delson	4 790	120	4 910	5 343
Deux-Montagnes	1 040		1 040	980
Greenfield-Park		185	185	205
Île-Perrot		219	219	276
Lachenaie		352	352	416
Laprairie	8 216		8 216	754
Lasalle		18	18	
Laval	117 618		117 618	47 220
Le Gardeur		516	516	657
Lemoyne				34
L'Épiphanie, paroisse				27
L'Épiphanie, ville		536	536	520
Longueuil		10 438	10 438	11 262
Lorraine		221	221	254
Maple-Grove	922		922	885
Manville	3 626		3 626	
Mascouche		202	202	96
McMasterville		269	269	405
Montréal		200	200	3
Montréal-Est				12
Mont-St-Hilaire		138	138	106
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot		793	793	2 139
Pincourt		125	125	159
Pointe-Claire		45	45	
Pointe-Calumet				1 571
St-Amable		410	410	181
St-Catherine	5 238		5 238	592
St-Constant	6 505	108	6 613	6 642
St-Eustache	9 010	786	9 796	9 969
St-Hubert		2 123	2 123	2 805
St-Joseph-du-Lac		238	238	
St-Julie	3 670	660	4 330	5 414
St-Lambert		1 060	1 060	1 207
St-Louis-de-Terrebonne		706	706	970
St-Mathieu-de-Beloil				364
St-Mathias		39	39	74
St-Raphaël-de-l'Île-Bizard		411	411	523
St-Thérèse		200	200	218
Terrebonne		137	137	164
Varenes		631	631	1 602
Vaudreuil-Dorion	3 480	369	3 849	4 449
Vaudreuil-sur-le-Lac		648	648	692
Verdun				31
Québec Métropolitain				
Ancienne-Lorette		560	560	670
Cap-Rouge	2 045	100	2 145	18
Charlesbourg	3 341		3 341	
Charry	33		33	
Lac-Delage		24	24	
Lac-St-Charles		213	213	225
Lauzon	54	650	704	760
Québec	11 613	3 356	14 969	12 059
St-Augustin-de-Desmaures		69	69	132
St-Dunstan-du-Lac-Beauport		741	741	871
St-Émile		28	28	55
St-Foy	8 291	145	8 436	144
St-Louis-de-Pintendre — Lévis — St-David-de-l'Auberivière	555	1 621	2 176	2 394
St-Nicolas	20	164	184	228
St-Romuald-d'Etchemin	40	435	475	518
Sillery				80
Val-Bélair	685		685	481
Vanier	802		802	852

	Assainissement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1984	1983
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	5 265	541	5 806	9 659
Abitibi-Ouest		717	717	631
Argenteuil		2 590	2 590	3 056
Arthabaska		945	945	1 274
Beauce-Nord	15 413	13 893	29 306	17 752
Beauce-Sud	14 792	3 622	18 414	6 299
Beauharnois	7 078	320	7 398	9 105
Bellechasse	701	5 635	6 336	8 959
Berthier	3 554	2 774	6 328	7 676
Bonaventure		1 892	1 892	2 396
Brome-Missisquoi	2 736	7 689	10 425	6 606
Champlain	711	1 075	1 786	2 774
Chapleau		1 123	1 123	1 345
Charlevoix		1 107	1 107	1 279
Chauveau	1 614	215	1 829	676
Chicoutimi	28 371	43	28 414	11
Deux-Montagnes	6	1 963	1 969	949
Drummond	7 067	3 435	10 502	3 526
Dubuc	517	955	1 472	1 864
Duplessis		3 221	3 221	4 010
Frontenac	24 281	4 382	28 663	10 620
Gaspé		2 977	2 977	3 635
Gatineau	3 537	30	3 567	103
Hull		20	20	
Huntingdon		3 055	3 055	3 731
Iberville	13 374	1 801	15 175	11 821
Johnson	3 827	1 092	4 919	6 641
Joliette	9 481	1 942	11 423	979
Jonquière	18 491	283	18 774	13 841
Kamouraska-Témiscouata		3 278	9 546	4 663
Labelle	8 226	1 999	10 225	10 741
Lac-St-Jean	23 004	2 279	25 283	5 084
Laporte		75	75	
L'Assomption	2 550	223	2 773	268
Laviolette	11 547	485	12 032	3 549
Lévis	38	3 612	3 650	3 992
Lotbinière	1 410	6 826	8 236	10 010
Maskinongé	52	409	461	469
Matane	7 949	1 978	9 927	10 821
Matapédia	4 594	2 412	7 006	8 109
Mégantic-Compton	7 176	1 489	8 665	8 983
Montmagny-L'Islet		3 959	3 959	4 982
Montmorency		1 202	1 202	1 276
Nicolet		3 883	3 883	4 209
Orford	20 167	6 338	26 505	16 841
Papineau	1 714	685	2 399	759
Pontiac	1 200	433	1 633	495
Portneuf	2 504	7 490	9 994	7 151
Prévost	3 207	1 148	4 355	3 638
Richelieu		2 647	2 647	2 368
Richmond	48	5 851	5 899	6 530
Rimouski	339	1 061	1 400	1 222
Rivière-du-Loup		9 419	9 419	8 109
Roberval	14 756	7 514	22 270	20 216
Rousseau	7 555	2 688	10 243	10 227
Rouyn-Noranda — Témiscamingue	4 117	3 600	7 717	2 181
Saguenay		2 686	2 686	3 229
St-François	13 373	1 972	15 345	2 627
St-Hyacinthe	4 438	3 097	7 535	10 436
St-Jean		3	3	24
St-Maurice		448	448	470
Shefford	15 533	747	16 280	25 608
Sherbrooke	38 205		38 205	1 896
Terrebonne	794	994	1 788	1 051
Trois-Rivières	200		200	
Ungava	5 179	11 956	17 135	14 848
Vaudreuil-Soulanges		2 846	2 846	2 059
Verchères	232	1 566	1 798	1 436
Diverses municipalités		115	115	509
	578 852	216 713	795 565	512 897
Organismes municipaux				
Aqueduc intermunicipal du Bas-Richelieu		681	681	898
Communauté régionale de l'Outaouais	1 642		1 642	9 634
Communauté urbaine de Montréal	269 567		269 567	299 507
Communauté urbaine de Québec	230 785		230 785	21 806
Régie intermunicipale des Bois-Francs				55
	1 080 846	217 394	1 298 240	844 797 *

* Les chiffres de 1983 ont été modifiés pour fin de comparaison.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
DIVERS ORGANISMES ET SOCIÉTÉS**

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Abitibiwinni, Conseil de bande		11
Base de Plein Air de la Côte-Nord Inc.	70	
Bell Helicopter de la Textron Canada Inc.	113 769	
Camp Cité des Loisirs Inc.		40
Centre d'expédition et de plein air Laurentien	92	
Centre Sportif St-Timothée Inc.		50
Club Lions de Maniwaki Inc.		37
Collège de Lévis		27
Comité intermunicipal du Parc du Mont-Grands-Fonds		40
Commission intermunicipale des loisirs de Chesterville et de Chester-Ouest		4
Corporation de l'Aréna d'Amqui Inc.	199	
Corporation de l'Aréna de St-Henri Inc.		50
Corporation des Sports d'hiver K.R.T. Inc.	30	
Corporation d'hébergement du Québec	71	
Corporation du village plein air du Lac-Édouard	180	
Corporation Gleason Inc.	100	
Corporation pour la Mise en Valeur du Lac-St-Pierre Inc.	100	
La Traverse Lotbinière-Deschambault Ferry Inc.	24	
Le Centre de Formation Laval Inc.	300	
Le Patro Le Prévost	695	1 390
Les Loisirs de Granby Inc.		32
Les Loisirs de l'Île Dupas		2
Les Loisirs de Ste-Hedwidge de Roberval		14
Mont-Tremblant Lodge (1965) Inc.		530
Musée maritime Bernier		250
Société de développement du massif de Petite-Rivière-St-François	175	
Village Québécois d'Antan Inc.		75
Y.M.C.A. de Montréal		30
	115 805	2 582

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
POUR DE L'AIDE FINANCIÈRE À DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC, À L'HABITATION FAMILIALE ET AUTRES

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Imputable à des crédits permanents		
Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1		
Engagements au 31 mars	278 568	278 568
Moins:		
Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation	87 770	83 927
Engagements réels au 31 mars	190 798 (1)	194 641
Moins:		
Montant payé	181 368 (2)	179 680
	9 430	14 961
Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.R.Q., c. C-37.3 subvention à la Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec, en vertu de l'article 254 et représentant la partie capital du remboursement d'emprunt	2 786	2 930
Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10		1 000
Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8	57 700	72 000
	69 916	90 891
Imputable à des crédits votés		
Société québécoise des transports	22 500	
	92 416	90 891

(1) Les engagements autorisés par la Loi ne doivent pas excéder 225 000 000 \$.

(2) Le montant payé tient compte des recouvrements des dépenses des années antérieures.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
SOLDE À VERSER POUR DES APPORTS DE CAPITAUX À DES ENTREPRISES
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, IMPUTABLE À DES CRÉDITS PERMANENTS

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Raffinerie de sucre du Québec, L.R.Q., c. R-0.1	12 000	21 000
Société de développement autochtone de la Baie James, L.R.Q., c. S-9.1	1 000	1 250
Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10		2 000
Société de développement de la Baie James, L.R.Q., c. D-8	40 000	40 000
Société générale de financement du Québec, L.R.Q., c. S-17	10 000	30 000
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaire, L.R.Q., c. S-21	7 000	
Société québécoise d'initiatives pétrolières, L.R.Q., c. S-22	76 000	106 000
	<u>146 000</u>	<u>200 250</u>

NOTE

Ces engagements n'auront aucune incidence sur les dépenses et sur la dette nette lorsqu'ils seront liquidés, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation, dans le compte «Placements», de 146 000 000 \$ concernant le capital-actions.

Excluant 161 000 000 \$ pour la Société générale de financement du Québec, 500 000 \$ pour la Société de développement des industries de la culture et des communications et 11 600 000 \$ pour la Société québécoise d'exploration minière pour lesquels une décision du Ministre est requise pour effectuer les déboursés. Au 31 mars 1984, la décision requise du Ministre n'est pas considérée dans l'établissement de l'engagement.

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
A		Comité de la protection de la jeunesse	1-154
Actif et passif	20, 4-2	Commerce extérieur, Ministère	1-36, 1-94
Activité physique et sport, promotion	1-162	Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-82
Administration (Habitat)	1-144	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, Ministère	1-37, 1-96
Administration (Justice)	1-154	Commission d'accès à l'information	1-102
Administration de logement	1-174	Commission d'appel de francisation des entreprises	1-98
Administration du système électoral	1-92	Commission de la fonction publique	1-140
Administration fiscale	1-174	Commission de la protection du territoire agricole	1-84
Administration		Commission de la représentation	1-92
Affaires municipales (générale)	1-68	Commission de la santé et de la sécurité du travail, aide financière	1-186
Éducation	1-112	Commission de surveillance de la langue française	1-98
Administration déléguée de programmes en sécurité du revenu	1-166	Commission des Affaires sociales	1-166
Administration des réseaux (Éduc.)	1-112	Commission des biens culturels	1-58
Adultes, Formation des	1-116	Commission des droits et libertés de la personne	1-154
Affaires amérindiennes et inuit	1-104	Commission des services juridiques	1-154
Affaires canadiennes	1-62	Commission des transports	1-182
Affaires culturelles, Ministère	1-32, 1-58	Commission de toponymie	1-98
Affaires internationales	1-62	Commission nationale de l'aménagement	1-66
Affaires intergouvernementales, Ministère	1-32, 1-62	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1-156
Affaires législatives (Justice)	1-158	Communautés culturelles et Immigration, Ministère	1-37, 1-98
Affaires municipales, Ministère	1-33, 1-66	Communications, développement des politiques	1-102
Affaires nordiques et amérindiennes	1-68	Communications, Ministère	1-38, 1-100
Affaires sociales, Ministère	1-33, 1-72	Compensations diverses aux municipalités	1-66
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	1-178	Comptabilité gouvernementale	1-132
Agriculture, Pêcheries et Alimentation, Ministère	1-34, 1-80	Compte des régimes de retraite, continuité du	5-28
Aide à la production agricole	1-82	Comptes à payer	5-27
Aide aux justiciables	1-154	Comptes à recevoir	5-4
Aide et surveillance administratives et financières (Municipalités)	1-66	Compte d'accords de perception fiscale, continuité du	5-26
Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts	1-68	Conciliation entre locataires et propriétaires	1-144
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais	1-70	Connaissance de la forêt	1-120
Aide financière à l'Office de la construction	1-188	Connaissance du milieu ambiant	1-128
Aide financière à l'industrie des courses de chevaux	1-176	Connaissance géographique du territoire	1-122
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail	1-186	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	1-188
Aide financière aux étudiants	1-114	Conseil de la langue française	1-98
Aide institutionnelle et restructuration du territoire	1-68	Conseil de la Politique scientifique	1-104
Allocation de l'espace et de l'équipement	1-190	Conseil des affaires sociales et de la famille	1-78
Aide sociale	1-168	Conseil des collèges	1-112
Allocations familiales	1-166	Conseil des universités	1-112
Allocations de maternité	1-168	Conseil exécutif, Ministère	1-38, 1-104
Amélioration de la forêt	1-120	Conseil du trésor, Ministère	1-39, 1-110
Amélioration du milieu ambiant	1-128	Conseil des services essentiels	1-186
Aménagement du territoire municipal	1-66	Conseil supérieur de l'éducation	1-112
Analyse économique et services statistiques	1-108, 1-138	Conservation du réseau routier	1-182
Annexes de l'actif et du passif	5-1	Construction du réseau routier	1-180
Approvisionnement	1-190	Contentieux criminel	1-158
Aqueducs et égouts, Réseaux	1-68	Continuité	
Arts d'interprétation	1-60	de la provision pour créances irrécouvrables	5-24
Arts de l'environnement visuel	1-60	du compte des régimes de retraite	5-28
Assemblée nationale, Ministère	1-36, 1-88	Contributions à titre d'employeur	1-140
Assistance-maladie	1-168	Contrôle des jeux de hasard et des courses	1-176
Assurances agricoles	1-82	Contrôle des permis d'alcool	1-156
Autres éléments d'actif	5-25	Contrôle et surveillance du développement:	
Autres emprunts	5-43	du commerce des valeurs mobilières	1-136
Avoir dans les entreprises du gouvernement du Québec	26, 4-8	des associations coopératives	1-136
		Conventions comptables	13
		Coordination de la recherche (Aff. soc.)	1-76
		Coordination des activités de la sécurité publique	1-158
		Coordination du développement économique et régional	1-106
		Coordination régionale et nationale (Aff. soc.)	1-76
		Création d'emplois	1-170
		Crédits, dépenses et variations, Sommaire	1-4
		Crédits dont le droit d'engager a été suspendu	1-9
B		D	
Besoins financiers et financement	22	Dépenses, Sommaire	19, 1-4, 1-8, 1-30
Bibliothèque de l'Assemblée nationale	1-88	Dépenses par super-catégories et catégories	1-30
Biens culturels, Sauvegarde et mise en valeur	1-58	Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Bons du trésor	5-28	Dette nette	19, 4-4
Bureau central de l'informatique	1-100	Dettes assumées (obligations)	5-33
Bureau de surveillance du cinéma	1-60	Développement de l'industrie forestière	1-122
Bureau du lieutenant-gouverneur	1-104	Développement de l'industrie manufacturière	1-148
		Développement de l'industrie touristique	1-150
C		Développement des communications	1-102
Catégories et super-catégories de dépenses		Développement des pêches maritimes	1-86
Listes et définitions	1-28	Développement du commerce extérieur	1-94
Sommaire	1-30	Droits et libertés de la personne, Commission	1-154
Centre de recherche industrielle du Québec	1-148		
Charte de la langue française	1-98		
Chèques en circulation	21, 4-3		
Cinéma	1-60		

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
E		Formation des adultes	1-116
Échéancier sommaire		Formation professionnelle (Touristique)	1-150
des obligations et autres emprunts moins		Formation professionnelle de la main-d'oeuvre	1-170
les fonds d'amortissement	5-45	Formulation de jugements	1-152
des engagements pour le remboursement d'emprunts			
relatifs à des dépenses en capital	5-64	G	
Éducation, Ministère	1-39, 1-112	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-156
Emploi, protection et développement	1-170	Gestion budgétaire et politique administrative	1-110
Emprunts		Gestion de certains emprunts des réseaux des affaires	
effectués	22, 3-4	sociales et de l'éducation	1-132
garantis	5-47	Gestion de la caisse et de la dette publique	1-132
remboursés	22, 3-6	Gestion des ressources fauniques	1-164
temporaires	5-26	Gestion des terres publiques	1-124
autres	5-43	Gestion du personnel de la fonction publique	1-140
Énergie et Ressources, Ministère	1-40, 1-120	Gestion du territoire agricole	1-84
Engagements	5-63		
Opérations budgétaires	5-64		
Opérations non budgétaires	5-82	H	
Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	1-152	Habitation et Protection du consommateur, Ministère	1-47, 1-144
Enregistrement officiel	1-156	Hébergement, Services en centres d'	1-74
Enseignement			
primaire et secondaire public	1-114	I	
collégial public	1-114	Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-160
universitaire	1-116	Industrie des courses de chevaux, Aide financière	1-176
privé	1-116	Industrie, Commerce et Tourisme, Ministère	1-49, 1-148
Entrepreneurs en construction, qualification		Industrie minière et administration minière	1-124
professionnelle des	1-146	Information et publications gouvernementales	1-100
Environnement, Ministère	1-42, 1-128	Inspecteur général des institutions financières	1-136
Espace et équipement, Allocation	1-190	Institut national de productivité	1-148
Estimation des comptes à payer non inscrits	27, 4-9	Institut québécois de recherche sur la culture	1-58
Études et recherches concernant l'énergie	1-126	Intérêts courus (actif)	5-5
Études des politiques et économiques et fiscales	1-132	Intérêts courus (passif)	5-27
Évaluation foncière	1-66	Introduction	9
Exploitation des immeubles	1-190		
Exploration géologique et minérale	1-124		
		J	
F		Jeux de hasard et courses, Contrôle	1-176
Financement agricole	1-80	Justice, Ministère	1-49, 1-152
Financement, besoins financiers et	22		
Financement forestier	1-122	L	
Financement, Sommaire	22, 3-3	Liste des ministères et organismes du Gouvernement	25, 4-7
Finances, Ministère	1-43, 1-132	Liste et définitions des catégories et super-catégories	
Fonctions de police, normalisation et surveillance	1-158	de dépenses	1-28
Fonction publique, Ministère	1-47, 1-140	Livres et autres imprimés	1-58
Fonds d'amortissement		Logirente, Administration	1-174
Continuité,	5-37	Loisir, Chasse et Pêche, Ministère	1-51, 1-162
Détail	5-38		
Office des autoroutes du Québec	5-45	M	
Provenance et utilisation des,	5-40	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu, Ministère	1-51, 1-166
Répartition des valeurs détenues	5-42	Mandats spéciaux	1-6
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts		Médias	1-90
de commissions scolaires	33	Municipalités, Aide et surveillance administratives	
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt		et financières	1-66
de l'université du Québec	36		
Fonds de développement régional	1-106	N	
Fonds de la recherche en santé du Québec	1-76	Normalisation et surveillance de l'exercice	
Fonds de péréquation	1-66	des fonctions de police	1-158
Fonds de relance industrielle	39	Normes de travail	1-186
Fonds de suppléance	1-134	Notes complémentaires	
Fonds des cautionnements des agents de voyages	41	Notes	23, 4-5
Fonds des services de santé	44	Annexe 1	25, 4-7
Fonds d'incitation à la recherche	1-104, 1-178	Annexe 2	26, 4-8
Fonds en fidéicomis	47	Annexe 3	27, 4-9
Fonds pour la formation de chercheurs et		Annexe 4	28, 4-10
actions concertées	1-118	Notes explicatives sur les placements	5-8
Fonds renouvelable de la Direction des services		Nouveaux emprunts	
informatiques aux réseaux d'enseignement	59	Détail	3-4
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement	63	Sommaire	3-4
Fonds renouvelable des publications gouvernementales	65		
Fonds renouvelable du Service de la cartographie	68		
Fonds renouvelable du Service des achats			
du Gouvernement	71		
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques	74		
Fonds renouvelable — Télécommunications	77		
Fonds spécial olympique	49		
Fonds spéciaux du crédit agricole	53		
Forêts			
Amélioration	1-120		
Connaissance	1-120		
Protection	1-120		
Utilisation	1-120		

	PAGE		PAGE
O		Régimes de retraite et assurance-vie (C.A.R.R.)	1-96
Obligations	5-29	Régime de retraite des enseignants	1-96
Office de la construction, aide financière	1-188	Relations avec les citoyens	1-108
Office de la langue française	1-98	Relations de travail	1-186
Office des personnes handicapées du Québec	1-108	Remboursement à certains travailleurs autonomes	1-174
Office des services de garde à l'enfance	1-108	Remboursement d'emprunts	3-6
Office franco-québécois pour la jeunesse	1-62	Répartition des valeurs détenues par fiduciaire dans les fonds d'amortissement	5-42
Office des professions	1-118	Réseaux d'aqueduc et d'égouts, Aide financière	1-68
Office de recrutement et de la sélection du personnel	1-142	Réseaux et équipements de communication	1-100
O.P.D.Q.	1-106	Réseaux routiers	
Opérations budgétaires, Sommaire	1-2	Conservation	1-182
Opérations non budgétaires		Construction	1-180
Sommaire	2-3	Ressources fauniques, Gestion	1-164
Placements, sommaire et détail	2-4	Revenus, Détail par ministère, catégorie et sous-catégorie	1-32
Régimes de retraite, compte des	2-6	Revenu, Ministère	1-52, 1-174
Autres comptes	2-6	Revenus, Sommaire par ministère et par catégorie	18, 1-2
Opinion du Vérificateur général		S	
sur les états financiers du gouvernement du Québec	29	Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-58
sur les Fonds renouvelables	62, 64, 67, 70, 73, 76, 78	Science et Technologie, Ministère	1-178
sur les Fonds spéciaux	35, 38, 40, 43, 46, 48, 52, 55	Science et technologie	1-104
Organisation et réglementation des professions	1-118	Sécurité dans les bâtiments et les lieux publics	1-146
Organismes-conseils auprès du Premier ministre	1-104	Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-168
P		Sécurité-incendie	1-70
Passifs éventuels et engagements financiers	28, 4-10	Sécurité publique, coordination des activités	1-158
Passifs éventuels	5-47	Services de soutien politique	1-88
Pêches maritimes, Développement	1-86	Services en centres de réadaptation	1-74
Pernis d'alcool, Contrôle	1-156	Services en centres de services sociaux	1-74
Placements		Services en centres hospitaliers	1-72
Sommaire	5-6	Services en centres d'hébergement	1-74
Entreprises du Gouvernement	5-6	Services en C.L.S.C.	1-72
Municipalités et organismes municipaux	5-14	Services essentiels, Conseil des	1-186
Notes explicatives	5-8	Services juridiques du Gouvernement	1-156
Particuliers, sociétés et autres	5-22	Services parlementaires	1-88
Placements temporaires	5-3	Services de soutien politique	1-88
Plan comptable (voir Conventions comptables)	13	Société d'aménagement de l'Outaouais	1-70
Planification, recherche et enseignement (Agriculture)	1-80	Société de développement industriel du Québec	1-148
Plein air, parcs et réserve	1-162	Société de radio-télévision du Québec	1-102
Policiers		Société d'habitation du Québec	1-144
Formation et perfectionnement	1-158	Société du parc industriel du centre du Québec	1-148
Normalisation et surveillance	1-158	Solde à verser pour les apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec	5-82
Prêts et avances	5-7	Sommaire	
Production agricole, Aide	1-82	des revenus par ministère et par catégorie	18, 1-2
Professions, Organisation et réglementation	1-118	des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Promotion de l'activité physique et du sport	1-162	des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-30
Promotion et développement de l'industrie touristique	1-150	des engagements financiers	5-63
Promotion des droits des femmes	1-106	des opérations budgétaires	1-2
Promotion du loisir socio-culturel	1-162	des opérations non budgétaires	2-3
Protecteur du citoyen	1-90	Emprunts garantis	5-47
Protection civile	1-160	Financement	3-3
Protection de la forêt	1-120	Nouveaux emprunts	22, 3-4
Protection de la jeunesse, Comité de la	1-154	Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-152
Protection des droits et libertés de la personne	1-154	Soutien aux municipalités et aux organismes de loisir	1-162
Protection du milieu (Environnement)	1-128	Soutien des organismes bénévoles	1-72
Protection du consommateur	1-146	Statut de la femme, Promotion du droit	1-106
Protection et développement de l'emploi	1-170	Supplément au revenu de travail	1-174
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	5-40	Sûreté du Québec	1-160
Provision pour créances irrécouvrables, continuité de la	5-24	Suspension du droit d'engager	1-9
Publications gouvernementales, Informations et	1-100	T	
Q		Terres publiques, Gestion	1-124
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1-146	Tourisme	
R		Formation professionnelle	1-150
Recherche, coordination de la (Aff. soc.)	1-76	Promotion et Développement	1-150
Recherche minérale, analyses et essais	1-124	Transport aérien gouvernemental	1-184
Régie de la sécurité dans les sports	1-164	Transports, Commission des	1-182
Régie de l'assurance-maladie du Québec, Ministère	1-172	Transports, Contrôle des lois et règlements	1-180
Régie de l'électricité et du gaz	1-126	Transports, Ministère	1-184
Régie des entreprises de construction	1-146	Transport scolaire	1-184
Régie des grains	1-84	Transports terrestres	1-180
Régie des installations olympiques	1-164	Travail, Ministère	1-56, 1-186
Régie des marchés agricoles du Québec	1-84	Travailleurs autonomes, Remboursements de leurs contributions au R.R.Q.	1-174
Régie des services publics	1-102	Travaux publics et Approvisionnement, Ministère	1-56, 1-190
Régie du cinéma	1-60	Tribunal de l'expropriation	1-152
Régime d'assurance-maladie	1-172		

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE
U	
Utilisation de la forêt	1-120
V	
Variation de l'encaisse	3-4
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	3-9
Vérificateur général	1-90

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds) (suite)

	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	9 ⁷ / ₈	2000-05-15	6 063 É.-U. (1)	6 240
	9 ⁷ / ₈	2000-11-10		525
	9 ⁷ / ₈	2000-11-10		155
	10 ¹ / ₄	1995-11-19		262
	10 ¹ / ₄	2001-05-04		1 400
	10 ¹ / ₄	2001-05-04		1 000
	10 ³ / ₈	1999-09-04		191
	10 ¹ / ₂	2000-09-09		12 589
	10,6	1994-05-01		267
	10,7	1999-05-01		454
	10 ³ / ₄	1999-09-04		992
	10 ³ / ₄	1999-09-04		3 744
	10 ³ / ₄	1999-09-04		2 444
	12	1993-04-07		18 267
	12 ¹ / ₄	1994-02-27		6 500
	12 ³ / ₄	1992-12-22		3 867
	13	2003-04-07		10 075
	13 ¹ / ₄	2002-12-22		5 853
	13 ¹ / ₄	1985-12-22		7 034
	13 ³ / ₄	1995-12-22		1 881
	13 ³ / ₄	1995-12-22		1 210
				<u>148 250</u>
Obligations garanties par le gouvernement du Québec:				
Hydro-Québec	5	1984-07-15	50 É.-U. (1)	50
	9	1985-02-06		25
	9 ³ / ₄	2000-02-06		125
	10	1997-06-01		233
	10	2003-07-05		300
	10	2009-02-01	100 É.-U. (1)	116
	10 ¹ / ₄	2003-05-15		1 000
				<u>1 849</u>

(1) En dollars des États-Unis.

(2) En francs français (F.F.).

(3) En yens japonais (Yens).

(4) En unités de comptes européennes (U.C.E.).

PROVENANCE ET UTILISATION DES FONDS D'AMORTISSEMENT
(MILLIERS \$)

Provenance des fonds

Du Fonds consolidé du revenu et revenu de placements		46 520 (1)
Plus:		
Diminution du compte à recevoir		<u>69</u>
		46 589
Moins:		
Augmentation des intérêts courus		<u>1 541</u>
		45 048
Valeurs échues ou vendues		<u>265 353</u>
		<u><u>310 401</u></u>

Utilisation des fonds

Achats d'obligations et de billets	308 311	
Plus:		
Fonds utilisés pour remboursement d'emprunts spécifiques	<u>1</u>	308 312
Augmentation de solde de banque		<u>2 089</u>
		<u><u>310 401</u></u>

(1) Voir le «détail par fonds» aux pages 5-41 et 5-42.

(1) Détail par fonds

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie du Canada					
1984-04-02	1962	5,25	63	343	406
1985-08-01	1961	5,25	20	313	333
1986-02-01	1961	5,75	5	277	282
1986-06-15	1964	5,50	45	399	444
1986-12-01	1966	6,75	202		202
1987-04-01	1964	6,25	31	21	52
1987-12-15	1962	5,25	1	306	307
1988-01-15	1968	7,50	8	380	388
1988-10-15	1963	6,00	19	458	477
1989-01-15	1965	5,50	10	394	404
1989-12-01	1967	7,50		44	44
1990-04-01	1965	5,50	43	398	441
1990-10-15	1965	5,75		396	396
1991-06-01	1966	6,00	37	317	354
1991-06-01	1970	9,25	2	12	14
1991-08-01	1970	9,25	4	5	9
1991-08-01	1967	6,75		356	356
1991-10-01	1966	6,50		368	368
1992-04-01	1967	6,25	3	411	414
1992-06-01	1967	6,50	102	250	352
1992-08-01	1970	9,75	715	232	947
1992-08-01	1974	9,75	404	237	641
1992-08-01	1976	9,75	1 289	750	2 039
1992-10-01	1971	8,375	2 195	498	2 693
1993-08-01	1972	8,375		451	451
1993-09-15	1968	7,50		288	288
1994-02-08	1971	8,00	4	388	392
1994-02-08	1973	8,00	29	434	463
1994-10-01	1968	7,00		255	255
1994-10-01	1968	7,50	1 595	292	1 887
1995-09-05	1973	8,75	1	475	476
1995-10-01	1970	9,50		339	339
1995-11-19	1974	10,25	60	599	659
1995-11-19	1975	10,25	133	750	883
1995-11-19	1976	10,25	10	990	1 000
1995-12-02	1970	9,50	243	226	469
1995-12-02	1975	9,50	165	400	565
1996-03-15	1972	8,00		437	437
1996-12-15	1971	7,75	10 336		10 336
1998-12-15	1973	8,50	13	456	469
1999-03-01	1974	8,625		437	437
1999-09-04	1974	10,375		22	22
1999-09-04	1974	10,75	124	345	469
1999-09-04	1974	10,75	238	350	588
1999-09-04	1975	10,75		698	698
1999-09-04	1976	10,75		815	815
2000-09-09	1975	10,50		555	555
2001-05-04	1976	10,25		936	936
2001-05-04	1976	10,25	77	1 165	1 242
			18 226	19 268	37 494

FONDS D'AMORTISSEMENT (suite)

(MILLIERS \$)

(1) Détail par fonds (suite)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Revenu de placements	Versements	Total
En monnaie des États-Unis					
1989-04-15	1968	7,00	5	531	536
1993-11-15	1973	8, 8,25	367	19	386
1993-11-15	1973	8,125, 8,25	656	185	841
1995-07-15	1975	8,25, 9,375	3	12	15
1995-07-15	1975	8,75, 9,375	93	197	290
1997-03-01	1967	5,875		464	464
1997-06-01	1971	9,00	87	758	845
1999-05-01	1969	7,875		394	394
2000-05-15	1975	9,875		1 084	1 084
2001-06-15	1976	9,50	16	1 102	1 118
2003-04-01	1973	7,90	87	1 333	1 420
2004-04-15	1974	9,20	15	1 618	1 633
			1 329	7 697	9 026
			19 555	26 965	46 520
Moins:					
Contribution au Fonds consolidé du revenu pour le remboursement d'emprunt					1
					46 519

**Répartition des valeurs détenues par fiduciaire
dans les fonds d'amortissement au 31 mars 1984**

	Valeur au pair	Équivalent canadien
Fiducie du Québec		113 866
Fiducie du Québec	50 \$ É.-U.	50
Bank of Montréal, New-York	22 267 \$ É.-U.	22 913
Crédit Lyonnais, Luxembourg	15 060 F.F.	3 031
Bank of Tokyo, Japon	2 471 000 Yens	12 055
Bank of Montréal, Londres	3 078 \$ É.-U.	3 294
Banque Nationale du Canada		11 000
Kredietbank, Luxembourg	450 U.C.E.	905
		167 114 (*)

(*) Encluant un billet au montant de 175 048 \$ de la cité
de St-Lambert détenu par le ministère des Finances.

AUTRES EMPRUNTS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Emprunts	1 692 463
Moins:	
Fonds d'amortissement	30 558
	<u>1 661 905</u>

Continuité

Solde au début	1 623 506 (1)
Plus:	
Emprunts effectués (voir page 3-4)	71 320
	<u>1 694 826</u>
Moins:	
Emprunts remboursés (voir page 3-6)	2 363
Solde à la fin	<u>1 692 463</u>

Détail

En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		
Zones spéciales		123 471
Institutions universitaires (assumées)		41 709
Emprunts escomptés		34 595
Office des autoroutes du Québec		32 500
		<u>232 275</u>
En monnaie des États-Unis	\$ É.-U.	
Euro-dollars	1 152 000	1 310 889 (2)
Office des autoroutes du Québec	13 720	16 833 (2)
	<u>1 165 720</u>	<u>1 327 722</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	D.M.	
	<u>150 000</u>	<u>76 921 (2)</u>
En monnaie du Royaume-Uni	L.S.	
	<u>25 000</u>	<u>55 545 (2)</u>
		<u>1 692 463</u>

(1) Y compris en emprunts assumés 42 200 374 \$ au début et 41 708 657 \$ à la fin.

(2) Équivalent canadien aux dates de réalisation.

AUTRES EMPRUNTS (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Année d'émission	Taux %	Notes	Montant	Total	Fonds d'amor- tissement	Solde
En monnaie du Canada							
Gouvernement du Canada							
Zones spéciales							
Projets terminés							
1984 — 2009-04-01	1972 — 1979	(divers taux)	(a)		123 471		123 471
Institutions universitaires (assumées)							
Société centrale d'hypothèque et de logement							
1984 — 2017-03-01	1960	5 ¹ / ₈ -5 ³ / ₄		38 909			
Université Concordia							
1990 — 1994-03-01	1964	8		2 800	41 709		41 709
Emprunts escomptés							
1988 — 1992-06-14	1982	16,2888 (A)	(f)		34 595		34 595
Office des autoroutes du Québec							
1984 — 1989-07-15	1982	5,75			32 500		32 500
					<u>232 275</u>		<u>232 275</u>
En monnaie des États-Unis							
(Euro-dollars)							
\$ É.-U.							
1986 — 1990-11-21	1981	15 ¹ / ₈	(b)	150 000	177 480		
1986 — 1990-11-21	1979	15 ³ / ₈	(b)	400 000	432 067		
1986 — 1990-11-21	1980	15 ¹ / ₄	(b)	300 000	344 790		
1984 — 1993-11-02	1978	9 ³ / ₄ (A)	(c)	100 000	116 526		
1989 — 1994-06-15	1979	9 ³ / ₄ (A)	(d)	70 000	82 053		
1989 — 1994-08-09	1979	9,85 (A)	(e)	75 000	87 844		
1986-06-30	1983	11,25		2 000	2 461		
1988-08-03	1983	12,20		2 000	2 470		
1988-08-18	1983	12,625		2 000	2 466		
1988-09-15	1983	12,375		1 000	1 231		
1987 — 1993-11-13	1983	(1)	(g),(h)	50 000	61 501	1 310 889	1 310 889
					<u>1 152 000</u>		
Office des autoroutes du Québec							
1984-12-01	1982	5,50		13 720	16 833	30 558	(13 725)
				<u>1 165 720</u>	<u>1 327 722</u>	<u>30 558</u>	<u>1 297 164</u>
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne							
D.M.							
1992-02-17	1982	10,65 (A)		150 000	76 921		76 921
En monnaie du Royaume-Uni							
L.S.							
1992-07-09	1982	15		25 000	55 545		55 545
					<u>1 692 463</u>	<u>30 558</u>	<u>1 661 905</u>

(1) Taux du LIBOR plus 0,475%.

(A) Taux annuel.

(a) Ce montant comprend le principal et l'intérêt couru capitalisé sur les avances progressives pour les projets terminés au 1er avril 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979 en vertu de l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales.

(b) Emprunt contracté de banques européennes en 1977, en monnaie des États-Unis, pour un montant de 300 000 000 \$ échéant de 1979 à 1984 aux taux du LIBOR plus 1¹/₈% substitué en 1978 pour un montant de 500 000 000 \$ dont 400 000 000 \$ ont été encaissés, échéant de 1984 à 1988 au taux du LIBOR plus 5¹/₈ de 1% pour les 2 premières années et de 3¹/₄ de 1% pour les années subséquentes. Substitué à nouveau en 1980 pour un montant de 1 000 000 000 \$ dont 850 000 000 \$ ont été encaissés échéant à raison de 10% en 1986, 15% en 1987, 20% en 1988, 25% en 1989 et 30% en 1990 au taux du LIBOR plus 3¹/₈ de 1% jusqu'au 21 novembre 1984 et 1¹/₂ de 1% pour les années subséquentes.

Cet emprunt peut être remboursé à toute date d'intérêt sur préavis d'au moins quinze jours.

(c) Échéant à raison de 5% de 1984 à 1987, 10% de 1988 à 1992 et 30% en 1993.

(d) Échéant à raison de 6,3 millions \$ É.-U. à tous les 6 mois du 15 juin 1989 au 15 décembre 1993 et 7,0 millions \$ le 15 juin 1994.

(e) Échéant à raison de 6,75 millions \$ É.-U. tous les 6 mois du 9 août 1989 au 9 février 1994 et 7,5 millions \$ le 9 août 1994.

(f) Emprunt de 50 000 000 \$ à 8¹/₂%, vendu à 66,809 pour donner un rendement de 16,2888%.

(g) Échéant en 14 remboursements semestriels égaux à compter du 13 mai 1987.

(h) Un contrat d'échange de monnaie prévoit les paiements d'intérêt et les remboursements en dollars canadiens. Ce contrat d'échange concerne 47 743 902 \$ É.-U. dont l'équivalent canadien à la date de réalisation est de 58 725 000 \$ pour un coût en monnaie du Canada lors du remboursement de 60 000 000 \$.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS
MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT
Au 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

Échéance	En monnaie du Canada	En monnaie des États- Unis (1)	En monnaie de la Républi- que fédérale d'Alle- magne (1)	En monnaie du Japon (1)	En monnaie du Royaume- Uni (1)	En unités de compte euro- péennes (U.C.E.) (1)	En monnaie de la Suisse (1)	En monnaie de la France (1)	En monnaie des Pays-Bas (1)	En unités monétai- res euro- péennes (E.C.U.) (1)	Total
1984-1985	567 559	74 777	3 123	24 781		2 012	2 615	3 019			677 886
1985-1986	716 412	60 385	16 732	21 415		2 012	5 045	3 019			825 020
1986-1987	471 904	133 930	79 942	21 415		2 012	7 329	3 018			719 550
1987-1988	730 722	187 986	83 535	29 713	76 755	2 012	7 329	3 421	45 641		1 167 114
1988-1989	778 904	239 594	13 609	39 523		2 011	7 330			57 719	1 138 690
1984 — 1989	3 265 501	696 672	196 941	136 847	76 755	10 059	29 648	12 477	45 641	57 719	4 528 260
1989 — 1994	3 725 209	1 713 870	355 364	321 464	119 748	50 291	153 600				6 439 546
1994 — 1999	3 544 973	279 567				12 070					3 836 610
1999 — 2004	1 496 928	281 929									1 778 857
2004 — 2009	110 694	107 441									218 135
2009 et plus	14 659	86 441			22 064						123 164
	<u>12 157 964</u>	<u>3 165 920</u>	<u>552 305</u>	<u>458 311</u>	<u>218 567</u>	<u>72 420</u>	<u>183 248</u>	<u>12 477</u>	<u>45 641</u>	<u>57 719</u>	<u>16 924 572</u>

NOTE: Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du Gouvernement et d'une prévision de remboursement avant échéance des obligations remboursables à demande, dont 232,3 M\$ (millions \$) en 1984-1985, 204,4 M\$ en 1985-1986, 179,9 M\$ en 1986-1987, 158,3 M\$ en 1987-1988, 134,5 M\$ en 1988-1989.

De plus, il tient compte des dates les plus éloignées dans le cas des options d'échange.

Par ailleurs, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursements d'emprunts dans l'année où elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

(1) En équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées.

FONDS D'AMORTISSEMENT — OFFICE DES AUTOROUTES DU QUÉBEC

(MILLIERS \$)

Continuité

Solde au début 26 349

Plus:

Versements du Fonds consolidé du revenu
et revenu de placements

Versements

619

Escomptes sur achats

899

Intérêts gagnés

2 691

4 209

Solde à la fin

30 558

Situation au 31 mars 1984

Obligations(*)

Gouvernement du Québec

19 830 (1)

Office des autoroutes du Québec

8 147 (2)

Hydro-Québec

1 357 (1)

Autres valeurs

Encaisse

430

Intérêts courus

794

30 558

(*) Voir détail à la page 5-46.

(1) Le gardien de ces obligations est le Trust Général du Canada (Montréal).

(2) Le gardien de ces obligations est le Trust Général du Canada (Montréal) pour un montant de 5 226 000 \$ et la Fiducie du Québec (Montréal) pour un montant de 2 921 000 \$.

FONDS D'AMORTISSEMENT — OFFICE DES AUTOROUTES DU QUÉBEC

(MILLIERS \$)

OBLIGATIONS (détenues dans le fonds)	Taux %	Échéance	Valeur nominale	
			En monnaie étrangère	En monnaie du Canada
Gouvernement du Québec	5 ¹ / ₄	1984-04-02		475
	5 ¹ / ₄	1985-08-01		466
	5 ¹ / ₂	1986-06-15		45
	5 ¹ / ₂	1990-04-01		1 066
	5 ³ / ₄	1990-10-15		886
	6	1988-10-15		558
	6 ¹ / ₄	1992-04-01		1 968
	6 ¹ / ₂	1992-06-01		1 179
	7 ¹ / ₄	1984-11-01		6
	7 ¹ / ₂	1993-09-15		250
	9 ¹ / ₂	1995-12-02		65
	9 ³ / ₄	1992-08-01		302
	10 ¹ / ₄	1984-08-21		4 412
	13 ¹ / ₄	1984-11-05		7 481
	16 ¹ / ₂	1984-06-18		626
	17 ¹ / ₄	1984-10-20		45
				<u>19 830</u>
Office des autoroutes du Québec	5 ³ / ₄	1989-07-15		<u>8 147</u>
Obligations garanties par le Gouvernement du Québec Hydro-Québec	5 ¹ / ₄	1986-06-01		77
	5 ¹ / ₂	1985-11-01		379
	13 ¹ / ₂	1984-09-24		181
	15 ³ / ₄	1984-07-09		720
				<u>1 357</u>

PASSIFS ÉVENTUELS

EMPRUNTS GARANTIS

(MILLIERS \$)

Sommaire

Détail
page

	1984	1983
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC		
5-48 Commission municipale du Québec	53 184	56 003
5-48 Hydro-Québec (1)	18 708 213 (1),(3)	17 611 423
5-53 Office du crédit agricole du Québec	14 000	14 000
5-53 Proforêt Inc. (filiale de Rexfor)		1 000
5-54 Régie de l'assurance-dépôts du Québec	3 300	16 900
5-54 Régie de l'assurance-maladie du Québec	17 605	17 823
5-55 Régie des installations olympiques (1)	658 540 (1)	665 604
5-56 Sidbec	348 350	360 950
5-56 Société de développement de la Baie James	7 800	
5-57 Société de développement industriel du Québec	56 600	66 600
5-57 Société d'habitation du Québec	63 424	98 689
5-57 Société du Palais des congrès de Montréal	30 000	30 000
5-58 Société nationale de l'amiante	23 500	23 500
5-58 Société québécoise d'assainissement des eaux	40 000	
	20 024 516	18 962 492
MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS		
5-58 Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 431	1 609
5-58 Agriculteurs	14 284	23 532
5-59 Éditeurs et libraires	370	400
5-59 Étudiants (2)	530 720	436 836
5-59 Fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay	355	
5-60 Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	1 190	1 488
5-61 Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	1 367	1 154
5-62 Usines laitières régionales	4 180	4 922
	553 897	469 941
	20 578 413	19 432 433

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars 1984 aux taux de conversion suivants exprimés en dollar(s) canadien(s):

En monnaie des États-Unis, dollar É.-U.	= 1,2765
En monnaie du Japon, yen	= 0,005680
En monnaie des Pays-Bas, florin néerlandais	= 0,4359
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne, deutsche mark	= 0,4921
En monnaie du Royaume-Uni, livre sterling	= 1,8350
En monnaie de la Suisse, franc suisse	= 0,5933
En unités monétaires européennes, E.C.U. (European Currency Unit)	= 1,10372

(2) Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

(3) Y compris 3 205 699 \$ pour les obligations d'Hydro-Québec détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement (voir pages 5-39 et 5-46).

Commission municipale du Québec

L.R.Q., c. D-7

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Loi sur les dettes et les emprunts municipaux et scolaires		
Obligations émises par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, en vue de consentir des prêts aux municipalités.		
Solde au 31 mars	53 184 *	56 003

Les sommes dues par la Commission municipale du Québec à l'Office du développement municipal et des prêts aux municipalités, Ottawa, de même que les obligations des municipalités détenues par la Commission en contrepartie ne font pas partie de l'actif et du passif du Gouvernement. En effet, il s'agit plutôt d'une dette de la Commission garantie par le Gouvernement sur autorisation du Lieutenant-gouverneur en conseil (A.C. 2206-64).

* Détail

Montréal métropolitain: 27 769

Anjou, 62; Beaconsfield, 22; Blainville, 515; Boisbriand, 588; Boucherville, 533; Brossard, 17; Chambly, 59; Châteauguay, 156; Côte-St-Luc, 590; Dollard-Des-Ormeaux, 42; Dorion, 25; Dorval, 374; Greenfield-Park, 45; Île-Perrot, 64; Lachenaie, 22; Lachine, 66; L'Assomption, 234; Laval, 647; L'Épiphanie, 11; Longueuil, 1 440; Mascouche, 136; McMasterville, 47; Mercier, 36; Montréal, 17 323; Montréal-Est, 134; Montréal-Ouest, 6; Mont-Royal, 36; Mont-St-Hilaire, 47; Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, 68; Otterburn-Park, 47; Outremont, 55; Pierrefonds, 286; Pincourt, 147; Pointe-Claire, 372; Repentigny, 40; Rosemère, 291; St-Basile-le-Grand, 181; St-Bruno-de-Montarville, 170; Ste-Catherine, 56; St-Constant, 3; St-Eustache, 84; St-Hubert, 241; St-Lambert, 39; St-Laurent, 445; St-Léonard, 28; Ste-Thérèse, 572; Terrasse-Vaudreuil, 137; Terrebonne, 349; Varennes, 1; Verdun, 648; Westmount, 232.

Québec métropolitain: 6 598

Ancienne-Lorette, 126; Beauport, 1 046; Charlesbourg, 1 238; Charny, 764; Lévis, 292; Loretteville, 40; Québec, 1 515; Ste-Brigitte-de-Laval, 112; St-Félix-du-Cap-Rouge, 226; Ste-Foy, 213; St-Jean-de-Boischatel, 61; St-Romuald-d'Etchemin, 8; Sillery, 315; Val Bélair, 642.

Diverses circonscriptions électorales: 18 817

Abitibi-Est, 124; Abitibi-Ouest, 115; Argenteuil, 111; Arthabaska, 198; Beauce-Nord, 562; Beauce-Sud, 28; Beauharnois, 60; Bellechasse, 1 152; Berthier, 31; Bonaventure, 850; Brome-Missisquoi, 339; Champlain, 384; Charlevoix, 1 253; Chauveau, 204; Chicoutimi, 158; Drummond, 117; Dubuc, 372; Duplessis, 246; Gaspé, 671; Gatineau, 61; Hull, 362; Huntingdon, 94; Iberville, 60; Îles-de-la-Madeleine, 297; Johnson, 266; Joliette, 47; Jonquière, 114; Kamouraska-Témiscouata, 145; Labelle, 463; Lac-St-Jean, 83; Laprairie, 4; Laviolette, 258; Lotbinière, 633; Maskinongé, 126; Matane, 128; Matapédia, 21; Mégantic-Compton, 43; Montmagny-L'Islet, 186; Nicolet, 37; Orford, 332; Papineau, 709; Pontiac, 78; Portneuf, 105; Prévost, 283; Richelieu, 511; Richmond, 197; Rimouski, 375; Rivière-du-Loup, 196; Roberval, 277; Rousseau, 237; Rouyn-Noranda-Témiscamingue, 455; Saguenay, 663; St-Hyacinthe, 80; St-Jean, 446; St-Maurice, 606; Shefford, 363; Sherbrooke, 1 770; Trois-Rivières, 201; Ungava, 45; Vaudreuil-Soulanges, 151; Verchères, 334.

Hydro-Québec

Sommaire des emprunts garantis

(MILLIERS \$)

	1984		1983	
	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien	Valeur nominale en monnaie étrangère (en milliers)	Montant en équivalent canadien
Obligations négociables				
En monnaie du Canada		6 155 852		5 538 024
En monnaie des États-Unis	7 656 521 \$ É.-U.	9 773 549	7 931 390 \$ É.-U.	9 786 542
En monnaie de la Suisse	1 448 165 F.S.	859 196	1 359 665 F.S.	805 466
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	1 194 500 D.M.	587 813	1 261 500 D.M.	640 716
En monnaie du Royaume-Uni	150 000 L.S.	275 250	90 000 L.S.	164 718
En monnaie du Japon	20 000 000 Yens	113 600	20 000 000 Yens	103 280
En unités monétaires européennes	90 000 E.C.U.	99 335	90 000 E.C.U.	102 405
En monnaie des Pays-Bas	150 000 Florins	65 385	150 000 Florins	67 785
		17 929 980		17 208 936
Autres emprunts		841 219		485 454
Total avant fonds d'amortissement		18 771 199		17 694 390
Moins fonds d'amortissement		62 986		82 967
Total		18 708 213		17 611 423

Hydro-Québec

L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Montant
En monnaie du Canada					
1985-03-15	1961-03-15	447-61	5 ¹ / ₂	AB	22 112
1985-11-01	1961-11-01	1974-61	5 ¹ / ₂	AC	20 929
1984-10-01	1962-10-01	1439-62	5 ³ / ₄	AF	30 653
1986-06-01	1963-06-01	746-63	5 ¹ / ₄	AM	27 469
1994-03-01	1964-03-01	271-64	5 ¹ / ₂	AN	1 138
1988-06-01	1964-12-01	2122-64	5 ¹ / ₂	AQ	34 799
1987-02-15	1965-02-15	177-65	5 ¹ / ₂	AR	6 666
1995-02-15	1965-02-15	177-65	5	AR	32 554
1991-02-01	1966-02-01	40-66	6	AU	32 177
1990-07-15	1966-07-15	1060-66	6	AW	26 295
1990-02-01	1967-02-01	42-67	6 ¹ / ₂	AZ	25 022
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	6	BC	22 414
1994-10-01	1967-10-01	2374-67	7	BC	10 934
1994-10-01	1968-05-15	1323-68	7	BE	23 200
1990-03-15	1969-03-15	582-69	7 ³ / ₄	BH	203
1992-10-01	1969-10-01	3430-69	8 ¹ / ₂	BK	23 165
1990-02-01	1970-02-01	293-70	9 ¹ / ₂	BM	5 290
1990-12-15	1970-06-15	2452-70	9 ¹ / ₂	BO	25 125
1996-04-15	1971-04-15	1448-71	7 ³ / ₄	BT	41 000
1996-07-29	1971-07-29	2385-71	8 ³ / ₄	BU	43 229
1997-05-01	1972-05-01	1105-72	8 ¹ / ₄	BY	41 766
1993-12-15	1972-06-15	1765-72	8 ¹ / ₄	BZ	53 850
1997-09-15	1972-09-15	2439-72	8 ³ / ₈	CA	47 795
1996-11-08	1972-11-08	3087-72	8 ¹ / ₄	CB	50 000
1998-02-21	1973-02-21	332-73	8	CD	50 000
1998-07-10	1973-07-10	2263-73	8 ¹ / ₄	CE	55 000
1998-10-15	1973-10-15	3465-73	8 ³ / ₄	CG	50 000
1998-12-03	1973-12-03	4019-73	8 ¹ / ₂	CH	50 000
1999-04-01	1974-04-01	1211-74	9	CK	60 000
1996-07-03	1974-07-03	4481-74	9 ⁷ / ₈	CL	80 000
1985-02-06	1975-02-06	150-75	9	CR	20 000
2000-02-06	1975-02-06	150-75	9 ³ / ₄	CR	100 000
2000-02-06	1977-08-06	2405-77	9 ³ / ₄	CRA	125 000
2000-06-16	1975-06-16	2103-75	10	CS	80 000
1997-09-01	1975-09-01	3840-75	10 ¹ / ₄	CU	65 000
1996-05-01	1976-05-01	458-76	10 ³ / ₄	CY	25 285
2001-10-21	1976-10-21	3495-76	10	DA	120 000
1997-06-01	1977-06-01	1571-77	10	DD	100 000
2003-05-15	1978-05-15	1332-78	10 ¹ / ₄	DG	120 000
2003-05-15	1979-05-15	1200-79	10 ¹ / ₄	DGA	140 000
2003-05-15	1979-07-24	1932-79	10 ¹ / ₄	DGB	150 000
2003-07-05	1978-07-05	1879-78	10	DH	125 000
2003-07-05	1978-08-30	2557-78	10	DHA	125 000
1989-03-27	1979-03-27	702-79	10 ⁴ / ₄	DM	15 000
2004-03-27	1979-03-27	702-79	10 ² / ₄	DM	135 000
2004-03-27	1979-12-20	3284-79	10 ³ / ₄	DMA	135 000
1989-05-15	1979-05-15	1200-79	10	DO	10 000
2004-10-15	1979-10-15	2643-79	11	DR	150 000
2004-10-15	1979-11-15	2989-79	11	DRA	200 000
1990-04-09	1980-04-09	947-80	Flottant	DU	75 000
1985-04-15	1980-04-15	946-80	14	DV	160 000
1986-05-06	1980-05-06	1200-80	14	DW	200 000
2005-07-15	1980-07-15	2105-80	11 ³ / ₄	DZ	200 000
2005-09-30	1980-09-30	2839-80	13 ¹ / ₄	EA	185 000
1987-09-29	1980-09-29	2963-80	13	EB	100 000
1990-12-14	1980-12-14	3776-80	13 ¹ / ₄	ED	85 000
1984-09-24	1981-03-24	705-81	13 ¹ / ₂	EF	185 000
1984-07-09	1981-07-09	1669-81	15 ³ / ₄	EH	160 000
1984-09-16	1981-09-16	2449-81	17 ¹ / ₂	EL	130 000
1986-11-24	1981-11-24	3019-81	17 ¹ / ₂	EN	130 000
1987-12-09	1981-12-09	3290-81	15	EP	75 000
1987-01-21	1982-01-21	40-82	16 ¹ / ₈	ER	100 000
1989-03-15	1982-03-15	585-82	16 ¹ / ₂	ET	50 000
1989-05-15	1982-05-15	1069-82	16 ¹ / ₂	EU	50 000
1993-02-20	1982-08-20	1741-82	16,9	EX	100 000
1987-09-15	1982-09-15	2006-82	15 ¹ / ₄	EZ	154 000
2002-09-15	1982-09-15	2006-82	15 ³ / ₄	EZ	46 000
1987-10-13	1982-10-13	2264-82	15	FB	100 000
1992-11-15	1982-11-15	2435-82	14	FC	60 000
1992-12-15	1982-12-15	2990-82	9 ¹ / ₂	FE	41 162
1993-02-10	1983-02-10	110-83	12	FF	98 000
2003-02-10	1983-02-10	110-83	13	FF	67 000
1993-02-10	1983-04-13	595-83	12	FF	50 000
1993-09-29	1983-09-29	1855-83	12 ³ / ₄	FJ	51 620
2005-09-30	1983-09-30	1844-83	13 ¹ / ₄	EA-1	125 000
1988-09-30			11 ³ / ₄	FI	103 000
1993-09-30			12 ¹ / ₂	FI	67 000
1988-03-15			11,15	FK	50 000
1993-09-30	1983-12-15	2512-83	12 ¹ / ₂	FIA	50 000
1989-03-16	1984-03-16	529-84	Flottant	FN	125 000
2005-09-30	1984-03-30	654-84	13 ¹ / ₄	EA-2	50 000

Hydro-Québec (suite)
L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Série	Valeur nominale (*) (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie des États-Unis					\$ É.-U.	
1984-07-15	1959-07-15	671-59	5	X	27 937	35 662
1988-02-15	1963-02-15	{ 205-63 334-63	5	AG	147 299	188 027
1994-04-01	1964-04-01	661-64	4 ¹ / ₂	AO	50 000	63 825
1989-11-16	1964-11-16	1926-64	4 ³ / ₄	AP	30 900	39 444
1985-06-15	1965-06-15	1167-65	4 ⁵ / ₈	AS	35 590	45 431
1987-01-01	1966-01-01	2226-65	5 ¹ / ₄	AT	35 076	44 774
1992-04-15	1966-04-26	653-66	5 ³ / ₈	AV	41 254	52 661
1991-09-15	1966-09-23	1490-66	6 ¹ / ₄	AX	25 569	32 639
1993-01-01	1967-01-01	2397-66	6 ¹ / ₄	AY	40 027	51 094
1993-06-01	1967-06-01	1466-67	6 ¹ / ₄	BA	35 334	45 104
1992-09-15	1967-09-15	2479-67	6 ¹ / ₂	BB	34 394	43 904
1989-01-15	1968-01-15	1-68	6 ¹ / ₈	BD	45 468	58 040
1986-08-01	1968-08-01	2206-68	7 ³ / ₄	BF	19 579	24 993
1991-11-01	1968-11-01	3466-68	7 ¹ / ₄	BG	35 595	45 437
1999-07-15	1969-07-15	2080-69	8 ³ / ₄	BI	38 600	49 273
1995-12-15	1969-12-15	3820-69	9 ¹ / ₄	BL	40 866	52 165
1995-03-15	1970-03-15	772-70	9 ¹ / ₄	BN	48 603	62 042
1997-08-15	1970-08-15	2990-70	9 ¹ / ₂	BP	60 835	77 656
1985-10-01	1970-10-01	3632-70	9 ¹ / ₄	BQ	2 700	3 447
1999-01-01	1971-01-01	4598-70	8 ³ / ₄	BR	59 715	76 226
1986-03-15	1971-03-15	780-71	8 ¹ / ₄	BS	6 100	7 787
2001-10-01	1971-10-01	3217-71	8 ¹ / ₂	BV	60 915	77 758
1986-11-15	1971-11-15	3729-71	8 ¹ / ₂	BW	12 000	15 318
2002-02-01	1972-02-01	271-72	7 ¹ / ₈	BX	82 823	105 724
2003-01-01	1973-01-01	3635-72	7 ¹ / ₂	CC	103 047	131 539
2003-08-01	1973-08-01	2783-73	8 ¹ / ₂	CF	84 765	108 202
2004-01-01	1974-01-01	4411-73	8 ¹ / ₄	CI	106 800	136 330
1989-02-01	1974-02-01	383-74	8 ¹ / ₂	CJ	21 000	26 806
1984-08-01	1974-08-01	2523-74	10,7	CM	137 158	175 082
2005-01-15	1975-01-15	28-75	10 ¹ / ₄	CQ	183 952	234 815
2005-08-01	1975-08-01	3435-75	9 ³ / ₄	CT	183 092	233 717
2005-11-15	1975-11-15	5038-75	10	CW	229 616	293 105
1996-02-15	1976-02-15	371-76	10 ¹ / ₄	CX	722 500	922 271
2006-09-15	1976-09-15	3188-76	8,6	CZ	236 061	301 332
1986-11-01	1976-11-01	3695-76	8 ¹ / ₂	DB	125 000	159 562
1996-12-15	1976-11-18	3901-76	8 ³ / ₄	DC	36 125	46 114
1992-08-01	1977-08-01	2333-77	9	DE	92 731	118 371
1997-09-01	1977-09-01	2955-77	9 ¹ / ₄	DF	200 250	255 619
1993-07-01	1978-07-01	1963-78	9 ¹ / ₂	DI	37 200	47 486
2008-07-15	1978-07-15	2288-78	10	DJ	98 891	126 234
1993-08-22	1978-08-22	2558-78	9 ³ / ₄	DK	45 500	58 081
2009-02-01	1979-02-01	214-79	10	DL	199 500	254 662
1999-05-15	1979-05-15	1067-79	10	DN	65 500	83 611
1994-05-10	1979-05-10	1201-79	9,85	DP	100 000	127 650
2009-06-15	1979-06-15	1671-79	10 ¹ / ₈	DQ	200 000	255 300
1986-10-15	1979-10-15	2820-79	11 ¹ / ₄	DS	200 000	255 300
1985-02-01	1980-02-01	199-80	12 ¹ / ₂	DT	200 000	255 300
1990-01-31	1980	128-80	Flottant		200 000 (1)	255 300
1992-06-15	1980-06-15	1627-80	11 ¹ / ₂	DX	78 250	99 886
2010-06-15	1980-06-15	1810-80	10 ² / ₄	DY	250 000	319 125
1987-10-15	1980-10-15	3202-80	12 ¹ / ₂	EC	200 000	255 300
2010-10-15	1980-10-15	3202-80	13 ¹ / ₄	EE	138 404	176 673
1991-02-01	1981-02-01	60-81	13	EE	95 000	121 267
1991-07-15	1981-07-15	2020-81	16 ¹ / ₄	EI	200 000	255 300
1991-09-01	1981-09-01	2323-81	17 ³ / ₈	EK	250 000	319 125
1991-10-15	1981-10-15	2830-81	17 ¹ / ₄	EM	150 000	191 475
1987-11-01	1981-11-01	3011-81	16 ¹ / ₈	EO	200 000	255 300
1992-01-15	1982-01-15	93-82	16 ⁵ / ₈	EQ	200 000	255 300
1988-02-15	1982-02-15	165-82	16 ¹ / ₄	ES	100 000	127 650
1992-08-15	1982-08-15	1853-82	14 ⁵ / ₈	EY	150 000	191 475
1992-12-01	1982-12-01	2602-82	11 ¹ / ₂	FD	94 000	119 991
1989-02-15	1983-02-15	200-83	11 ³ / ₄	FG	175 000	223 387
2013-02-15	1983-02-15	201-83	13 ³ / ₈	FG	100 000	127 650
1993-12-15	1983-12-15	{ 1843-83 2576-83 2580-83	12 ³ / ₈	FL	100 000	127 650
2013-12-15	1983-12-15	{ 1843-83 2576-83 2580-83	13 ¹ / ₄	FL	150 000	191 475
1994-01	1984-01-19	2697-83	Flottant	FM	200 000	255 300
					7 656 521	9 773 549 *

(*) En monnaie étrangère.

(1) Voir page 5-52.

* Voir note (1) page 5-47.

Hydro-Québec (suite)

L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	Décret ou A.C.	Taux %	Valeur nominale (*) (en milliers)	Montant en équivalent canadien
En monnaie de la Suisse				F.S.	
1987-12-22	1972-12-22	3731-72	6 ¹ / ₄	80 000	47 464
1991-08-20	1976-08-20	2635-76	6	72 665	43 112
1992-09-21	1977-09-21	2852-77	5	85 000	50 430
1993-03-23	1978-03-23	637-78	3 ³ / ₄	110 500	65 560
1991-08-17	1981-08-17	2115-81	7	100 000	59 330
		3207-81			
1988-12-23	1981-12-23	3208-81	7 ³ / ₄	300 000	177 990
		3209-81			
1992-02-18	1982-02-18	220-82	6 ³ / ₄	100 000	59 330
1992-08-11	1982-08-11	1736-82	6 ⁵ / ₈	100 000	59 330
		1810-82			
1987-08-24	1982-08-24	1811-82	6 ⁷ / ₈	300 000	177 990
		1812-82			
1993-05-04	1983-05-04	753-83	5 ¹ / ₂	100 000	59 330
1990-10-13	1983-10-13	2028-83	6	100 000	59 330
				1 448 165	859 196 *
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne				D.M.	
1984-09-01	1969-09-01	2331-69	7 ¹ / ₄	10 000	4 921
1986-09-01	1971-09-01	2874-71	8	30 000	14 763
1987-04-01	1972-04-01	907-72	6 ¹ / ₂	40 000	19 684
1988-03-01	1973-03-01	685-73	6 ¹ / ₂	40 000	19 684
1987-08-16	1977-08-16	2553-77	6 ¹ / ₂	154 500	76 029
1987-12-01	1977-12-01	4129-77	6 ¹ / ₄	120 000	59 052
1991-12-01	1981-12-01	3206-81	10 ¹ / ₄	150 000	73 815
1992-04-15	1982-04-15	734-82	10 ¹ / ₂	150 000	73 815
1992-06-30	1982-06-30	1487-82	10 ¹ / ₄	300 000	147 630
1993-02-16	1983-02-16	155-83	8	200 000	98 420
				1 194 500	587 813 *
En monnaie du Royaume-Uni				Livres Sterling	
2011-05-31	1981-05-26	1333-81	15	40 000	73 400
2015-09-13	1982-09-13	2005-82	12 ³ / ₄	50 000	91 750
2003-09-06	1983-05-31	1032-83	13,24	60 000	110 100
				150 000	275 250 *
En monnaie du Japon				Yens	
1992-09-20	1977-07-28	2294-77	8 ¹ / ₂	20 000 000	113 600 *
En unités monétaires européennes (European Community Unit)				E.C.U.	
1988-09-16	1981-09-16	2448-81	14 ¹ / ₄	40 000	44 149
1989-06-01	1982-06-01	1168-82	13 ¹ / ₂	50 000	55 186
				90 000	99 335 *
En monnaie des Pays-Bas				Florins	
1997-07-01	1982-07-01	1344-82	11 ¹ / ₈	150 000	65 385 *

(*) En monnaie étrangère.

* Voir note (1) page 5-47.

Hydro-Québec (suite)

L.R.Q., c. H-5, aa. 27 et 28

Obligations négociables (suite)

(MILLIERS \$)

1984

En monnaie du Canada et des États-Unis

Autres emprunts

Hydro-Québec avec l'autorisation et la garantie du Gouvernement a effectué les emprunts suivants:

a) En vertu des décrets 1501-83 et 1841-83 autorisant l'émission de billets en monnaie du Canada ou des États-Unis, à un taux d'intérêt ne dépassant pas le plus élevé du taux préférentiel de la Banque de Montréal au Canada ou, du taux majoré de 1,75% des titres du gouvernement du Canada ayant la même échéance, ou le « prime rate » de la Chase Manhattan Bank de New York, pour des termes ne dépassant pas 3 ans au Canada, et 270 jours aux États-Unis, à condition que le total en cours de ces billets n'excède en aucun temps la somme de 750 000 000 \$. Au 31 mars 1984, ces emprunts totalisent 165 555 000 \$ canadiens et 250 000 000 \$ É.-U.	484 680
b) En vertu des arrêtés en conseil 2281-70, 420-71, 920-71, 3268-71, 3671-72 et 834-74 autorisant l'émission de billets au gouvernement du Canada portant intérêt à des taux variant de 7 ³ / ₁₆ % à 7 ¹⁵ / ₁₆ %. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, depuis le 25 mars 1975.	16 266
c) En vertu de l'arrêté en conseil 3463-73 autorisant l'émission de billets à Énergie Atomique du Canada Limitée, portant intérêt à des taux variant de 7 ¹⁵ / ₁₆ % à 10%. Ces billets sont payables en 25 versements annuels égaux, de principal et d'intérêt, à compter du 7 avril 1984.	151 000
d) en vertu du décret 3461-81 autorisant l'émission de billets à ordre ne dépassant pas 250 000 000 \$ en monnaie des États-Unis. Ces billets viennent à échéance au plus tôt 270 jours et au plus tard 5 ans après leur date d'émission. Ils portent intérêt à compter de leur date respective d'émission à un taux qui n'est pas supérieur au taux majoré de 2,25% des bons du trésor émis par le gouvernement des États-Unis et ayant la même échéance. Au 31 mars 1984, ces emprunts totalisent 148 275 000 \$ É.-U.	189 273
Total autres emprunts	841 219
Total avant fonds d'amortissement	18 771 199
Moins fonds d'amortissement	62 986 (2)
Total obligations négociables	18 708 213

(1) D'autres garanties d'emprunts ont été autorisées par le gouvernement dont 500 000 000 \$ en monnaie des États-Unis selon le décret 128-80 et 500 000 000 \$ en monnaie du Canada selon l'arrêté en conseil 2289-78, mais dont les emprunts n'ont pas été effectués au 31 mars 1984.

(2) Y compris 48 411 263 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 37 925 000 \$ en monnaie des États-Unis, 1 163 817 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 2 365 000 D.M. en monnaie de la République fédérale d'Allemagne et 1 527 748 \$ représentant l'équivalent canadien d'un montant de 2 575 000 F.S. en monnaie de la République fédérale de Suisse.

Office du crédit agricole du Québec

L.R.Q., c. C-75 et L.R.Q., c. C-78

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Financement agricole		
Conformément à la Loi sur le crédit agricole (L.R.Q., c. C-75), l'Office a les pouvoirs de contracter des emprunts par obligations avec l'autorisation préalable du Gouvernement. Ces emprunts peuvent être garantis par le Gouvernement.		
En vertu du décret 313-83, l'Office a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A», d'une valeur nominale globale de 3 850 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 15 mars 1983, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{3}{8}$ de 1%, payable trimestriellement, rachetables par anticipation au gré de l'Office à compter du 15 mars 1984 et échéant le 15 mars 1988.		
Le Québec garantit sans réserve le service de la dette (capital et intérêt) des obligations et renonce à cette fin au bénéfice de discussion.		
Le solde dû en capital seulement, au 31 mars et garanti par le Gouvernement est de	3 850	3 850
Financement forestier		
Conformément à la Loi sur le crédit forestier (L.R.Q., c. C-78), l'Office peut, avec l'autorisation préalable du Gouvernement, contracter des emprunts par obligations. Le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de l'Office.		
En vertu du décret 350-83, l'Office a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «B», d'une valeur nominale globale de 10 150 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 15 mars 1983, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins $\frac{3}{8}$ de 1%, payable trimestriellement, rachetables par anticipation au gré de l'Office à compter du 15 mars 1984 et échéant le 15 mars 1988.		
Le Québec garantit sans réserve le service de la dette (capital et intérêt) des obligations et renonce à cette fin au bénéfice de discussion.		
Le solde dû en capital seulement, au 31 mars et garanti par le Gouvernement est de	10 150	10 150
	14 000	14 000

Proforêt Inc. (filiale de Rexfor)

L.R.Q., c. S-12

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 22a de la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, L.R.Q., c. S-12, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Rexfor ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute telle filiale.		
En vertu du décret 941-82, le Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme est autorisé à garantir, au nom du Gouvernement, jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$, toutes les obligations de Proforêt Inc. pour le financement de ses dépenses d'opérations courantes, auprès d'institutions financières reconnues.		
Au 31 mars 1983, le solde dû en capital sur des emprunts de Proforêt Inc. et garanti par le Gouvernement s'élevait à 1 000 000 \$.		
Cet emprunt a été remboursé au cours de 1983-1984.		1 000

Régie de l'assurance-dépôts du Québec

L.R.Q., c. A-26

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 54 de la Loi sur l'assurance-dépôts du Québec, le Ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement de tout engagement de la Régie; les sommes que le Gouvernement peut être appelé à payer sont prises sur le Fonds consolidé du revenu.		
En vertu du décret 1102-80, le Ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement en capital et intérêt, pour un montant total, en capital, n'excédant pas 15 000 000 \$ des emprunts contractés ou devant être contractés par la Régie pour faire face à ses obligations à l'égard de toute personne qui a fait un dépôt d'argent au sens de la Loi auprès de la société «Le prêt hypothécaire».		
Ce solde dû, en capital seulement au 31 mars 1983 est de 6 900 000 \$.		6 900
En vertu des décrets 1323-82 et 2415-82, le Ministre des Finances est autorisé à garantir le paiement, en capital et intérêts, des emprunts contractés ou à être contractés par la Régie, vu l'insuffisance de ses ressources, pour consentir des avances temporaires d'argent à la Fédération des caisses d'entraide économique, à la Fédération des sociétés d'entraide économique, à leurs caisses et sociétés affiliées de même qu'à toute institution qui est inscrite à la Régie, pour faire face à ses obligations à l'égard des personnes qui ont fait, auprès des caisses d'entraide économique, des sociétés d'entraide économique et de toute institution inscrite, des dépôts d'argent garantis par la Régie au sens de la Loi, pour rembourser des emprunts contractés par elle afin de venir en aide de quelque façon que ce soit à ces Fédérations, caisses, sociétés et institutions ou, généralement, pour toutes fins relatives aux problèmes encourus par ces fédérations, caisses, sociétés et institutions.		
Le montant total, en capital en cours desdits emprunts à un moment donné, ne devra pas excéder 200 000 000 \$ en monnaie du Canada.		
Le taux d'intérêt sur ces emprunts ne devra pas être supérieur au taux préférentiel de la banque à charte canadienne choisie, en vigueur de temps à autre ou, si le prêteur n'est pas une banque à charte canadienne à un taux correspondant à la moyenne arithmétique des taux préférentiels de trois des cinq principales banques à charte canadiennes en vigueur de temps à autre pour des prêts consentis en dollars canadiens.		
Le terme de ces emprunts ne doit pas excéder un an.		
Le solde dû, en capital seulement au 31 mars est de	3 300	10 000
	3 300	16 900

Régie de l'assurance-maladie du Québec

L.R.Q., c. R-5

(MILLIERS \$)

	1984	1983
En vertu du chapitre R-5 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie.		
En décembre 1979, la Régie s'est portée acquéreur de l'immeuble abritant son siège social au prix de 18 536 894 \$. Pour financer cette acquisition, la Régie a contracté un emprunt hypothécaire de 18 536 894 \$, composé d'une part d'un montant de 15 169 684 \$ au taux de 10% et d'autre part d'un montant de 3 367 210 \$ au taux de 11,4% remboursable par versements mensuels égaux sur une période de 23 ans et 7 mois, se terminant le 11 juillet 2003.		
Le solde dû au 31 mars, en capital seulement et garanti par le Gouvernement en vertu du décret 2660-79, est de	17 605	17 823

Régie des installations olympiques

L.R.Q., c. R-7

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 19a du chapitre R-7 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.

Au 31 mars, les emprunts de la Régie sont formés comme suit:

	Décret ou A.C.	1984	1983
Emprunt sur obligations			
Emprunt de la Société Canadienne de Crédit Coopératif Ltée — 100 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel correspondant au taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 1er avril 1982 et échéant le 31 mars 2000.	3299-79	90 000	100 000
Emprunt de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal — 50 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel de 1/4% au-dessous du taux préférentiel moyen des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 1er décembre 1983 et échéant le 1er décembre 1991.	2829-81	50 000	50 000
Emprunts sur billets			
Billets en devises des États-Unis, intérêt, au taux annuel de 3/8% au-dessus du taux interbancaires de l'eurodollar sur le marché de Londres jusqu'au 15 juillet 1987 et 1/2% par la suite, payable trimestriellement, semestriellement ou annuellement selon l'option exercée par la Régie, remboursables en 13 versements semestriels à partir du 16 juillet 1986 échéant le 16 juillet 1992 (360 000 000 \$ × (1,2765 en 1984) (1,2339 en 1983).	1627-82	459 540	444 204
Emprunt de Canada Permanent Trust Company — 50 millions \$, en monnaie du Canada, taux annuel de 1/4% au-dessous du taux préférentiel des banques de référence, remboursable par anticipation à partir du 15 avril 1982 et échéant le 15 avril 1990.	944-80	50 000	50 000
Marge d'emprunt de 10 millions \$ en monnaie du Canada, pour la période du 15 novembre 1982 au 15 novembre 1983 au taux préférentiel des banques canadiennes.	2531-82		4 700
Marge d'emprunt de 50 millions \$, en monnaie du Canada pour la période se terminant le 31 octobre 1983 au taux préférentiel des banques canadiennes.	2437-82		16 700
Marge d'emprunt de 10 millions \$ en monnaie du Canada, pour la période du 15 novembre 1983 au 15 novembre 1984 au taux n'excédant pas le taux préférentiel des banques canadiennes.	2565-83	9 000	
		<u>658 540</u>	<u>665 604</u>

Sidbec

L.R.Q., c. E-14

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 14 de la Loi sur l'établissement par Sidbec d'un complexe sidérurgique (L.R.Q., c. E-14), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de Sidbec.

Au 31 mars 1976, Sidbec a émis et vendu à la Caisse de dépôt et placement du Québec six séries de débentures à fonds d'amortissement d'une valeur nominale totale de 120 000 000 \$.

Le solde du principal de ces débentures garanties par le gouvernement du Québec est formé comme suit:

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	Série	1984	1983
1990-12-15	1970-12-15	4602-70	9 1/4	A	8 650	8 850
1991-06-15	1971-06-15	2222-71	8 3/4	B	8 850	9 050
1991-09-01	1971-09-01	2996-71	9	C	8 850	9 050
1989-10-01	1974-10-01	3432-74	10 3/4	D	22 000	24 000
1995-05-15	1975-05-15	1710-75	10 1/4	E	30 000	30 000
1996-02-16	1976-02-16	384-76	10 3/4	F	30 000	30 000
					108 350	110 950

De plus, en vertu du décret 1108-83 du 30 mai 1983, le gouvernement du Québec a approuvé une convention de crédit pour des emprunts n'excédant pas 350 000 000 \$.

Ce montant se subdivise en un emprunt à terme de 200 000 000 \$ et des emprunts sur crédit rotatif jusqu'à concurrence de 150 000 000 \$ dont le capital et les intérêts sont garantis par le Gouvernement.

Au 31 mars 1984, le solde dû en capital sur l'emprunt à terme est de 180 000 000 \$

et celui de l'emprunt sur crédit rotatif de 60 000 000 \$.

Cet emprunt remplace, le billet à ordre émis à la Banque de Montréal en mars 1983 et échéant le 31 mai 1983 en vertu du décret 594-83.

180 000	}	250 000
60 000		
240 000		250 000
348 350		360 950

Société de développement de la Baie James

L.R.Q., c. D-8

(MILLIERS \$)

Conformément à l'article 26 a) de la Loi sur le développement de la région de la Baie James (L.R.Q., c. D-8), le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêt de tout emprunt de la Société.

Par le décret 1073-83, le Gouvernement approuve le règlement numéro 10 de la Société portant sa marge d'emprunt à 14,0 millions \$.

Au 31 mars, le solde du principal des emprunts contractés par la S.D.B.J. garantis par le Gouvernement est de

1984	1983
7 800	

Société de développement industriel du Québec

L.R.Q., c. S-11.01

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 45 de la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société, ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu du décret 843-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A» d'une valeur nominale globale de 50 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 mars 1981, à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 3/8% rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 24 mars 1991.	35 000	45 000
De plus, en vertu du décret 3205-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «B» d'une valeur nominale globale de 24 000 000 \$ en monnaie du Canada, datées du 24 novembre 1981 et portant intérêt, à compter du 1er décembre 1981, à un taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 1/4% rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 1er décembre 1986.	21 600	21 600
Le solde dû en capital seulement, au 31 mars et garanti par le Gouvernement est de	56 600	66 600

Société d'habitation du Québec

L.R.Q., c. S-8

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 89a de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, le Gouvernement peut, sur la recommandation du Conseil du trésor et aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société d'habitation du Québec ainsi que l'exécution de toute obligation de cette dernière.		
En vertu des décrets 2254-82 et 1363-83, la Société est autorisée à contracter auprès d'institutions financières du secteur privé des emprunts temporaires jusqu'à concurrence d'un montant total de 120 000 000 \$ pour la période s'étendant du 1er janvier 1983 au 30 juin 1983, à un taux n'excédant pas le taux d'intérêt préférentiel des institutions financières choisies et de 175 000 000 \$ pour une période se terminant le 31 décembre 1984, à un taux n'excédant pas le taux d'intérêt préférentiel des institutions financières choisies.		
Le solde dû en capital seulement, au 31 mars et garanti par le Gouvernement est de	63 424	98 689

Société du Palais des congrès de Montréal

L.R.Q., c. S-14.1

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 23 du chapitre S-14.1 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation contracté par la Société.		
En vertu du décret 701-84, la Société a contracté un emprunt de 30 000 000 \$, en monnaie du Canada auprès de Victoria and Grey Trust Company par l'émission, et la vente à celle-ci d'obligations série «A», datées du 30 mars 1984 et portant intérêt à un taux annuel égal au taux préférentiel moyen des banques de référence moins 1/4%. Les obligations viendront à échéance le 2 décembre 1991 et elles seront remboursables par anticipation au seul gré de la Société.		
Le solde dû en capital seulement, au 31 mars 1984 et garanti par le Gouvernement est de 30 000 000 \$.	30 000	30 000*

* En vertu du décret 700-84, le Gouvernement a autorisé le transfert du Palais des congrès de Montréal par la Société de développement immobilier du Québec à la Société du Palais des congrès de Montréal en vertu de l'article 19 de sa Loi, L.R.Q., c. S-14.1.

C'est pour cette raison que la Société a émis des obligations à Victoria and Grey Trust Company tel que mentionné précédemment en remplacement et aux mêmes conditions que celles que la Société de développement immobilier du Québec devait à cette Compagnie depuis le 8 décembre 1981 et qui étaient alors garanties par le Gouvernement.

Société nationale de l'amiante

L.R.Q., c. S-18.2

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 15a de la Loi sur la Société nationale de l'amiante, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Société ou d'une filiale dont elle détient plus de cinquante pour cent des actions, ainsi que le paiement des sommes d'argent payables par la Société ou toute telle filiale par suite de l'inexécution de ses contrats.		
En vertu du décret 924-81, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente d'obligations, série «A» d'une valeur nominale globale de 23 500 000 \$, en monnaie du Canada, datées du 31 mars 1981 à un taux d'intérêt annuel équivalent au taux préférentiel des banques de référence moins $\frac{3}{8}\%$, rachetables par anticipation au gré de la Société et échéant le 31 mars 1996.		
Le solde dû en capital seulement au 31 mars et garanti par le Gouvernement est de	23 500	23 500

Société québécoise d'assainissement des eaux

L.R.Q., c. S-18.21

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à l'article 33 de la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, le Gouvernement peut garantir, aux conditions qu'il détermine, le paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation, contracté par la Société.		
En vertu du décret 2136-83, la Société a contracté un emprunt par l'émission et la vente de billets série «A» d'une valeur nominale globale de 40 000 000 \$ en monnaie du Canada, datés du 31 octobre 1983, au taux de 8,125% l'an et venant à échéance le 31 octobre 1988.		
Au 31 mars 1984, le solde dû en capital et garanti par le Gouvernement s'élevait à 40 000 000 \$.	40 000	

MUNICIPALITÉ, PARTICULIERS ET SOCIÉTÉS**Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)**

1966, c. 22

(MILLIERS \$)

Date d'échéance	Date d'émission	A.C.	Taux %	1984	1983
1991-02-01	1966-02-01	485-66	6	1 431	1 609

Agriculteurs

L.R.Q., c. A-18

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément au chapitre A-18 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec garantit à toute caisse populaire ou banque qui consent des prêts aux agriculteurs en vertu de la présente Loi le remboursement des pertes de principal et d'intérêt qui peuvent lui en résulter jusqu'à concurrence de 10% du montant total de ces prêts.		
Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars 1984, les prêts consentis et échéant en 1993 s'élevaient à 575 085 111 \$ et les remboursements à 560 800 794 \$.	14 284	23 532

Éditeurs et libraires

L.R.Q., c. G-1

(MILLIERS \$)

	1984	1983
En vertu du chapitre G-1 des Lois refondues du Québec, la Société de développement industriel du Québec, sur décision du Ministre des Affaires culturelles et, le cas échéant, avec l'autorisation du Gouvernement peut accorder des garanties de prêts consentis à des éditeurs et libraires.		
Une garantie accordée par la Société n'est valide que si le Ministre des Finances déclare, sous sa signature, sur le document constatant la garantie, qu'il en a pris connaissance.		
Le montant total des garanties accordées en vertu de la présente Loi ne peut excéder la somme de 5 000 000 \$.		
Au 31 mars, ces garanties de prêts formaient un montant total de	370	400

Étudiants

L.R.Q., c. P-21

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Conformément à la Loi sur les prêts et bourses aux étudiants, L.R.Q., c. P-21, le gouvernement du Québec garantit à toute institution de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant de prêts approuvés, ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour en obtenir le paiement.		
Au 31 mars, le solde de ces prêts garantis par le gouvernement du Québec s'élevait à	530 720	436 836

Fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Des emprunts de 360 000 \$ furent effectués durant l'année financière 1983-1984 auprès de la Caisse populaire des fonctionnaires du Québec par l'Administrateur du fonds des personnes incarcérées de l'établissement de détention Tanguay du ministère de la Justice.		
Ces emprunts (capital et intérêts) furent cautionnés par les autorités du ministère à même les crédits votés en 1983-1984 par la Loi sur les crédits, L.Q., 1983, c. 35.		
Au cours de chacune des années subséquentes, les crédits seront réservés à même les crédits votés par les lois sur les crédits.		
Au 31 mars 1984, le solde dû en capital seulement s'élevait à 355 484 \$.	355	

Producteurs agricoles et propriétaires forestiers

L.R.Q., c. C-77, L.R.Q., c. C-79, L.R.Q., c. C-78

(MILLIERS \$)

	1984	1983
En vertu du chapitre C-77 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt n'excédant pas 100 000 \$ à un agriculteur, une corporation d'exploitation agricole, une coopérative ou une société d'exploitation agricole. Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés, échus et en procédure de recouvrement par les institutions financières s'élevaient à	159	148
En vertu du chapitre C-79 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit qui consent des prêts aux producteurs agricoles durant les périodes critiques le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un emprunt ainsi que les dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ces prêts. Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1991 s'élevaient à	35	57
En vertu du chapitre C-78 des Lois refondues du Québec, le gouvernement du Québec, aux conditions qu'il détermine, garantit à toute banque ou caisse d'épargne ou de crédit le remboursement des pertes de principal et d'intérêt résultant d'un prêt consenti en vertu de l'article 13 de cette Loi sur le crédit forestier ainsi que des dépenses admises par règlement et encourues pour obtenir le paiement du principal et de l'intérêt de ce prêt. Cette garantie ne s'applique qu'à l'égard des emprunts contractés avant le 1er août 1978, conformément au c. 49 des lois de 1978.		
Au 31 mars, les prêts consentis, non remboursés et échéant en 1993 s'élevaient à	996	1 283
	1 190	1 488

Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires

L.R.Q., c. M-14

(MILLIERS \$)

Conformément aux articles 19, 20, 21 du chapitre M-14 des Lois refondues du Québec, le Gouvernement sur la recommandation du Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut affecter un fonds annuel de 4 000 000 \$, pour garantir le remboursement des prêts consentis aux sociétés coopératives agricoles ou aux corporations exerçant des activités similaires.

Les modalités, conditions et délais de remboursement de ces prêts garantis sont déterminés par le Gouvernement.

Nom et adresse de l'entreprise	Année d'échéance	Date du cautionnement	A.C.	Taux %	1984	1983
Sociétés coopératives agricoles						
Association coopérative de Normandin, Normandin, Roberval	1990	1975-03-11	2485-74	10½	170	190
	1991	1976-01-05	3951-75	11	70	80
Chaîne coopérative du Saguenay- Lac-St-Jean, St-Bruno, Lac-St-Jean	1983	1963-04-30	143-63	6		3
	1984	1969-09-05	1264-69	9	11	22
Coopérative de Dorchester, St-Anselme, Dorchester	1983	1963-05-17	304-63	6½		10
Meunerie coopérative agricole St-Charles, Bellechasse	1984	1969-09-18	187-69	8½	7	13
Société coopérative agricole Chaudière — Etchemin, St-Anselme, Dorchester	1986	1971-10-21	3200-71	8½	46	62
Société coopérative agricole de St-Félix-de-Kingsey, Drummond	1988	1977-02-21	3118-76	11¼	51	61
Société coopérative agricole des Bois- Francs, Victoriaville, Arthabaska	1985	1965-04-14	392-65	6½	12	18
					367	459
Corporations exerçant des activités similaires						
Fédération des producteurs d'oeufs de consommation du Québec, Boucherville, Chambly	1985	1975-06-20	{ 1833-75	17½		695
			{ 2217-75	17½		
Exportation Gaspé Cured Inc., Gaspé, Gaspé	1984	1983-09-01	{ 1419-83	*	1 000	
			{ 1810-93			
			{ 811-84			
					1 000	695
					1 367	1 154

* Le taux d'intérêt maximum n'excède pas le taux préférentiel bancaire, plus ½%.

Usines laitières régionales

L.R.Q., c. A-19

(MILLIERS \$)

En vertu du chapitre A-19 des Lois refondues du Québec, le Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation peut, avec l'autorisation du Gouvernement et après avoir obtenu l'avis de la Régie des marchés agricoles du Québec:

- a) garantir au nom du gouvernement du Québec et aux conditions qu'il détermine le remboursement total ou partiel du montant en principal et en intérêts de tout prêt consenti pour les fins prévues par la loi;
- b) s'engager à verser, à titre de contribution à l'amortissement de la dette, au cours de chacune des cinq années qui suivent la date où la garantie est accordée, une somme égale à quatre pour cent du montant dont le remboursement est garanti.

Le montant total des garanties accordées ne peut excéder 32 000 000 \$.

Nom et adresse de l'entreprise	Date de l'acte de fiducie	Date d'échéance	A.C.	Taux %	1984	1983
Association coopérative laitière du Saguenay-Lac-St-Jean, Chambord, Roberval	1969-12-15	1984-12-15	{ 2609-69 3643-69 2896-76	8½	222	429
	1976-06-01	1991-06-01		9¾, 10, 10½	1 600	1 800
Coopérative agricole de la Côte-Sud, St-Jean-Port-Joli, L'Islet	1977-09-15	1992-09-15	480-77	10	1 010	1 075
Coopérative agricole régionale de Papineau, Plaisance, Papineau	1971-05-01	1986-05-01	1455-71	8½	180	240
Coopérative laitière du Sud de Québec, Ste-Claire, Dorchester	1969-12-15	1984-12-15	3644-69	9	91	182
Laiterie Cité Ltée, Québec	1975-05-15	1990-05-15	512-75	10	1 077	1 196
					<u>4 180</u>	<u>4 922</u>

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(MILLIERS \$)

SOMMAIRE

BUDGÉTAIRES

NON BUDGÉTAIRES

1984

1983

7 847 603

6 740 371

146 000

200 250

7 993 603 (1)

6 940 621

BUDGÉTAIRES

Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital

	Détail en page	Autorisés par le Gouver- nement (2)	Autorisés par le Ministre (3)	1984	1983
Commissions scolaires	5-65	117 437	1 523 191	1 640 628	1 434 846
Collèges d'enseignement général et professionnel	5-69	450 313	240 819	691 132	645 352
Universités	5-70	610 117	33 727	643 844	589 304
Institutions de santé	5-71	598 137 (4)	119 736	717 873	699 928
Établissements de services sociaux	5-74	259 791 (4)	29 315	289 106	275 803
Municipalités et organismes municipaux	5-76	1 359 310		1 359 310	1 144 858 (7)
Sociétés d'État et divers organismes	5-77	60 075		60 075	58 403 (7)
		<u>3 455 180</u>	<u>1 946 788</u>	<u>5 401 968 (5)</u>	<u>4 848 494</u>

Pour des dépenses en capital

Commissions scolaires					
Marges de crédit bancaire	5-65		643 106	643 106	689 260 (7)
Institutions de santé					
Marges de crédit bancaire	5-71		63 873	63 873	33 350 (7)
Établissements de services sociaux					
Marges de crédit bancaire	5-74		3 236	3 236	
Municipalités et organismes municipaux	5-78	1 298 240		1 298 240	844 797 (7)
Divers organismes et sociétés	5-80	115 805		115 805	2 582
		<u>1 414 045</u>	<u>710 215</u>	<u>2 124 260</u>	<u>1 569 989 (7)</u>

Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement

228 959 230 997

Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres

Imputable à des crédits permanents	5-81		69 916	90 891
Imputable à des crédits votés	5-81		22 500	
			<u>7 847 603</u>	<u>6 740 371 (7)</u>

NON BUDGÉTAIRES

Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents

5-82

146 000

200 250

7 993 603 (6)

6 940 621 (7)

(1) Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur le 31 mars.

(2) Autorisés par le Lieutenant-gouverneur en conseil et/ou le Conseil du trésor.

(3) Autorisés par le Ministre de l'Éducation ou des Affaires sociales en vertu de lois et règlements.

(4) Excluant 3 374 000 \$ (6 653 000 \$ en 1983) pour les institutions de santé et 193 428 000 \$ (189 799 000 \$ en 1983) pour les établissements de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.

(5) Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.

(6) Ces engagements financiers seront liquidés à même des crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale, sauf lorsque indiqué autrement.

(7) Montants redressés pour fins de comparaison.

**ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL
DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
Au 31 mars 1984**

(MILLIERS \$)

Échéance	Commissions scolaires	Collèges d'ensei- gnement général et profes- sionnel	Universités	Institutions de santé	Établis- sements de services sociaux	Munici- palités et organismes municipaux	Sociétés d'État et divers organismes	Total
1984-1985	282 536 *	363 172 *	90 988 *	212 334 *	60 109 *	116 509	5 965	1 131 613
1985-1986	219 490	56 091	88 065	95 212	9 227	108 631	10 512	587 228
1986-1987	261 842	58 232	61 850	115 834	46 701	119 112	5 298	668 869
1987-1988	203 614	66 099	68 270	94 153	6 236	94 700	4 235	537 307
1988-1989	215 692	30 547	48 611	63 111	11 421	106 561	2 527	478 470
1984 — 1989	1 183 174 *	574 141 *	357 784 *	580 644 *	133 694 *	545 513	28 537	3 403 487
1989 — 1994	323 156	87 428	156 653	123 749	78 285	441 069	9 289	1 219 629
1994 — 1999	91 880	25 911	62 801	11 480	10 072	113 221	7 175	322 540
1999 — 2004	32 539	1 592	46 517	2 000	7 243	95 871	11 935	197 697
2004 — 2009	7 338	875	14 377		7 490	27 314	3 139	60 533
2009 — 2014	804	519	1 931		5 492	35 190		43 936
2014 — 2019	906	211	2 710		8 133	55 329		67 289
2019 — 2024	831	133	1 071		12 038	23 029		37 102
2024 — 2029		227			17 797	13 166		31 190
2029 — 2034		95			8 862	9 608		18 565
	1 640 628 *	691 132 *	643 844 *	717 873 *	289 106 *	1 359 310	60 075	5 401 968

* Incluant des emprunts temporaires, 93 037 000 \$ aux commissions scolaires, 240 819 000 \$ aux collèges d'enseignement général et professionnel, 33 727 000 \$ aux universités, 119 736 000 \$ aux institutions de santé et 34 085 000 \$ aux établissements de services sociaux qui seront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

NOTE: L'échéancier est déterminé selon les dates indiquées aux obligations ou billets, mais il peut arriver qu'au moment de l'échéance le montant soit refinancé modifiant d'autant l'échéancier tel que présenté plus haut.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(MILLIERS \$)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le Ministre de l'Éducation.

B Pour des dépenses en capital: marge de crédit bancaire autorisées par le Ministre de l'Éducation.

Régionales et locales	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Amiante	453	6 692	7 145	4 201	11 346	9 588
Black-Lake-Disraëli		219	219	785	1 004	916
Thetford-Mines		1 541	1 541	712	2 253	1 956
Baie-des-Chaleurs	2 431	5 979	8 410	2 118	10 528	9 871
Mrg-Matte		1 027	1 027	612	1 639	1 557
Ristigouche		341	341	560	901	850
Tracadieche	17	1 807	1 824	379	2 203	2 055
Val-d'Accueil		154	154	885	1 039	957
Bas-St-Laurent	1 756	12 596	14 352	5 461	19 813	19 013 *
La Mitis		1 061	1 061	940	2 001	1 288
La Neigette		3 489	3 489	3 809	7 298	6 782
Blainville-Deux-Montagnes	1 664	19 882	21 546	5 358	26 904	25 049
Deux-Montagnes		1 240	1 240	962	2 202	1 826
St-Eustache	17	4 907	4 924	8 442	13 366	9 173
Ste-Thérèse		8 059	8 059	2 114	10 173	9 157
Bois-Francis	393	14 408	14 801	3 030	17 831	16 535
Jean-Rivard		290	290	998	1 288	1 098
Prince-Daveluy		2 937	2 937	795	3 732	3 687
Victoriaville		1 831	1 831	1 459	3 290	2 349
Warwick	14	404	418	602	1 020	1 004
Carignan	119	6 333	6 452	2 947	9 399	9 366
Sorel		870	870	4 631	5 501	3 885
Tracy		303	303	1 009	1 312	1 190
Chambly	8 413	29 406	37 819	10 113	47 932	44 746
Greenfield-Park		1 294	1 294	354	1 648	1 571
Jacques-Cartier	1 570	4 779	6 349	2 724	9 073	8 338
Mont-Fort		2 886	2 886	4 607	7 493	7 103
St-Exupéry		2 710	2 710	5 860	8 570	5 537
Taillon	50	7 997	8 047	2 965	11 012	8 722
Varenes	814	7 603	8 417	14 836	23 253	19 684
Charlevoix	1 091	5 033	6 124	2 718	8 842	8 536
Du Gouffre		1 145	1 145	395	1 540	1 319
Laure-Conan	59	1 029	1 088	975	2 063	1 323
Châteauguay-Valley	507	2 369	2 876	1 644	4 520	3 776
Lac-St-Louis-de-Châteauguay		255	255	660	915	881
Ormstown		42	42	957	999	868
Chaudière	2 409	13 947	16 356	1 866	18 222	17 878
Beauceville		135	135	592	727	517
des Cèdres	24	194	218	1 125	1 343	1 225
des Érables		1 275	1 275	887	2 162	1 800
Langevin	494	1 284	1 778	372	2 150	2 088
St-Joseph		1 155	1 155	318	1 473	1 345
Chauveau	2 825	10 915	13 740	2 058	15 798	15 952
Ancienne-Lorette		4 173	4 173	5 542	9 715	7 094
La Jeune-Lorette	1 037	10 356	11 393	2 346	13 739	13 317
Montcalm		399	399	1 420	1 819	1 620
Des Monts	1 319	8 347	9 666	3 173	12 839	12 534
La Tourelle	69	1 548	1 617	499	2 116	1 874
Matane		2 342	2 342	803	3 145	2 741
District of Bedford	1 237	2 901	4 138	852	4 990	4 815
Du Golfe	4 724	18 573	23 297	5 542	28 839	27 393
Bersimis		1 674	1 674	876	2 550	2 181
Fermont				340	340	240
Gagnon		156	156	679	835	765
Louis-Joliet		493	493	1 305	1 798	1 403
Port-Cartier		2 712	2 712	1 142	3 854	2 903
Schefferville		378	378	475	853	848
Sept-Îles	137	7 839	7 976	2 027	10 003	8 945
Tadoussac		331	331	216	547	491

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Eastern Québec		156	156	928	1 084	771
Greater Québec		323	323	1 085	1 408	1 247
Greater Seven Islands		412	412	1 027	1 439	1 388
Saguenay		333	333	371	704	649
St-Maurice		51	51	493	544	480
Eastern Townships	838	4 819	5 657	2 220	7 877	7 425
Lennoxville		186	186	903	1 089	970
St-Francis		75	75	513	588	529
Estrie	4 060	35 588	39 648	32 621	72 269	67 371
Asbesterie				2 073	2 073	711
Coaticook		295	295	840	1 135	1 059
Lac-Mégantic		474	474	1 317	1 791	1 261
La Sapinière		497	497	996	1 493	1 418
Magog		358	358	1 503	1 861	1 129
Morilac		1 627	1 627	4 164	5 791	5 393
Sherbrooke (catholique)		10 620	10 620	5 996	16 616	16 039
Gaspesia Prot.		1 772	1 772	462	2 234	2 057
Bonaventure (anc. Chaleur Bay)				276	276	178
Gaspé				474	474	339
Grand-Portage	1 697	17 596	19 293	8 842	28 135	27 336
des Basques		801	801	802	1 603	1 524
des Frontières		214	214	567	781	731
des Montagnes		152	152	871	1 023	937
Jean-Chapais		396	396	1 245	1 641	1 426
Rivière-du-Loup		2 776	2 776	4 624	7 400	5 071
Témiscouata		1 742	1 742	812	2 554	2 001
Harricana	7 481	26 965	34 446	2 762	37 208	37 126
Amos	49	1 943	1 992	802	2 794	2 406
Barraute-Senneterre		242	242	905	1 147	1 025
Joutel-Matagami		1 591	1 591	463	2 054	1 773
Quévillon		53	53	586	639	516
Honoré-Mercier	902	10 813	11 715	6 635	18 350	14 835
Des Rivières		1 400	1 400	334	1 734	1 609
Iberville		2 130	2 130	1 451	3 581	3 211
Marieville		1 187	1 187	2 060	3 247	2 684
St-Jean-sur-Richelieu		4 334	4 334	1 443	5 777	4 967
Jean-Talon	1 004	9 357	10 361	4 828	15 189	11 871
Charlesbourg	125	2 968	3 093	1 234	4 327	4 145
Des Îlets		10 902	10 902	5 675	16 577	15 468
Lac-St-Jean	148	8 452	8 600	2 790	11 390	11 073
Alma		993	993	954	1 947	1 912
Belle-Rivière		1 231	1 231	230	1 461	1 440
Delisle		842	842	510	1 352	1 142
Lanaudière	925	15 122	16 047	5 217	21 264	20 824
Berthier-Dutraie		1 449	1 449	1 730	3 179	2 075
Des Cascades-L'Achigan	75	2 179	2 254	822	3 076	2 732
Industrie	160	3 360	3 520	1 596	5 116	4 813
Nord-Joli		5 680	5 680	1 115	6 795	6 432
Lapointe	2 235	7 629	9 864	4 468	14 332	12 882
Arvida		1 215	1 215	1 312	2 527	1 598
Jonquière		2 564	2 564	448	3 012	2 940
les Deux-Rives	143	2 137	2 280	1 001	3 281	3 050
La Vérendrye	1 348	3 725	5 073	1 805	6 878	6 333
Malartic	17	280	297	1 155	1 452	1 359
Val-d'Or		2 115	2 115	531	2 646	2 542
Lignery	635	17 312	17 947	3 821	21 768	20 936
Brossard		7 761	7 761	754	8 515	8 488
Laprairie		12 283	12 283	5 138	17 421	15 657
Napierville		1 900	1 900	3 026	4 926	4 294

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Louis-Fréchette	4 885	8 991	13 876	4 582	18 458	22 815
Abénakis		147	147	841	988	849
Bellechasse		1 554	1 554	852	2 406	2 231
�lan		136	136	684	820	671
Nouvelle-Beauce		2 325	2 325	1 011	3 336	3 155
Pointe-Lévy		3 713	3 713	840	4 553	4 128
Louis-Hémon	4 156	8 013	12 169	3 239	15 408	14 725
Dolbeau		1 313	1 313	418	1 731	1 606
La Vallière		1 173	1 173	1 385	2 558	1 689
Normandin	15	258	273	1 081	1 354	1 276
Roberval		1 511	1 511	482	1 993	1 838
Vallée-de-Mistassini		1 119	1 119	354	1 473	1 297
Mauricie	4 402	13 392	17 794	3 865	21 659	20 422
Grand-Mère	22	2 638	2 660	1 141	3 801	3 694
Haut-St-Maurice		627	627	1 098	1 725	1 599
Normandie	19	1 688	1 707	946	2 653	2 420
Shawinigan		305	305	1 279	1 584	1 444
Val-Mauricie		1 172	1 172	1 729	2 901	1 672
Meilleur	608	12 870	13 478	4 247	17 725	17 307
Granby	149	1 690	1 839	645	2 484	2 299
Provençal		777	777	3 129	3 906	3 212
Waterloo		207	207	678	885	811
Orléans	143	17 694	17 837	3 846	21 683	21 492
Beauport		3 534	3 534	3 729	7 263	4 265
Chutes-Montmorency	20	694	714	2 155	2 869	1 662
Côte-de-Beaupré	31	395	426	1 012	1 438	1 331
Outaouais	6 831	40 282	47 113	3 810	50 923	50 971
Aylmer		3 329	3 329	843	4 172	4 073
Champlain		12 630	12 630	3 066	15 696	15 481
Gatineau		6 005	6 005	853	6 858	6 596
Outaouais-Hull		3 206	3 206	1 729	4 935	4 974
Pontiac	26	1 073	1 099	1 438	2 537	2 391
Portage-du-Fort				14	14	11
Papineau	4 010	2 977	6 987	1 556	8 543	8 683
Seigneurie	67	373	440	1 048	1 488	1 362
Vallée-de-la-Lièvre		1 931	1 931	1 084	3 015	2 752
Pascal-Taché	612	12 926	13 538	2 285	15 823	15 183
La Pocatière		145	145	1 276	1 421	1 279
L'Islet-Sud		376	376	551	927	858
Montmagny		1 790	1 790	1 079	2 869	2 839
Trois-Saumons		221	221	882	1 103	1 059
Péninsule	2 693	7 879	10 572	3 273	13 845	14 122
Anses		295	295	733	1 028	967
Forillon		353	353	996	1 349	1 336
Grande-Hermine	18	2 309	2 327	483	2 810	2 626
Rocher-Percé	8	1 058	1 066	576	1 642	1 226
Proven�er	2 565	5 625	8 190	3 117	11 307	8 186
Lac-St-Pierre	56	267	323	1 052	1 375	1 292
Les Becquets		803	803	545	1 348	1 275
Port-Royal		1 780	1 780	1 497	3 277	2 618
St-François	756	9 397	10 153	2 957	13 110	12 792
Acton-Vale		229	229	804	1 033	884
Drummondville		2 521	2 521	3 764	6 285	5 640
South Shore Prot.	1 095	4 220	5 315	2 282	7 597	7 206
Richelieu-Valley		514	514	849	1 363	1 132
St-Lawrence Prot.		3 249	3 249	1 257	4 506	4 418
South Central		210	210	974	1 184	1 109
Tardivel	553	4 431	4 984	3 306	8 290	7 315
Grand-Bois		533	533	936	1 469	1 377
Mgr-Vachon		1 908	1 908	617	2 525	2 219
Portneuf		384	384	838	1 222	1 120

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
COMMISSIONS SCOLAIRES

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Tilly	715	20 774	21 489	10 607	32 096	30 402
Chaudière-Etchemin	49	8 968	9 017	11 503	20 520	15 950
Lotbinière		2 982	2 982	786	3 768	3 721
Marie-Victorin		1 306	1 306	939	2 245	2 099
Ste-Foy		8 752	8 752	7 558	16 310	10 935
Vaudreuil-Soulanges	310	7 681	7 991	6 715	14 706	13 195
Île-Perrot		1 635	1 635	818	2 453	2 240
Soulanges		257	257	859	1 116	987
Vaudreuil		1 354	1 354	490	1 844	1 620
Vieilles-Forges	3 833	10 855	14 688	4 379	19 067	18 235
Cap-de-la-Madeleine		3 252	3 252	3 958	7 210	5 592
Chavigny		5 863	5 863	3 115	8 978	7 811
des Chenaux		439	439	388	827	821
Grand-pré		1 356	1 356	698	2 054	2 009
Trois-Rivières		1 991	1 991	564	2 555	2 667
Western Québec Prot.	137	2 413	2 550	1 287	3 837	3 670
Greater Hull		3 101	3 101	1 574	4 675	4 072
North Western Québec		37	37	36	73	74
Pontiac				525	525	436
Yamaska	1 496	6 793	8 289	13 279	21 568	14 109
Argile-Bleu	39	7 197	7 236	2 821	10 057	9 589
St-Hyacinthe		2 043	2 043	4 607	6 650	5 323
Val-Monts		1 697	1 697	500	2 197	2 086
Intégrées						
Abitibi	956	5 362	6 318	3 081	9 399	9 316
Baie-des-Ha! Ha!		3 050	3 050	1 597	4 647	4 314
Chapais-Chibougamau		2 703	2 703	1 131	3 834	3 236
Châteauguay	429	6 556	6 985	2 863	9 848	9 205
Chicoutimi	5 548	7 842	13 390	3 756	17 146	17 380
Chomedey-de-Laval	3 629	13 781	17 410	5 789	23 199	24 099
Commission des écoles catholiques de Québec		27 893	27 893	8 374	36 267	34 296
Crie				6 380	6 380	3 115
Davignon	299	4 036	4 335	914	5 249	5 092
Des Îles	166	2 849	3 015	2 703	5 718	5 188
Haute-Gatineau	22	2 264	2 286	1 460	3 746	3 328
Huntingdon		2 966	2 966	819	3 785	3 468
Kativik				9 316	9 316	3 926
Lac-Témiscamingue	53	13 920	13 973	2 680	16 653	15 786
Laurentian	381	2 738	3 119	1 795	4 914	4 284
des Laurentides	642	3 956	4 598	2 496	7 094	7 083
Laurenval	789	10 087	10 876	14 107	24 983	23 032
Le Gardeur	515	10 676	11 191	10 375	21 566	20 151
Les Écores	818	8 299	9 117	3 512	12 629	11 699
du Littoral						4 275
du Long-Sault		3 203	3 203	1 239	4 442	3 769
Manicouagan	231	26 991	27 222	6 336	33 558	29 573
des Manoirs		20 465	20 465	6 111	26 576	25 758
des Mille-Îles	1 309	21 220	22 529	8 679	31 208	25 561
Moissons		2 748	2 748	3 016	5 764	6 854
Pierre-Neveu	553	7 755	8 308	1 482	9 790	9 289
Rouyn-Noranda	1 282	10 295	11 577	1 296	12 873	12 884
St-Jérôme	388	11 385	11 773	8 767	20 540	16 090
Valin		1 720	1 720	7 448	9 168	6 828
Vallée-de-la-Matapédia	618	4 380	4 998	1 998	6 996	6 086
Valleyfield	819	7 159	7 978	1 936	9 914	9 938
Non régionalisées						
Baie-Comeau				102	102	68
Laurentienne				175	175	141
Conseil Scolaire						
Île de Montréal	2 186	445 559	447 745	56 031	503 776	498 946
	<u>117 437</u>	<u>1 523 191</u>	<u>1 640 628</u>	<u>643 106</u>	<u>2 283 734</u>	<u>2 124 106 *</u>

* Les chiffres ont été modifiés pour fin de comparaison.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
COLLÈGES D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL

(MILLIERS \$)

	Autorisés par le Gou- vernement	Autorisés par le Ministre de l'Éducation	1984	1983
Abitibi-Témiscamingue	3 480	7 363	10 843	10 006
Ahuntsic, Montréal	22 000	5 406	27 406	26 080
Alma	2 787	4 308	7 095	6 723
André-Laurendeau, Lasalle	17 500	7 538	25 038	23 546
Bois-de-Boulogne, Montréal	7 500	2 686	10 186	9 639
Champlain (Régional), Sherbrooke	11 600	5 258	16 858	18 005
Chicoutimi	7 119	11 722	18 841	15 821
Côte-Nord (Régional), Baie-Comeau	4 500		4 500	19 278
Dawson, Montréal	23 855	2 214	26 069	25 395
Drummondville	1 000	15 147	16 147	13 467
Édouard-Montpetit, Longueuil	21 000	11 007	32 007	30 609
François-Xavier-Garneau, Québec	9 500	4 436	13 936	11 927
Gaspésie, Gaspé	5 635	4 382	10 017	9 904
Granby	2 221	1 002	3 223	2 849
Hauterive		5 955	5 955	3 662
John-Abbott, Ste-Anne-de-Bellevue	30 000	9 053	39 053	33 613
Joliette	6 425	1 216	7 641	7 180
Jonquière	4 989	8 697	13 686	9 957
La Pocatière	10 000	2 262	12 262	11 898
Lévis-Lauzon, Lauzon	6 500	8 861	15 361	15 541
Limoilou, Québec	16 100	6 225	22 325	21 410
Lionel-Groulx, Ste-Thérèse-de-Blainville	6 409	3 078	9 487	9 193
Maisonnette, Montréal	13 807	3 793	17 600	17 274
Matane	1 000	2 417	3 417	2 285
Montmorency, Laval	17 000	4 168	21 168	19 326
Outaouais	12 583	4 444	17 027	15 002
Région de l'Amiante, Thetford-Mines	10 000	5 498	15 498	14 939
Rimouski	14 554	4 639	19 193	18 454
Rivière-du-Loup	5 935	2 405	8 340	7 831
Rosemont, Montréal	16 856	3 685	20 541	19 665
St-Félicien	7 235	1 644	8 879	8 512
Ste-Foy	7 341	11 174	18 515	15 812
St-Hyacinthe	11 500	1 258	12 758	15 392
St-Jean-sur-Richelieu, St-Jean	2 092	2 877	4 969	3 857
St-Jérôme	8 288	6 279	14 567	13 933
St-Laurent, Montréal	5 186	5 974	11 160	10 587
Sept-Îles		15 912	15 912	456
Shawinigan	5 500	3 655	9 155	9 011
Sherbrooke	16 604	4 786	21 390	20 475
Sorel-Tracy	1 200	12 087	13 287	11 847
Trois-Rivières	7 275	3 080	10 355	10 042
Valleyfield	8 903	4 960	13 863	12 673
Vanier, Montréal	13 126	3 705	16 831	14 922
Victoriaville	11 607	879	12 486	12 314
Vieux-Montréal	32 601	3 684	36 285	35 040
	450 313	240 819	691 132	645 352

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL (suite)
UNIVERSITÉS

(MILLIERS \$)

	Autorisés par le Gou- vernement	Autorisés par le Ministre de l'Éducation	1984	1983
Bishops, Lennoxville	1 400		1 400	1 400
Concordia, Montréal	27 500		27 500	20 497
Écoles des hautes études commerciales, Montréal	8 000		8 000	8 000
École polytechnique, Montréal	28 856	179	29 035	27 998
Laval, Ste-Foy	92 345	860	93 205	87 290
McGill, Montréal	81 578		81 578	77 017
Montréal	101 346	17 582	118 928	107 502
Sherbrooke	46 053		46 053	41 433
Université du Québec	223 039	15 106	238 145	218 167
	<u>610 117</u>	<u>33 727</u>	<u>643 844</u>	<u>589 304</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX

(MILLIERS \$)

Légende: A Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital:

A-1 Autorisés par le Gouvernement.

A-2 Autorisés par le Ministre des Affaires sociales.

B Pour des dépenses en capital: marges de crédit bancaire autorisées par le Ministre des Affaires sociales.

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Institutions de santé						
Alma: Hôtel-Dieu	1 270		1 270		1 270	1 270
Amos: Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos	2 050		2 050		2 050	2 050
Amqui: Centre hospitalier d'Amqui				300	300	858
Arthabaska: Hôtel-Dieu	3 975		3 975		3 975	3 975
Asbestos: Centre hospitalier d'Asbestos	1 000		1 000		1 000	1 952
Baie-Comeau: Pavillon Boisvert		2 367	2 367		2 367	401
Beauport: Centre hospitalier Robert-Giffard	9 296	201	9 497	1 451	10 948	10 880
Centre hospitalier St-Augustin	2 030		2 030		2 030	2 030
Bedford: Centre local de services communautaires de Bedford	3 000	15	3 015	85	3 100	3 621
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham	3 710		3 710	400	4 110	5 235
Chandler: Centre hospitalier de Chandler	6 000		6 000		6 000	6 000
Chicoutimi: Hôpital de Chicoutimi Inc.	10 700		10 700		10 700	8 186
Buanderie communautaire		2 524	2 524	316	2 840	4 956
Chicoutimi-Nord: Institut Roland-Saucier	3 310		3 310		3 310	3 310
Chisasibi: Centre hospitalier de Chisasibi						1 119
Cowansville: Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins	580		580		580	610
Dolbeau: Centre hospitalier de Dolbeau	1 300		1 300		1 300	1 750
Drummondville: Centre hospitalier Georges-Frédéric	4 210		4 210		4 210	4 210
Hôpital Ste-Croix	6 900		6 900		6 900	7 400
Gaspé: Hôtel-Dieu de Gaspé	6 885		6 885		6 885	6 916
Gatineau: Centre hospitalier de Gatineau	20 000	25 479	45 479	8 849	54 328	41 695
Granby: Centre hospitalier de Granby	5 500		5 500		5 500	5 500
Grand-Mère: Centre hospitalier Lafèche-Grand-Mère	3 100		3 100		3 100	3 100
Greenfield-Park: Hôpital Charles-Lemoyne	7 850		7 850		7 850	7 409
Hauterive: Centre hospitalier régional Baie-Comeau — Hauterive	7 000		7 000		7 000	9 013
Hull: Centre hospitalier de la Piéta	4 625		4 625		4 625	4 625
Centre hospitalier régional de l'Outaouais	10 800	4 049	14 849		14 849	14 099
Corporation centre local de services communautaires		117	117	1 467	1 584	25
Hôpital Pierre-Jannet	2 400		2 400		2 400	2 400
Joliette: Centre hospitalier régional de Lanaudière	17 960	3 207	21 167	1 943	23 110	25 071
Jonquière: Centre hospitalier de Jonquière	1 600		1 600		1 600	1 600
Kuujuaq: Centre hospitalier de l'Ungava		11 283	11 283	241	11 524	10 054
La Baie: Hôpital de la Baie-des-Ha! Ha! Inc.	2 075		2 075		2 075	2 075
Lasalle: Hôpital Général Lasalle	3 880	4 772	8 652	1 158	9 810	7 524
La Sarre: Centre hospitalier St-François-d'Assise				550	550	1 400
La Tuque: Hôpital St-Joseph de La Tuque	1 300		1 300		1 300	1 300
Laurier-Station: Centre local de services communautaires Arthur-Caux	1 190		1 190		1 190	1 190

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Laval:						
C.A.P.E.Q. Inc.						136
Cité de la santé de Laval	15 315		15 315		15 315	15 215
Centre local de services communautaires du Marigot (Pont-Viau)		1 664	1 664		1 664	1 375
Lebel-sur-Quévillon:						
Centre de santé Lebel						652
Lévis: Hôtel-Dieu de Lévis	8 892		8 892		8 892	9 660
Longueuil: Centre hospitalier Pierre-Boucher	36 620	4 613	41 233	9 186	50 419	46 600
Lourdes-de-Blanc-Sablon: Centre de santé de la Basse-Côte-Nord	450		450		450	450
Magog: Hôpital de la Providence						140
Maria: Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs	3 000	2 428	5 428	122	5 550	4 473
Matagami: Centre hospitalier Isle-Dieu inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Matane:						
Centre hospitalier de Matane	2 800		2 800		2 800	2 800
Mont-Laurier: Hôpital Notre-Dame-de-Ste-Croix	3 750		3 750		3 750	3 750
Montmagny: Hôtel-Dieu de Montmagny	3 020		3 020		3 020	3 120
Montréal:						
Centre hospitalier Côte-des-Neiges				3 000	3 000	
Centre hospitalier Jacques-Viger	5 300	574	5 874	1	5 875	5 105
Centre hospitalier J. Henri-Charbonneau	3 825		3 825		3 825	3 950
Centre hospitalier gériatrique Maimonides	4 000	2 001	6 001	86	6 087	5 114
Centre hospitalier Neurologique		1 837	1 837	663	2 500	1 300
Centre hospitalier St. Mary	4 800		4 800		4 800	5 050
Centre de Santé St-Henri Inc.	4 050		4 050		4 050	4 225
Centre local de services communautaires St-Henri		64	64	936	1 000	15
Hôpital Chinois	2 500		2 500		2 500	
Hôpital Général Juif	5 451		5 451		5 451	5 550
Hôpital Général Fleury		6 320	6 320	1 975	8 295	2 957
Hôpital Général de Montréal	1 400		1 400		1 400	1 400
Hôpital Jean-Talon	12 390		12 390		12 390	12 900
Hôpital Maisonneuve-Rosemont	6 935		6 935		6 935	6 935
Hôpital Marie-Clarac	1 725		1 725		1 725	1 745
Hôpital de Montréal pour enfants	1 615		1 615		1 615	1 855
Hôpital Notre-Dame	16 000		16 000		16 000	16 000
Hôpital Notre-Dame-de-la-Merci Inc.	1 000		1 000		1 000	1 000
Hôpital Reddy Memorial	2 135		2 135		2 135	2 171
Hôpital Rivière-des-Prairies	190		190		190	240
Hôpital du Sacré-Coeur	7 056	502	7 558		7 558	8 444
Hôpital Ste-Jeanne-D'Arc de Montréal	3 000		3 000		3 000	3 230
Hôpital Ste-Justine	16 496		16 496		16 496	18 156
Hôpital St-Luc	5 630		5 630		5 630	5 630
Hôpital Santa Cabrini	2 041		2 041		2 041	2 552
Hôtel-Dieu de Montréal	5 000		5 000		5 000	5 000
Institut de cardiologie de Montréal	2 150		2 150		2 150	2 300
Institut Philippe-Pinel	6 050		6 050		6 050	6 450
Noranda:						
Centre hospitalier Rouyn-Noranda	11 794	3 330	15 124	1 035	16 159	15 286
Plessisville: Centre local de services communautaires de l'Érable	2 650		2 650		2 650	2 650
Pointe-Claire: Hôpital Général de Lakeshore	2 000		2 000		2 000	2 000
Povungnituk: Centre hospitalier Baie-d'Hudson		1 020	1 020	51	1 071	

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Québec:						
Hôpital Christ-Roi (Vanier)	1 250		1 250		1 250	1 250
Hôpital de l'Enfant-Jésus	10 338		10 338		10 338	10 430
Hôpital St-François-d'Assise	15 710	1 012	16 722	891	17 613	16 944
Hôpital du St-Sacrement	4 730		4 730		4 730	5 060
Hôtel-Dieu de Québec	7 600		7 600		7 600	7 685
Repentigny: Hôpital Le Gardeur	22 500	3 950	26 450	12 248	38 698	29 224
Rimouski: Hôpital St-Joseph de Rimouski	3 200		3 200		3 200	4 020
Rivière-au-Renard: Centre local de services communautaires Val-Rosiers	1 515		1 515		1 515	1 515
Rivière-des-Prairies: Centre local de services communautaires		2 355	2 355		2 355	1 818
Rivière-du-Loup:						
Hôtel-Dieu de Rivière-du-Loup	4 800		4 800		4 800	4 252
Roberval: Hôtel-Dieu de Roberval	3 443		3 443		3 443	3 458
Ste-Anne-des-Monts: Corporation de l'Hôpital des Monts	3 615		3 615		3 615	3 989
St-Charles-Borromée: Centre hospitalier de St-Charles-Borromée		5 010	5 010	490	5 500	2 954
St-Éleuthère: Centre local de services communautaires Des Frontières	2 400		2 400	2 089	4 489	2 193
St-Eustache: Centre hospitalier St-Eustache	1 950		1 950		1 950	1 950
St-Ferdinand: Hôpital St-Julien		812	812	76	888	80
Ste-Foy						
Centre hospitalier de l'Université Laval	10 100		10 100		10 100	10 900
Hôpital Laval (1975)	3 875	3 193	7 068	102	7 170	6 844
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce	2 600		2 600	169	2 769	2 600
St-Hyacinthe: Centre hospitalier Honoré- Mercier Inc.	11 850		11 850		11 850	12 250
St-Jean: Hôpital du Haut-Richelieu	13 015		13 015		13 015	12 935
St-Jean-Port-Joli: Centre local de services communautaires des Trois-Saumons	1 600		1 600		1 600	1 890
St-Jérôme (Terrebonne): Hôtel-Dieu de St-Jérôme	10 240		10 240		10 240	10 356
St-Laurent: Centre hospitalier St-Laurent	2 375		2 375		2 375	2 375
St-Louis-du-Parc: Centre local de services communautaires St-Louis-du-Parc		635	635	535	1 170	549
St-Michel: Hôpital St-Michel	1 500		1 500		1 500	1 500
St-Raymond: Centre hospitalier Portneuf	2 250		2 250		2 250	2 250
Ste-Rose-de-Laval: Centre local de services communautaires		1 875	1 875	250	2 125	1 998
Schefferville: Centre hospitalier Schefferville						154
Sept-Îles: Corporation de l'Hôpital de Sept-Îles	10 500	5 188	15 688	5 008	20 696	15 908
Shawinigan:						
Centre hospitalier Ste-Thérèse- de-Shawinigan	210		210		210	420
Hôpital régional de la Mauricie	8 175		8 175		8 175	8 175
Sherbrooke:						
Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	8 625		8 625		8 625	9 175
Corporation de l'hôpital d'Youville	1 565		1 565		1 565	1 565
Hôpital St-Vincent-de-Paul-de-Sherbrooke	1 425		1 425		1 425	1 425
Hôtel-Dieu de Sherbrooke	4 449		4 449		4 449	4 464

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Sorel:						
Hôpital Général de Sorel	292		292		292	378
Hôtel-Dieu de Sorel	6 600		6 600		6 600	6 650
Témiscamingue: Centre local de services communautaires de Témiscamingue	1 850		1 850		1 850	1 850
Thetford-Mines: Hôpital général de la Région de l'Amiante Inc.	7 814		7 814		7 814	7 844
Trois-Rivières: Centre hospitalier Ste-Marie	1 055		1 055		1 055	1 055
Val-D'Or: Centre hospitalier St-Sauveur	5 990		5 990		5 990	6 112
Valleyfield: Centre hospitalier de Valleyfield	13 000	13 115	26 115	8 200	34 315	31 458 (2)
Verdun:						
Centre hospitalier Douglas	2 400		2 400		2 400	2 218
Centre hospitalier de Verdun	4 500	4 224	8 724		8 724	7 948
Corporation de l'Hôpital Champlain de Verdun	2 800		2 800		2 800	2 900
Victoriaville: Centre hospitalier des Bois-Francis	4 375		4 375		4 375	4 375
Ville-Marie: Centre de santé Ste-Famille	2 530		2 530		2 530	2 545
	598 137	119 736	717 873	63 873	781 746	733 278 (2)
Établissements de services sociaux						
Beauport: Centre d'accueil Orléans	506		506		506	607
Brome-Missisquoi: Centre Butters		23	23	8	31	
Chicoutimi: Beaumanoir de Chicoutimi Inc.	1 155		1 155		1 155	1 155
Farhnam: Centre d'accueil Farhnam		24	24	57	81	18
Forestville: Centre d'accueil Forestville		968	968	47	1 015	242
Fortierville: Foyer Fortierville		391	391	30	421	
Gaspé: Centre d'accueil Le Cabestan	710		710		710	910
Hauterive:						
Centre d'accueil N.-A.-Labrie	2 700		2 700		2 700	2 700
Iberville: Résidence Champagnat-d'Iberville Inc.	2 150		2 150		2 150	2 150
Longueuil:						
Centre d'accueil Ste-Trinité		111	111	889	1 000	22
Institut Nazareth et Louis-Braille				631	631	
Montréal:						
Centre d'accueil de la Cité des Prairies	2 690	686	3 376	914	4 290	3 090
Centre d'accueil Mt. St-Antoine		1 940	1 940	142	2 082	44
Centre d'accueil Pavillon Sung Pei		1 295	1 295	502	1 797	2 698
Centre Marronniers	5 500		5 500		5 500	5 500
Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal						
Métropolitain	8 800		8 800		8 800	8 800
Domrémy Montréal	298		298		298	364
Institut Canadien-Polonais du Bien-Être Inc.		1 829	1 829		1 829	67
Résidence Christophe-Colomb		3 305	3 305		3 305	3 253
Résidence Jean-de-Lalande		7 013	7 013		7 013	6 558
Villa Notre-Dame-de-Grâce	293		293		293	316
Pierrefonds: Centre Ste-Hélène	788		788		788	844
Québec:						
Centre d'accueil St-Antoine	1 275		1 275		1 275	1 275
Corporation d'hébergement du Québec	225 836	10 642	236 478		236 478	225 194
Rivière-Ouelle: Centre d'accueil Thérèse-Martin	872		872		872	1 065
Rouyn-Noranda: Pavillon Youville		1 082	1 082		1 082	1 464
St-André-Avellin: Centre d'accueil La Petite Nation	1 800		1 800		1 800	1 800

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
INSTITUTIONS DE SANTÉ ET ÉTABLISSEMENTS
DE SERVICES SOCIAUX (suite)

(MILLIERS \$)

	A-1	A-2	Sous- total	B	1984	1983
Ste-Anne-des-Monts: Centre d'accueil Pavillon de la Montagne	50		50		50	100
St-Damien: Centre d'accueil Pavillon des Jeunes	985		985		985	1 204
Ste-Foy: Centre Cardinal-Villeneuve Inc.	790		790		790	945
Ste-Marguerite-du-Lac-Masson: Manoir Pointe-Bleue (1978)	2 260		2 260		2 260	3 010
St-Tite-des-Caps: Centre d'accueil St-Tite-des-Caps	333		333		333	408
Sorel: Les Ateliers Riverains				12	12	
Val-d'Or: Foyer de Val-d'Or Inc.		6	6	4	10	
	259 791	29 315	289 106	3 236	292 342	275 803
	857 928 (1)	149 051	1 006 979 (1)	67 109	1 074 088 (1)	1 009 081 (1), (2)

(1) Excluant la compensation financière aux communautés religieuses (voir tableau ci-après) pour leur désintéressement de l'oeuvre concernée.

(2) Les chiffres de 1983 ont été modifiés pour fin de comparaison.

COMPENSATION FINANCIÈRE AUX COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES
POUR LEUR DÉSINTÉRESSEMENT DE L'OEUVRE CONCERNÉE

	1984	1983
Amos: Hôtel-Dieu		10
Buckingham: Centre hospitalier de Buckingham		40
Drummondville: Hôpital Ste-Croix		10
La Tuque: Hôpital St-Joseph		30
Magog: Foyer du Sacré-Coeur		575
Montréal: Hôpital Louis-Hippolyte-Lafontaine	198	395
Nicolet: Hôpital du Christ-Roi		58
Notre-Dame-du-Lac: Hôpital Notre-Dame-du-Lac Inc.		706
St-Georges-Ouest: Centre hospitalier régional de la Beauce	1 525	
Ville-Marie: Centre de Santé Ste-Famille		20
	1 723	1 844

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Municipalités		
Montréal Métropolitain		
Beauharnois	755	
Boisbriand	141	
Châteauguay	2 262	608
Laval	14 567	12 151
Marieville	596	
St-Eustache	350	54
Ste-Julie	314	82
Vaudreuil-Dorion	1 285	584
Québec Métropolitain		
Québec	958	
St-Louis-de-Pintendre — Lévis —		
St-David-de-l'Auberivière	1 048	2 078
Val-Bélair	3	
Diverses circonscriptions électorales		
Abitibi-Est	4 698	514
Beauce-Nord	902	
Beauce-Sud	3 467	2 674
Beauharnois	2 966	943
Bellechasse	1 412	555
Berthier	791	143
Brome-Missisquoi	4 027	2 556
Champlain	2 017	555
Chauveau	439	
Deux-Montagnes	152	50
Dubuc	63	20
Frontenac	1 138	202
Iberville	2 022	1 315
Johnson	3 681	1 824
Jonquière	4 749	1 906
Kamouraska-Témiscouata	905	
Labelle	5 550	3 830
Lac-St-Jean	623	61
Laviolette	126	
Lotbinière	28	
Matane	301	
Matapédia	196	
Mégantic-Compton	2 114	828
Orford	3 398	2 994
Prévost	38	
Richmond	676	684
Rimouski	5	
Roberval	2 704	891
Rousseau	1 364	76
St-François	302	268
St-Hyacinthe	12 478	7 554
Shefford	18 095	6 350
Sherbrooke	1 610	
Ungava	2 821	869
	108 137 (1)	53 219 (1) (2)

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS
CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

5-77

MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Organismes municipaux		
Commission de transports de la Communauté régionale de l'Outaouais	7 262	7 842
Commission de transports de la Communauté urbaine de Montréal	94 170	73 696
Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec	25 827	18 330
Commission de transports de la Rive-Sud de Montréal	19 967	13 555
Commission de transports de la Ville de Laval	17 349	18 360
Communauté régionale de l'Outaouais	64 437 (1)	58 684 (1)
Communauté urbaine de Montréal	1 016 047 (1)	867 740 (1) (2)
Communauté urbaine de Québec	23 536 (1)	21 693 (1) (2)
Corporation intermunicipale de transports des Forges	4 168	1 954
Corporation intermunicipale de transports de la Rive-Sud de Québec	1 165	1 121
Corporation intermunicipale de transports du Saguenay	5 334	1 895
Corporation municipale de transports de Sherbrooke	5 648	6 769
	1 284 910	1 091 639
Moins: Montant inclus dans les emprunts garantis	1 393 047	1 144 858
Société québécoise d'assainissement des eaux	33 737	
	1 359 310	1 144 858 (2)

(1) Assainissement des eaux (incluant 315 062 \$ en 1984 et 241 812 \$ en 1983 pour la Communauté urbaine de Montréal).

(2) Des projets d'étude pour l'assainissement des eaux apparaissent en 1984 au nom de la Société québécoise d'assainissement des eaux alors qu'en 1983 ils étaient inclus dans les municipalités et organismes municipaux. En conséquence les chiffres de 1983 ont été modifiés pour fin de comparaison.

SOCIÉTÉS D'ÉTAT ET DIVERS ORGANISMES

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Sociétés d'État		
Société de la Place des Arts de Montréal	37 873	39 661
Société québécoise d'assainissement des eaux	15 289	10 935 (1)
Société de radio-télévision du Québec	4 450	4 750
	57 612	55 346
Divers organismes		
Nouvelle Compagnie Théâtrale Inc.	983	1 227
Séminaire de Québec	1 480	1 830
	2 463	3 057
	60 075	58 403 (1)

(1) Voir note (2) ci-haut.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)

AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX

(MILLIERS \$)

	Assainis- sement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1984	1983
Municipalités				
Montréal Métropolitain				
Anjou				91
Beauharnois	3 545		3 545	4 239
Beloil		432	432	504
Blainville		183	183	233
Boisbriand	2 339	434	2 773	2 799
Bois-des-Filion		166	166	198
Boucherville		550	550	555
Brossard		1 092	1 092	1 268
Candiac	9 085	618	9 703	1 778
Chambly		489	489	720
Châteauguay	8 088		8 088	9 500
Delson	4 790	120	4 910	5 343
Deux-Montagnes	1 040		1 040	980
Greenfield-Park		185	185	205
Île-Perrot		219	219	276
Lachenaie		352	352	416
Laprairie	8 216		8 216	754
Lasalle		18	18	
Laval	117 618		117 618	47 220
Le Gardeur		516	516	657
Lemoyne				34
L'Épiphanie, paroisse				27
L'Épiphanie, ville		536	536	520
Longueuil		10 438	10 438	11 262
Lorraine		221	221	254
Maple-Grove	922		922	885
Marieville	3 626		3 626	
Mascouche		202	202	96
McMasterville		269	269	405
Montréal		200	200	3
Montréal-Est				12
Mont-St-Hilaire		138	138	106
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot		793	793	2 139
Pincourt		125	125	159
Pointe-Claire		45	45	
Pointe-Calumet				1 571
St-Amable		410	410	181
St-Catherine	5 238		5 238	592
St-Constant	6 505	108	6 613	6 642
St-Eustache	9 010	786	9 796	9 969
St-Hubert		2 123	2 123	2 805
St-Joseph-du-Lac		238	238	
St-Julie	3 670	660	4 330	5 414
St-Lambert		1 060	1 060	1 207
St-Louis-de-Terrebonne		706	706	970
St-Mathieu-de-Beloil				364
St-Mathias		39	39	74
St-Raphaël-de-l'Île-Bizard		411	411	523
St-Thérèse		200	200	218
Terrebonne		137	137	164
Varenes		631	631	1 602
Vaudreuil-Dorion	3 480	369	3 849	4 449
Vaudreuil-sur-le-Lac		648	648	692
Verdun				31
Québec Métropolitain				
Ancienne-Lorette		560	560	670
Cap-Rouge	2 045	100	2 145	18
Charlesbourg	3 341		3 341	
Charny	33		33	
Lac-Delage		24	24	
Lac-St-Charles		213	213	225
Lauzon	54	650	704	760
Québec	11 613	3 356	14 969	12 059
St-Augustin-de-Desmaures		69	69	132
St-Dunstan-du-Lac-Beauport		741	741	871
St-Émile		28	28	55
St-Foy	8 291	145	8 436	144
St-Louis-de-Pintendre — Lévis — St-David-de-l'Auberivière	555	1 621	2 176	2 394
St-Nicolas	20	164	184	228
St-Romuald-d'Etchemin	40	435	475	518
Sillery				80
Val-Bélair	685		685	481
Vanier	802		802	852

	Assainissement des eaux	Aqueducs, égouts et autres	1984	1983
Diverses circonscriptions électorales				
Abitibi-Est	5 265	541	5 806	9 659
Abitibi-Ouest		717	717	631
Argenteuil		2 590	2 590	3 056
Arthabaska		945	945	1 274
Beauce-Nord	15 413	13 893	29 306	17 752
Beauce-Sud	14 792	3 622	18 414	6 299
Beauharnois	7 078	320	7 398	9 105
Bellechasse	701	5 635	6 336	8 959
Berthier	3 554	2 774	6 328	7 676
Bonaventure		1 892	1 892	2 396
Brome-Missisquoi	2 736	7 689	10 425	6 606
Champlain	711	1 075	1 786	2 774
Chapleau		1 123	1 123	1 345
Charlevoix		1 107	1 107	1 279
Chauveau	1 614	215	1 829	676
Chicoutimi	28 371	43	28 414	11
Deux-Montagnes	6	1 963	1 969	949
Drummond	7 067	3 435	10 502	3 526
Dubuc	517	955	1 472	1 864
Duplessis		3 221	3 221	4 010
Frontenac	24 281	4 382	28 663	10 620
Gaspé		2 977	2 977	3 635
Gatineau	3 537	30	3 567	103
Hull		20	20	
Huntingdon		3 055	3 055	3 731
Iberville	13 374	1 801	15 175	11 821
Johnson	3 827	1 092	4 919	6 641
Joliette	9 481	1 942	11 423	979
Jonquière	18 491	283	18 774	13 841
Kamouraska-Témiscouata	3 278	6 268	9 546	4 663
Labelle	8 226	1 999	10 225	10 741
Lac-St-Jean	23 004	2 279	25 283	5 084
Laporte		75	75	
L'Assomption	2 550	223	2 773	268
Lavolette	11 547	485	12 032	3 549
Lévis	38	3 612	3 650	3 992
Lotbinière	1 410	6 826	8 236	10 010
Maskinongé	52	409	461	469
Matane	7 949	1 978	9 927	10 821
Matapédia	4 594	2 412	7 006	8 109
Mégantic-Compton	7 176	1 489	8 665	8 983
Montmagny-L'Islet		3 959	3 959	4 982
Montmorency		1 202	1 202	1 276
Nicolet		3 883	3 883	4 209
Orford	20 167	6 338	26 505	16 841
Papineau	1 714	685	2 399	759
Pontiac	1 200	433	1 633	495
Portneuf	2 504	7 490	9 994	7 151
Prévost	3 207	1 148	4 355	3 638
Richelieu		2 647	2 647	2 368
Richmond	48	5 851	5 899	6 530
Rimouski	339	1 061	1 400	1 222
Rivière-du-Loup		9 419	9 419	8 109
Roberval	14 756	7 514	22 270	20 216
Rousseau	7 555	2 688	10 243	10 227
Rouyn-Noranda — Témiscamingue	4 117	3 600	7 717	2 181
Saguenay		2 686	2 686	3 229
St-François	13 373	1 972	15 345	2 627
St-Hyacinthe	4 438	3 097	7 535	10 436
St-Jean		3	3	24
St-Maurice		448	448	470
Shefford	15 533	747	16 280	25 608
Sherbrooke	38 205		38 205	1 896
Terrebonne	794	994	1 788	1 051
Trois-Rivières	200		200	
Ungava	5 179	11 956	17 135	14 848
Vaudreuil-Soulanges		2 846	2 846	2 059
Verchères	232	1 566	1 798	1 436
Diverses municipalités		115	115	509
	578 852	216 713	795 565	512 897
Organismes municipaux				
Aqueduc intermunicipal du Bas-Richelieu		681	681	898
Communauté régionale de l'Outaouais	1 642		1 642	9 634
Communauté urbaine de Montréal	269 567		269 567	299 507
Communauté urbaine de Québec	230 785		230 785	21 806
Régie intermunicipale des Bois-Francs				55
	1 080 846	217 394	1 298 240	844 797 *

* Les chiffres de 1983 ont été modifiés pour fin de comparaison.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)**AUTORISÉS PAR LE GOUVERNEMENT
POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL
DIVERS ORGANISMES ET SOCIÉTÉS**

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Abitibiwinni, Conseil de bande		11
Base de Plein Air de la Côte-Nord Inc.	70	
Bell Helicopter de la Textron Canada Inc.	113 769	
Camp Cité des Loisirs Inc.		40
Centre d'expédition et de plein air Laurentien	92	
Centre Sportif St-Timothée Inc.		50
Club Lions de Maniwaki Inc.		37
Collège de Lévis		27
Comité intermunicipal du Parc du Mont-Grands-Fonds		40
Commission intermunicipale des loisirs de Chesterville et de Chester-Ouest		4
Corporation de l'Aréna d'Amqui Inc.	199	
Corporation de l'Aréna de St-Henri Inc.		50
Corporation des Sports d'hiver K.R.T. Inc.	30	
Corporation d'hébergement du Québec	71	
Corporation du village plein air du Lac-Édouard	180	
Corporation Gleason Inc.	100	
Corporation pour la Mise en Valeur du Lac-St-Pierre Inc.	100	
La Traverse Lotbinière-Deschambault Ferry Inc.	24	
Le Centre de Formation Laval Inc.	300	
Le Patro Le Prévost	695	1 390
Les Loisirs de Granby Inc.		32
Les Loisirs de l'Île Dupas		2
Les Loisirs de Ste-Hedwidge de Roberval		14
Mont-Tremblant Lodge (1965) Inc.		530
Musée maritime Bernier		250
Société de développement du massif de Petite-Rivière-St-François	175	
Village Québécois d'Antan Inc.		75
Y.M.C.A. de Montréal		30
	<u>115 805</u>	<u>2 582</u>

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
POUR DE L'AIDE FINANCIÈRE À DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC, À L'HABITATION FAMILIALE ET AUTRES

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Imputable à des crédits permanents		
Loi sur l'habitation familiale, L.R.Q., c. H-1		
Engagements au 31 mars	278 568	278 568
Moins:		
Annulation d'engagements par suite de ventes et remboursements par anticipation	87 770	83 927
Engagements réels au 31 mars	190 798 (1)	194 641
Moins:		
Montant payé	181 368 (2)	179 680
	9 430	14 961
Loi de la Communauté urbaine de Québec, L.R.Q., c. C-37.3 subvention à la Commission de transports de la Communauté urbaine de Québec, en vertu de l'article 254 et représentant la partie capital du remboursement d'emprunt	2 786	2 930
Loi sur la Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10		1 000
Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, L.R.Q., c. C-8	57 700	72 000
	69 916	90 891
Imputable à des crédits votés		
Société québécoise des transports	22 500	
	92 416	90 891

(1) Les engagements autorisés par la Loi ne doivent pas excéder 225 000 000 \$.

(2) Le montant payé tient compte des recouvrements des dépenses des années antérieures.

DÉTAIL DES ENGAGEMENTS FINANCIERS (suite)
SOLDE À VERSER POUR DES APPORTS DE CAPITAUX À DES ENTREPRISES
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, IMPUTABLE À DES CRÉDITS PERMANENTS

(MILLIERS \$)

	1984	1983
Raffinerie de sucre du Québec, L.R.Q., c. R-0.1	12 000	21 000
Société de développement autochtone de la Baie James, L.R.Q., c. S-9.1	1 000	1 250
Société de développement coopératif, L.R.Q., c. S-10		2 000
Société de développement de la Baie James, L.R.Q., c. D-8	40 000	40 000
Société générale de financement du Québec, L.R.Q., c. S-17	10 000	30 000
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaire, L.R.Q., c. S-21	7 000	
Société québécoise d'initiatives pétrolières, L.R.Q., c. S-22	76 000	106 000
	<u>146 000</u>	<u>200 250</u>

NOTE

Ces engagements n'auront aucune incidence sur les dépenses et sur la dette nette lorsqu'ils seront liquidés, parce que le déboursé sera contrebalancé par une augmentation, dans le compte « Placements », de 146 000 000 \$ concernant le capital-actions.

Excluant 161 000 000 \$ pour la Société générale de financement du Québec, 500 000 \$ pour la Société de développement des industries de la culture et des communications et 11 600 000 \$ pour la Société québécoise d'exploration minière pour lesquels une décision du Ministre est requise pour effectuer les déboursés. Au 31 mars 1984, la décision requise du Ministre n'est pas considérée dans l'établissement de l'engagement.

INDEX ALPHABÉTIQUE

A		PAGE		PAGE
Actif et passif		20, 4-2	Comité de la protection de la jeunesse	1-154
Activité physique et sport, promotion		1-162	Commerce extérieur, Ministère	1-36, 1-94
Administration (Habitation)		1-144	Commercialisation des produits agro-alimentaires	1-82
Administration (Justice)		1-154	Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, Ministère	1-37, 1-96
Administration de logement		1-174	Commission d'accès à l'information	1-102
Administration du système électoral		1-92	Commission d'appel de francisation des entreprises	1-98
Administration fiscale		1-174	Commission de la fonction publique	1-140
Administration			Commission de la protection du territoire agricole	1-84
Affaires municipales (générale)		1-68	Commission de la représentation	1-92
Éducation		1-112	Commission de la santé et de la sécurité du travail, aide financière	1-186
Administration déléguée de programmes en sécurité du revenu		1-166	Commission de surveillance de la langue française	1-98
Administration des réseaux (Éduc.)		1-112	Commission des Affaires sociales	1-166
Adultes, Formation des		1-116	Commission des biens culturels	1-58
Affaires amérindiennes et inuit		1-104	Commission des droit et libertés de la personne	1-154
Affaires canadiennes		1-62	Commission des services juridiques	1-154
Affaires culturelles, Ministère	1-32, 1-58		Commission des transports	1-182
Affaires internationales		1-62	Commission de toponymie	1-98
Affaires intergouvernementales, Ministère	1-32, 1-62		Commission nationale de l'aménagement	1-66
Affaires législatives (Justice)		1-158	Commission québécoise des libérations conditionnelles	1-156
Affaires municipales, Ministère	1-33, 1-66		Communautés culturelles et Immigration, Ministère	1-37, 1-98
Affaires nordiques et amérindiennes		1-68	Communications, développement des politiques	1-102
Affaires sociales, Ministère	1-33, 1-72		Communications, Ministère	1-38, 1-100
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche		1-178	Compensations diverses aux municipalités	1-66
Agriculture, Pêcheries et Alimentation, Ministère	1-34, 1-80		Comptabilité gouvernementale	1-132
Aide à la production agricole		1-82	Compte des régimes de retraite, continuité du	5-28
Aide aux justiciables		1-154	Comptes à payer	5-27
Aide et surveillance administratives et financières (Municipalités)		1-66	Comptes à recevoir	5-4
Aide financière à la construction de réseaux d'aqueducs et d'égouts		1-68	Compte d'accords de perception fiscale, continuité du	5-26
Aide financière à la Société d'aménagement de l'Outaouais		1-70	Conciliation entre locataires et propriétaires	1-144
Aide financière à l'Office de la construction		1-188	Connaissance de la forêt	1-120
Aide financière à l'industrie des courses de chevaux		1-176	Connaissance du milieu ambiant	1-128
Aide financière à la Commission de la santé et de la sécurité du travail		1-186	Connaissance géographique du territoire	1-122
Aide financière aux étudiants		1-114	Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	1-188
Aide institutionnelle et restructuration du territoire		1-68	Conseil de la langue française	1-98
Allocation de l'espace et de l'équipement		1-190	Conseil de la Politique scientifique	1-104
Aide sociale		1-168	Conseil des affaires sociales et de la famille	1-78
Allocations familiales		1-166	Conseil des collèges	1-112
Allocations de maternité		1-168	Conseil des universités	1-112
Amélioration de la forêt		1-120	Conseil exécutif, Ministère	1-38, 1-104
Amélioration du milieu ambiant		1-128	Conseil du trésor, Ministère	1-39, 1-110
Aménagement du territoire municipal		1-66	Conseil des services essentiels	1-186
Analyse économique et services statistiques	1-108, 1-138		Conseil supérieur de l'éducation	1-112
Annexes de l'actif et du passif		5-1	Conservation du réseau routier	1-182
Approvisionnement		1-190	Construction du réseau routier	1-180
Aqueducs et égouts, Réseaux		1-68	Contentieux criminel	1-158
Arts d'interprétation		1-60	Continuité	
Arts de l'environnement visuel		1-60	de la provision pour créances irrécouvrables	5-24
Assemblée nationale, Ministère	1-36, 1-88		du compte des régimes de retraite	5-28
Assistance-maladie		1-168	Contributions à titre d'employeur	1-140
Assurances agricoles		1-82	Contrôle des jeux de hasard et des courses	1-176
Autres éléments d'actif		5-25	Contrôle des permis d'alcool	1-156
Autres emprunts		5-43	Contrôle et surveillance du développement:	
Avoir dans les entreprises du gouvernement du Québec	26, 4-8		du commerce des valeurs mobilières	1-136
			des associations coopératives	1-136
			Conventions comptables	1-3
			Coordination de la recherche (Aff. soc.)	1-76
			Coordination des activités de la sécurité publique	1-158
			Coordination du développement économique et régional	1-106
			Coordination régionale et nationale (Aff. soc.)	1-76
			Création d'emplois	1-170
			Crédits, dépenses et variations, Sommaire	1-4
			Crédits dont le droit d'engager a été suspendu	1-9
B			D	
Besoins financiers et financement		22	Dépenses, Sommaire	19, 1-4, 1-8, 1-30
Bibliothèque de l'Assemblée nationale		1-88	Dépenses par super-catégories et catégories	1-30
Biens culturels, Sauvegarde et mise en valeur		1-58	Dépenses de transfert, état sommaire des dépenses effectuées	1-7
Bons du trésor		5-28	Dettes nettes	19, 4-4
Bureau central de l'informatique		1-100	Dettes assumées (obligations)	5-33
Bureau de surveillance du cinéma		1-60	Développement de l'industrie forestière	1-122
Bureau du lieutenant-gouverneur		1-104	Développement de l'industrie manufacturière	1-148
			Développement de l'industrie touristique	1-150
			Développement des communications	1-102
			Développement des pêches maritimes	1-86
			Développement du commerce extérieur	1-94
			Droits et libertés de la personne, Commission	1-154
C				
Catégories et super-catégories de dépenses				
Listes et définitions		1-28		
Sommaire		1-30		
Centre de recherche industrielle du Québec		1-148		
Charte de la langue française		1-98		
Chèques en circulation	21, 4-3			
Cinéma		1-60		

INDEX ALPHABÉTIQUE

	PAGE		PAGE
E		Formation des adultes	1-116
Échéancier sommaire		Formation professionnelle (Touristique)	1-150
des obligations et autres emprunts moins		Formation professionnelle de la main-d'oeuvre	1-170
les fonds d'amortissement	5-45	Formulation de jugements	1-152
des engagements pour le remboursement d'emprunts	5-64		
relatifs à des dépenses en capital	1-39, 1-112	G	
Éducation, Ministère	1-170	Garde des détenus et réinsertion sociale des délinquants	1-156
Emploi, protection et développement		Gestion budgétaire et politique administrative	1-110
Emprunts		Gestion de certains emprunts des réseaux des affaires	
effectués	22, 3-4	sociales et de l'éducation	1-132
garantis	5-47	Gestion de la caisse et de la dette publique	1-132
remboursés	22, 3-6	Gestion des ressources fauniques	1-164
temporaires	5-26	Gestion des terres publiques	1-124
autres	5-43	Gestion du personnel de la fonction publique	1-140
Énergie et Ressources, Ministère	1-40, 1-120	Gestion du territoire agricole	1-84
Engagements	5-63		
Opérations budgétaires	5-64	H	
Opérations non budgétaires	5-82	Habitation et Protection du consommateur, Ministère	1-47, 1-144
Enquêtes et expertises scientifiques pour fins judiciaires	1-152	Hébergement, Services en centres d'	1-74
Enregistrement officiel	1-156		
Enseignement		I	
primaire et secondaire public	1-114	Indemnisation des victimes d'actes criminels	1-160
collégial public	1-114	Industrie des courses de chevaux, Aide financière	1-176
universitaire	1-116	Industrie, Commerce et Tourisme, Ministère	1-49, 1-148
privé	1-116	Industrie minière et administration minière	1-124
Entrepreneurs en construction, qualification		Information et publications gouvernementales	1-100
professionnelle des	1-146	Inspecteur général des institutions financières	1-136
Environnement, Ministère	1-42, 1-128	Institut national de productivité	1-148
Espace et équipement, Allocation	1-190	Institut québécois de recherche sur la culture	1-58
Estimation des comptes à payer non inscrits	27, 4-9	Intérêts courus (actif)	5-5
Études et recherches concernant l'énergie	1-126	Intérêts courus (passif)	5-27
Études des politiques et économiques et fiscales	1-132	Introduction	9
Évaluation foncière	1-66		
Exploitation des immeubles	1-190	J	
Exploration géologique et minière	1-124	Jeux de hasard et courses, Contrôle	1-176
		Justice, Ministère	1-49, 1-152
F			
Financement agricole	1-80	L	
Financement, besoins financiers et	22	Liste des ministères et organismes du Gouvernement	25, 4-7
Financement forestier	1-122	Liste et définitions des catégories et super-catégories	
Financement, Sommaire	22, 3-3	de dépenses	1-28
Finances, Ministère	1-43, 1-132	Livres et autres imprimés	1-58
Fonctions de police, normalisation et surveillance	1-158	Logistique, Administration	1-174
Fonction publique, Ministère	1-47, 1-140	Loisir, Chasse et Pêche, Ministère	1-51, 1-162
Fonds d'amortissement			
Continuité,	5-37	M	
Détail	5-38	Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu, Ministère	1-51, 1-166
Office des autoroutes du Québec	5-45	Mandats spéciaux	1-6
Provenance et utilisation des,	5-40	Médias	1-90
Répartition des valeurs détenues	5-42	Municipalités, Aide et surveillance administratives	1-66
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts		et financières	
de commissions scolaires	33		
Fonds d'amortissement afférent à un emprunt		N	
de l'université du Québec	36	Normalisation et surveillance de l'exercice	
Fonds de développement régional	1-106	des fonctions de police	1-158
Fonds de la recherche en santé du Québec	1-76	Normes de travail	1-186
Fonds de péréquation	1-66	Notes complémentaires	
Fonds de relance industrielle	39	Notes	23, 4-5
Fonds de suppléance	1-134	Annexe 1	25, 4-7
Fonds des cautionnements des agents de voyages	41	Annexe 2	26, 4-8
Fonds des services de santé	44	Annexe 3	27, 4-9
Fonds d'incitation à la recherche	1-104, 1-178	Annexe 4	28, 4-10
Fonds en fidécommiss	47	Notes explicatives sur les placements	5-8
Fonds pour la formation de chercheurs et		Nouveaux emprunts	
actions concertées	1-118	Détail	3-4
Fonds renouvelable de la Direction des services		Sommaire	3-4
informatiques aux réseaux d'enseignement	59		
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement	63		
Fonds renouvelable des publications gouvernementales	65		
Fonds renouvelable du Service de la cartographie	68		
Fonds renouvelable du Service des achats			
du Gouvernement	71		
Fonds renouvelable pour les équipements informatiques	74		
Fonds renouvelable — Télécommunications	77		
Fonds spécial olympique	49		
Fonds spéciaux du crédit agricole	53		
Forêts			
Amélioration	1-120		
Connaissance	1-120		
Protection	1-120		
Utilisation	1-120		

	PAGE		PAGE
O		Régimes de retraite et assurance-vie (C.A.R.R.)	1-96
Obligations	5-29	Régime de retraite des enseignants	1-96
Office de la construction, aide financière	1-188	Relations avec les citoyens	1-108
Office de la langue française	1-98	Relations de travail	1-186
Office des personnes handicapées du Québec	1-108	Remboursement à certains travailleurs autonomes	1-174
Office des services de garde à l'enfance	1-108	Remboursement d'emprunts	3-6
Office franco-québécois pour la jeunesse	1-62	Répartition des valeurs détenues par fiduciaire dans les fonds d'amortissement	5-42
Office des professions	1-118	Réseaux d'aqueduc et d'égouts, Aide financière	1-68
Office de recrutement et de la sélection du personnel	1-142	Réseaux et équipements de communication	1-100
O.P.D.Q.	1-106	Réseaux routiers	
Opérations budgétaires, Sommaire	1-2	Conservation	1-182
Opérations non budgétaires		Construction	1-180
Sommaire	2-3	Ressources fauniques, Gestion	1-164
Placements, sommaire et détail	2-4	Revenus, Détail par ministère, catégorie et sous-catégorie	
Régimes de retraite, compte des	2-6	Revenu, Ministère	1-32
Autres comptes	2-6	Revenus, Sommaire par ministère et par catégorie	1-52, 1-174 18, 1-2
Opinion du Vérificateur général		S	
sur les états financiers du gouvernement du Québec	29	Sauvegarde et mise en valeur des biens culturels	1-58
sur les Fonds renouvelables	62, 64, 67, 70, 73, 76, 78	Science et Technologie, Ministère	1-178
sur les Fonds spéciaux	35, 38, 40, 43, 46, 48, 52, 55	Science et technologie	1-104
Organisation et réglementation des professions	1-118	Sécurité dans les bâtiments et les lieux publics	1-146
Organismes-conseils auprès du Premier ministre	1-104	Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	1-168
P		Sécurité-incendie	1-70
Passifs éventuels et engagements financiers	28, 4-10	Sécurité publique, coordination des activités	1-158
Passifs éventuels	5-47	Services de soutien politique	1-88
Pêches maritimes, Développement	1-86	Services en centres de réadaptation	1-74
Permis d'alcool, Contrôle	1-156	Services en centres de services sociaux	1-74
Placements		Services en centres hospitaliers	1-72
Sommaire	5-6	Services en centres d'hébergement	1-74
Entreprises du Gouvernement	5-6	Services en C.L.S.C.	1-72
Municipalités et organismes municipaux	5-14	Services essentiels, Conseil des	1-186
Notes explicatives	5-8	Services juridiques du Gouvernement	1-156
Particuliers, sociétés et autres	5-22	Services parlementaires	1-88
Placements temporaires	5-3	Services de soutien politique	1-88
Plan comptable (voir Conventions comptables)	13	Société d'aménagement de l'Outaouais	1-70
Planification, recherche et enseignement (Agriculture)	1-80	Société de développement industriel du Québec	1-148
Plein air, parcs et réserve	1-162	Société de radio-télévision du Québec	1-102
Policiers		Société d'habitation du Québec	1-144
Formation et perfectionnement	1-158	Société du parc industriel du centre du Québec	1-148
Normalisation et surveillance	1-158	Solde à verser pour les apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec	5-82
Prêts et avances	5-7	Sommaire	
Production agricole, Aide	1-82	des revenus par ministère et par catégorie	18, 1-2
Professions, Organisation et réglementation	1-118	des crédits, dépenses et variations par ministère	1-4
Promotion de l'activité physique et du sport	1-162	des dépenses par ministère et par super-catégorie et catégorie	1-30
Promotion et développement de l'industrie touristique	1-150	des engagements financiers	5-63
Promotion des droits des femmes	1-106	des opérations budgétaires	1-2
Promotion du loisir socio-culturel	1-162	des opérations non budgétaires	2-3
Protecteur du citoyen	1-90	Emprunts garantis	5-47
Protection civile	1-160	Financement	3-3
Protection de la forêt	1-120	Nouveaux emprunts	22, 3-4
Protection de la jeunesse, Comité de la	1-154	Soutien administratif à l'activité judiciaire	1-152
Protection des droits et libertés de la personne	1-154	Soutien aux municipalités et aux organismes de loisir	1-162
Protection du milieu (Environnement)	1-128	Soutien des organismes bénévoles	1-72
Protection du consommateur	1-146	Statut de la femme, Promotion du droit	1-106
Protection et développement de l'emploi	1-170	Supplément au revenu de travail	1-174
Provenance et utilisation des fonds d'amortissement	5-40	Sûreté du Québec	1-160
Provision pour créances irrécouvrables, continuité de la	5-24	Suspension du droit d'engager	1-9
Publications gouvernementales, Informations et	1-100	T	
Q		Terres publiques, Gestion	1-124
Qualification professionnelle des entrepreneurs en construction	1-146	Tourisme	
R		Formation professionnelle	1-150
Recherche, coordination de la (Aff. soc.)	1-76	Promotion et Développement	1-150
Recherche minérale, analyses et essais	1-124	Transport aérien gouvernemental	1-184
Régie de la sécurité dans les sports	1-164	Transports, Commission des	1-182
Régie de l'assurance-maladie du Québec, Ministère	1-172	Transports, Contrôle des lois et règlements	1-180
Régie de l'électricité et du gaz	1-126	Transports maritime et aérien	1-184
Régie des entreprises de construction	1-146	Transports, Ministère	1-55, 1-180
Régie des grains	1-84	Transport scolaire	1-184
Régie des installations olympiques	1-164	Transports terrestres	1-180
Régie des marchés agricoles du Québec	1-84	Travail, Ministère	1-56, 1-186
Régie des services publics	1-102	Travailleurs autonomes, Remboursements de leurs contributions au R.R.Q.	1-174
Régie du cinéma	1-60	Travaux publics et Approvisionnement, Ministère	1-56, 1-190
Régime d'assurance-maladie	1-172	Tribunal de l'expropriation	1-152

INDEX ALPHABÉTIQUE

U	PAGE
Utilisation de la forêt	1-120
V	
Variation de l'encaisse	3-4
Variation du change sur les remboursements d'emprunts en monnaie étrangère	3-9
Vérificateur général	1-90

Veillez rapporter ou renouveler ce volume avant ou à la dernière date ci-dessous indiqués.

[illegible]